

(N° 332.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUIN 1923.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PECHER.

MESSIEURS,

Le Budget Extraordinaire est, au sens exact du mot, le compte de nos dépenses productives d'outillage ou de premier établissement, propres à enrichir le patrimoine de la Nation.

Tout l'effort de ceux qui ont la charge d'examiner ce budget, doit être de lui restaurer ce caractère, sans altération ni concession d'aucune sorte.

Le rapport relatif au Budget Extraordinaire de 1922 a marqué cette tendance que la Commission des Finances s'est attachée à faire consacrer avec une rigueur de plus en plus grande depuis l'armistice, et qui est d'ailleurs le signe du retour à une politique budgétaire normale et bien ordonnée. C'est ainsi que progressivement furent élagués du Budget Extraordinaire tous les éléments qui, à raison de leur nature, n'avaient point à y trouver place : dépenses résultant de la guerre, dépenses recouvrables, dépenses des régies, dépenses ordinaires de caractère exceptionnel, etc. Ce travail d'élagage a contribué à faire apparaître, plus pures et plus précises, les grandes

(1) Budget, n° 4-XVI.

Amendement, n° 286.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Augustin), de Liedekerke, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

2) *Six membres nommés par les Sections* : MM. Pecher, Claes, du Bus de Warnaffe, de Liedekerke, Pussemier et Cousot.

lignes de cette architecture un peu vaste et touffue qu'est le Budget Extraordinaire.

Cette tâche n'est pas finie cependant : il subsiste encore un solde de dépenses suite de guerre, que rien n'autorise à qualifier de dépenses productives et qu'il n'est certes pas sage de mettre à charge de l'emprunt, mais que les nécessités budgétaires d'après-guerre avaient obligé d'accueillir à ce budget. Elles sont heureusement en forte réduction, puisque de fr. 424,340,437 en 1922, elles passent cette année à fr. 189,632,623.

Il est essentiellement désirable qu'à bref délai elles soient complètement éliminées du Budget Extraordinaire. Il en est parmi elles qui tout en ne rentrant pas dans le cadre normal de nos dépenses ordinaires, sont destinées encore à se répéter pendant un laps de temps assez prolongé, dix, vingt ans ou même plus. Tels sont les crédits prévus aux articles suivants :

Art. 6. — Subside à l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre.

Art. 55. — Secours aux ouvriers devenus inaptes au travail par suite de la guerre, y compris les soins médicaux et pharmaceutiques.

Art. 57. — Allocations supplémentaires et secours extraordinaires aux victimes, se trouvant dans le besoin, d'accidents de travail survenus avant le 16 décembre 1919. Dépenses diverses.

Art. 99. — Traitements et indemnités des officiers pensionnés maintenus en service, admis au bénéfice de l'arrêté royal du 16 septembre 1919.

Art. 100. — Traitements, indemnités et solde d'hôpital des militaires appointés et soldés, malades et blessés de guerre en traitement à l'hôpital militaire de Woluwe.

Art. 101. — Allocations du personnel temporaire des bureaux des quartiers-maitres et autres services administratifs. (Dépôts des invalides de guerre, commandement des centres de l'arrière, etc.)

Art. 102. — Nourriture et habillement des malades; entretien des établissements; service médico-chirurgical et pharmaceutique.

Art. 103. — Armement, charroi et harnachement de l'armée. Traitements, salaires et indemnités du personnel civil appointé et salarié et du personnel militaire placé sans allocations militaires; indemnités spéciales à certains militaires des établissements et parcs d'artillerie.

Art. 104. — Transports divers et traitements, salaires et indemnités du personnel de l'ancienne section des chemins de fer de campagne en liquidation.

Art. 105. — Pensions pour ancienneté de service et ordres nationaux dérivant de la guerre (y compris les premiers termes de pension prenant cours en 1923, ou antérieurement au 1^{er} janvier de la même année).

Ces dépenses devraient passer à l'ordinaire dans la catégorie des dépenses exceptionnelles auxquelles elles s'assimilent tout naturellement.

L'observation qui vient d'être formulée vaut également pour le crédit destiné à couvrir les indemnités temporaires et mobiles de vie chère. Sans doute n'y a-t-il pas lieu de les incorporer aux budgets ordinaires des divers Départements. Mais comme aucun indice ne permet d'augurer pour un

avenir immédiat un retour aux conditions normales du coût de l'existence et que dès lors cette dépense s'annonce comme devant être imputée au Budget de façon régulière et pendant un laps de temps peut-être prolongé, il n'apparaît pas raisonnable de continuer à solliciter de ce chef l'emprunt et il est logique de porter le montant de ces indemnités au budget ordinaire parmi les dépenses exceptionnelles des divers Départements. Rappelons à ce propos cette appréciation fort judicieuse contenue dans l'exposé général du Budget pour l'exercice 1906 et relatée dans les observations de la Cour des Comptes pour les années 1909 et 1910, publiées en 1922 : « Les dépenses » d'outillage économique directement ou indirectement productives, pouvant » seules légitimer le recours à l'emprunt, le Budget général doit comprendre » toutes les autres dépenses, *mêmes celles qui n'ont pas le caractère de périodicité et de permanence des dépenses du service ordinaire* et qu'on appelle » pour ce motif « dépenses exceptionnelles ». C'est donc à tort qu'on a jadis » porté à l'extraordinaire toute espèce de dépenses étrangères, à la vérité » aux besoins annuels des services publics, mais également étrangères à » l'outillage économique du Pays ».

Il est d'évidence que ne rentrent pas dans cette définition, divers crédits afférents au paiement des appointements et salaires de certaines catégories d'agents ou employés temporaires, que des nécessités, issues de la guerre, obligent à maintenir en service. Il en est ainsi notamment, et ce à concurrence de sommes élevées, pour le Département de la Défense Nationale. L'objection faite en général à toute proposition de transfert de ces crédits au Budget ordinaire parmi les dépenses exceptionnelles, est que ces agents temporaires ne font point partie du cadre permanent de l'armée, qu'ils ne restent en service que pour assurer des travaux de liquidation de l'après-guerre ou de reconstitution du matériel ou d'approvisionnements nouveaux, que la dépense à prévoir de ce chef ne manquera pas de disparaître au bout d'un certain nombre d'années et que dès lors il y a lieu de ne pas confondre les postes qui leur sont relatifs avec l'ensemble des crédits prévus pour l'organisation normale de notre établissement militaire. On concevrait la pertinence de pareille augmentation, s'il s'agissait d'inscrire cet ordre de crédits parmi les dépenses ordinaires du Département de la Défense Nationale ; on ne peut y voir une raison suffisante pour se refuser de les mettre aux dépenses exceptionnelles. Le criterium n'est évidemment pas la nature du titre de nomination de ces agents et le fait qu'ils sont agents temporaires n'est pas un motif de prélever sur l'emprunt le montant de leurs appointements. Il n'est pas plus justifié de trancher la difficulté par la seule considération qu'il s'agit d'une dépense rendue nécessaire par une circonstance née de la guerre. Quel est le budget ordinaire qui n'a pas été profondément bouleversé par les conséquences de celle-ci ? La véritable règle d'appréciation n'est autre que celle rappelée ci-dessus : L'inscription à l'extraordinaire et le paiement sur l'emprunt n'est légitime que pour les dépenses de premier établissement qui, enrichissant l'outillage national, sont productives, et profitent à la fois à la génération présente et aux générations futures.

A s'en tenir strictement à ce principe qui est de saine politique budgétaire,

il y aurait lieu enfin de reporter à l'ordinaire toute dépense d'amélioration ou de réfection dans la mesure où le travail ne dépasserait pas notablement la valeur actuelle des ouvrages remplacés, le Budget Extraordinaire ne devant être grevé que de la plus-value réalisée par la reconstruction ou l'amélioration apportée. A ce titre, il y a lieu, quelque dussent-être les difficultés de réalisation de ce desideratum, de mettre à l'ordinaire un certain nombre de crédits, tels ceux figurant à l'article 20 — 2° qui n'apparaissent en ordre principal que comme crédit d'entretien de routes et voies de communication et tous les crédits destinés à pourvoir au gros entretien des bâtiments de l'État (cf. art. 73 et 120).

Telles sont, en résumé, les remarques qu'à suggérées, à la Commission des Finances, l'examen d'ensemble de ce budget et les amendements de portée générale qu'elle espère voir se réaliser prochainement.

Une seconde observation préliminaire s'impose, non plus au nom d'un principe de politique budgétaire, mais à raison des difficultés financières du moment : il importe de se rappeler que toute dépense portée au Budget Extraordinaire se répercute à l'ordinaire par l'aggravation qu'elle entraîne dans les charges de la Dette Publique. Quelqu'utiles que soient les travaux à entreprendre ou l'outillage à constituer, il reste néanmoins que nous ne pouvons, dans l'état actuel de nos finances, envisager qu'avec une prudence extrême l'appel à l'emprunt pour la couverture de ces dépenses. Tout est ici question de mesure : autant il serait peu avisé de tarir, par une parcimonie excessive, des sources futures de prospérité et d'efflorescence économique pour le Pays, autant il serait périlleux de se lancer trop vite dans des dépenses qui alourdiraient fortement notre situation financière actuelle. Cette année-ci surtout une grande circonspection s'impose, puisque les réparations allemandes que nous avons escomptées dans l'établissement de nos prévisions budgétaires sont, hélas ! loin de représenter pour la Belgique un règlement assuré. Dans ces conditions, une grande réserve s'impose et la méthode suivie par le Gouvernement a été en général la suivante : les travaux et entreprises en cours sont continués et les crédits nécessaires à cette fin prévus au budget. Il eût été de mauvaise politique de retarder le moment où un rendement économique pourra être obtenu, et d'accumuler inutilement les pertes d'intérêts, à raison de l'interruption des travaux commencés. D'autre part, pour les crédits nouveaux, une condition rigoureuse est appliquée : ne seront accueillis que les crédits absolument urgents et indispensables ; il ne suffit pas qu'une dépense extraordinaire soit utile ou profitable au Pays, il faut, pour la légitimer, qu'elle soit absolument et rigoureusement inéluctable. De cette nature sont les crédits qui serviront à réaliser les grands travaux essentiels à l'essor de notre prospérité économique et ceux qui apparaissent nécessaires à notre sécurité. Enfin, dans quelques cas précis, nous nous trouverons en face d'engagements pris par l'État et qu'il ne peut évidemment être question d'éluder. C'est sous cet aspect que nous aurons à envisager par le détail, chacune des propositions de crédits, et sous ces réserves que nous nous efforcerons de réaliser toute la compression possible.

Qu'a donné ce travail?

C'est ce qu'il nous reste à examiner par l'étude des ensembles de crédits sollicités pour chaque Département et ensuite par l'analyse plus détaillée de chaque poste du budget.

Nous donnons à propos de chacun des articles les données qu'il nous a été possible de recueillir touchant l'emploi à faire des sommes prévues.

* * *

Le Budget des Recettes et Dépenses Extraordinaires pour 1923, comporte, tel qu'il est soumis à la Chambre, une prévision de dépenses de 623,540,375 ainsi réparties :

Dépenses d'outillage.	433,887,750 francs.
Dépenses suite de guerre	189,652,623 »

Les recettes extraordinaires sont évaluées à 4,304,000 francs.

Le total des crédits votés pour l'exercice 1922 s'élevaient dans le Budget même à 852,806,637 francs.

Aux crédits supplémentaires à :

Loi du 30 juillet 1922. 100,000 francs.

Loi du 28 février 1923. 109,400 »

209,400 »

Total. 853,016,037 francs.

se décomposant comme suit :

Dépenses d'outillage.	428,506,500 francs.
Dépenses suite de guerre	424,509,537 »

Total. 853,016,037 francs.

Le tableau ci-après renseigne par catégorie les crédits extraordinaires attribués à chaque Département pour l'an dernier et pour 1923 (d'après les prévisions du projet de Budget tel qu'il a été déposé sur le bureau de la Chambre).

Désignation des Ministères ou services.	1922. Outillage.	1922. Suite de guerre.	1923. Outillage.	1923. Suite de guerre.
Dette Publique		107,000,000		
Ministère de la Justice	1,484,000	6,715,000	825,000	6,615,000
Ministère des Affaires Étrangères	350,000		385,000	
Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène	100,000		500,000	268,000
Ministère des Sciences et des Arts	16,722,000		14,000,000	
Ministère de l'Agriculture et des Travaux Publics :				
A. Agriculture	600,000		1,000,000	
B. Travaux Publics	141,694,000		171,445,000	
Ministère de l'Industrie et du Travail	6,000,000	56,545,000		15,625,000
Ministère de la Défense Nationale	99,489,800	43,581,217	110,232,750	32,475,828
Gendarmerie		12,000		
Ministère des Finances	162,066,200	152,390,370	135,500,000	75,825,200
Indemnités temporaires et mobiles de vie chère		58,265,970		58,843,595
Total. . . fr.	428,506,500	424,409,557	433,887,750	189,652,623
	fr. 853,016,057		fr. 623,540,373	

De la confrontation de ces chiffres se dégage immédiatement une conclusion intéressante :

1° Le montant des crédits extraordinaires sollicités est en réduction d'environ 230 millions par rapport à l'an dernier (une diminution supplémentaire est résultée d'un nouvel examen du Budget et se trouve réalisée par des amendements du Gouvernement et de la Commission);

2° La réduction procède essentiellement de ce que les dépenses suites de guerre sont en régression.

Une certaine réserve s'impose toutefois : l'allègement que nous venons de signaler est dû, en partie, au transfert à l'ordinaire de deux crédits, respectivement de 10 et 97 millions, charge dérivant du retrait des marks (10 millions du chef de bonification pour frais à la Banque Nationale et 97 millions du chef du service de la dette contractée pour le retrait des marks — articles 1 et 2 de la loi du Budget Extraordinaire de 1922). « Le Gouvernement, ainsi que l'exprime l'honorable Premier Ministre dans l'exposé général du Budget, n'a pas voulu garder plus longtemps au Budget Extraordinaire ces postes, leur récupération ne pouvant plus être envisagée avec la même confiance que jadis. »

Une seconde cause de diminution consiste dans le fait que la dotation des

combattants ne figure plus au Budget Extraordinaire que pour 75,000,000, alors que 150.000,000 étaient prévus en 1922, diminution apparente; — car les obligations de l'État ne sont pas réduites, mais due à l'application du système de liquidation établie par la loi du 25 août 1920.

Reste un gain réel de 47,000,000, réalisé par une compression des dépenses des divers Départements. « Résultat absolument insuffisant », ainsi que le notait l'honorable Premier Ministre dans l'exposé général du Budget en réitérant son appel à la sagesse des Chambres pour passer à nouveau au crible les crédits de nature extraordinaire qui lui sont demandés.

C'est dans ces conditions que le problème se présente à la législature.

Une nouvelle revision s'est faite; elle a permis de porter l'économie réelle de 47 à 83 millions, eu égard aux crédits de 1922, ce qui représente un résultat appréciable.

Il n'est possible de s'en rendre compte que par l'examen détaillé des articles auquel nous procédons ci-dessous :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

ART. 1^{er}. — *Écoles de Bienfaisance et institutions publiques de l'État.* *Ameublement, fr. 125,000.*

Ce crédit est destiné à payer en tout ou partie l'ameublement de *premier établissement* des institutions suivantes, nouvellement ouvertes pour les mineurs placés sous la protection de l'État :

L'Asile-maternité avec pouponnière d'Uccle, environ . . . fr. 25,000

L'École de Bienfaisance pour filles, à Saint-Servais, destinée à remplacer l'École de Bienfaisance de Namur, environ . . . fr. 80,000

L'Asile-clinique pour filles mineures atteintes de maladies vénériennes, ouvert depuis janvier 1923 dans les locaux de l'ancien dépôt de mendicité de Bruges, environ . . . fr. 20,000

Afin de préciser l'objet de l'article, il est proposé par la Commission d'en modifier le libellé comme suit : « Ameublement de l'Asile-maternité d'Uccle, de l'École de Bienfaisance pour filles à Saint-Servais et de l'Asile-clinique pour filles mineures de Bruges; dépenses de premier établissement ». L'honorable Ministre a marqué son accord sur ce point.

Un crédit de 200,000 francs avait été accordé pour cet objet à l'article correspondant du Budget Extraordinaire de 1922. La dépense faite ne s'élèvera qu'à 160,000 francs, les achats n'ayant pu être effectués en temps utile. Le crédit actuel est donc un report à concurrence de 40,000 francs.

Les dépenses, faites à l'Extraordinaire, pour l'Asile-maternité d'Uccle comportent à ce jour et pour solde fr. 925,597.63. Elles sont relatives à l'achat de deux propriétés, aux travaux de construction et d'aménagement des bâtiments, installation électrique, chauffage, installations sanitaires, mobilier, cabinet médical. L'installation est actuellement achevée. Reste l'ameublement, auquel il sera pourvu par le crédit actuel.

L'école pour filles de Saint-Servais a nécessité à ce jour une dépense de fr. 2,412,094.76, comprenant l'achat du terrain, la construction des pavillons de la laiterie-ferme, de l'habitation du concierge, la construction des pavillons d'observation et d'éducation, les bâtiments d'administration et d'habitation des religieuses, chemins empierrés, trottoirs, pavement, planchéage, raccordement à la distribution d'eau, clôture métallique du domaine. Le crédit prévu à l'article 5 est final, quant à l'achèvement des travaux. Jusqu'à présent nulle somme n'a été dépensée pour l'ameublement. Cette dépense sera réduite au minimum et le mobilier de l'établissement de Namur sera utilisé autant que possible.

Même remarque en ce qui concerne l'asile-clinique de Bruges. Le nombre de places de cet établissement a dû être porté de 50 à 100 en présence du grand nombre des cas contagieux signalés par les médecins. Pour ces motifs il n'est pas certain que le crédit demandé pour l'ameublement de cet établissement sera le dernier, mais la dépense sera réduite autant qu'il se pourra.

ART. 2. — Avance à la colonie-asile de Reckheim. . . . 100,000 francs.

L'établissement de Reckheim servait avant le 1^{er} janvier 1921 d'exutoire au refuge de Hoogstraeten, comme colonie agricole de bienfaisance. Actuellement il héberge des aliénés délinquants paisibles au nombre de 187. L'asile vit sur ses propres ressources. Sa comptabilité, de même que celle de tous les établissements rattachés au budget pour ordre, s'établit conformément à un règlement lequel est, autant que possible, calqué sur les dispositions en usage dans les établissements rattachés au budget de l'État; les charges sont l'entretien et le traitement des malades, l'entretien des locaux, le paiement des traitements du personnel et des salaires de sujets subalternes, enfin, le paiement du loyer de l'immeuble, lequel appartient aux colonies de bienfaisance. Les rentrées se composent du recouvrement des frais d'entretien et de traitement des malades, enfin de la vente des produits de la ferme.

L'avance demandée est destinée à combler un déficit, les rentrées ne couvrant actuellement pas les frais généraux par suite du chiffre peu élevé de la population. Il est à remarquer que celle-ci s'accroît : elle était au début de 60 malades, elle approche aujourd'hui de 200. On peut escompter que moyennant un chiffre de 250 malades, l'établissement pourrait faire face à ses besoins. On s'efforce, d'autre part, de réduire les frais généraux et on examine si la population restant stationnaire il ne conviendrait pas d'admettre dans la colonie-asile des aliénés non-délinquants.

Il a été avancé en 1921 une somme de 500,000 francs, et en 1922 une somme de 10,000 francs.

La Commission ayant pris connaissance de ces éléments a pensé qu'il serait préférable de porter ce crédit au Budget Ordinaire du Ministère de la Justice, de même qu'il a été fait des crédits analogues prévus pour les exploitations agricoles des établissements de l'État à Saint-Hubert, Ruysselede, Moll et Merxplas (amendements au Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1923 — 7 décembre 1922, document n° 38). On ne voit pas, en

effet, pourquoi serait rattaché à l'extraordinaire un crédit destiné à parer à un déficit temporaire qui s'est produit dans le *budget d'entretien* de l'établissement en question. L'honorable Ministre n'a pas fait d'objection à cette suggestion. Le crédit peut donc être supprimé.

ART. 3. — *Avance à l'asile d'aliénés de l'État, à Tournai, 100,000 francs.*

De même que l'asile de Reckheim, l'asile de Tournai est un établissement vivant de ses propres ressources, c'est-à-dire du montant des frais d'entretien des aliénés. Les charges étaient en 1922, les suivantes : le paiement des traitements du personnel, l'entretien de l'immeuble, le chauffage, l'éclairage, enfin le paiement d'une somme fixée par contrat à la corporation religieuse qui dessert l'asile pour la surveillance, la nourriture, l'habillement et le couchage des aliénés. Depuis le 1^{er} janvier 1923, un quartier spécial a été ouvert pour les aliénés dangereux; la congrégation religieuse ne fournit plus à ce genre de malades que la nourriture; l'établissement a donc à sa charge la surveillance, l'habillement et le couchage. Cette modification a entraîné pour l'asile la nécessité de faire face lui-même à un service de surveillance et d'exposer à des frais pour l'habillement des surveillants laïcs, l'achat de literie, de mobilier, de vaisselle, etc. Ces frais de première installation étant faits, l'asile couvrira ses dépenses par le produit des recettes provenant de l'entretien des aliénés.

La population actuelle est de 193 aliénés.

Une avance de 500,000 francs a déjà été accordée par l'État. Pour les motifs indiqués dans le commentaire de l'article 2, la Commission a estimé que ce crédit trouverait également mieux sa place au Budget Ordinaire du Ministère de la Justice et l'honorable Ministre a bien voulu se ranger à cette appréciation. Cet article peut donc être supprimé.

ART. 4. — *Construction d'habitations pour le personnel à l'établissement pénitentiaire de Merxplas, fr. 200,000.*

Ce crédit était destiné à assurer l'achèvement du programme de construction d'habitations, exposé de façon détaillée dans le rapport sur le Budget Extraordinaire de 1922 : maison de médecin, d'instituteur, de commis et de surveillants. Il importe, en effet, dans l'intérêt de la discipline et de la sécurité, de ne pas obliger les agents à se loger trop loin de l'établissement. Mais vu l'impossibilité de réaliser ces constructions en 1923, le crédit peut être ramené à 100,000 francs.

ART. 5. — *École pavillonnaire pour filles, à Saint-Servais. Achèvement de travaux de premier établissement, fr. 300,000.*

La Commission, déjà l'an dernier, a formulé quelques réserves quant à l'importance des sommes consacrées à l'École pavillonnaire de Saint-Servais. La demande d'un dernier crédit de 300,000 francs nécessaire en vue de l'achèvement des travaux était annoncé pour le budget de 1923. C'est ce

crédit qui figure à l'article 5. Il est donc final, mais devra être porté à 500,000 francs pour les motifs que voici :

Au moment où la somme de 300,000 francs était prévue, elle paraissait suffisante; depuis lors la hausse persistante de la main-d'œuvre et des matériaux a été telle que la dite somme ne suffira plus. Il est impossible de prévoir avec certitude le résultat des adjudications, surtout lorsqu'interviennent des éléments nouveaux tels qu'une hausse générale des prix.

L'Administration a adjugé fin 1922 les travaux suivants :

a) Clôture des terrains : estimé 60,000 francs, adjugé 68,500 francs; différence : 8,500 francs;

b) Parachèvement des pavillons : estimé 159,000 fr., adjugé 217,200 fr.; différence : 68,200 francs;

c) De plus, pour les travaux de menuiserie, confiés aux ateliers du Refuge d'Hoogstraeten, il y a insuffisance de fr. 139,703.69, somme représentant la fourniture et la pose de 1305 mètres carrés de menuiseries intérieures à raison de 107 francs le mètre carré.

Il s'ensuit que l'ensemble déficitaire est de fr. 216,403.69 et il est donc indispensable que le crédit sollicité de 300,000 francs soit porté à 500,000 fr.

Il est entendu que moyennant l'octroi de ce crédit les travaux de l'école devront être complètement achevés.

ART. 5bis (nouveau). — *Avance aux fermes des Colonies de bienfaisance de Merxplas, Wortel et Hoogstraeten, pourvues de l'autonomie, en vue de la constitution d'un fonds de roulement pour en assurer l'exploitation, 150,000 francs.*

Cet amendement est devenu sans objet. En effet, la situation des Colonies de bienfaisance s'étant améliorée, le service central de comptabilité des dits établissements est à même de mettre à la disposition des exploitations agricoles la somme nécessaire de 150,000 francs pour l'exploitation en régie des trois fermes. Le crédit dont l'inscription a été proposée par amendement doit donc disparaître.

III. — Dépenses suites de guerre.

ART. 6. — *Subside à l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre,*
6,565,000 francs.

L'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre assume avec honneur et dévouement une tâche méritoire, à laquelle la Chambre se fera un devoir de collaborer par le vote du crédit sollicité. Sur la suggestion même de l'OEuvre ce crédit a été réduit à 6,250,000 francs.

La Commission des Finances a souhaité recevoir des justifications détaillées quant à l'emploi de cette somme et s'est enquis de la situation financière de l'OEuvre. On trouvera en annexe deux tableaux (Annexes I et II) qui relatent cette situation respectivement pour l'année 1922 et pour l'ensemble des exercices échus au 31 décembre 1922, à dater de la fondation de l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre. L'annexe III contient le Budget général de l'OEuvre pour l'année 1923 et apporte la justification de la demande actuelle de crédit. L'annexe IV donne le relevé des orphelins : a) par catégories

(enfants de soldats décédés ou invalides et enfants de civils décédés ou invalides) et par comités provinciaux ; b) d'après le mode de placement des pupilles (orphelins en famille, orphelins confiés à des nourriciers, orphelins confiés à des établissements).

On constate qu'à la date du 31 décembre 1922, l'OEuvre Nationale accordait son assistance à 17,969 enfants, se répartissant comme suit :

9,510 enfants de soldats

8,459 enfants de civils.

Le plus grand nombre des orphelins (16,769) sont laissés en famille, 638 sont confiés à des nourriciers (oncles, tantes, frères, grands-parents ou étrangers à la famille), 571 font leur éducation dans des internats.

Le rapport relatif au Budget Extraordinaire de l'an dernier a indiqué les divers modes de protection que l'Institution met en œuvre pour assurer le bien-être et l'avenir de ses pupilles. Nous n'y reviendrons pas, si ce n'est pour examiner le bien fondé de certains griefs qui se sont faits jour en section, au sujet de l'opportunité de systématiser et si possible de relever le taux de la pension assurée aux orphelins de la guerre.

Il appartient à cet égard de faire disparaître une confusion qui paraît s'être produite déterminant de la part de certains, des critiques injustifiées : la pension des orphelins est fixée uniformément à 300 francs par les lois du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires et du 10 juin 1919 - 25 juillet 1921 sur la réparation du dommage causé aux personnes. D'aucuns se sont étonnés de ce que l'enfant du soldat mort pour la Patrie ne soit pas bénéficiaire d'une majoration, alors qu'il en est ainsi pour la veuve du militaire tombé pour la Patrie. L'on comprend peu, dit-on, cette différence de régime entre les veuves et leurs enfants ; elle paraît d'autant plus surprenante que les militaires invalides de guerre qui obtiennent également une pension pour leurs enfants, voient le montant de cette pension augmenté dans une certaine mesure en raison de la cherté de la vie si le taux d'invalidité dépasse 60 p. c.

Il en résulte, par exemple, qu'un enfant d'invalidité à 100 p. c. obtient 390 francs de pension par an, alors qu'un orphelin de militaire décédé pendant la guerre ne perçoit que 300 francs par an.

Le taux de 300 francs n'est évidemment pas bien élevé et la Commission des Familles Nombreuses en a demandé, avec raison, le relèvement.

Il ne paraît pas possible cependant que l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre cherche à en corriger l'insuffisance.

En effet, ce but ne peut être atteint que par une révision des lois pré-rappelées sur les pensions, et il appartiendra au Gouvernement d'apprécier la possibilité d'une mesure de ce genre.

L'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre n'assure pas le paiement d'une rente au profit des enfants placés sous son patronage.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 18 juin 1919, elle prend dans l'intérêt des orphelins toutes dispositions jugées opportunes et naturellement ces interventions se manifestent dans la mesure des besoins constatés par l'enquête dans chaque cas particulier.

L'appréciation de ces besoins incombe aux visiteurs institués par le 6^e alinéa de l'article 4 de la loi précitée : l'Œuvre alloue tout d'abord à chacun des enfants portés à ces contrôles un subside mensuel de 10 francs. Ce subside est porté à 20 francs lorsque l'enfant, orphelin de mère, a dû être confié aux soins d'un parent ou d'un nourricier, ami de la famille autant que possible.

A ce chiffre s'ajoutent les secours divers accordés selon que l'enfant a besoin d'un supplément d'alimentation, de soins médicaux, qu'il est en âge d'avenir professionnel, etc.

Le taux des interventions de l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre est déterminé dans chaque cas.

Les secours-vêtements sont toujours distribués en nature.

Faisant écho toutefois à des suggestions émises en section, la Commission des Finances émet le vœu que pour remédier aux griefs caractérisés ci-dessus, l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre s'efforce de relever le montant mensuel des secours attribués à chacun de ses protégés.

Un examen de la situation financière de l'Œuvre semble indiquer que cette proposition n'est pas irréalisable ; il résulte, en effet, des tableaux annexés et de ceux qui se trouvaient en annexe du rapport de 1922, que le solde disponible au 1^{er} janvier 1923, comporte fr. 6.146.658,87, alors que les soldes disponibles antérieurs se sont élevés :

le 1 ^{er} janvier 1920 à	fr. 1.767.062,19
le 1 ^{er} janvier 1921 à	fr. 563.808,34
le 1 ^{er} janvier 1922 à	fr. 1.863.686,61.

Le chiffre de fr. 6.146.658,87 atteste l'excellence d'une gestion très prudente et une prospérité dont se féliciteront tous ceux qui suivent avec intérêt le développement de l'Œuvre Nationale. La direction de celle-ci fait observer toutefois que ce solde comporte diverses sommes dont l'affectation a été déterminée d'une façon précise et qui ne peuvent être affectées aux besoins généraux des orphelins de la guerre. Il serait injuste de ne pas y avoir égard.

a) Ainsi de ce disponible font partie les dons recueillis par le « Belgian Orphan Fund » de Londres et qui doivent servir, suivant la volonté des donateurs, à l'octroi de secours spéciaux à des enfants désignés nominativement par ces donateurs.

La somme non encore attribuée de ce chef s'élève à fr. 1,192,477.41.

b) Les produits de la souscription nationale sont mis à la disposition des comités provinciaux de l'Œuvre pour leur permettre de répondre sur le champ à tous les besoins spéciaux des orphelins de la guerre, non prévus dans les assistances pour lesquelles les crédits sont sollicités de la législature : suralimentation en cas de nécessité, intervention dans les frais d'hospitalisation ou d'opérations chirurgicales (ces interventions sont rendues parfois nécessaires à cause du refus des institutions de la bienfaisance officielle d'assumer au profit des orphelins de la guerre les obligations qui leur incombent à l'égard des orphelins en général) : interventions provisoires pour l'amélioration de l'hygiène des logements, etc.

La somme encore disponible de ce chef s'élevait au 31 décembre 1922, à fr. 263,836.72.

c) Les produits de la vente annuelle de la Fleur de l'Orphelin ont aussi une destination particulière.

Cette vente est organisée par un comité indépendant de l'Oeuvre Nationale des Orphelins de la Guerre, bien qu'il ait des attaches intimes avec cette oeuvre, et les produits en ont été affectés par ce comité, d'un commun accord avec l'Oeuvre Nationale, à l'octroi de prêts d'honneur aux orphelins de la guerre qui, ayant terminé leur apprentissage ou leur préparation professionnelle, ont besoin de capitaux pour s'établir.

La somme disponible de ce chef s'élève à fr. 1,169,464.39.

d) Les retenues opérées sur les traitements des membres du personnel en vue de la constitution d'une pension de retraite et la participation équivalente de l'Oeuvre elle-même, à la constitution de cette pension, fr. 14,874.80.

e) Le montant de taxes professionnelles perçues à charge du personnel et qui n'étaient pas encore versées au 31 décembre 1922 à la caisse du receveur des contributions : fr. 93.10.

A ces sommes il faut ajouter un capital de 1,500,000 francs attribué à l'Oeuvre à l'occasion de la liquidation du « Belgian Relief Fund » et qui, par décision du Conseil d'Administration, a été affecté à la constitution d'un fonds de réserve qui permette ultérieurement de répondre à des besoins nouveaux des orphelins de la guerre sans qu'il faille pour cela solliciter une augmentation de l'intervention annuelle de l'État.

Ces diverses sommes forment un total de fr. 4,142,746.42.

Le solde disponible de fr. 6,146,638.87 se réduit donc, après déduction des capitaux destinés à des usages nettement déterminés et non couverts par des subsides de l'État, à fr. 2,003,912.40.

La disposition de ce montant est nécessaire pour permettre à l'Oeuvre de poursuivre régulièrement son activité lorsque les subsides accordés par l'État ne peuvent être liquidés régulièrement.

A cet égard l'on peut signaler qu'aucun subside provisionnel n'a encore été accordé par l'État à l'Oeuvre depuis le 1^{er} janvier 1923, alors que la dépense exposée depuis cette date dépasse à l'heure actuelle 1,500,000 francs.

La direction de l'Oeuvre fait valoir au surplus cette double considération, à savoir : Que chaque année qui nous sépare de la guerre diminue les dons et les cotisations; l'épuisement du fonds de réserve compensera cette perte. Enfin que, même à la date de 31 décembre 1939, lorsque l'Ouvre sera dissoute, conformément aux stipulations de l'article 3 de la loi du 13 juin 1919 et que les subsides cesseront, quelques disponibilités seront indispensables : Au 31 décembre 1939, en effet, la grande majorité des orphelins de la guerre auront atteint l'âge de 21 ans, mais l'Oeuvre chargée par la loi d'assurer la préparation professionnelle de ses protégés, se trouve fréquemment dans l'obligation de poursuivre ses interventions lorsque les jeunes gens intéressés ont dépassé l'âge de 21 ans. Il en est ainsi, non seulement dans certains cas d'apprentissage, succédant à l'accomplissement d'études moyennes complètes, mais l'éventualité se présente surtout lorsqu'en raison de leurs aptitudes, les jeunes gens ont pu être dirigés vers les études univer-

taires. Il est certain qu'au 31 décembre 1939, un nombre assez considérable d'orphelins de la guerre devront encore pouvoir bénéficier des subsides, à peine de devoir abandonner une préparation professionnelle à laquelle les désignaient leur activité et leur intelligence. Comme il est rappelé ci-dessus, l'Œuvre devra pourtant être dissoute à cette époque. De là l'obligation de prévoir une certaine réserve prélevée sur les sommes propres à l'Œuvre et permettant de ne pas laisser à l'abandon des jeunes gens à considérer parmi les plus intéressants puisqu'ils auront fait choix des professions du degré le plus élevé.

Tout en ayant égard à la justesse de ces considérations, il est permis de penser que moyennant l'octroi du subside sollicité, l'Œuvre Nationale sera en situation d'améliorer actuellement la condition des orphelins de la guerre. La Commission insiste pour que dans cet esprit le crédit soit adopté.

Il y aurait lieu également de veiller à la réduction des frais généraux de l'Œuvre qui s'élèvent à fr. 637,893.77. Une note (annexe 5) donne un exposé détaillé touchant l'organisation de l'administration centrale, les comités provinciaux et les comités locaux.

Enfin, une dernière question se pose quant à ce crédit :

N'est-il pas désirable de le reporter à l'ordinaire, étant donné qu'il devra se renouveler encore pendant un certain nombre d'années ?

Des éléments recueillis, il résulte ce qui suit :

La loi du 15 juin 1919 instituant l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre, a limité la durée d'existence de cette institution.

Aux termes de l'article 3 de cette loi, l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre sera dissoute par arrêté royal après l'achèvement de sa mission et au plus tard le 31 décembre 1939.

L'activité de l'institution restera importante pendant une dizaine d'années encore et décroîtra ensuite rapidement ; ainsi le montrent les statistiques jointes (annexe 6) du nombre des orphelins de la guerre rangés suivant l'année de leur naissance et qui étaient portés au contrôle de l'Œuvre à la date du 31 janvier 1923.

La Commission des Finances par ces motifs et se référant pour le surplus aux considérations émises en tête de ce rapport, exprime le vœu que l'an prochain le crédit en question passe à l'ordinaire parmi les dépenses exceptionnelles.

ART. 7. — Commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre. 50.000 francs.

L'œuvre de la Commission d'Enquête va être terminée ; ce crédit est le dernier qui sera sollicité. La Commission désireuse d'aider le Gouvernement dans sa politique de compression de dépenses a réduit ses frais au minimum et a rendu possible une diminution du crédit actuel à 40.000 francs.

Tous ses travaux sont actuellement publiés ou en voie d'impression, sauf le dernier volume, dont la copie sera remise incessamment à l'imprimeur. La dépense totale depuis 1919 — dans l'hypothèse où le crédit de 40.000 francs doit être entièrement absorbé — aura été de 586.500 francs environ.

Ce poste aura donc disparu au Budget Extraordinaire l'an prochain.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ART. 8. — *Acquisition ou construction d'hôtels pour les légations ou consulats 200.000 francs.*

La Commission des Finances, à la demande de divers membres en section s'est informée des dépenses faites depuis l'armistice pour l'acquisition et la construction d'hôtels de légations ou consulats. Les dépenses se sont élevées à fr. 2.281.632,58, somme qui se décompose comme suit :

Sur l'exercice 1920, fr. 242,397.69 à titre d'acompte sur le prix d'un hôtel meublé à Washington (dépense prévue 3,271,500 francs). Cette somme ne couvre que les frais d'actes et l'achat du mobilier; le surplus, soit 200,000 dollars est payable dans un délai de dix ans, ce qui nous permettra de bénéficier d'un change plus favorable.

Fr. 244,059.76 couvrant les frais d'acquisition d'un hôtel partiellement meublé à Hambourg, destiné au Consulat général en cette ville.

Sur l'exercice 1921, fr. 1,795,175.13 pour l'acquisition d'hôtels à Rome (Quirinal), Belgrade et Budapest.

Le montant des imputations sur le crédit de 350,000 francs, alloué pour l'exercice 1922, atteindra de 275,000 à 300,000 francs pour couvrir les frais d'aménagement des hôtels de Belgrade et de Budapest et les frais d'ameublement de celui de Rome (Quirinal), achetés en 1921.

Quant à l'utilisation du crédit actuellement sollicité, la Commission a obtenu de l'honorable Ministre des Affaires Étrangères la réponse que voici :

« Mon Département a mis à l'étude la construction d'un hôtel consulaire à » Saint-Paul-de-Loanda (Angola).

» La décision à intervenir reste subordonnée aux décisions concrètes que » je compte recevoir prochainement concernant le coût de la construction, » la possibilité des moyens de transport des matériaux de Belgique, etc.

« Je me réfère au surplus à la note produite à l'appui de la prévision de la » dépense à l'article 8 du Budget Extraordinaire et dans laquelle il était dit » notamment : Il n'est pas certain que le crédit demandé sera employé, mais » il est indispensable que le Département des Affaires étrangères soit armé des » autorisations nécessaires pour réaliser une acquisition de l'espèce si l'occasion » vient à s'en présenter. »

La Commission propose à la Chambre l'adoption du crédit prévu.

ART. 9. — *Avances permanentes en vue du paiement des dépenses incombant à l'État, soldées à l'intervention des agents du service extérieur, fr. 185,000.*

Il ne s'agit point ici d'une dépense, mais d'une avance destinée à étendre de 800,000 francs à 985,000 francs les disponibilités d'un fonds de roulement nécessaire à faciliter le règlement des dépenses de service à effectuer par nos agents diplomatiques et consulaires à l'étranger, notamment frais de correspondance, acquisition des fournitures de bureau, abonnements aux journaux, loyer, entretien, éclairage, chauffage, indemnités du personnel subalterne, secours à des Belges indigents, frais de rapatriement, etc.

Le mécanisme du fonds de roulement est le suivant :

Un chèque est délivré par le Ministère des Finances, à la charge du crédit en question. Le montant en est fixé — d'après la distance — au total approximatif des dépenses, de trois à six mois. L'agent y prélève les sommes nécessaires au fur et à mesure des besoins et porte, d'autre part, les dépenses faites sur son état mensuel de débours. Cet état est réglé par chèque demandé également au Département des Finances, ce qui a pour effet de réalimenter constamment le fonds de roulement.

La régularisation des chèques de remboursement s'opère par ordonnances de paiement, émises au profit du Trésor et *imputées régulièrement sur le Budget du Ministère des Affaires Étrangères.*

Le mouvement d'argent de 1922 au fonds de roulement a été de fr. 2,476,875.27.

Dans le cas où il serait décidé ultérieurement de supprimer le système du fonds de roulement, les sommes mises à la disposition de ce fonds, à savoir 985,000 francs, feraient retour intégralement dans les caisses de l'État.

Cette considération a déterminé la Commission des Finances à donner son approbation au maintien à l'extraordinaire de ce crédit et à son adoption.

ART. 9bis (nouveau). — *Subside à la mission économique belge au Japon, 100,000 francs.*

Crédit approuvé sans observations.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE.

I. — Dépenses d'outillage.

ART. 10. — *Frais d'études et travaux à effectuer aux sources minérales et installations sanitaires de la ville de Spa : 500,000 francs.*

Les frais effectués pour l'amélioration des sources et installations sanitaires de la ville de Spa constituent une dépense productive, un enrichissement d'outillage pour le Pays et sont justifiés dès lors à ce budget.

Il a paru toutefois à la Commission des Finances qu'avant de s'engager plus avant dans ces mises de fonds, l'État aurait à préciser la situation existante entre la ville de Spa et lui-même. Il résulte d'une déclaration faite à l'occasion de l'examen du Budget Extraordinaire de 1922, que la ville de Spa a cédé gratuitement à l'État ses installations balnéaires et ses sources d'eaux minérales, que le principe de la reprise par l'État a été arrêté par M. le Ministre Carton de Wiart et que les questions se rattachant à l'exécution de cette décision sont encore à l'étude. Cette étude semble ne point être terminée et aucune décision définitive n'est encore intervenue. Une incertitude absolue existe même quant à l'objet et aux modalités de la cession intervenue. « Sur quoi porte-t-elle, a demandé la Commission. Propriété ? » Exploitation des installations balnéaires ? Exploitation des sources ? De » quelles sources ? Quel régime juridique cette cession va-t-elle instaurer ? » Ne pourrait-on obtenir communication des conventions conclues ou des » projets de contrats à conclure ? » Quels seront les avantages pour l'État de la dite cession ? Aura-t-il des » bénéfices dans l'exploitation des installations balnéaires ou des eaux ? » Quelles seront les charges et obligations à en résulter pour lui ?

» Quel a été jusqu'à présent le régime d'exploitation des installations et des eaux à Spa ? Quelles modifications apporteront les conventions conclues ou à conclure ? »

L'honorable Ministre de l'Intérieur a répondu ce qui suit :

« En vérité, aucune convention n'a été conclue avec la ville intéressée et dès lors il n'est pas encore possible de préciser la manière dont se fera l'exploitation des installations balnéaires, ni quelles seront les charges et les obligations devant en résulter pour l'État, pas plus d'ailleurs que les avantages y attachés. Les installations balnéaires et les poudons sont actuellement exploités par la Compagnie Fermière « Spa Monopole ». Mais sur quelles bases sera organisé le régime nouveau ? C'est ce qui est encore en suspens.

Un comité technique de surveillance de la station balnéaire a été constitué par arrêté royal du 24 mai 1921, la mission qui lui a été confiée est l'étude de l'exécution des travaux à effectuer aux sources d'eaux minérales et aux installations balnéaires, de même qu'à la distribution d'eau potable.

Ce sont ces travaux que l'on effectue actuellement. »

La Commission estime qu'une distinction s'impose : Pour autant que les crédits soient destinés à des travaux concernant les sources actuellement encore exploitées par la compagnie concessionnaire, il est indispensable qu'avant toute dépense ultérieure une convention vienne régler la situation réciproque des intérêts en cause, à savoir : l'État, la Ville de Spa et la société en question.

S'il s'agit par contre de travaux à réaliser aux sources et poudons du domaine communal ou de transformations destinées à améliorer le régime d'alimentation en eau potable de certaines parties des régions environnantes, l'objection ne subsiste naturellement pas puisqu'ici le but d'intérêt général et d'hygiène publique est primordial.

C'est pourquoi la Commission a prié l'honorable Ministre de l'Intérieur, de la renseigner quant à l'objet de la dépense faite sur le crédit de 100.000 francs accordé au Budget Extraordinaire de 1922 et quant à l'emploi éventuel du crédit de 500.000 francs demandé au présent budget. L'honorable Ministre a fait la réponse que voici :

1° Les travaux effectués à l'aide du crédit de 100.000 francs inscrit au budget de 1922, sont les suivants :

Travaux de désobstruction du poudon Pierre-le-Grand .	fr.	5.574 75
Plantation d'ajoncs à la source de la Reine »		3.000 »
Etablissement d'un émissaire destiné à l'évacuation du trop plein du poudon Pierre-le-Grand. »		49.500 »

Ce dernier travail est actuellement en cours.

Le solde du crédit a été affecté au paiement des frais de bureau, de l'indemnité de l'ingénieur et du dessinateur, et des frais de route et jetons de présence des membres du Comité technique de surveillance et de la station balnéaire et de la Commission d'études.

2° Le Comité technique de surveillance a fait élaborer plusieurs projets d'aménagement des poudons intérieurs.

- a) Les travaux d'aménagement du pouthon Pierre le Grand occasionneront une dépense approximative de fr. 150,000.—
- b) Le projet d'aménagement des sous-sols du pouthon Pierre le Grand prévoit une dépense de fr. 50,000.—
- c) L'établissement du canal de décharge des eaux du pouthon Prince de Condé coûtera fr. 30,000.—
- d) Le devis estimatif des travaux d'aménagement du pouthon Prince de Condé n'est pas encore dressé, mais on peut affirmer dès à présent que la réalisation du projet dressé par le Comité technique provoquera une dépense de plus de fr. 225,000.—
- e) Les travaux d'aménagement de la source minérale du Tonnelet, qui ont été mis récemment en adjudication, coûteront approximativement fr. 16,000.—

Le Comité a dressé également un projet de renforcement de la distribution d'eau alimentaire par le captage des sources de l'eau rouge et du Ry sauvage, de même qu'un projet d'alimentation du plateau de Spaloumont.

Il ne sera possible de préciser qu'au cours de l'année les travaux qui pourront être exécutés grâce au crédit de 500,000 francs demandés pour la station balnéaire. Le Département ne fera exécuter que les travaux reconnus indispensables. Les travaux repris à l'énumération ci-dessus peuvent être considérés comme tels.

La dépense à faire est indirectement productive, en ce sens que les travaux projetés mettront la station balnéaire de Spa à la hauteur des villes d'eau étrangères.

5° Le Comité technique a mis à l'étude les améliorations à apporter aux pouthons extérieurs. Le coût de ces travaux d'aménagement ne pourrait être précisé actuellement. Ces dépenses sont indirectement productives.

Comme on le constate, il s'agit presque exclusivement de travaux aux sources et installations de la ville de Spa. Dans ces conditions la Commission ne fait pas obstacle à l'octroi du crédit, mais insiste à nouveau pour qu'une convention intervienne en vue de préciser les droits et obligations respectifs de l'État et de la Compagnie concessionnaire, toutes dépenses étant réservées jusqu'à ce moment, pour autant qu'elles doivent profiter à cette dernière et ne soient point commandées par l'intérêt général de l'agglomération spadoise ou par des considérations d'hygiène publique.

II. — Dépenses suite de guerre.

ART. 11. — *Paiement du prix de médicaments, de pansement et de désinfectants achetés dans l'intérêt de la population belge . . . 268.000 francs.*

Le pays se trouvant totalement dépourvu de médicaments à l'armistice, le Gouvernement demanda et obtint de la France l'envoi immédiat de médicaments en quantité suffisante pour alimenter le plus rapidement possible les officines pharmaceutiques. Le crédit actuellement demandé est destiné à payer au Gouvernement français les marchandises reçues par le Ministère de

l'Intérieur. Ces marchandises ont été cédées en partie à la Commission mixte des médicaments (Comité National) qui en a assuré la revente au prix commercial du moment, en partie à diverses communes, en partie à l'administration des domaines; enfin une partie en a été employée dans les services de désinfection du Gouvernement. Divers montants provenant de la revente de ces objets ont été portés au Budget pour Orde. Le déficit provient de la perte de certains produits et de la diminution de la valeur marchande des médicaments au moment où la revente en a été effectuée. Le règlement de ces factures n'a pu avoir lieu plus tôt en raison du fait qu'elles sont parvenues tardivement à l'Administration de l'Intérieur et que d'autre part des contestations se sont élevées entre ce Département et celui de la Défense Nationale, au sujet des marchandises à prendre en charge par chacun des Départements. Ces contestations n'ont pu être aplanies qu'après de longues recherches.

On ne prévoit pas qu'il y ait encore d'autres liquidations de cette nature à effectuer.

Le crédit prévu à l'article 11 étant afférent à une dépense engagée en 1919, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de le rattacher au budget de ce dernier exercice sous forme de crédit supplémentaire.

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

1. Dépenses d'outillage.

Les crédits prévus sous cette rubrique ont subi le feu de critiques en sens divers : certains membres s'élevant contre leur import assez considérable, d'autres réclamant pour les écoles normales de l'Etat l'inscription des crédits que comporte leur achèvement, et tout au moins le rétablissement des crédits inscrits au budget précédent et non encore utilisés.

Ce qui doit dominer dans les préoccupations de cet ordre, c'est la volonté de réaliser pour l'enseignement de l'Etat toutes les améliorations nécessaires à son développement.

Mais il doit être entendu que tout excès de dépenses doit être évité et que l'esprit d'économie le plus strict doit présider à ces constructions. Sans faire obstacle à l'octroi des crédits, c'est la recommandation que la Commission des Finances se permet de renouveler à l'Administration chargée de ces travaux. Il résulte de renseignements recueillis que l'exécution de ceux-ci va être transférée à l'Administration des Travaux Publics, ce qui est conforme à une suggestion émise par la Commission elle-même, à l'occasion de l'examen du Budget Extraordinaire de 1922. Il y aurait lieu, aussitôt que ce transfert sera définitivement accompli, de porter ces crédits au chapitre des dépenses extraordinaires des Travaux Publics.

Il est désirable qu'à l'avenir des travaux de cette importance ne soient pas entamés sans que soient établis en due forme les devis et cahiers des charges et les études y relatives complètement approfondies, ce qui semble n'avoir pas été le cas en l'espèce.

Le tableau (annexe VII) indique l'emploi des crédits octroyés par le Parlement pour l'organisation matérielle des écoles normales de l'État depuis l'armistice.

Le relevé récapitulatif qui figure au bas de ce tableau donne les chiffres comparatifs du total des crédits et du total des dépenses effectuées.

Nous examinerons à l'occasion de chacun des articles qui suivent, la situation de chaque école normale ainsi que la nature et le degré d'avancement des travaux à y exécuter sur le Budget de 1923.

Mais le vœu à émettre de façon générale est que ces travaux qui semblent avoir subi tant de retard soient menés avec énergie et rapidité afin que l'enseignement normal de l'État se trouve doté de l'organisation indispensable à l'accomplissement de sa mission.

ART. 12. — Enseignement normal. — Construction, ameublement, etc. d'écoles normales, 1,000,000 francs.

Ce crédit est destiné à couvrir le coût de travaux extraordinaires, d'agrandissement et d'amélioration dans les écoles normales de l'État, autres que celles visées aux articles 13 à 17.

La ventilation du crédit s'effectue comme suit :

a) *Ecole normale de Gand :*

1. Aménagement des locaux actuellement occupés par l'école d'horticulture ;
2. Installation sanitaire ;
3. Dortoirs. Agrandissement ;
4. Acquisition de mobilier de premier établissement . . fr. 200,000

b) *Ecole normale de Huy :*

1. Agrandissement des locaux, construction de nouveaux dortoirs, travaux extraordinaires d'entretien ;
2. Acquisition de mobilier de premier établissement ;
3. Construction d'un préau couvert. Établissement d'une salle de dessin et d'un atelier de travaux manuels . . . fr. 67,000

c) *Ecole normale de Mons :*

1. Achat de mobilier de premier établissement ;
2. Installation d'une nouvelle classe (4^e degré). . . . fr. 60,000

d) *Ecole normale de Couvin :*

- Construction de nouvelles installations sanitaires et d'une nouvelle forge fr. 43,000

e) *Ecole normale Verviers :*

- Installation définitive des jardins, plantations, etc. . . fr. 13,000

f) *Ecole normale d'Andenne :*

- Renouvellement d'une partie du mobilier, du plancher de la salle de gymnastique, améliorations diverses. . . fr. 20,000

g) *Ecole normale de Bruges :*

Transformation du local de l'infirmerie en salle de classe du
4^e degré, surélévation d'une aile du bâtiment. . . fr. 260,000

h) *Ecole normale de Bruxelles :*

1. Installation d'une nouvelle salle de dessin et de modelage ;
2. Aménagement d'une salle de conférence ;
3. Construction d'un préau couvert et agrandissement des vestiaires ;
4. Travaux importants à la salle de gymnastique ;
5. Extension de l'éclairage électrique à tous les locaux de l'établissement ;
6. Extension des installations du chauffage central . . . fr. 180,000

i) Il y a lieu de prévoir en outre pour chacune des écoles normales en général, une somme de 10,000 francs, pour réparations et entretien des bâtiments . . . fr. 160,000

j) Pour compléter le matériel et les collections didactiques qui sont encore insuffisants dans la plupart des écoles normales. . . fr. 50,000

k) Somme nécessaire pour l'installation de bains-douches dans les locaux actuels des écoles normales de Couvin, Gand, Huy, Mons, Virton et Bruxelles . . . fr. 500,000

Total . . . 1,555,000

Sur la proposition de la Commission, l'honorable Ministre a porté à l'ordinaire la somme de 160,000 francs prévue pour réparations et entretien des bâtiments.

Le montant primitivement inscrit au Budget est ainsi ramené à 840,000 fr.

Le crédit de 1,122,000 francs, accordé pour 1922, n'a pu être utilisé qu'à concurrence de 697,000 francs. Il convient de reporter l'excédent, soit 425,000 francs au crédit de l'exercice 1923 qui se porterait ainsi à 1 million 265,000 francs. Un amendement a été déposé en ce sens.

ART. 13. — *Enseignement normal. Construction et ameublement de l'école normale de Lierre, 4,000,000 de francs.*

Les travaux de reconstruction de cette école complètement détruite par les Allemands ont été adjugés en 1921 pour la somme de 5,770,430 francs. Le crédit de 2,000,000 de francs accordé pour 1922 (1,500,000 au budget extraordinaire et 500,000 francs au budget des dépenses recouvrables) peut être considéré comme complètement engagé.

Le crédit de 4,000,000 de francs actuellement demandé couvre le complément de la dépense.

Les fondations de l'école sont terminées. L'école pourra s'ouvrir le 1^{er} octobre 1923.

ART. 14. — *Enseignement normal. Construction et ameublement de l'école normale de Nivelles, 4,000,000 de francs.*

Cette école incendiée dans les circonstances que l'on sait a dû être reconstruite. L'entreprise a été adjugée pour une somme de 7 millions 418,398 francs.

Les travaux ont commencé le 12 février dernier et sont poussés activement; ils doivent être terminés endéans les 900 jours.

Un premier crédit de 2,000,000 de francs accordé au budget de 1922 sera entièrement dépensé. Le crédit actuel représente la seconde tranche. Un dernier crédit d'environ 1 1/2 million devra être sollicité pour 1924. L'achèvement des travaux est prévu pour fin 1925.

ART. 15. — *Enseignement normal. Construction et ameublement de l'école normale de Blankenberghe, 2,000,000 de francs.*

Le coût total prévu est de 5,435,000 francs.

Un crédit de 3,000,000 de francs a été accordé pour 1922, et a été engagé à concurrence de 2,732,157 francs. Le crédit de 2,000,000 demandé pour 1923 est destiné à terminer l'installation de l'école. A l'heure actuelle le bâtiment proprement dit est sur le point d'être fini; l'ameublement est en voie d'exécution.

Le plan des bâtiments restant à construire (école d'application, habitation du directeur, de l'économe et du concierge) ne pourront être mis à l'étude que lorsque quelques parcelles de terrain indispensables auront été acquises à l'intervention de l'Administration des Domaines. Les pourparlers sont en cours.

Les travaux relatifs à l'école même seront achevés dans le courant de cette année.

ART. 16. — *Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale d'Arlon, 2,000,000 de francs.*

Les travaux d'agrandissement sont indispensables à raison de l'insuffisance absolue des locaux anciens. Les dortoirs présentaient un danger permanent d'incendie. La nécessité des travaux résulte au surplus d'un engagement de l'État, aux termes d'une convention survenue le 18 octobre 1920 avec la ville d'Arlon.

Les travaux s'élèveront au total à environ 6,000,000 de francs.

Les travaux de fondation ont commencé le 1^{er} février. L'adjudication du gros-œuvre aura lieu incessamment.

Le crédit de 2,000,000 de francs voté pour 1922 n'a pu être engagé qu'à concurrence de 900,000 francs. L'honorable Ministre a fait observer qu'il y aurait donc lieu de reporter à l'exercice 1923, le crédit de 1,000,000 de fr. qui n'a pu être utilisé en 1922. La Commission est disposée à se rallier au projet qui serait déposé par le Gouvernement pour satisfaire à ce vœu. Le crédit actuel serait alors de 3,000,000 de francs.

ART. 17. — Enseignement normal. — Construction et ameublement de l'école normale de Laeken, 1,000,000 de francs.

Le crédit de 1,000,000 pour 1922 n'a pu être utilisé, le programme des travaux fixés pour cette année n'ayant pu être exécuté. L'honorable Ministre des Sciences et des Arts a signalé qu'il conviendrait en conséquence de rétablir le crédit prévu en 1922 et de porter le crédit actuel à 2,000,000 de francs. La Commission est disposée à se rallier à un amendement réalisant ce desideratum.

Le coût total s'élèvera à 4,000,000 de francs et déterminera une dépense finale de 2,000,000 de francs au budget de 1924.

L'architecte désigné en août dernier a déposé récemment un avant-projet qui est actuellement soumis à l'avis du service technique de la ville de Bruxelles. L'honorable Ministre s'efforcera de hâter la solution afin de pouvoir engager à bref délai le crédit demandé pour 1925.

Crédits concernant certaines écoles normales non désignées au projet du Budget.

1. Des explications ont été demandées au sujet du motif pour lequel les travaux n'ont pu encore être entamés à l'école normale de Tournai, ni le crédit de 3,000,000 de francs prévu au Budget Extraordinaire de 1922, utilisé.

Voici la réponse de l'honorable Ministre :

« L'examen préalable par le Comité Supérieur de l'avant-projet, du devis et » du cahier des charges est cause de ce que les travaux à exécuter à l'école normale de Tournai n'ont pas encore été entamés et de ce que le crédit de » 3,000,000 francs accordé en 1922 n'a pu être utilisé. Cependant, en décembre » dernier, les plans ont été transmis au Ministère des Travaux Publics pour » l'accomplissement des formalités de la mise en adjudication. Celle-ci pourra » vraisemblablement avoir lieu dans le courant de l'été.

» Dans ces conditions, mon administration a sollicité le report à l'exercice » 1923 du crédit de 3,000,000 francs non employé en 1922. Sans doute l'amendement destiné à régulariser ce transfert n'a-t-il pas encore été déposé. »

2. Même demande en ce qui concerne l'école normale de Virton, pour laquelle un crédit de 500,000 francs avait été inscrit au Budget Extraordinaire de 1922.

L'honorable Ministre a fait connaître son intention de proposer le rétablissement au budget de 1923, du crédit prérappelé de 500,000 francs pour l'école normale de Virton.

La Commission des Finances est disposée à se rallier aux amendements que le Gouvernement déposerait en vue de faire réapparaître au présent budget les crédits alloués l'an dernier pour les écoles normales de Tournai et de Virton et non employés à ce jour.

ART. 17^{bis} (nouveau). — Enseignement primaire : subsides pour construction, ameublement, etc., de maisons d'écoles et de baraquements scolaires, 9,000,000 francs.

L'amendement apporte une justification détaillée à laquelle nous nous référons.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

A. Agriculture.

ART. 18. — *Terrains incultes domaniaux et bois domaniaux : boisement, reboisement, assainissement, création et réfection de chemins de vidange, 300,000 francs.*

Au Budget Extraordinaire de 1922 figurait sous le même libellé un crédit de 250,000 francs, montant entièrement dépensé et engagé.

Les 300,000 francs actuellement demandés seront affectés à la mise en valeur des terrains incultes domaniaux (bruyères de la Campine, hautes fagnes de l'Ardenne, etc.) appartenant à l'État et à la création des chemins de vidange dans les bois domaniaux. C'est donc une dépense productive. L'augmentation de crédit procède de ce qu'en ces dernières années, l'activité des agents forestiers s'est portée sur la réparation des dévastations causées aux forêts par l'occupation, la dépense faite de ce chef apparaissant au Budget des Dépenses recouvrables. L'état d'avancement de cet ordre de travaux permet cette année de consacrer un effort plus complet à l'accomplissement de travaux de nature extraordinaire.

La Commission propose l'adoption du crédit proposé.

ART. 19. — *Transfert à Melle de l'Ecole d'horticulture de l'État, à Gand. Construction et aménagement de nouveaux locaux, 700,000 francs.*

Le transfert étant abandonné, le crédit peut être supprimé.

ART. 19^{bis} (nouveau). — *Institut agronomique de l'État, à Gembloux. Acquisition d'un terrain, 25,000 francs.*

Crédit approuvé sans observation.

ART. 19^{ter} (nouveau). — *Laboratoire d'analyses de l'État, à Mons. Acquisition d'un immeuble, 142,000 francs.*

Le propriétaire de l'immeuble occupé depuis de nombreuses années par le Laboratoire d'analyses de l'État, à Mons, a décidé de vendre cet immeuble dont le bail a pris fin le 30 avril 1920. Or, cette propriété convient fort bien à l'usage du service public qui s'y trouve installé. C'est pourquoi l'acquisition en a été envisagée. Il est à noter que la construction et l'aménagement d'un nouveau laboratoire coûterait au moins 200,000 francs.

B. Travaux Publics.

Les crédits afférents à la construction et à la réfection extraordinaire des routes et bâtiments apparaissent au projet du budget pour un montant total de 45,775,000 francs.

Les crédits relatifs aux voies hydrauliques y figuraient pour 125 millions 670,000 francs.

Par suite de l'application d'une politique particulièrement énergique de compression de dépenses, les chiffres susdits sont ramenés respectivement à 15,728,000 francs et à 95,255,000 francs; la réduction opérée dans l'ensemble est donc de 60,462,000 francs. Par le fait des amendements comportant augmentation de crédits, elle est ramenée à 54,099,800.

L'effort accompli, effort que commandait impérieusement notre situation financière, aboutit ainsi à un résultat très effectif qu'il est permis, au point de vue uniquement budgétaire, d'envisager avec une vive satisfaction. Il a été rendu possible par l'adoption de cette règle très strictement observée dans l'examen de chacun des crédits de cet ordre : pas de travaux nouveaux, sauf engagement formel antérieurement souscrit et liant l'Etat, et sauf le cas de travaux en cours ou absolument indispensables. Ainsi le veut la rigueur de ce temps! On ne peut se dissimuler toutefois que cette méthode, imposée par les circonstances que nous traversons et notamment par la défaillance de l'Allemagne dans l'exécution de ses obligations vis-à-vis de nous, ne peut être admise que revêtue de ce même caractère de nécessité momentanée. Lorsque nous aurons obtenu le règlement des réparations dues, la reprise de notre politique traditionnelle en matière de travaux publics reviendra tout naturellement possible. En attendant une sévère compression nous est imposée. On ne peut envisager toutefois sans appréhension les conséquences funestes qui pourraient résulter de son application trop prolongée. Ce n'est point impunément qu'il est renoncé transitoirement à toute nouvelle entreprise de réfection de nos routes. Une usure fatale se produit : à ne point y parer à temps, on risquerait de s'exposer à une détérioration complète et dès lors à une dépense plus forte — et l'on aurait fait là une bien mauvaise économie, sans compter l'inconvénient évident de pareille situation, et pour le trafic normal sur nos voies de communication, et pour le tourisme, facteur de prospérité grâce aux étrangers qu'il nous amène et aux ressources que ces derniers nous laissent au passage. Gardons-nous d'économies qui ne seraient pas accomplies à bon escient!

La même observation s'impose en ce qui concerne les travaux de construction et d'amélioration de nos voies hydrauliques. Ils représentent par excellence une dépense productive et développent un capital d'outillage tout à fait essentiel à l'essor futur de notre prospérité économique. Là aussi on peut, exceptionnellement, envisager un certain ralentissement, mais à raison seulement des nécessités actuelles et pour une durée limitée. Les mêmes réserves que celles énoncées ci-dessus conditionnent notre adhésion au principe suivi.

Ce point de vue adopté, le Gouvernement a bien agi en faisant porter l'effort immédiat sur la poursuite des grands travaux qui apparaissent comme tout à fait capitaux à notre activité nationale, et en abandonnant provisoirement certains projets qui, tout intéressants et utiles qu'ils soient, ne prennent rang qu'en ordre subsidiaire dans le plan général des travaux à réaliser.

Cette sériation obligée présente tout au moins cet avantage qu'elle amène

à introduire plus de méthode dans la façon dont doit être conduite l'exécution de ces grands travaux. Bien souvent, à l'occasion du vote des budgets extraordinaires d'exercices passés, on s'est plaint d'une certaine absence de directives en ce domaine, et cette observation a été formulée à nouveau au sein de la Commission des Finances : des travaux sont amorcés tous en même temps, en des points divers du territoire, ils sont poursuivis très lentement, les crédits étant limités ; d'où perte considérable d'intérêts intercalaires et retards d'achèvement, retards interminables parfois pour des travaux qui par leur nature sont d'importance capitale pour le pays entier. Mieux vaudrait sans doute concentrer l'effort, terminer certaines grandes entreprises urgentes, au lieu de multiplier les projets et d'en entamer de nouvelles. Force a été au Gouvernement de procéder ainsi cette année. Tout en acceptant la réduction imposée dans l'amplitude des travaux à réaliser, la Commission souhaite que dans l'avenir la règle demeure néanmoins de s'attacher à ce qui est essentiel en évitant une dissémination d'effort, qui n'est pas sans entraîner des inconvénients réels et d'ailleurs maintes fois signalés. Au Budget réduit, le Gouvernement a donné avec raison une préférence aux travaux vraiment primordiaux : le canal de jonction de la Meuse à l'Escaut, avec son embranchement destiné à desservir le bassin charbonnier du Limbourg, nervure capitale de notre réseau de voies hydrauliques, puisqu'il doit fournir à la région industrielle de Liège un débouché direct en territoire belge et rendre possible l'enlèvement des charbons du Limbourg, qui risquerait sinon un jour prochain d'être entravé ; ce grand travail, si urgent, de même que l'amélioration du canal actuel via Bocholt, contribuera puissamment à retenir en Belgique un trafic intense, qui risquerait d'être dérivé en partie sur la Meuse hollandaise et Rotterdam, — la poursuite des travaux d'élargissement du canal de Charleroi à Bruxelles qui assurera, de façon analogue, la liaison par eau entre le bassin industriel du centre et la mer par le canal de Bruxelles et l'Escaut — les nouvelles installations d'Auvers, point central vers lequel converge tout naturellement le mouvement des transports intérieurs, telles sont les voies essentielles du trafic — et c'est avec raison que le Gouvernement les a pourvues de toute la sollicitude budgétaire possible. Sur ces voies viennent se greffer ensuite, d'une part, le canal de Louvain et le canal brabançon, de réalisation plus lointaine, d'autre part, l'Escaut dit maritime, avec le port de Gand et ses antennes vers la France que sont le Haut-Escaut et le canal de la Lys, ainsi que vers le port d'Ostende par le canal de ce nom et vers l'Escaut hollandais par le canal de Terneuzen. Les crédits prévus pour les travaux relatifs à cette seconde catégorie de voies hydrauliques ont subi quelques réductions nécessaires. Des travaux nouveaux tels la construction d'un bassin à Roulers, celle du port de pêche à Zeebrugge, le redressement de l'Escaut devant Termonde, etc., sont postposés. Enfin, les crédits relatifs à la protection de la côte ainsi qu'aux travaux d'amélioration et d'endiguement de la Meuse et de la Sambre sont maintenus, sauf une légère atténuation, dans toute la mesure où ils apparaissent indispensables à la sécurité des populations riveraines.

Telles sont dans les grandes lignes et par ordre d'importance les travaux hydrauliques pour lesquels les crédits sont sollicités de la législature. Il s'en dégage une directive générale à laquelle la Commission donne toute son approbation.

De façon générale, il est souhaitable que notre réseau hydraulique soit non seulement étendu et progressivement porté à la hauteur des besoins grandissants de la navigation intérieure, mais que pour les voies importantes on réalise une amélioration technique qui modernisera notre outillage et permettra de faciliter et d'accélérer le trafic.

A propos de divers de ces travaux les mêmes suggestions ont été formulées dans plusieurs sections. On a sollicité pour plusieurs de nos voies hydrauliques l'équipement électrique des écluses, un éclairage des points importants de façon à permettre l'éclusage la nuit, l'élargissement des abords des écluses de façon à permettre les croisements de bateaux, la mise à l'étude du halage électrique, autant de problèmes actuels et urgents dont la solution serait si précieuse, notamment pour ce qui concerne les canaux à circulation intense, comme le canal de jonction de la Meuse à l'Escaut.

Nous nous permettons d'y attirer l'attention du Gouvernement.

Il nous suffira, après cet aperçu, de fournir de brèves indications d'ordre budgétaire à l'occasion de chacun des articles qui vont suivre :

ART. 20. — 1° *Routes et raccordements. — Expropriations et travaux, constructions, redressement, élargissement, études. — Squares et parcs publics dépendant des routes de l'État : études, création. — Construction de ponts et subsides pour semblables ouvrages. — Rachat par l'État de routes et ponts concédés ainsi que des droits de péage existant sur les routes ou ponts concédés. — Subsides aux provinces et aux communes en vue de semblables rachats. — Démantèlement de l'enceinte fortifiée d'Anvers. 12,000,000 francs.*

Par amendement la demande de crédit est ramenée à 7,680,000 francs. L'annexe 8 du présent rapport donne la liste définitive des travaux à réaliser sur ce crédit avec l'estimation de chaque travail et des observations justificatives. Il est à noter qu'il ne s'agit que de travaux en cours, sauf en ce qui concerne :

a) La création d'une nouvelle route à Grammont, qui s'est faite en exécution d'une convention conclue entre la ville et l'État.

b) Le redressement de deux coudes dangereux d'Asch à Bilsen, et reconstruction d'un ponceau qui menace ruine, travail de sécurité indispensable.

Sur le crédit de 10,000,000 francs, voté pour 1922 sous le même libellé, il a été engagé une somme de 8,500,000 francs, montant qui se rapproche fort du crédit réduit ci-dessus.

Diverses questions ont été posées concernant le démantèlement de l'enceinte fortifiée d'Anvers. Il résulte des renseignements fournis, qu'aucun travail de démantèlement de l'enceinte fortifiée d'Anvers n'a été adjugé en 1922, le travail prévu au budget de 1922 (déblai de 170,000 cubes de terre, crédit 340,000 francs) devait être effectué pour mettre à la disposition de l'Administration des Chemins de fer la terre à provenir des déblais. Cette

administration ayant fait savoir ultérieurement qu'elle n'avait pas l'emploi de ces matériaux, les travaux ont été remis à plus tard dans le but de compresser les dépenses. Ils seront poursuivis quand la situation financière du pays le permettra. En attendant, le Département des Travaux Publics doit supporter le coût des frais d'entretien de la ligne provisoire du chemin de fer qui a été établi pour le transport des déblais. Ces frais sont évalués à 1,100 francs environ par an. Il est nécessaire pour ce motif de maintenir au libellé de l'article 20 du projet extraordinaire de 1923, les mots « démantèlement de l'enceinte fortifiée d'Anvers ». Ils n'annoncent aucun travail.

Il appert de ces données que le démantèlement de la ville est totalement arrêté, ce qui est de nature à surprendre puisqu'il s'agit d'un travail productif, chaque parcelle réappropriée pouvant être immédiatement mise en valeur. L'objection budgétaire manque ici de pertinence. Il est permis de souhaiter que ce travail attendu depuis si longtemps puisse être repris d'urgence, vu l'importance qui s'attache pour l'agglomération anversoise à être dégagée de l'enceinte, à l'intérieur de laquelle le terrain à bâtir manque absolument et dont la disparition a été décidée par des lois successives. L'article 8 de la loi du 18 août 1907 ne stipulait-il pas que tout le travail devait être terminé le 31 décembre 1910 ?

La Commission des Finances s'est informée de la raison pour laquelle ne figurait point à cet article le crédit de même nature prévu à l'article 111 pour le démantèlement et la réappropriation des terrains d'enceinte d'autres places fortes, Diest, Termonde, Tournai, Charleroi. Pourquoi le régime est-il différent alors que l'objet du travail est identique et relève semble-t-il bien plutôt du Département des Travaux Publics que du Département des Finances ? La question est traitée à l'occasion de l'examen de l'article 111. Nous y renvoyons.

Un membre s'est plaint à la Commission de l'insuffisance manifeste et du mauvais tracé des communications routières entre Bruxelles et Anvers. La question suivante a été posée : Quelles sont les expropriations et travaux nécessaires à la route directe par Meysse ? Où se font les expropriations prévues au présent budget ? La réponse est la suivante :

1. TRACÉ. — Entre Laeken (Gros Tilleul) et Meysse, l'avenue suivra celle existante, dite avenue de Meysse, ancienne route de Bruxelles à Tamise. Cette avenue devra être aménagée et pourvue d'une chaussée répondant aux besoins de la circulation moderne.

A partir du château de Bouchout à Meysse, le tracé s'écarte de l'ancienne route de Bruxelles à Tamise ; aux abords de Londerzeel, le tracé n'est pas encore définitivement arrêté : il nécessitera en cette section un accord avec l'Administration des chemins de fer.

Le tracé franchit à Petit-Willebroeck le canal de Bruxelles au Rupel, sur un pont en voie d'achèvement ; à Boom, il franchira le Rupel sur un grand pont et la rue de la Liberté sur un viaduc.

De Boom à Anvers il suivra le tracé de la route actuelle, laquelle est à élargir et à aménager.

L'avenue présentera trois profils en travers distincts, suivant les sections : un profil de 50 mètres, un de 32 mètres et un de 30 mètres de largeur.

Le profil de 50 mètres comportera deux chaussées de 6 mètres, un terre-plein de 7 mètres, un siège pour voies de tramway et une piste cyclable; le profil de 32 mètres comportera une chaussée de 14 mètres et deux accotements de 7 mètres celui de 30 mètres aura une chaussée de 12 mètres.

II. — Travaux déjà effectués.

1° La section comprise entre l'entrée du village de Meysse et la route provinciale d'Alost à Vilvorde.

Les terrains ont coûté environ 285,000 francs.

Les travaux ont été effectués en partie avant et en partie après la guerre; le coût total s'est élevé à fr. 945,189.76.

2° Pont de Petit-Willebroeck sur le canal de Bruxelles au Rupel.

Cette entreprise est en voie d'achèvement; elle a coûté environ 6,450,000 francs sans le parachèvement de rampes d'accès qui reste à faire, mais ce travail n'est pas urgent.

3° Prolongement de l'avenue Van Rijswijk, à Anvers. Travaux en cours; l'entreprise s'élève à 654,279 francs.

4° Avenue Van Rijswijk, à Anvers. Travail achevé. Les travaux ont coûté fr. 251,437.18.

III. — Travaux restant à faire.

1° Travaux de superstructures à l'avenue de Meysse, entre l'origine et le chemin des Moutons fr. 900,000

2° Travaux semblables entre le chemin des Moutons et l'entrée du village de Meysse, y compris acquisition de terrains » 5,500,000

3° Construction entre la route provinciale d'Alost à Vilvorde et la limite des provinces de Brabant et d'Anvers, y compris acquisition de terrains » 10,000,000

4° Construction entre la limite du Brabant et le Rupel, et l'élargissement de la route d'Anvers à Boom » 25,000,000

Acquisition de terrains à cet effet » 10,000,000

5° Construction d'un pont fixe sur le Rupel, à Boom » 16,200,000

6° Construction d'un viaduc sur la rue de la Liberté, à Boom » 1,000,000

7° Construction d'un pont sur le Boschbeek » 2,100,000

8° Construction d'un ponceau sur le Zwartebeek » 450,000

9° Ouvrages d'art divers » 1,250,000

La dépense totale restant à faire s'élève donc approximativement à 72,400,000 francs.

L'Administration fait étudier actuellement la possibilité d'une modification de tracé permettant de supprimer le pont sur le Rupel et le viaduc sur la rue de la Liberté, en empruntant le pont Van Euschoot existant à Boom; il pourrait résulter de cette modification une réduction de fr. 23,000,000 sur la dépense totale prévue.

IV. — Où se font les expropriations pour lesquelles un crédit est prévu au Budget Extraordinaire de 1923.

Expropriations en cours sur les territoires de Willebroeck, de Thisselt et de Breendonck.

Cette réponse fixe l'état de la question.

ART. 20. — 2° Routes et raccordements : reconstruction, amélioration, réfection. — Subsidés aux communes pour travaux d'amélioration de la voirie de l'État dans la traverse des agglomérations. — Ponts : reconstruction et réfection, 26,000,000 francs.

Le crédit sollicité à cet article a été réduit par amendement du Gouvernement à 6,320,000 francs. L'amendement donne la liste des travaux de réfection dont l'exécution aura lieu avec indication du coût total prévu pour chacun d' eux.

Le crédit de 30,000,000 de francs accordé au Budget de 1922 pour le même objet est complètement engagé.

La Commission des Finances a demandé à connaître à quel objet répond l'avant-dernier poste du crédit de la liste analytique sous le libellé « Dépenses diverses », notamment « cahier des charges 132,500 francs ». Ce crédit, a-t-il été réparti, est destiné à solder des menues dépenses, notamment des frais d'impression de plans ou de cahiers des charges, des frais d'opérations topographiques et transport de matériaux se rapportant à toutes les entreprises pour lesquelles le crédit global de 6,320,000 francs a été sollicité.

En ce qui concerne le dernier poste dont le libellé est très vague : « Créances de 1922 et antérieures 900,000 francs », l'Administration fait valoir qu'il a été nécessaire de le prévoir au projet du Budget Extraordinaire de 1923, afin de pouvoir liquider les créances engagées qui n'ont pu être payées dans les délais légaux. Elle ajoute : « l'article 3 du projet de loi (n° 4 XVI des documents de la Chambre) permet, par dérogation à l'article 2 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, l'imputation sur les crédits ouverts pour les mêmes objets en 1923, des dépenses extraordinaires qui auront été engagées en 1919, 1920, 1921 et 1922 dans la limite des crédits alloués pour ces exercices.

D'ailleurs cette somme de 900,000 francs a déjà été prise en charge par le comptable des dépenses engagées et une somme de 170,000 francs a été liquidée sur ce crédit ».

La Commission des Finances insiste pour que ce poste fasse l'objet d'un littéra spécial. Il ne lui apparaît pas justifié, ni opportun de grossir le Budget actuel de dépenses afférentes à des exercices antérieurs. En conséquence le crédit à l'art. 20 2° se trouve réduit de 900,000 francs et ramené à 5,420,000 francs. De plus, il y aurait un article 20, 3°, libellé comme suit :

ART. 20. — 3° Créances de 1922 et antérieures . . . 900,000 francs.
L'annexe 8b donne le détail de ces créances.

ART. 20. — 3° (Devenant ART. 20. 4°). *Travaux effectués au moyen des subsides offerts à l'Etat pour construction, entretien et amélioration des routes 1,000,000 francs.*

Article nouveau, introduit par amendement par suite de la suppression des articles 121 et 122 du Budget des Recettes et Dépenses pour ordre.

Il s'agit de travaux à effectuer, soit pour le compte de tiers, soit avec la participation financière de ceux-ci. L'Etat fera l'avance des fonds et le montant sera remboursé par les intéressés et versé au Trésor en recettes extraordinaires. (Voir article 4 nouveau, aux recettes extraordinaires). Ces travaux se rapportent notamment à la construction ou à la réfection de routes, de ponts, de trottoirs, etc., travaux intéressant la grande voirie.

ART. 21. — *Bâtiments civils de l'État. — Protection contre l'incendie. Frais de la Commission et travaux, 500,000 francs.*

Réduction à 28,000 francs, se ventilant comme suit :

Frais de la Commission.	fr. 8,000
Travaux imprévus	20,000
	Fr. 28,000

ART. 22. — *Palais de Justice de Bruxelles. — Travaux d'appropriation, d'aménagement et de construction. — Divers. — 320,000 francs.*

Ce crédit est maintenu.

L'établissement d'une cave blindée à l'usage du greffe correctionnel au Palais de Justice de Bruxelles est indispensable, eu égard aux valeurs et objets importants dont ce service a la garde et qui doivent être déposés dans un local à l'abri des vols.

Le crédit de 500,000 francs est relatif à l'aménagement de locaux pour le Tribunal de première instance (service de M. le président Benoidt). C'est par erreur que les développements de l'article mentionnent que le crédit serait affecté à l'appropriation de locaux pour les services du Procureur du Roi ; le coût de ce dernier travail a été couvert par le crédit de 600,000 francs voté en 1922 et qui est entièrement distinct de celui-ci. Il s'agit actuellement du complément de cette transformation d'ensemble, tout a fait indispensable car les divers services du Tribunal de première instance et du Parquet étaient installés dans des conditions déplorablement nuisibles au prestige et à la bonne administration de la justice. Le présent crédit est le dernier qui sera sollicité pour cet objet.

ART. 22^{bis} (nouveau). — *Ecole mondiale de Tervueren. — Résiliation du contrat d'entreprise, 1,635,675 francs.*

Cet article figurait aux amendements, sous le numéro 54^{ter}, parmi les crédits concernant les voies hydrauliques.

En vue de la meilleure ordonnance du budget, la Commission a cru bon de le déplacer. Il en est de même de l'article ci-après qui portait le numéro 54^{quater}.

Le crédit demandé est de fr. 1,637,675 (et non de 1,635,675); il se décompose comme suit :

1° Fr. 1,600,000, montant de l'indemnité transactionnelle allouée, aux termes d'une convention du 16 juillet 1921, à M. Wouters-Jacobs, entrepreneur, pour la résiliation de l'entreprise relative à l'École Mondiale de Tervueren.

2° Fr. 21,000 et fr. 16,675 montant des indemnités allouées à titre d'honoraires à l'avocat et aux conseillers techniques pour leur intervention dans le règlement de ce différend.

La Commission estime que ce crédit afférent à une dépense faite en 1921 doit être rattaché au budget de l'année. Elle propose la suppression de cet article au présent budget.

ART. 22^{ter} (nouveau). — *Musée Commercial.* — *Extension du chauffage central, 32,500 francs.*

Crédit nécessaire pour la réadjudication en 1923 des travaux qui n'ont pu être adjugés en 1922.

ART. 23. — *Hôtel du Gouvernement provincial du Brabant.* — *Travaux de parachèvement des nouveaux locaux vers la rue du Lombard, 695,000 fr.*

Crédit supprimé.

ART. 24. — *Palais du Cinquantenaire : Aile gauche.*
Travaux divers, 200,000 francs.

Crédit supprimé.

ART. 25. — *Garage et atelier de réparations des autos du Département, rue du Prévôt, 28-32, 10,000 francs*

Crédit supprimé.

ART. 26. — *Dépôt des archives de l'Etat à Bruges.*
Travaux de parachèvement, 65,000 francs.

Crédit supprimé.

ART. 27. — *Hôtel du Gouvernement provincial de Gand.*
Travaux d'agrandissement, 175,000 francs.

Crédit supprimé.

ART. 28. — *Direction des contributions à Mons.*
Appropriation de l'immeuble Ghinet, 20,000 francs.

Crédit supprimé.

ART. 29. — *Dépôt des archives à Hasselt.*
Construction d'une loge pour le concierge, 50,000 francs.

Crédit supprimé.

ART. 29^{bis} (nouveau). — *Acquisition de l'immeuble sous séquestre, sis à Bruxelles, 19-21, rue des Minimes, 517,000 francs.*

Crédit approuvé sans observation.

ART. 29^{ter} (nouveau). — *Travaux de réfection à exécuter aux égouts de l'école de médecine tropicale, 12,000 francs.*

Crédit approuvé sans observation.

ART. 30. — *Casernement des gendarmeries. — Locaux du service de casernement des gendarmeries. — Construction, achat d'immeubles. — Expropriations et ameublement. — Etudes de projets. — Plans. — Frais de surveillance. — 5,740,000 francs.*

Le crédit est réduit à 2,280,000 francs, montant à ventiler comme il est indiqué à l'amendement.

Mons fr. 1,000,000

Le budget de 1922 prévoyait déjà, en vue de la construction d'une caserne pour la force mobile de gendarmerie à Mons, un crédit de 1 million annoncé comme première tranche sur une dépense totale de 4 millions, à répartir sur plusieurs exercices. D'amples détails et justifications ont été fournies à ce sujet au rapport de l'an dernier ; nous nous y référons.

Aucune somme n'a été dépensée sur le crédit susdit de 1 million. Une adjudication a eu lieu le 30 décembre 1922 mais le résultat en étant défavorable (fr. 1,408,688.13) le service intéressé a été invité à modifier le projet de façon à ne pas dépasser le crédit prévu.

Leke, Loo, Pervyse fr. 370,000

Un crédit de 800,000 francs a été voté pour le même objet au budget de 1922, sur lequel fr. 285,010.64 ont été dépensés. Le rapport de l'an dernier donne, quant à l'importance du travail, des renseignements complets.

Le crédit actuellement sollicité est le dernier.

On est donc resté considérablement en-dessous des premières estimations qui avaient fixé le coût de chacune de ces casernes à 310,000 francs.

Acquisition et appropriation d'immeubles 810,000

Ce crédit se subdivise comme suit :

a) 60,000 francs, pour l'acquisition d'un terrain pour permettre la construction des bâtiments de dépendances de la caserne de gendarmerie de Courtrai.

b) 750,000 francs pour l'acquisition et l'appropriation d'un immeuble sis à Ixelles, rue de la Cité. Des détails justificatifs sont fournis à l'amendement.

Voici la liste des immeubles acquis pendant l'année 1922 :

Leffinghe. Terrain pour la construction d'une caserne	fr.	6,500.—
Baelen s/Nethe.	Id.	5,243.40
Leke.	Id.	13,000.—
Herseaux.	Id.	13,700.—
Locre.	Id.	7,895.—
Ryckevorsel. Groupe de maisons louées	fr.	52,000

Des négociations ont été entamées, au cours de l'année 1922, en vue de l'acquisition de terrains pour la construction de bâtiments pour la gendarmerie à Boussu, Brecht, Dottignies, Lubbeck, Courtrai et de l'ancienne école communale de Schepdael, à approprier en caserne de gendarmerie.

Ces négociations n'ont pas encore abouti.

Il est à noter que la constitution du casernement de la gendarmerie par voie d'acquisition d'immeubles est beaucoup moins onéreuse que par voie de construction de nouveaux bâtiments et qu'il a été renoncé provisoirement à diverses acquisitions projetées et pour lesquelles des crédits étaient prévus au projet de budget.

Acquisition d'objets mobiliers et de matériel complémentaire ou de première installation, 110,000 francs.

Pas d'observations.

Travaux Hydrauliques.

ART. 31. — Canaux brabançons. — Expropriations en vue de la construction.
Frais divers. — Etudes, 300,000 francs.

Un membre s'est enquis, en section, du point de savoir si les travaux sont commencés. La réponse est négative. On se borne pour le moment à faire les expropriations nécessaires à la création du port de Vilvorde qui est l'amorce des canaux brabançons. Le crédit alloué en 1922, soit 1,800,000 francs, a été engagé à concurrence de fr. 1,289,903.24.

ART. 32. — Meuse. — Etudes, expropriations et travaux, 17,850,000 francs.

Le crédit est réduit à 10,030,000 francs, montant qui se ventile comme suit :

a) *Endiguements :*

- | | | |
|--|-----|-----------|
| 1° Achèvement des travaux d'endiguement en cours d'exécution à Jemeppe et à Tilleur. | fr. | 2,630,000 |
| 2° Rectification et endiguement du fleuve dans l'île Monsin | | 1,400,000 |

b) *Constructions d'écluses :*

- | | | |
|--|-----|-----------|
| 1° Parachèvement d'une écluse à grande section à Andenelle (maçonnerie, pavages, portes d'écluses, vannes, dragages, enlèvement des batardeaux) | fr. | 450,000 |
| 2° Amélioration de la navigation et du régime d'écluses dans les 18 ^e , 19 ^e et 20 ^e biefs de la Meuse, y compris la construction d'écluses à accoler à celles existantes aux Awirs et à Jemeppe. | | 3,000,000 |
| 3° Continuation des travaux de construction d'une écluse à grande section à Ben-Ahin, rectification des berges, construction de nouvelles maisons | fr. | 880,000 |

c) *Acquisitions de terrains :*

- | | | |
|---|-----|-----------|
| Acquisitions de terrains dans l'agglomération de Liège et en aval de cette ville pour l'exécution des travaux d'endiguement et de canalisation, indemnité pour dépréciations. | fr. | 1,000,000 |
|---|-----|-----------|

d) *Reliquat :*

- | | | |
|--|-----|---------|
| Le reliquat, soit 670,000 francs, doit servir à payer les subsides à accorder aux communes pour la réfection et l'amélioration des digues de la Meuse mitoyenne, les opérations graphiques et les dépenses imprévues | fr. | 670,000 |
|--|-----|---------|

Les raisons d'indispensabilité de ces crédits sont les suivantes :

Les travaux d'endiguement doivent mettre les agglomérations riveraines de la Meuse à l'abri des inondations. Ils sont indispensables à cet effet. Il y aura ultérieurement encore 48,500,000 francs de crédits à consentir de ce chef.

Les écluses d'Andelle et de Ben-Ahin doivent être achevées pour pouvoir être utilisées, sinon le capital engagé jusqu'à présent demeure improductif, tandis que la navigation continuera à souffrir des écluses actuelles. Les crédits présentement demandés sont les derniers.

Le coût de ces écluses aura été de 7,600,000 francs pour Ben-Ahin et de 7,650,000 francs pour Andenelle, y compris les frais d'aménagement des abords de ces ouvrages.

Les travaux d'amélioration de la navigation et du régime des crues dans les 18^e, 19^e et 20^e biefs, y compris la construction d'écluses, sont en cours d'exécution; le crédit réduit par amendement, doit permettre de couvrir les dépenses afférentes à l'année 1923.

L'exécution des travaux d'endiguement de même que les travaux d'amélioration de la Meuse exigeront des expropriations et le paiement d'indemnités aux riverains. Ces acquisitions de terrains présentent un réel caractère d'urgence, d'autant plus que beaucoup de ces terrains sont convoités par les établissements industriels, notamment par les charbonnages.

ART. 33. — *Sambre. — Études, expropriations et travaux* . fr. 3,800,000

Crédit réduit à 3,250,000 francs, à ventiler comme suit :

1^o Déplacement des ouvrages de Jambe-de-Bois, ouvrages en cours et d'ailleurs indispensables pour assurer la sécurité de la navigation . fr. 2,500,000

2^o Endiguement à Marchienne-au-Pont, crédit très réduit destiné à assurer la continuation des travaux fr. 50,000

3^o Acquisition de terrains pour la nouvelle écluse de Montigny, la rectification de la Sambre entre Chatelet et Pont-de-Loup et le déplacement du Barrage de Charleroi fr. 700,000

Il convient que l'Administration dispose du crédit de cet import pour lui permettre de se rendre propriétaire, le cas échéant, d'immeubles dont l'achat présenterait des facilités ou des avantages exceptionnels et passagers au cours de l'année présente.

ART. 34. — *Ourthe. — Études, expropriations et travaux*. 600,000 francs

Crédit réduit à 475,000 francs se décomposant de la manière ci-après :

1^o Suppression des anciens bras de l'Ourthe entre Chénée et Liège, rachat de coups d'eau, en cours fr. 300,000

2^o Amélioration générale de l'Ourthe et des affluents. Subsidés à la province et aux communes 7,5000

3^o Rectification de la berge à Bomal, en cours 15,000

4^o Opérations graphiques 4,000

5^o Imprévus 81,000

Ensemble. . fr. 475,000

Un crédit de 1,500,000 francs avait été prévu en 1922 pour la suppression des anciens bras et la normalisation de l'Ourthe. Le montant des engagements contractés au 31 décembre 1922 sur crédit est de fr. 562,878.68. Le nouveau crédit de 300,000 francs est nécessaire pour permettre à l'Etat de solder en 1923 sa part contributive dans les travaux ayant fait l'objet de conventions passées avec la ville de Liège, la société anonyme d'Athus-Grivegnée et la société anonyme à cuivre et à zinc, travaux dont le montant est évalué à 1,230,000 francs.

ART. 35. — Canaux houillers. — Etudes.
Expropriation et travaux. 16,120,000 francs.

Le crédit est ramené à 15,000,000 francs, et est consacré exclusivement à l'acquisition des terrains nécessaires à la mise à grande section du canal de Charleroi à Bruxelles. Par suite du résultat de l'adjudication, l'estimation de ces travaux qui s'élevaient à 190 millions (voir rapport de 1922) pourra vraisemblablement être réduit à 147 millions. Dans cette somme, le coût des expropriations entre pour 40 millions. La date d'achèvement prévue est 1930.

ART. 56. — Canaux de Liège à Anvers, leurs embranchements, leur extension en vue de la navigation d'Anvers au Rhin. — Etudes, expropriations et travaux, 17,975,000 francs.

Réduction de crédit à 8,500,000 francs, montant destiné à la réalisation des travaux ci-après :

1° Reconstruction de siphons sur le canal d'embranchement vers le camp de Beverloo	fr. 400,000
2° Reconstruction de siphons sur le canal d'embranchement vers Hasselt	1,600,000
3° Consolidation des berges du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut	600,000
4° Dérivation autour d'Hérenthals; acquisition de terrains	500,000
5° Section comprise entre Hérenthals et Quaedmechelen. Amélioration du canal d'embranchement vers Hasselt; acquisition de terrains	1,500,000
6° Canal charbonnier Limbourgeois, section comprise entre Beeringen et Mechelen s/Meuse :	
acquisition de terrains.	2,000,000
travaux adjugés.	600,000
7° Suppression du déversement des eaux d'égouts de la ville de Liège dans le canal de Liège à Maestricht (subsides)	200,000
8° Elargissement du canal. Entreprise en cours	1,000,000
9° Imprévus	100,000

Il a été posé une question à l'effet de connaître quels sont les travaux et les expropriations en cours à ce jour.

Voici la réponse obtenue :

a) *Expropriations.* Pour les communes de Gheel, Meerhout, Quaedmechelen, Zolder et Heusden, les arrêtés sont pris en vue de l'expropriation des terrains nécessaires à l'établissement du canal Anvers-Liège.

Pour les communes d'Oolen, Oostham, Pael et Tessenderloo, l'enquête prescrite par la loi du 27 mai 1870 se poursuit.

A l'heure actuelle, les négociations sont en cours en vue de l'acquisition des immeubles situés sur le territoire de Heusden et de Zolder.

b) *Travaux.* Sont en cours actuellement, les travaux de première étape sur le canal de Maestricht à Bois-le-Duc. Ces travaux consistent à élargir le canal sur la rive gauche, de façon à réaliser une largeur au plafond de 15 mètres, sur les parties du canal non soumises à redressement.

Ces travaux ont été entamés en 1920.

L'Administration des Ponts et Chaussées s'est entendue avec celle des chemins de fer de l'État pour fournir à celle-ci les terrains nécessaires à l'établissement de certaines parties des voies ferrées nouvelles dans le Limbourg et pour le relèvement des gares de Houthaalen, Zolder et Heusden. Ces terres proviennent du creusement d'un tronçon de 600 mètres de longueur du nouveau canal Anvers-Liège, dans la partie située immédiatement à l'Ouest de la station de Houthaalen. Les travaux ont été adjugés en mai 1922.

On remarquera que les travaux à effectuer en vue de l'établissement de la section nouvelle Herenthals-Quaedmechelen ont été postposés. Cette dérivation qui fournira un débouché direct aux charbons des mines limbourgeoises revêt de ce chef une particulière importance et la question a été soulevée de savoir si la suppression de tout crédit pour ces travaux ne pourrait avoir de répercussion fâcheuse quant à la date d'achèvement de cette partie nouvelle du canal. L'honorable Ministre a fait observer ce qui suit :

« Comme nous ne sommes pas encore en possession de tous les terrains » nécessaires, il n'y a pas grand inconvénient à reporter à l'an prochain le vote » des crédits afférents à l'exécution des travaux. Le plus intéressant pour les » nouveaux charbonnages, c'est qu'ils soient reliés au réseau déjà existant. A ce » titre la section de Genck-Beeringen est celle qu'il serait désirable de voir établir » en premier lieu. »

Il est à remarquer que pour cette dernière section, le crédit afférent aux travaux est maintenu quoique fort réduit. Notons encore cette observation de l'honorable Ministre.

« Il est bien certain que l'abandon provisoire de travaux dont la nécessité ou » l'utilité sont reconnues est de nature à nuire aux intérêts du pays, mais la » situation précaire de nos finances a obligé le Gouvernement à les remettre à » des temps meilleurs ».

Il est permis d'espérer qu'aux budgets prochains, les restrictions aujourd'hui nécessaires pourront être levées, car il n'est pas douteux que le travail ici envisagé est au point de vue de notre avenir économique d'intérêt absolument capital.

Autre question posée :

Un membre s'est plaint des lenteurs qu'entraînent pour la navigation les entraves apportées par l'administration hollandaise dans la traversée du territoire de Maestricht. N'a-t-on pas fait à cet égard un arrangement avec la Hollande ? Ne pourrait-on, par voie de négociations, améliorer quelque peu la situation ?

Réponse :

« Il existe pour les canaux de Liège à Maestricht et de Maestricht à Bois-le-Duc » une série d'accords avec le Pays-Bas, à savoir :

» Les conventions des 8 novembre 1839 et 12 juillet 1845.

» Le règlement du 20 mai 1845.

» Le traité du 5 novembre 1842.

» Le passage de la traversée de Maestricht s'effectue en conformité de ces » accords.

» Toutefois, lorsque la nécessité s'en fait sentir, les services néerlandais et » belge se concertent et prennent éventuellement les mesures spéciales et tem- » poraires que commandent les situations dans le but de réduire dans la mesure » du possible les entraves que cause à la navigation le passage par l'enclave de » Maestricht. Je ne pense pas que, dans l'état actuel des choses, des négociations » diplomatiques conduiraient à de meilleurs résultats ».

On signale cependant un défaut de coordination entre le fonctionnement des douanes belges et hollandaises, l'une chômant à certains moments, alors que l'autre travaille. Il en résulte un désarroi dans la navigation. Le vœu est émis de voir porter remède à cette situation.

La suppression des crédits relatifs à l'équipement électrique et mécanique de diverses écluses a soulevé l'objection suivante :

« N'y a-t-il pas une certaine urgence, afin d'éviter l'encombrement sur le » canal, à faire les travaux d'équipement électrique et mécanique entre Liège et » Maestricht ? Ne pourrait-on maintenir les 50,000 francs prévus ? »

L'honorable Ministre a répondu ce qui suit :

« L'équipement électrique et mécanique comprenant le placement de cables- » tans est projeté pour permettre d'activer les manœuvres aux écluses; provi- » soirement et en attendant que ces travaux soient exécutés, l'Administration » remédie, le cas échéant, aux encombrements par d'autres moyens, notam- » ment en prêtant aux bateliers l'aide d'un cheval pour activer le passage des » bateaux aux écluses. »

Il reste vrai, néanmoins, que le travail primitivement envisagé aurait réalisé une amélioration plus décisive. Il est à souhaiter qu'il puisse s'effectuer dès l'exercice prochain au même titre que les autres mesures signalées de façon plus générale au début de ce chapitre et qui sont seules de nature à supprimer le grand encombrement dont souffre le trafic sur le canal Meuse-Escaut.

Il importe de ne pas perdre de vue l'intérêt absolument majeur de l'établissement, dans le plus bref délai possible, d'une communication *directe* par voie d'eau *sur territoire belge* entre Anvers et Liège. Cette voie ne répondra pleinement à sa destination que si sa capacité est suffisante à la navigation de bateaux de 2,000 tonnes.

ART. 37. — *Etudes, expropriations et travaux, 5,500,000 francs.*

Le crédit est ramené par amendement à 3,595,000 francs et est destiné à couvrir les travaux suivants :

1° Consolidation et élargissement des digues de l'Escaut maritime. Acquisition de terrains	fr.	400.000
--	-----	---------

Travaux	1,500,000
2° Acquisition de terrains en vue de l'amélioration de l'Escaut entre le Pont de Schoonaarde et le passage d'eau d'Appels fr.	300,000
3° Acquisition de terrains en vue du redressement de l'Escaut devant Termonde fr.	350,000
4° Etablissement de moyens de communication entre les deux rives de l'Escaut (pont de Cruybeke, études en vue du tunnel devant Anvers, passages d'eau, etc.) fr.	1,000,000
5° Ecluses barragées du Haut-Escaut. — Installation de 10 cabestans électriques fr.	175,000
6° Equipement de sous-stations aux écluses barragées du Haut-Escaut fr.	150,000
7° Imprévus	20,000

Un membre a insisté vivement en section pour que le travail d'amélioration de l'Escaut entre Schoonaarde et Appels soit entamé d'urgence, la sécurité des populations riveraines se trouvant exposée en l'absence de toute digue par les affouillements dus au courant du fleuve. Il est à noter d'ailleurs qu'au budget de 1922 un crédit de 1,500,000 francs avait été voté pour ce travail, dont le coût total est estimé à 3,500,000 francs. La compression nécessaire du budget a obligé de postposer cette dépense, et de n'inscrire au budget actuel que le crédit nécessaire à l'acquisition des terrains qui seraient nécessaires au travail susdit.

En ce qui concerne le redressement de l'Escaut devant Termonde un membre a posé la question suivante : Ce travail n'est-il pas de nature à nuire à la localité et a-t-on l'assurance que le grand quai sera reconstruit sur la rive nouvelle, après rectification du fleuve ?

Voici la réponse faite par l'honorable Ministre :

« Le creusement d'un nouveau lit à l'Escaut devant Termonde a pour but de
 » faciliter l'écoulement des crues et la propagation de l'onde marée, de retarder
 » la fermeture du fleuve par les glaces et d'éviter autant que possible la formation
 » d'embacles, de pouvoir rendre indépendante la voie ferrée et la voie routière,
 » enfin de pouvoir amener jusqu'au centre de Termonde, les lignes des chemins
 » de fer vicinaux de la rive gauche (Zelee, Ham, etc.) et les relier éventuellement
 » aux lignes de la rive droite.

« Le lit actuel de l'Escaut sera comblé, toute la zone de terrains situés sur la
 » rive droite du nouveau lit pourra être incorporée au territoire de la ville de
 » Termonde. Les quais actuels seront reconstruits à front du nouveau lit. La
 » zone en question sera remblayée et pourra être aménagée en quartier urbain,
 » abstraction faite de ce qui sera nécessaire pour l'établissement du nouveau
 » port. Ces travaux font d'ailleurs partie du programme élaboré par la Com-
 » mission de la Dendre qui comptait parmi ses membres deux délégués de la
 » ville de Termonde. »

Il résulte d'une communication faite à la Commission que le Département examine en ce moment les objections auxquelles le plan de redressement de l'Escaut a donné lieu de la part des intéressés. Le crédit de 350,000 francs qui

amorce, semble-t-il, un travail nouveau d'une envergure assez considérable et encore soumis à discussion, semble bien pouvoir être supprimé. C'est ce que propose la Commission.

Le crédit serait ainsi ramené à 3,243,000 francs.

ART. 38. — *Lys. — Etudes, expropriations et travaux, 800,000 francs.*

La demande de crédit est réduite à 300,000 francs, somme qui sera consacrée à l'exécution des travaux suivants :

1° L'aménagement des abords du pont de Menin, sur la nouvelle dérivation de la Lys (150,000 fr.). Le pont de Menin n'est pas encore en service actuellement, parce que l'exécution des travaux de construction du tablier métallique accuse du retard. Les travaux d'aménagement des abords sont nécessaires et ne peuvent être postposés. Il existe en cet endroit une circulation intense à cause de la frontière. Ce crédit est final.

2° L'amélioration du cours de la Lys, depuis l'origine de la dérivation à Deynze jusqu'à l'écluse d'Astene et l'acquisition des terrains en vue de la reconstruction du pont de Deynze (150,000 fr.). Les travaux d'amélioration consistent à calibrer le cours de la rivière en vue d'une évacuation plus rapide des crues et à redresser les courbes trop accentuées, travail réclamé depuis longtemps par les populations riveraines. Ce crédit est destiné à des acquisitions de terrain ; les dépenses à faire après 1923 pour l'exécution des travaux sont évaluées à 400,000 francs environ.

ART. 39. — *Senne, Dyle, Demer. — Etudes, expropriations, travaux et subsides, 1,100,000 francs.*

Réduction à 60,000 francs. Crédit maintenu au budget en vue de l'acquisition d'un terrain aux abords du pont d'Eppeghem, afin d'y empêcher la construction d'un immeuble dont l'expropriation s'imposerait à bref délai, et en vue de pourvoir aux dépenses imprévues.

Les travaux d'amélioration à exécuter à la Dyle, entre Malines et Sennegat, et la 3^e section de la Senne, sont postposés. Un crédit de 500,000 francs a été voté en 1922 pour ces travaux. Une somme de 12,000 francs a été dépensée pour l'acquisition d'immeubles nécessaires à l'amélioration de la Dyle.

Aucun travail n'a été effectué jusqu'à ce jour, sauf le creusement de deux coupures en amont du Sennegat, immédiatement après l'armistice, pour donner de l'ouvrage aux chômeurs. A une ou deux exceptions près, les acquisitions sont faites pour l'amélioration de la Dyle ; aussitôt que l'Administration disposera de crédits, les travaux pourront être entamés.

ART. 40. — *Nèthe. — Etudes, expropriations, travaux et subsides 1,200,000 francs.*

Crédit réduit à 1,000,000 de francs et consacré exclusivement aux travaux d'aménagement de la Nèthe Inférieure en vue de la construction du nouveau pont-route provincial de Duffel et au règlement de l'intervention de l'État dans la construction de cet ouvrage. Le pont-route existant de Duffel menace ruine et sa reconstruction s'impose sans retard. Il forme dans la rivière un étranglement

très prononcé préjudiciable à la navigation, à l'écoulement des eaux et à la propagation de la marée. L'État s'est engagé vis-à-vis de la province d'Anvers à fournir les terres nécessaires à l'établissement des rampes d'accès au nouveau pont et à lui accorder un subside dont le quantum n'est pas encore fixé. Ces terres proviendront des travaux d'amélioration à effectuer à la rivière.

Aucune dépense n'est faite à ce jour. La somme à payer après 1923 dépendra du coût du pont — à payer par la Province — qui n'est pas encore connu et du montant de l'intervention de l'État qui n'est pas encore fixée.

Vu l'engagement de l'État, le crédit doit néanmoins être inscrit à ce budget.

Art. 41. — Canal de Gand à Ostende. — Etudes, expropriations et travaux, 2,125,000 francs

Crédit réduit à 773,000 francs, dont la ventilation s'opère comme suit :

1° Equipement électro-mécanique du pont de Mariakerke . . . fr.	150,000
2° Reconstruction définitive du pont de Mariakerke (quotité non recouvrable)	600,000
3° Installation d'un cabestan électrique à la porte de Damme, à Bruges	15,000
Imprévus.	10,000

Le crédit de 150,000 francs alloué en 1922 pour le même objet a été employé à concurrence de 24,995 francs pour solder le prix des travaux de terrassement. La reconstruction du pont de Mariakerke s'impose. Ce pont, comme les autres, d'ailleurs, sur le canal de Gand à Bruges, est un ouvrage provisoire, à manœuvre très lente, pénible et coûteuse. Or, ce pont donne passage à une circulation intense. Les plaintes de la batellerie et des usagers de la route au sujet des entraves apportées à la circulation par eau et par terre sont vives et justifiées. L'octroi du crédit est absolument indispensable. Il est unique et final.

Art. 42. — Canal de Gand à Terneuzen. Etudes, expropriations et travaux. 250,000 francs.

Ce crédit peut être supprimé.

Art. 42bis. — (Nouveau). Construction d'une cale sèche à Langerbrugge (première tranche d'une dépense estimée à 20 millions, 500,000 francs.

L'État s'est engagé par convention du 17 octobre 1921, ratifiée par l'article 1^{er}, n° 2 de la loi du 3 août 1922 (*Moniteur* du 6 août 1922, n° 218) à construire une nouvelle cale sèche dans le bras désaffecté du canal de Gand à Terneuzen dit « bras de Langerbrugge ». Le crédit actuel permettra d'amorcer ce travail.

Art. 43. — Dendre. Etudes, expropriations et travaux, 2,800,000 francs.

Crédit réduit à 300,000 francs, mais nécessaire dans cette limite à l'acquisition de terrains situés le long de la Dendre, entre le pont des Bogards et le « Sas ». Il s'agit ici de rendre possible la continuation des travaux en cours pour l'amélioration de la Dendre. Ce crédit ne concerne pas le redressement de l'Escaut devant Termonde dont question à l'article 37.

ART. 44. — *Canal de Roulers à la Lys. — Etudes, expropriations et travaux. 50,000 francs.*

Crédit réduit à 10,000 francs, pour les frais d'étude en vue de la mise à section normale (500 tonnes, 10 mètres de largeur au plafond) du canal, où actuellement le croisement des bateaux n'est pas possible.

ART 45. — *Canal de Roulers à la Mer. — Construction d'un bassin à Roulers. Frais d'études. — Acquisition de terrains. 125,000 francs.*

Crédit supprimé.

ART. 46. — *Canal de Burght à Saint-Gilles (Waes.) — Etudes, expropriations et travaux. 1,000,000 francs.*

Il s'agit ici d'un engagement pris par l'Etat. La Commission propose l'adoption de ce crédit.

ART. 47. — *Canal de Bruxelles au Rupel. Travaux, 100,000 francs.*
Pas d'observations.

ART. 48. — *Installations maritimes d'Anvers. — Etudes, expropriations, travaux et dragages, 35,500,000 francs.*

Le crédit prévu à cet article et fixé par amendement à 34,500,000 francs, va permettre de poursuivre suivant le plan d'ensemble aujourd'hui définitivement fixé, les grands travaux qui au nord d'Anvers donneront au port son développement normal et nécessaire. L'ère des études et des examens est close.

Il ne s'agit plus de discuter les mérites ou les inconvénients de tel dispositif ou de tel autre. Toutes les préoccupations de ceux qui suivent l'accomplissement de ce vaste effort convergent vers cette seule question : Serons-nous prêts aux dates que l'on s'est proposées ? Les travaux intermédiaires non encore adjugés le seront-ils à bref délai ? Ne va-t-on pas, par un manque d'agencement dans l'exécution des diverses parties qui sont en quelques sortes interdépendantes et doivent être envisagées toutes en fonction les unes des autres, s'exposer au danger d'un retard dans la mise en exploitation des installations maritimes nouvelles ?

Les travaux actuellement en cours sont, en ordre principal, la construction du bassin-canal, celle et de l'écluse de Kruisschans. Ces entreprises se présentent actuellement avec les caractéristiques ci-après :

Date de l'adjudication.	Début des travaux.	Degré actuel d'achèvement.	Coût total.	Dépenses faites au 31 décembre 1922.	Date d'achèvement.
Construction de l'écluse maritime au Kruisschans : 13 février 1922	6 juin 1922	1/40 ^e	45,556,211.76	786,905.80	Juin 1926
Construction du bassin-canal : 12 décembre 1922	15 avril 1922	1/100 ^e	58,156,425.83	286,000.00	Avril 1927

Le creusement du lot 5 des Schyns, destiné à relier le lot 1, exécuté avant la guerre, aux fossés de l'enceinte actuelle, est en voie d'achèvement.

Il reste à exécuter le goulet de raccordement destiné à relier les darses existantes au bassin-canal, les travaux de dérivation des Schyns (4^e lot) et le raccordement entre le bassin et l'écluse. Les deux premiers ouvrages vont être adjugés respectivement le 16 et le 23 juillet prochain.

Les délais d'achèvement prévus aux cahiers des charges sont respectivement de 40 mois et de 16 mois.

La première tranche des crédits nécessaires sont prévus au présent budget.

Il est indispensable que ces travaux soient commencés au plus tôt, et en tout cas avant le 1^{er} septembre 1923; le délai prévu pour l'exécution de la dérivation du Schyn est tel que le moindre retard aurait fatalement sa répercussion sur la date d'achèvement du bassin-canal.

Quant au travail de creusement de la partie située entre le bassin-canal et l'écluse il se fera en temps utile, et en tous cas de telle façon qu'il ne puisse occasionner aucun retard dans l'achèvement de l'ensemble : tout se borne là à des terrassements, aucun ouvrage d'art n'est à y réaliser, en sorte que cette section sera d'une exécution facile et rapide.

On remarque qu'au tableau de ventilation du crédit global deux postes sont prévus pour les travaux de détournement des Schyns : sub litt. d) Travaux de dérivation des Schyns au nord d'Anvers, y compris le syphon sous le canal de jonction (première tranche d'une dépense totale estimée à

fr. 22,000,000)	fr. 7,700,000
Sub litt. g). Détournement des Schyns (premier lot)	58,000

Pourquoi ces deux postes sont-ils maintenus distincts? La raison est la suivante : Le crédit de 7,700,000 francs se rapporte aux travaux de détournement des Schyns en cours d'exécution et à ceux à entamer au cours de cette année; le crédit de 58,000 francs est destiné à liquider en faveur des héritiers de l'entrepreneur Bolsée, les sommes que l'Etat serait astreint à leur payer éventuellement, à titre de solde des travaux effectués avant la guerre par cet entrepreneur pour le détournement des Schyns (premier lot). Cette affaire est soumise au Comité Supérieur de contrôle. Il n'y a donc pas double emploi et il n'y a pas lieu de fusionner ces deux littéra.

Le crédit primitivement prévu a subi une réduction de un million, à raison du fait qu'il a été renoncé, pour le moment, à la construction d'une route reliant Anvers aux bassins du Nord. Cette suppression est de nature à surprendre et la question fut posée au sein de la Section Centrale de savoir : s'il ne résulterait pas de cette remise des inconvénients sérieux aux points de vue de l'exploitation des bassins nouveaux. N'y a-t-il donc pas urgence à commencer dès à présent la construction de cette route qui serait utile même pendant l'exécution des travaux? En combien de temps cette route peut-elle être faite? Ne risque-t-on pas de priver les installations terminées d'un accès nécessaire? Voici la réponse donnée par l'honorable Ministre à cette question : « La Commission de l'agglomération anversoise a adopté dernièrement une solution provisoire pour assurer les communications vers le Nord, la solution définitive devait entraîner des dépenses que l'on ne peut envisager à ce moment. Pour cette solution provisoire j'ai fait

réserver immédiatement des matériaux que nous avons disponibles à Gand et si le prochain budget prévoit le crédit nécessaire, le raccordement provisoire pourra être établi rapidement ». La solution *provisoire* adoptée pour relier Anvers aux installations maritimes du Nord consiste à construire parallèlement à l'avenue définitive qui doit passer en viaduc le long du bassin Asia et aboutir à la Gare du Stuyvenberg à proximité de l'entrepôt, une rue dite « latérale » établie en remblai, un peu au-dessus du terrain naturel et aboutissant à la rue d'Eeckeren, à côté du chemin de fer de Hollande.

Ce point est donc demeuré en suspens. Il est permis de le regretter car la situation d'isolement des installations du Nord, qui est déjà maintenant une cause de graves difficultés dans les communications, deviendra intenable dès qu'un développement nouveau aura été donné aux installations. Il convient d'y attirer l'attention de l'honorable Ministre, en émettant le vœu que non seulement la route provisoire soit promptement établie, mais que l'établissement de celle-ci ne devienne pas une entrave à l'exécution d'un accès commode et amplement conçu, de nature à répondre à toutes les nécessités de l'avenir.

Une autre question encore discutée, à propos du détournement des Schyns, est l'accueil à faire à certaines suggestions intéressantes et nouvelles dont l'auteur est M. Mennes, ingénieur à Anvers. Celui-ci estime possible d'éviter les travaux de détournement des Schyns vers le Nord par un système de pompage qui permettrait de conduire en ligne droite et par la voie souterraine les eaux des Schyns avec les eaux résiduares de la ville, vers l'Escaut. L'Administration a défendu à ce propos la thèse suivante, à laquelle nous estimons pouvoir nous rallier :

« Il faut que l'écoulement des eaux par les fossés de l'enceinte actuelle puisse être supprimé le 31 décembre 1924 au plus tard, afin de ne pas retarder la mise en service de l'écluse du Kruisschans et du bassin-canal. En adoptant le projet de M. Mennes, on n'est pas certain d'arriver à temps ; on risque de provoquer des inondations et on ne résoud que d'une façon imparfaite et provisoire le problème de l'écoulement des eaux des ruisseaux situés à l'Ouest du chemin de fer d'Anvers à Roosendaal.

En adoptant le projet de l'Administration, au contraire, on est certain d'aboutir pour la date indiquée, sans être exposé à aucun aléa.

Dans ces conditions et vu les grands intérêts en jeu, c'est le dernier projet qu'il faut exécuter. Il est connu sous le nom de « solution provisoire de l'Administration » et consiste à réaliser le quatrième lot des Schyns, qui forme le prolongement du premier lot, exécuté avant la guerre et à relier ce dernier, par un double fossé provisoire, appelé cinquième lot, aux fossés de l'enceinte actuelle.

Quant à la partie restante du projet de l'Administration, comprenant les deuxième et troisième lots ainsi que le fossé collecteur des eaux intérieures, elle est réservée jusqu'au moment où le projet de M. Mennes aura pu être étudié d'une façon complète et approfondie.

Si ce dernier est reconnu plus avantageux que le projet primitif, débarrassé de toute sujétion d'ordre militaire, il pourra éventuellement être adopté et réalisé ».

Ce serait une erreur de croire que les travaux actuellement arrêtés, quelque importants qu'ils soient, suffisent à donner au port d'Anvers l'extension nécessaire pour lui permettre de lutter victorieusement contre la concurrence des pays étrangers.

Outre la construction de quais en eau profonde dans la rade d'Austruweel, construction qui a été postposée, mais qui devra néanmoins être envisagée dans un avenir prochain, il faut veiller sans aucun retard à mettre Anvers en communication directe avec Liège et avec le bassin rhénan. Là aussi un certain ralentissement s'est produit pour le même motif de compression budgétaire. Mais il importe de ne pas perdre de vue l'extrême urgence de ces travaux, si l'on veut qu'Anvers puisse continuer à tenir son rôle de grand port national. Ce programme doit comporter la création d'une voie d'eau accessible aux bateaux de 2,000 tonnes et reliant directement Anvers à Liège; le canal doit trouver son débouché dans le bassin Lefebvre; il importe par conséquent de détourner le tronçon débouchant actuellement dans le bassin Asia et qui ne peut servir qu'à des allèges d'un tirant d'eau maximum de 450 tonnes. Il faut enfin qu'Anvers soit, par la voie la plus courte, relié au Rhin.

Ces projets font corps avec les travaux en cours, dont nous avons examiné de près chaque élément. Il est conforme à l'intérêt national le mieux entendu. Qu'ici aussi, on entre à brève échéance dans la voie des réalisations.

ART. 49. — Canal de dérivation de la Lys. — Études, expropriations et travaux, 1,400,000 francs.

Le crédit subit une réduction qui le ramène à 795,000 francs. Ce montant est destiné à couvrir le coût de la construction d'un pont définitif en béton armé à Balgerhoek (300,000 francs quotité non recouvrable) et à poursuivre les acquisitions de terrains en cours, en vue du remplacement par des ponts fixes les ponts de Nevele (300.000 francs), Meerendré (100,000 francs) et Landeghem (50,000 francs). Les mesures sont prises pour que les travaux à effectuer pour ces trois ponts puissent s'exécuter en 1924. Une somme de 200,000 francs est portée au Budget des Dépenses recouvrables de 1923 pour la reconstruction du pont de Balgerhoek.

ART. 50. — Canal d'Ypres à l'Yser. — Études, expropriations et travaux, 250,000 francs.

Le crédit est destiné à couvrir le coût des travaux suivants : Rectification du canal à Drie-Grachten et transformation des ponts tournants de Steenstraeten et de Boesinghe en ouvrages fixes.

Ces travaux répondent à une nécessité absolue. La remise en état du canal facilitera grandement la renaissance de régions dévastées et est réclamée avec la plus vive instance.

Un membre ayant fait observer que ce canal est insuffisamment alimenté d'eau, il a été répondu que « l'alimentation des voies navigables du bassin de l'Yser fait l'objet d'une étude en cours et que les dragages sont dès à présent commencés pour parer dans une certaine mesure à l'inconvénient signalé ».

ART. 51. — *Port d'Ostende. — Etudes, expropriations et travaux.*

Construction d'un port de pêche, 12,200,000 francs.

Ce crédit comprenait un poste de 445,000 francs, qui en a été détaché et a été transféré à l'article 51^{bis} (nouveau) auquel nous renvoyons. Le libellé de l'article 51 est modifié comme suit : « *Port d'Ostende. — Etudes, expropriations et travaux ; construction d'un port de pêche y compris l'équipement électrique du pont-barrage aval, 11,755,000 francs* ».

Le crédit prévu à l'article 51 est fixé en conséquence à 11,755,000 francs, somme à répartir entre les objets suivants :

a) Construction du port de pêche	fr. 10,000,000
b) Équipement électrique du pont-barrage aval (en cours)	35,000
c) Installation d'une commutatrice de 100 kw. à la sous-station d'électricité du port	40,000
d) Installation de la cloche de brume du port	35,000
e) Installations de nouvelles cases à haute tension à la sous-station	25,000
f) Nouveau magasin dans la sous-station	15,000
g) Installation de cabestans électriques au quai à marée	30,000
h) Elargissement de la batterie de l'estacade Est du port	1,555,000
i) Imprévus	20,000

L'entreprise des travaux de construction du port de pêche a été adjugé pour la somme de fr. 22,682,962.45. Ce travail s'exécute à bordereau de prix. La dépense totale envisagée en y comprenant les acquisitions d'immeubles et de terrains est évaluée à 34 millions.

Le crédit de 7,000,000 de francs alloué pour 1922 a été engagé à concurrence de fr. 6,504,369.85.

Les installations de la sous-station électrique doivent être améliorées et complétées en vue d'être mises à même de rendre les services qu'on en attend.

De même l'élargissement de la batterie de l'estacade Est du pont d'Ostende est un travail urgent et indispensable.

ART. 51^{bis} (nouveau). — *Part d'intervention dans le coût des travaux de construction de l'église du Sacré-Cœur à Ostende, 445,000 francs.*

Une convention, avenue les 5/12 août 1912 entre la ville d'Ostende et l'Etat, relativement à des travaux de divers ordres à exécuter à Ostende, contient en son article 17 les stipulations suivantes :

- « La ville d'Ostende se chargera de faire édifier l'église du Sacré-Cœur.
- » Le prix de l'entreprise ne pourra dépasser la somme de 350,000 francs.
- » Les sommes suivantes seront affectées au paiement du dit prix, et dans l'ordre suivant :
- » 1° la somme de 45,000 francs, montant du subside voté par le Conseil Communal d'Ostende ;
- » 2° le subside de la province de la Flandre Occidentale ;
- » 3° le produit de la vente des excédents des quartiers du Marais, du Phare et de Raversyde.

» Si après le paiement intégral de l'entreprise, il reste un excédent des
» sommes visées au 3, ci-dessus, cet excédent sera employé à des dépenses
» extraordinaires de la Ville laissées au choix de l'Administration Communale.

» Si au contraire, les ressources reprises aux 1, 2 et 3 ci-dessus ne suffisent
» pas au paiement de l'entreprise, l'Etat y suppléera jusqu'au paiement intégral.

» Les plans et devis de l'église à construire seront approuvés par le Ministre
» de l'Agriculture et des Travaux Publics. Ils devront lui être soumis endéans
» les six mois qui suivront la date de la présente convention. »

En exécution de cet engagement l'Etat a liquidé à ce jour trois acomptes de 25,000 francs en 1923, et cinq acomptes du même import en 1914. La somme de 445,000 francs, actuellement sollicitée, constitue le dernier paiement à effectuer.

ART. 52. — *Port d'escale de Zeebrugge. — Etudes, expropriations et travaux, 1,000,000 francs.*

Ainsi que le rappelle le libellé ci-dessus reproduit, de l'article primitivement prévu au projet de budget, un crédit de 1 million était sollicité en vue d'amorcer les travaux d'aménagement d'un port de pêche à Zeebrugge, travaux dont le coût total aurait été de 7 millions.

Par suite de l'application de la règle de compression des dépenses ce crédit a été supprimé : la création envisagée d'un port de pêche étant un travail nouveau, a été postposé comme tous les travaux de cet ordre.

Au crédit rayé, dans les circonstances que nous venons d'indiquer, est venu se substituer, par voie d'amendement un crédit dont l'objet est tout différent : il s'agit d'un montant de 2,500,000 francs qu'il a été proposé d'avancer à la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges pour couvrir le coût des dragages dans la rade et dans le port.

Des objections ayant été formulées au sein de la Commission quant à l'opportunité de l'octroi de ce crédit, un examen plus approfondi des raisons justificatives, énoncées à l'appui de la proposition, a paru nécessaire.

Un premier élément d'appréciation à signaler réside dans le fait suivant. Il n'y a aucune disposition dans les conventions existantes entre l'Etat et la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges qui crée pour l'Etat une obligation quelconque quant à une participation dans le coût de ces dragages; il s'agit donc d'une intervention purement gracieuse de l'Etat, sous forme d'avances qui, sauf convention ultérieure, sont récupérables dans l'avenir.

Les avances faites à ce jour à la Compagnie pour cet objet s'élèvent à 2,500,000 francs somme payée en 1922 à charge du crédit porté à l'article 81 du Budget Extraordinaire de 1922 (1).

Un second élément que nous croyons devoir noter, car il échappe lui aussi à toute discussion, c'est que ces travaux de dragage apparaissent comme une nécessité permanente; les quais d'accostage le long du môle et le chenal

(1) Du chef de dommages de guerre, il a été avancé jusqu'ici à la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges, un total de 45 millions pour l'ensemble des installations : Partie de cette somme a sans doute été consacrée aussi aux dragages.

d'accès sur le canal de Bruges s'ensablant régulièrement. La Commission s'étant informée de la quantité et du coût des dragages, annuellement indispensables, pour maintenir le port dit d'escale et le chenal d'accès en état de réaliser une exploitation normale des installations, il lui a été répondu ce qui suit : « Les conclusions du « Comité Mixte » institué en vue de l'examen des questions ayant trait à l'exploitation du port de Zeebrugge, a évalué approximativement à 2,500,000 mètres cubes la quantité des dragages à effectuer annuellement dans la rade de Zeebrugge lorsque les profondeurs voulues auront été réalisées. Le coût de ce travail est estimé grosso-modo à 3,280,000 francs par an. De même l'entretien de la passe du Zand exigerait le dragage annuel de 50,000 mètres cubes entraînant ainsi une dépense de 107.000 francs.

Ces renseignements ont été complétés verbalement par un haut fonctionnaire du département des Travaux Publics qui, à la demande de plusieurs membres de la Commission, a précisé ces données en indiquant que le coût total renseigné ci-dessus, soit 3,280,000 francs comprendrait à la fois les travaux d'extraction des sables à opérer le long du môle et ceux qui seraient à effectuer à travers la rade, depuis la passe du Zand qui se trouve au droit du môle, jusqu'au débouché du canal. Ce coût se répartirait approximativement par moitié entre les deux ordres de travaux.

Etant ainsi fixées les conditions budgétaires dans lesquelles se présentent la demande actuelle de crédit pour les dragages, deux questions de principe se posent, qui ne paraissent pouvoir être résolues qu'ensemble :

1° Comme le régime des avances annuelles ne peut se perpétuer et qu'il n'est possible d'y voir qu'un expédient, quelle décision l'Etat va-t-il prendre quant au règlement de sa situation juridique vis-à-vis de la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges? Des avances ne peuvent continuer à être versées à la Compagnie sans que soit stabilisée cette situation et parfaitement définis les droits et garanties à en résulter pour l'Etat.

2° Y a-t-il des raisons décisives d'intérêt national pour maintenir dans son intégralité l'exécution du programme qui a été arrêté, en ce qui concerne à la fois le port d'escale de Zeebrugge et le chenal d'accès en eau profonde au canal et au port de Bruges?

Il y a là un problème d'ensemble dont il importe que le Parlement soit saisi à bref délai. Ainsi qu'il était exposé dans le rapport sur le Budget Extraordinaire de 1922, une commission composée de représentants des grandes administrations publiques, de Bruges, de la Compagnie des Installations Maritimes, de l'Armée, de l'Industrie et du Travail, et des Finances, a été chargée de rechercher les conséquences de la guerre au point de vue de l'exploitation des ports de Bruges et de Zeebrugge et les mesures à prendre pour tirer de ces deux ports le meilleur parti au point de vue des intérêts de la Belgique. Les travaux de cette commission sont terminés. Ils trouvent leurs conclusions dans le vote d'une série de vœux, concernant l'entretien du port de Zeebrugge, l'organisation de lignes d'escale et de navigation, les profondeurs à envisager (30 pieds dans la passe d'entrée — de 8 à 10 mètres le long du môle), la création d'un port franc, d'un port de pêche, d'installations

pour la réparation de navires, les tarifs de chemins de fer, etc. Ces travaux font l'objet d'une brochure qui est à la disposition des membres de la législature et à laquelle nous renvoyons. « Ces conclusions générales, fait observer l'honorable Ministre, dans une de ses réponses questions posées par la Commission, font l'objet actuellement de négociations entre l'Etat et la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges en vue de reviser les conventions existantes. Lors du dépôt du projet de budget pour 1923, on avait escompté que les négociations seraient suffisamment avancées avant le vote du budget de 1923, pour que la Législature pût être saisie en temps voulu de la demande de crédit se rapportant à la nouvelle situation à créer. (C'est pourquoi le projet de Budget ne comportait pas de demande de crédit pour les dragages.) Il n'en a pas été ainsi, d'où la nécessité de recourir pour 1923 à la même mesure transitoire que celle adoptée pour 1922 ».

La Commission des Finances, en prenant acte de ces explications, se déclare d'accord avec l'honorable Ministre pour estimer qu'un examen complet et définitif du problème s'impose et que la présente avance *devrait être la dernière à être sollicitée sous le régime provisoire actuel.*

Deux membres ont insisté pour que dès à présent le crédit sollicité pour les dragages soit réduit à ce qui est strictement indispensable pour l'entretien du chenal d'accès, les événements ayant démontré que l'avant-port le long du môle est condamné à un ensablement irrémédiable et que son utilisation comme tel doit être abandonnée. Des dragages extraordinaires et d'un coût énorme sont nécessaires pour rendre possible l'accostage des rares bateaux, même de tonnage moyen, qui y arrivent. Le sentiment des honorables membres est que les dragages du môle ne devraient plus être poursuivis et le crédit sollicité réduit de moitié, en conséquence, d'autant plus que les nécessités militaires actuelles ne rendent pas inéluctables l'entretien des profondeurs réclamées.

La Commission a décidé en conclusion de son débat qu'il ne lui appartenait pas de résoudre la question posée, laquelle doit s'apprécier non seulement du point de vue actuel, mais en tenant compte des nécessités et des possibilités d'avenir. Mais elle demande au Gouvernement de porter le problème devant le Parlement qui aura, en s'entourant de toutes les données possibles, à le trancher définitivement.

ART. 53. — Côte. — *Etudes, expropriations et travaux*, 3,400,000 francs.

Le crédit sollicité à cet article a été porté par amendement à 3,800,000 francs.

Il est destiné aux travaux suivants :

1° Construction de 7 jetées sur la plage entre Duinbergen et Knocke fr. 1,300,000

(Solde d'une entreprise à bordereau de prix estimée en tout à 1,900,000 francs, — dont 600,000 francs, sont à charge du Budget de 1922.)

2° Reconstruction de la digue de mer entre Knocke et Duinbergen. 500,000

(Solde d'une entreprise à forfait pour laquelle 1,800,000 francs ont été engagés à charge du Budget Extraordinaire de 1922.)

3° Perré à l'Est d'Ostende	150,000
4° Protection des dunes et des digues	450,000
5° Amélioration du régime de l'estran	1,000,000
6° Consolidation de la dune à l'Est de la jetée n° 12 à Knocke.	400,000

Les travaux repris au 2° seront achevés en 1924, les autres le seront probablement en 1923, si les entrepreneurs déploient une activité suffisante. D'autres crédits devront toutefois être envisagés pour les années subséquentes, afin de parer aux dégâts occasionnés aux ouvrages de la côte par les tempêtes extraordinaires qui se produisent fréquemment.

Sur le crédit de 1922, soit 5,500,000 francs, il a été engagé fr. 3,676,066.54.

ART. 54. — Matériaux de l'Etat. — Achat, gestion. — Frais de dépôt et divers. 225,000 francs.

Ce crédit peut être réduit à 190,000 francs, soit :

a) Pour le paiement des briques à livrer éventuellement	fr. 175,000
b) Pour les frais de gestion	15,000

Quant à la justification du crédit, voir détails au rapport sur le Budget Extraordinaire de 1922.

ART. 54bis. — (Nouveau). Canal de Selzaete à la mer. — Etudes et travaux. 35,000 francs.

Crédit destiné à l'achèvement des travaux de reconstruction du Pont de Strooibrugge pour lesquels un premier crédit de 100,000 francs a été alloué au Budget de 1922. Le coût total de l'entreprise est estimé à 75,000 francs, dont 44,000 francs ont été engagés sur le crédit de 100,000 francs alloué au Budget Extraordinaire de 1923, et dont le solde sera imputé sur le présent crédit.

La Commission propose, afin d'introduire plus de méthode dans la disposition des articles du budget, d'intervertir l'ordre des deux derniers articles.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

ART. 55. — Secours aux ouvriers devenus inaptes au travail par suite de la guerre, y compris les soins médicaux et pharmaceutiques, 875,000 francs.

Conformément à une proposition de la Commission des Finances, ce crédit a été inscrit au Budget ordinaire de l'Industrie et du Travail. L'article peut donc être supprimé.

ART. 56. — Subvention au Fonds National de Crise pour lui permettre d'assurer le service des allocations, conformément aux arrêtés royaux des 20 décembre 1920 et 7 mars 1921, fr. 10,000,000.

■ La statistique du chômage a accusé au cours de l'exercice 1922, une progressive et constante amélioration, que mettent en lumière les données suivantes :

Nombre moyen de caisses (autonomes et sections de centrales) agréées : 1,758.

Nombre moyen de membres affiliés aux caisses : 704,641.

Nombre moyen de chômeurs (calculé sur la base du dernier jour ouvrable de chaque mois) : 48,253.

Soit : 22,192 chômeurs complets.

26,061 chômeurs partiels.

La moyenne mensuelle des chômeurs par rapport aux affiliés a évolué comme suit, de mois en mois :

Janvier	41.2 p. c.
Février	40.1 »
Mars	9.2 »
Avril	8.9 »
Mai	7.0 »
Juin	6.0 »
Juillet	5.3 »
Août	4.4 »
Septembre	3.8 »
Octobre	3.9 »
Novembre	3.8 »
Décembre	3.8 »

Moyenne générale pour 1922 : 6.8 p. c. (contre 21.2 p. c. en 1921).

Nombre total des journées perdues pendant l'année : 9,125,867 (contre 24,101,234 en 1921).

Moyenne pour 100 assurés par semaine : 24.9 journées (contre 67.3 journées en 1921).

Ou 4.2 p. c. du total des journées de travail qu'auraient pu fournir les assurés contre 11.3 en 1921).

Nombre total des journées indemnisées par les caisses : 1,173,443 (contre 3,553,993 en 1921).

Pourcentage des journées indemnisées par les caisses, par rapport aux journées constatées : 19.5 p. c. (contre 14.7 p. c. en 1921).

Aussi le Fonds National de Crise, après avoir figuré au Budget Extraordinaire pour 130 millions en 1921 et 50 millions en 1922, n'y apparaît-il plus que pour 10 millions cette année.

Le rapport sur le Budget Extraordinaire de 1922 contenait un exposé général du mécanisme financier du Fonds de Crise et nous avons précisé à cette occasion les bases et l'importance respective des indemnités de l'État, des communes, des provinces et des caisses de chômage dans l'alimentation du Fonds. Nous pensons pouvoir nous référer à ces indications générales et nous nous bornerons à communiquer les chiffres caractérisant l'activité du Fonds National de Crise en 1922 et la situation au début du présent exercice.

En tenant compte de toutes les justifications produites à ce jour, le Fonds de Crise a payé en 1922 un total d'allocations s'élevant à fr. 43,522,787.21, soit fr. 34,661,419.31, pour le premier semestre et fr. 8,861,667.90 pour le second. Le tableau figurant en annexe montre comment ces montants se répartissent

par catégorie d'indemnité (principales ou familiales), par province et par industrie. (Voir annexe 9.)

Les frais d'administration se sont élevés à fr. 342,786.81 en 1922- [Voir annexe 10 a).]

Pour couvrir ces dépenses, le Fonds de Crise a disposé tout d'abord d'une somme de fr. 14,761,534.02, excédent de l'exercice 1921. Ensuite il a été alloué au Budget Extraordinaire de 1922 un crédit de 30,000,000 francs, sur lequel il a été imputé 43,000,000 francs (art. 89, Subvention au Fonds National de Crise pour lui permettre d'assurer le service des allocations conformément aux arrêtés royaux des 30 décembre 1920 et 7 mars 1921) et un crédit de 303,000 fr. à charge duquel sont imputés 152,500 francs (art. 90, Subvention au Fonds National de Crise pour l'aider dans ses frais d'administration et de contrôle. Sur ces crédits il a donc été versé par l'Etat un montant total de 43,152,500 francs.

Intervention des communes : elle s'élève à 10 p. c. du total de la dépense et incombe obligatoirement à toutes les communes qui ont déclaré vouloir faire bénéficier leurs administrés des avantages du Fonds de Crise. Il est donc dû par les communes pour l'exercice 1922 : fr. 4,552,278.72.

Intervention des caisses de chômage : elle s'élève à 15 p. c. du total des allocations principales. Il doit donc rentrer de ce chef pour l'exercice 1922 : fr. 4,727,373.70.

Intervention des provinces : il a pu être porté de ce chef au crédit du Fonds pour l'exercice 1922 : fr. 284,250.76.

Les communes, sur le montant dû pour l'exercice 1922, n'ont versé au 31 mai 1923 que fr. 2,348,724.63.

Par suite des retenues opérées d'office sur les subsides leur revenant sur cotisations, les caisses ont amorti leur compte ristourne de l'exercice 1922 à concurrence de fr. 2,422,628.17.

La contribution effective liquidée des provinces s'élève à : fr. 225,961.91.

Nous donnons en Annexe (Voir Ann. 10 b et 10 c) le tableau de la situation financière pour les exercices 1921 et 1922.

Les montants dus par les Caisses, les communes et les provinces doivent s'augmenter des montants encore à liquider sur l'exercice 1921. Il en résulte (voir annexe 10 d) qu'il peut être attendu des rentrées importantes s'élevant pour les deux exercices respectivement à fr. 8,331,636.55 de la part des caisses de chômage, fr. 6,296,608.83 de la part des communes et fr. 58.288.83 de la part des provinces. Le Fonds de Crise a donc commencé le présent exercice avec fr. 24,967,942.79 de disponible en banque et fr. 14,706.554.23 de créances à charge des caisses, communes et provinces. C'est cette circonstance avec l'atténuation de la crise du chômage, qui permet d'envisager la situation du Fonds National de Crise comme étant très amplement assurée, même abstraction faite du crédit actuellement inscrit au Budget.

Certains membres ont posé la question de savoir s'il y avait lieu encore de maintenir ce crédit vu la décroissance du chômage et le retour à un pourcentage de chômeurs qui se rapproche fort du niveau normal. La Commission tout en souhaitant que ce poste puisse promptement disparaître de ce budget, estime toutefois qu'il serait prématuré d'en opérer la suppression avant que le

régime de protection des travailleurs contre le chômage ait été systématisé et établi sur des bases stables et définitives par le vote d'une loi organique en la matière. Nous sortons actuellement d'une période d'expérimentation qui a eu le mérite de faire apparaître les nécessités auxquelles il y a lieu d'avoir égard pour aboutir au fonctionnement régulier de l'assurance-chômage. L'une de ces nécessités est l'existence d'un fonds de réassurance qui soit comme le régulateur central de l'ensemble d'institutions et de caisses que suppose ce régime. Le Fonds National de Crise a assumé ce rôle de façon empirique, improvisé et — il faut le dire — coûteuse pour l'État parce qu'il fut plutôt un fonds d'assistance qu'une institution de réassurance incorporée dans l'ensemble des rouages de l'assurance. C'est vers une organisation nouvelle plus systématique qu'il faut tendre, tout en s'efforçant d'amener le Fonds National à assumer son véritable rôle d'institution de prévoyance. Une conséquence de cette transformation sera de faire alimenter non plus uniquement par la collectivité ainsi que ce fut le cas jusqu'à présent, mais par tous les participants à l'assurance, les assurés, les chefs d'entreprise et les pouvoirs publics. Cette réforme est, espérons-le, prochaine et il ne semble pas qu'en attendant son accomplissement, il soit possible de supprimer le Fonds National de Crise sans exposer l'ensemble de nos organisations de protection contre le chômage à un désarroi général qui préluderait à leur disparition et à l'échec d'une tentative certes intéressante d'organisation de l'esprit de prévoyance parmi les travailleurs. Dans les limites désormais assez restreintes de son intervention — on connaît les arrêtés qui ont réduit le taux des allocations, le nombre des bénéficiaires et la période d'intervention (voir annexe 11) — moyennant le contrôle d'une administration, très stricte et économe, veillant scrupuleusement à empêcher tout abus et sous réserve de réduction ultérieure des charges de l'État par la réforme générale que nous venons de caractériser, le Fonds de Crise est à même de rendre de légitimes services dans l'éventualité de crises locales et partielles de chômage toujours possibles en dépit de l'amélioration générale de la situation dans le Pays. Le rapport sur le Budget de l'Industrie et du Travail reproduit une liste de demandes de prorogation d'intervention du Fonds de Crise dans une série de cas de l'espèce. Il faut espérer que les ressources propres du Fonds National de Crise ainsi que celles à résulter des remboursements qui lui sont dus, suffiront dans une très large mesure à subvenir à ses besoins au cours de l'exercice actuel et que l'organisation de l'assurance se normalisant de plus en plus pour aboutir à la mise en vigueur d'un système légal à base scientifique d'assurance-chômage, ce crédit pourra disparaître bientôt du budget.

Le libellé de l'article a été complété par voie d'amendement et doit être :

« Subvention au Fonds National de Crise, etc. (y compris une somme de » 100,000 francs pour aider le Fonds National de Crise dans ses frais d'administration et de contrôle). »

ART. 57. — *Allocations supplémentaires et secours extraordinaires aux victimes, se trouvant dans le besoin, d'accidents de travail, survenus avant le 16 décembre 1919. — Dépenses diverses, 4,250,000 francs.*

Ce crédit, conformément à une proposition de la Commission des finances, a

été inscrit au budget ordinaire de l'Industrie et du Travail. L'article 57 peut donc être supprimé.

ART. 58. — *Intervention éventuelle de l'Etat dans les pertes provenant de ventes de marchandises belges à l'étranger, conformément à la loi du 7 août 1921 (crédit non limitatif), 500,000 francs.*

Un amendement a introduit dans le libellé la modification suivante :

a) Intervention éventuelle etc. (comme ci-dessus), 487,000 francs;

b) Rémunération du secrétaire de la Commission temporaire du Ducroire, 13,000 francs.

L'honorable M. Houtart, rapporteur général du budget a fait connaître dans son rapport sur le budget de la dette publique (document parlementaire Chambre n° 83) la liste des engagements pris par le Gouvernement sur la proposition de la Commission du Ducroire, jusqu'en janvier dernier.

Depuis cette date, de nouvelles interventions ont été consenties pour les marchés suivants :

Date des arrêtés royaux et de leur publication au <i>Moniteur</i> .	Désignation des exportateurs. — Nature et destination des produits exportés.	Montant des marchés.	Taux de la garantie de bonne fin du Gouver- nement.	Montant de la garantie du Gouvernement.
1. 30 janvier 1923. <i>Moniteur</i> 14/2-23.	S. A. Ateliers de construction Familleureux Est Brésilien, à Paris (ducroire définitif) matériel roulant.	6,456,550 francs belges.	55 p. c.	Fr. 3,551,402.50
2. 16 février 1923. <i>Moniteur</i> 2/3-23.	S. A. Comp. des Compteurs, Liège. — Gouvernement d'Uruguay (promesse de ducroire, art. 10 de l'A. R. du 18 octobre 1921; opération non réalisée à ce jour) 2700 compteurs d'eau.	300,000 francs belges. (maximum)	55 p. c.	A déterminer par décision ministérielle sur présentation des documents au moment de la conclusion de l'affaire jusqu'à concurrence du pourcentage fixé.
3. 16 février 1923. <i>Moniteur</i> 18/3-23.	S. A. Compagnie Centrale de construction à Haine-St-Pierre. — Compagnie des Chemins de Fer Sarocabana (Etat de Sao Paulo-Brésil) (ducroire définitif) matériel roulant.	5,047,000 francs belges.	55 p. c.	Fr. 2,776,015.—
4. 11 mars 1923. . <i>Moniteur</i> 26/4-23.	S. A. Ateliers métallurgiques. Administration des Chemins de Fer de l'Etat Argentin (ducroire définitif) 15 ponts.	795,000 francs belges.	55 p. c.	Fr. 437,250.—
5. 11 mars 1923 . <i>Moniteur</i> 26/4-23.	Idem, par l'intermédiaire de la firme Romsay-Bellamy et C ^e de Buenos-Ayres. Appareils de signalisation.	21,930 livres sterling, soit au cours de la livre, 567,117.80 francs belges.	55 p. c.	Fr. 861,914.79
6. 15 mai 1923. . <i>Moniteur</i> 30/5-23.	S. A. Ateliers de Construction Familleureux Est Brésilien. — Majoration de prix obtenu sur le marché repris au 1 ^{er} .	840,050 francs belges.	55 p. c.	Fr. 462,027.50
7. 15 mai 1923. . (à l'impression).	La Textile, Société Coopérative, Gand. — Tesatoria Romania à Bukarest.	Arrêté royal accordant un délai de trois mois pour effectuer les livraisons prévues à l'article 2 de l'Arrêté royal du 29 mai 1922 qui donne à la Textile une promesse de ducroire s'appliquant à une vente de fils de coton en Roumanie.		

Un membre a demandé en section à connaître la liste des cas où le ducroire a été refusé à des demandes introduites et le motif du refus. Voici les renseignements fournis à la date du 30 mars par l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail :

« Jusqu'à ce jour la Commission du Ducroire a émis un avis défavorable au » sujet de trois demandes d'intervention gouvernementale, introduites par des » industriels désireux d'obtenir le ducroire pour les marchés à l'étranger.

» 1^{er} M. Michel Simonis, constructeur de machines de meunerie à Jupille-lez- » Liège, s'est vu ainsi refuser la garantie de bonne fin, parce que le marché qu'il » présentait à l'examen de la Commission avait été conclu avant le vote de la » loi et qu'il n'a pas paru, aux membres du Comité directeur, que l'intervention » gouvernementale fût une condition essentielle de l'inscription de cette » commande dans le carnet de l'impétrant.

» 2° Ougrée-Marihaye n'a pas obtenu la garantie de bonne fin qu'il sollicitait
» pour un marché important conclu avec le Gouvernement argentin parce qu'une
» partie des articles exportés provenait d'usines ayant leur siège dans le Grand-
» Duché, alors que, dans l'esprit du législateur, il s'agissait de favoriser la reprise
» industrielle en Belgique et de fournir de l'ouvrage à la main-d'œuvre nationale.

» De plus, il a paru à la Commission qu'Ougrée-Marihaye, dans cette affaire,
» avait plutôt en vue une opération de trésorerie, une ventilation de portefeuille
» n'entraînant en aucune façon une augmentation quelconque du volume des
» affaires. La commande était, en effet, presque entièrement exécutée.

3° « Dyle et Bacalan, société française, avait demandé à la Commission du
» Ducroire de prendre une décision de principe au sujet de leur admissibilité au
» bénéfice de la loi du 7 août 1921. Celle-ci a cru devoir émettre un avis défavo-
» rable. »

La Commission des Finances a examiné si, en principe, l'intervention de l'État sous forme du ducroire est encore légitime et souhaitable. La question se pose, plus spécialement, a-t-on fait observer, lorsque les ventes ou fournitures se font dans des pays à change plus favorable que le nôtre. Les nationaux de ces pays ne seront jamais en meilleure situation pour payer que dans les circonstances actuelles. Dès lors, n'y aurait-il pas lieu de réserver l'octroi du ducroire au cas où les ventes se font dans des pays à change déprécié? De plus, le Gouvernement n'estime-t-il pas, en principe, qu'il n'y aurait plus lieu aujourd'hui d'accorder la garantie de l'État, cette intervention n'apparaissant légitime qu'à raison des circonstances toutes exceptionnelles voisines de l'armistice et ne pouvant être l'objet d'une approbation de principe comme mesure permanente?

Aux réserves ainsi formulées, l'honorable Ministre a objecté ce qui suit à l'appui de la politique actuellement suivie en la matière :

« Comme la Commission des Finances, je reconnais volontiers que pareille
» intervention de l'État ne peut être l'objet d'une approbation de principe en
» tant que mesure permanente ; les opérations du ducroire rentrent, sans conteste,
» dans les cadres de l'activité bancaire. Et spécialement en ce qui concerne la
» clientèle étrangère, il me paraît légitime que ces contrats de garantie deviennent,
» à l'instar de l'Office du Ducroire français, un des éléments essentiels, l'apanage
» pour ainsi dire, d'une banque d'exportation que beaucoup de nos hommes
» d'affaires appellent de tous leurs vœux. En tous cas, la confusion que redoute
» la Commission des Finances ne nous semble pas à craindre : la loi a pris soin
» de fixer elle-même le délai durant lequel elle peut être appliquée.

» Ce principe établi, il reste à examiner si les circonstances qui ont amené le
» Gouvernement à appuyer de sa garantie de bonne fin certaines transactions
» conclues avec l'étranger se sont suffisamment modifiées au cours de ces derniers
» dix-huit mois pour que l'on puisse, sans crainte de léser l'intérêt général,
» proposer l'abrogation de ces mesures d'exception.

» La loi du 7 août 1921 a été votée en vue de parer le plus possible aux
» dangers que fait courir à nos industries d'exportation, à nos activités vitales,
» cette rupture d'équilibre monétaire qui provoque une tragique perturbation
» dans le système économique du monde et qui nous prive de nos clients les
» plus indispensables.

» Il est impossible d'enregistrer dans ce domaine la moindre amélioration.
» Pour se rendre compte des effets actuels de ce malaise sur les organes de notre
» vie économique, il suffit de s'en rapporter à la crise latente qui paralyse notre
» industrie de la construction métallique. Nos plus puissantes entreprises du pays
» viennent tout récemment de faire appel à la Commission du Ducroire; les clients
» étrangers les plus importants exigent des délais de paiement tels qu'en cette
» période d'instabilité, l'application du ducroire devient une nécessité absolue;
» sans cette garantie, certaines transactions avec l'étranger ne seraient plus
» possibles.

» En ce qui concerne la discrimination entre les pays à change déprécié et
» ceux dont la monnaie fait prime sur la nôtre, j'estime qu'en raison même de la
» crise, nos besoins d'expansion ne peuvent être limités à un groupe restreint de
» pays. Nous ne pouvons négliger, d'une façon systématique, les clients les plus
» riches, les plus solvables et nous borner à ceux dont la situation est précaire.

» A l'appui de ces réflexions, je signale à la Commission que depuis l'arrêté
» royal du 23 août dernier autorisant le Gouvernement à garantir la bonne fin
» de vente de produits belges en des pays à change apprécié, le montant de la
» garantie gouvernementale a passé de 2,260,500 francs, (dont fr. 776,979.87
» sont réalisés à ce jour) à fr. 18,188,289.79 (dont fr. 16,554,769.66 ont déjà
» été réalisés).

» Les rapports que la Commission du Ducroire fait déposer périodiquement sur
» les bureaux des Chambres fournissent d'ailleurs tous les renseignements
» désirables.

» J'ajouterai que la Commission des Finances ne doit pas s'effrayer de
» l'importance du crédit non limitatif prévu à l'article 58 de ce budget pour
» couvrir les pertes éventuelles résultant du ducroire gouvernemental. Les
» premiers effets commencent à arriver à échéance et j'ai l'espoir que la prudence
» dont s'est inspirée la Commission du Ducroire en faisant ses propositions au
» Gouvernement évitera à l'Etat les débours qui pourraient résulter de son
» intervention. »

La Commission se rallie à ces observations et propose l'adoption du crédit.

ART. 58^{bis} (nouveau). — *Frais de liquidation de la Direction centrale
des Secours, 5,000 francs.*

Approuvé sans observations.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Il a été alloué, en 1922, au Budget Extraordinaire de la Défense Nationale un ensemble de crédits se chiffrant par 144,821,017 francs. Sur ce montant, les dépenses effectives ne s'élèveront probablement qu'à fr. 120,257,009.28 en sorte qu'une économie de fr. 24,564,007.72 a pu être réalisée. L'annexe 12 donne par article le chiffre exact des crédits tombés en annulation à la fin de l'exercice.

Le présent budget prévoit pour ce Département
110,232,750 francs de dépenses d'outillage,

32,475,828 francs de dépenses suites de guerre,	
montants que les amendements déposés à ce jour ont modifiés comme suit :	
Dépenses d'outillage	fr. 125,559,450
Dépenses suites de guerre	31,558,518
Au total.	fr. 156,917,968

Les dépenses suites de guerre consistent essentiellement en traitements et salaires du personnel occupé dans les services temporaires, et dans les frais afférents au fonctionnement de ces services auxquels est dévolue la tâche de pourvoir à la liquidation de la guerre, sépultures, soins des malades, pensions dérivant de la guerre, réfection du matériel détérioré par événements de guerre, etc. Ces dépenses, déjà en régression, pourront prochainement, les unes, disparaître du budget après l'accomplissement des missions dévolues aux services en question, les autres trouver place parmi les dépenses exceptionnelles figurant au Budget ordinaire de la Défense Nationale.

Il importe que l'attention se porte plus spécialement sur l'affectation des 125 millions qui représentent la mesure de l'effort demandé au Pays pour la constitution des éléments indispensables à la bonne tenue et à l'organisation solide de notre établissement militaire : casernements sains, aérés et bien appropriés, parce qu'il importe que nos soldats soient assurés d'un confort suffisant et de conditions d'hygiènes parfaites — outillage moderne qui permette de réaliser toute l'économie possible de temps, au cours de leur instruction — matériel, armement et approvisionnement en munitions, adéquats aux nécessités, sans gaspillage inutile, mais aussi sans lésinerie dangereuse, que l'armée serait exposée à payer de sacrifices en hommes à l'heure du péril. La Commission s'est efforcée de concilier le sentiment du devoir qui à cet égard pèse sur le Pays et dont elle est aussi pénétrée, avec la volonté très nette de comprimer le plus possible les dépenses à envisager et de s'entourer de renseignements aussi complets que possible quant à la justification de tous ces crédits. Un examen minutieux a donc été poursuivi de concert avec le Département de la Défense Nationale. Nous en consignons l'essentiel à la suite des divers articles passés en revue ci-après.

A propos des casernements dont il va être question tout d'abord, un membre a demandé si les constructions élevées en ce moment en Allemagne occupée sont à charge de la Belgique, et quelle est leur destination. Il résulte des renseignements fournis que ces constructions sont à charge de l'Allemagne en vertu des prescriptions de l'arrangement annexé au Traité de Versailles. Elles sont destinées à caserner certaines troupes pour permettre la remise à l'autorité allemande de bâtiments publics occupés par l'armée et pour loger une partie du personnel marié (avec famille) dans des localités où la pénurie de logement se fait sentir.

La Commission s'est préoccupée ensuite de connaître le programme général des travaux de casernements. Qu'a-t-on réalisé depuis l'armistice? Que reste-t-il à faire? Combien a-t-on dépensé jusqu'à présent? Que faut-il prévoir encore comme dépenses?

L'honorable Ministre a donné sur les points soulevés les précisions suivantes :

« Tenant compte des crédits votés en 1922 et en supposant accordés ceux demandés en 1923, les besoins pour les années 1924 et suivantes, en ce qui concerne les casernements, peuvent se classer comme suit :

A. — *Pour 1924.*

a) *Hoogboom (Anvers)* : Achèvement du casernement et des installations des troupes de chemins de fer.

b) *Spa* : Achèvement de la caserne de cavalerie.

c) *Région de Vilvorde* : Achèvement du casernement et des installations des troupes de la défense contre les objectifs aériens.

B. — *Pour une époque indéterminée, dépendant de l'importance que pourraient acquérir les chars de combat.*

a) *Gand* : Extension des installations de troupes de corps de chars de combat.

b) *Bruxelles et Anvers ou Liège* : Construction d'un casernement et d'installations pour un bataillon de troupes de corps de chars de combat.

C. — *Pour l'époque où cessera l'occupation en Allemagne.*

a) *Anvers et Lierre* : Appropriation des forts 6, 7 et 8 et de la caserne des Sions pour le casernement des troupes d'infanterie.

b) *Liège* : Agrandissement des casernements de la Citadelle, de la Chartreuse, et des Écoliers, pour le logement des troupes supplémentaires d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie.

c) *Verviers* : Extension de la caserne (écuries et parc annexe), pour les besoins d'un bataillon de mitrailleurs.

d) *Bruxelles* : Construction au quartier d'Etterbeek de casernements pour troupes du corps de Transport automobile ainsi que pour troupes du service de santé et du service d'Intendance.

e) *Namur* : Construction d'une caserne pour un régiment du génie.

Ainsi qu'on le voit les besoins pour 1924 ne comportent plus que des achèvements.

Quant aux besoins mentionnés sous B et C, comme ils se rapportent à une époque indéterminée vraisemblablement éloignée, les études y relatives n'ont pas été approfondies jusqu'ici, ce qui ne permet donc pas d'en préciser les dépenses, d'autant plus que d'ici lors, le coût de la construction sera probablement modifié.

En ce qui concerne les travaux de casernements, réalisés depuis l'armistice et les dépenses engagées à cet effet, il est à noter que, en 1919, l'on s'est borné à remettre les casernements en état d'occupation.

Je n'envisagerai donc ci-après la situation que pour les années 1920, 1921, 1922 et 1923 (prévisions).

Le tableau ci-après précise les dépenses engagées ou à engager :

Années.	Circonscriptions militaires.					
	1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	Total.
1920. .	1,200,000	960,000	1,950,000	2,300,000	570,000	6,980,000
1921. .	2,360,000	1,400,000	1,430,000	5,950,000	600,000	11,740,000
1922. .	650,000	500,000	1,500,000	1,400,000	300,000	4,350,000
1923. .	2,860,000	3,200,000	5,100,000	1,000,000	800,000	12,900,000
	7,010,000	6,060,000	9,980,000	10,650,000	2,270,000	35,970,000

Indépendamment des travaux d'achèvement, de la remise en état des casernements, d'appropriation de ces bâtiments à leur nouvelle occupation et de construction de casernements provisoires baraqués, ces dépenses ont permis ou permettront de réaliser çà et là des extensions importantes (caserne Prince Baudouin à Bruxelles, Quartier militaire d'Etterbeek, caserne des troupes de transmission à Vilvorde, corps de transports à Anvers et à Liège, casernes de troupes montées et de troupes d'infanterie à Bruges, casernes d'infanterie à Arlon et Tournai, casernes d'artillerie à Lierre et à Tirlemont) et de constituer de nouveaux casernements tels que la caserne de Burght, le casernement des troupes de corps de chars de combat à Gand, la caserne de cavalerie de Spa (en majeure partie) et les casernes d'infanterie d'Eupen et de Malmédy.

Autre question soulevée :

Quels sont les services qui s'occupent de ces constructions? Par qui les plans sont-ils préalablement examinés? N'y a-t-il aucune coopération avec le Département des Travaux Publics, coopération qui pourrait présenter des avantages, notamment au point de vue de l'achat des matériaux, de l'utilisation des compétences, etc.?

Voici la réponse faite :

C'est le service des Bâtiments et Constructions militaires (ancien service spécial du génie) qui s'occupe de toutes les constructions du Département.

Les plans sont examinés par les chefs du service précité (commandant et directeur) et par l'Administration centrale du Département (5^e Direction générale).

Il n'y a pas de coopération avec le Département des Travaux Publics, cette coopération ne présenterait d'ailleurs aucun avantage.

En ce qui concerne les deux points cités, achat des matériaux et utilisation des compétences, il y a lieu de remarquer :

1^o Pas plus que les Travaux Publics, le service des Bâtiments et Constructions Militaires n'achète des matériaux pour les procurer à des entrepreneurs qui fourniraient la main-d'œuvre.

Immédiatement après l'armistice on a été forcé d'employer un système

analogue, parce qu'on disposait de matériaux de la récupération. Mais on l'abandonna aussi vite qu'on le put, car il faisait disparaître toute responsabilité de la part de l'entrepreneur et présentait beaucoup d'inconvénients et de complications sans aucun avantage.

2° Quant à l'utilisation des compétences, il ne faut pas oublier que le service des Bâtiments et Constructions Militaires n'est pas un organisme créé de toutes pièces depuis l'armistice, qu'il existe depuis tout temps et qu'il a fait ses preuves; que les officiers du génie qui dirigent ce service sont, au point de vue technique, d'une compétence analogue à celle des ingénieurs des travaux publics et qu'au point de vue spécial des besoins de l'armée, ils sont plus compétents qu'eux.

Enfin, il a été demandé si aucune compression n'est à envisager dans le coût de ces constructions. Notre situation financière actuelle nous impose une parcimonie absolue. En est-il suffisamment tenu compte ? Ces projets n'engagent-ils pas trop l'avenir, eu égard aux résultats possibles de la discussion des projets militaires et à l'organisation de l'armée qui sera arrêtée ?

A ces observations il a été répondu comme suit :

« Aucune compression nouvelle ne peut être envisagée; les travaux, conçus aussi simplement que possible, ne sont entrepris qu'avec parcimonie, au fur et à mesure des besoins, de manière à tenir compte de la situation obérée du Trésor.

» Au surplus l'avenir n'est pas engagé; comme, notamment du fait de l'occupation en Allemagne, les travaux non indispensables actuellement sont ajournés à une époque indéterminée, il sera toujours possible de les restreindre, voire même de les supprimer suivant les résultats de la discussion des projets militaires et de l'organisation de l'armée. »

Voyons le détail par circonscription militaire.

I. — Dépenses d'outillage.

ART. 59. — *Casernement de la première Circonscription militaire,*
2,700,000 francs.

Crédit porté à 2,800,000 francs par amendement.

Ce crédit se décompose comme suit :

1° Une somme de 1,300,000 francs est demandée pour le casernement de Bruges; elle doit couvrir les travaux que voici :

a) Démolition d'une écurie vétuste et construction d'un bloc d'écurie avec étages et combles pour le logement de la troupe;	
dépense prévue	fr. 1,100,000
b) Construction d'un chemin pavé; dépense prévue	100,000
c) Construction d'une écurie complémentaire; dépense prévue	100,000
Fr.	1,300,000

La nécessité de cette dépense pour Bruges procède de ce qu'il a été renoncé à certains travaux plus coûteux à Gand; c'est ce qui avait rendu possible une réduction de crédit de 3 1/2 millions à 650,000 francs au budget de 1922. Mais

Bruges ayant dès lors à recevoir trois groupes d'artillerie au lieu de deux, il est apparu indispensable d'agrandir le casernement des troupes montées à la Caserne des Chartreux. Cette combinaison a permis de réduire la dépense primitivement jugée nécessaire de 1,550,000 francs, en atteignant le même but.

2° Une somme de 1,500,000 francs est sollicitée pour Gand et se rapporte exclusivement aux casernements et aux installations techniques des troupes du corps des chars de combat, en tirant parti du casernement construit par les Allemands et actuellement occupé par le génie de la 1^{re} D. A. Les travaux sont les suivants :

a) Acquisition de terrains pour le casernement, les installations techniques et la piste d'exercices. Estimation	fr.	280,000
b) Constructions de lavoirs, d'une salle d'affusion et de latrines. Estimation	fr.	100,000
c) Aménagement des bâtiments existants et de la cuisine de la troupe. Estimation	fr.	170,000
d) Construction de bâtiments pour logements de sous-officiers, salles de cours, salle de gymnastique. Estimation	fr.	630,000
e) Travaux divers, égouts, fosse septique, puits, éclairage, etc. Estimation	fr.	150,000
f) Murs de clôture. Estimation		65,000
g) Hangars pour chars en service courant. Estimation		125,000

Ces deux crédits sont les derniers pour Bruges et Gand, sauf toutefois une somme de 500,000 francs à prévoir pour un avenir vraisemblablement assez éloigné, à l'effet de disposer des installations complémentaires pour remiser le matériel à acquérir pour les unités de réserve du corps des chars de combat.

ART. 60 — Casernement de la 2^e Circonscription militaire, 3,100,000 francs.
 Porté par amendement à 3,200,000 francs.

La destination de ce crédit est la suivante :

a) Achat de l'usine de Burght (crédit prévu au Budget de 1922 et non engagé)	fr.	1,100,000
b) Achèvement de l'appropriation de l'immeuble, qui permettra de loger 800 hommes de troupes techniques avec un charroi et un matériel important (dernier crédit)	fr.	400,000
c) Achèvement des installations du Corps de Transport d'Auvers (Fort 2). (Dernier crédit)	fr.	200,000
d) Construction d'un casernement définitif pour les troupes de chemins de fer à Hoogboom. Coût total 3 millions environ, dont la moitié est demandée pour 1923	fr.	1,500,000

Il est renoncé au projet d'établir à Waelhem le casernement et les installations techniques des troupes de défense contre les objectifs aériens.

ART. 61. — Casernement de la 3^e Circonscription militaire, 4,200,000 francs.
 Porté par amendement à 5,100,000 francs.

Montant se ventilant comme suit :

a) Spa (continuation de la caserne de cavalerie)	fr.	2,000,000
b) Eupen et Malmédy (achèvement des casernes d'infanterie.		
Report d'un crédit non utilisé en 1922, à concurrence de un million).	fr.	3,000,000
c) Remplacement des baraquements-écuries d'Arlon par des constructions définitives (crédit unique et final)	fr.	100,000

La dépense relative à Spa de même que les autres d'ailleurs, tient compte du projet de réorganisation de l'armée, et notamment de la réduction de la cavalerie.

Les baraquements-écuries d'Arlon sont en mauvais état et d'un entretien fort onéreux. Les dépenses relatives à ces écuries pour chevaux *d'infanterie* seront toujours nécessaires quelle que soit la réorganisation de l'armée.

ART. 62. — *Casernement de la 5^e Circonscription militaire, 1,100,000 francs.*

Le crédit a été ramené par amendement à 800,000 francs et sera affecté aux travaux suivants :

a) Mons. — Crédit destiné à compléter les écuries de l'artillerie et de la cavalerie.	fr.	410,000
b) Tournai. — Remplacement des écuries baraquées par des écuries définitives	fr.	190,000
c) Namur. — Remplacement des écuries baraquées par des écuries définitives	fr.	200,000

Ce remplacement est indispensable pour raison de vétusté et d'entretien onéreux.

ART. 62^{bis} (nouveau). — *Casernement et installations techniques des troupes de la défense contre les objectifs aériens : Fr. 1,000,000.*

Ce casernement devait être établi à Waelhem, mais les études entamées ont montré que la situation de Waelhem ne serait pas très avantageuse, vu l'éloignement de tout champ d'aviation militaire. Un autre emplacement sera choisi. Le crédit actuel représente la moitié de la dépense totale prévue.

ART. 63. — *Construction de cuisines ainsi que d'installations diverses au camp de Beverloo, 2,000,000 francs.*

Ce crédit va recevoir l'affectation suivante :

a) Mess pour officiers, 400,000 francs.

Les six sections centrales du camp d'infanterie permettent de loger chacune un régiment, mais deux d'entre elles n'ont pas de mess d'officiers.

b) Lavoirs de troupes, 560,000 francs.

Les six sections centrales du camp d'infanterie ont chacune deux lavoirs en voie de construction. Les deux sections extrêmes et le corps de cavalerie n'ont pas de lavoir ; d'où nécessité d'en construire quatre grands au camp d'infanterie et huit petits au camp de cavalerie.

c) Cuisines de troupe, y compris le matériel, 1,040,000 francs.

Quatre cuisines (une par section) sont en voie de construction au camp d'infanterie; outre les quelques travaux de parachèvement y relatifs, il faut encore construire deux cuisines identiques pour les deux autres sections centrales de ce camp, ainsi que cinq cuisines moins importantes qui seront également nécessaires au camp de cavalerie. Des douches et autres objets doivent en outre être acquis pour l'équipement des installations.

Le programme relatif aux mess, lavoirs et cuisines serait ainsi réalisé sauf toutefois en ce qui concerne les cuisines des sections extrêmes du camp d'infanterie. Les crédits nécessaires pour celles-ci, y compris le matériel, estimé à un maximum de 400,000 francs, ne seront demandés qu'en 1924; une étude en cours permettra peut-être d'ailleurs de réduire cette dépense.

Il est à noter que, pour compléter ou moderniser les installations de ce camp, des travaux de construction de latrines et d'égoûts seront encore indispensables, mais cette question étant liée à celle de la distribution d'eau en voie d'exécution, ne pourra être mise au point que pour 1924 au plus tôt, ce qui fait qu'aucun crédit n'est demandé cette année à cet effet.

ART. 64. — Améliorations au camp d'Elsenborn, 1,500,000 francs.

La Commission de l'Armée, après une inspection du camp, a attiré l'attention du Ministre sur la nécessité urgente d'améliorations indispensables. Indépendamment de lavoirs, de cuisines et de latrines des troupes, qui sont défaut ou sont plus que rudimentaires, il est à noter que presque tous les logements de troupes sont provisoires et constitués par des baraquements ou tubes en tôle, généralement en très mauvais état. Une étude d'ensemble est en cours, mais l'urgence est manifeste et c'est pourquoi un premier crédit de 1,500,000 francs a été inscrit à ce budget, pour parer aux besoins les plus urgents.

ART. 65. — Achèvement ou extension des installations de distribution d'eau dans les camps, 2,500,000 francs.

Dépense absolument nécessaire pour raisons d'hygiène.
Dernier crédit.

**ART. 66. — Ecole d'armes. — Extensions diverses : terrains.
Bâtiments et mobilier scolaire, 1,150,000 francs.**

Le crédit est destiné à l'école d'infanterie de Brasschaet; il doit se répartir comme suit :

a) Terrains	fr.	500,000
b) Egoûts	»	250,000
c) Bâtiment pour l'État-Major	»	250,000
d) Matériel scolaire	»	70,000
e) Chauffage central de l'école du Génie	»	80,000

Les terrains nouveaux sont indispensables, tant pour constituer l'assiette de la future école d'infanterie à ériger à Brasschaet, que pour disposer d'une vaste plaine commune à toutes les écoles et situées à proximité de ces établissements d'instruction.

Il reste également à acheter quelques lots de terrains pour le Polygone et le casernement du Génie, pour lesquels les acquisitions n'ont pu se faire à l'amiable et sont soumises aux tribunaux.

Le crédit demandé est final pour l'organisation actuelle des écoles d'armes d'artillerie, de cavalerie et du génie, à part toutefois un bâtiment de l'école du génie, et l'extension de l'école d'artillerie correspondant aux besoins de l'école centrale de sous-officiers d'artillerie ; mais ces dépenses pourront être ajournées, notamment à la cessation de l'occupation en Allemagne pour ce qui concerne l'école de sous-officiers d'artillerie, qui restera provisoirement à Malines.

Quant aux écoles d'infanterie, du service de santé et du service d'intendance, actuellement au camp de Beverloo, dans des conditions parfois rudimentaires (baraquements), elles nécessiteront aussi des crédits dans un avenir également indéterminé, mais l'état d'avancement de ces études ne permet pas de donner actuellement des précisions au sujet des dépenses à envisager.

ART. 67. — Construction de logements pour officiers et militaires subalternes mariés, spécialement dans les camps, 500,000 francs.

Les conditions très défectueuses de logement des officiers mariés, en permanence dans les camps, ont été l'objet de plaintes vives et fondées.

Le crédit demandé a pour but, outre la construction de deux pavillons pour officiers mariés au camp de Beverloo, celle de logements pour sous-officiers mariés au camp d'Elsenborn.

ART. 68. — Construction, aménagement ou acquisition pour les dépôts et parcs divisionnaires ainsi que pour les dépôts et parcs annexes, 4,900,000 francs.

Les crédits sont nécessaires principalement pour la constitution des parcs et des dépôts des corps et divisions prévus par le projet de réorganisation de l'armée, et en second ordre, pour les parcs et dépôts annexes de toutes les unités actives de l'armée, ainsi que pour les dépôts de munitions des corps et divisions actives ou de réserve.

En ce qui concerne les parcs et dépôts de corps et de divisions, il reste à pourvoir à une série d'appropriations et de constructions, qui représentent une dépense totale de 14,000,000 de francs.

Pour l'achèvement des parcs et dépôts annexes, 1 million sera nécessaire encore.

Pour les dépôts de munitions, l'étude est encore en cours.

Une dépense immédiate de 4,900,000 francs, sur les quelque 20 millions à prévoir en tout, est indispensable en 1923, sinon il sera impossible d'appliquer le régime des rappels des troupes de la 2^e armée, et de constituer normalement les dépôts et parcs dès à présent nécessaires.

ART. 70. — *Acquisition, appropriation ou construction d'immeubles pour mess de garnison ou bureaux, y compris l'ameublement en gros mobilier et matériel du casernement, 300,000 francs.*

Ce crédit est destiné :

1° Au paiement de l'immeuble (150,000 francs) acquis à Gand par le Département des Finances, pour les bureaux de l'état-major de la Circonscription militaire, à l'effet d'évacuer, pour les besoins du Département des Sciences et des Arts (Université), l'immeuble dans lequel ces bureaux sont installés depuis l'armistice.

2° Aux aménagements et aux achats d'ameublements nécessaires pour constituer vingt-quatre bureaux de recrutement prévus par le projet de loi de recrutement (170,000 francs) et dont le fonctionnement doit suivre immédiatement la publication de cette loi.

Il n'est donc pas possible de surseoir à ces dépenses.

ART. 71. — *Acquisition de terrains nécessaires pour le maintien et l'usage d'ouvrages défensifs allemands ainsi que pour des sites historiques de la guerre; travaux destinés à leur entretien, à leur emploi et à leur garde, 500,000 francs.*

Le crédit est porté par amendement à 1,000,000 de francs.

Au budget de 1922 était inscrit pour le même objet un crédit d'un million, sur lequel furent dépensés 240,000 francs qui se sont répartis comme suit : 184,000 francs de travaux pour les sites historiques et 56,000 francs pour l'acquisition des terrains d'assiette de quelques abris et de la moitié de la batterie « Deutschland ». C'est pourquoi 500,000 francs ont été reportés à 1923 par l'amendement précité.

Le crédit actuellement demandé de 1,000,000 de francs ne vise que des acquisitions de terrains d'abris, à part une centaine de mille francs nécessaires pour l'achèvement de la reconstitution et de la consolidation de sites historiques (Redan de Nieupoort et Boyau de la Mort).

Un membre a exprimé, en section, l'avis qu'il y aurait lieu d'éviter des lenteurs dans les négociations qui se poursuivent, afin de ne pas aggraver ainsi les charges de l'acquisition (hausse des prix, etc.). A cette observation l'honorable Ministre a répondu ce qui suit :

« Les acquisitions dont il s'agit sont confiées à des commissions dirigées par des fonctionnaires désignés par M. le Ministre des Finances.

Pour documenter ces fonctionnaires, il a été reconnu indispensable de dresser les plans terriers des emprises à faire; or, les limites des parcelles ont disparu presque partout.

Ce travail très long en lui-même, puisqu'il se rapporte à des ouvrages disséminés le long de la côte, et depuis celle-ci jusqu'à Turnhout, n'a pu être terminé rapidement à cause du peu de personnel dont nous disposons, ce personnel ayant en outre à assurer le service intensif auquel il a été soumis depuis l'armistice; il n'a pas été possible, sauf en de rares occasions, de renforcer ce personnel, la plupart des géomètres pressentis étant eux-mêmes surchargés de besogne.

Actuellement, on a acquis, à la côte, la moitié du terrain de la batterie « Deutschland » et des négociations sont en cours pour la batterie « Wilhem II », à Knoeke; quelques emplacements d'abris sont acquis en Flandre Orientale.

Pour tout le reste, des négociations sont entamées et se poursuivront sans répit.

Ces négociations sont parfois très longues, parce qu'il ne suffit pas d'acheter l'assiette des ouvrages, mais parce que en de nombreux cas il faut encore évaluer les dépréciations survenues aux propriétés et aussi se mettre d'accord avec les commissaires principaux près les tribunaux des dommages de guerre.

Il est à espérer toutefois, que toutes les acquisitions seront terminées en 1923, si des expropriations judiciaires ne sont pas rendues nécessaires par les exigences de certains propriétaires. »

ART. 72. — Construction et aménagement d'installations diverses pour l'éducation physique : bassins de natation, plaines de sport, etc., 1,000,000 francs.

Le crédit de 1,000,000 francs a principalement pour but la construction d'un bassin de natation couvert au camp de Beverloo, dont la dépense est estimée entre 800,000 et 1,000,000 francs.

Le crédit doit également permettre la construction d'un gymnase à l'Institut d'Éducation Physique (140,000 francs) à Bruxelles, ainsi que l'achat et l'appropriation de certaines plaines d'éducation physique notamment pour l'École des Pupilles à Alost.

ART. 73 et 74.

Pas d'observations.

ART. 75. — Réfection de la toiture du magasin général des hôpitaux à Vilvorde, 600.000 francs.

La toiture du magasin général des hôpitaux a été en grande partie détruite par un incendie en 1919. Les bâtiments couvrent une surface de plus de 9,000 mètres carrés. L'incendie a détruit complètement les toitures sur une surface de 5 mille mètres carrés tant les charpentes que les couvertures. Elles doivent en conséquence être reconstruites entièrement sur cette surface. De plus sur deux mille mètres carrés environ, les toitures sont fortement endommagées et doivent faire l'objet d'une révision complète. Ce qui précède explique l'importance du crédit prévu. Les travaux seront l'objet d'adjudications publiques réglementaires.

ART. 76. — Achat de matériel de mobilisation pour le service de santé, 2,000,000 francs.

On éprouve quelque surprise en présence du chiffre de 24,000,000 francs indiqué comme devant représenter la dépense totale. Des justifications supplémentaires ont été demandées. De quoi se composera ce matériel ? N'existe-t-il pas actuellement un matériel de l'espèce qui puisse être encore employé à l'avenir ? Voici les données explicatives fournies :

Il résulte des enseignement de la guerre, en ce qui concerne le service de santé en campagne, de nouveaux principes de base : Autrefois, les formations sanitaires étaient des organismes très simples, non spécialisés dépourvus de moyens techniques perfectionnés.

Il a été reconnu aujourd'hui qu'aux formations de cette nature devaient se substituer des formations largement pourvues des moyens techniques perfectionnés et nettement spécialisés respectivement pour le traitement des blessés, gazés, malades et pour la prophylaxie (désinfection — hygiène corporelle, désinsectisation, épuration — bactériologie).

Ces formations spécialisées doivent être, pour la plupart du type automobile; les moyens techniques perfectionnés en question sont, notamment, des études, des appareils de radiographie, des appareils à production d'oxygène des instruments de chirurgie, bactériologie, etc.

Tout ce matériel existe depuis la guerre, chez nos voisins.

Dans l'armée Belge on a pu se dispenser de créer les dites formations sanitaires mobiles grâce à la stabilité du front qui a permis la création, de toutes pièces, d'hôpitaux fixes à proximité des lignes. Ce système n'a pas été sans de très grands inconvénients lors de l'offensive finale.

Il n'est pas possible de l'envisager comme principe, pour l'avenir.

D'autre part, les moyens dont disposait le Service de Santé Belge ont été reconnus notoirement insuffisants et doivent être largement augmentés.

De plus, les méthodes actuelles de chirurgie, imposent aux blessés, un arrêt, dans les formations de l'armée, plus considérable que celui qui était envisagé jadis.

Cet arrêt est nécessité par l'opération précoce. Il nécessite des installations infiniment plus développées.

Il y a lieu de noter encore que les effectifs de l'armée, sensiblement accrus, justifient une augmentation proportionnelle de matériel. A ce point de vue, rien n'a encore été créé non plus depuis l'armistice.

A signaler aussi la nécessité de renouveler tous les brancards de campagne usés, reconnus trop encombrants et de modèles non démontables, ne convenant pas dans la guerre moderne.

Enfin, tout le matériel des formations sanitaires de campagne actuel est désuet, vétuste, même usé. Il existe depuis de très longues années, il a fait toute la guerre et l'on peut considérer qu'un matériel aussi léger et fragile que celui du Service de Santé ne peut pas servir pendant plusieurs campagnes.

Le matériel de nos formations actuelles devra donc être renouvelé pour la plus grosse part, quelques éléments cependant pourront encore être employés, mais les objets déclassés seront récupérés pour le service courant, en temps de paix.

ART. 77. — *Reconstitution d'une réserve de mobilisation à la Pharmacie centrale, 1,500,000 francs.*

Avant 1914, la Pharmacie centrale disposait d'une réserve de guerre. Depuis l'armistice les dispositions ont été prises pour la reconstitution de cette réserve. Il avait été décidé lors des prévisions budgétaires pour 1921 que la reconstitution de la réserve, dépense estimée alors à 4,500,000 francs, serait répartie sur trois exercices consécutifs, 1921, 1922 et 1923 à raison de 1,500,000 francs pour chacun d'eux.

Au cours de l'exercice 1921, le premier tiers de la réserve a pu, grâce à une baisse marquée des produits pharmaceutiques à cette époque, être constituée au

moyen de la somme de 900,000 francs portée à l'article 127 du Budget Extraordinaire du dit exercice.

En 1922, le deuxième tiers de la réserve ne fut pas demandé par souci d'économie.

La réserve acquise au moyen des fonds obtenus au Budget Extraordinaire de 1921 a dû être complètement utilisée au cours de 1922 par suite de circonstances imprévues, telle l'épidémie de grippe du début de cette année. Le crédit actuellement sollicité à l'article 76 du même Budget de 1923 a uniquement pour objet la reconstitution de ce premier tiers de réserve de guerre.

Dans l'état actuel du marché des produits pharmaceutiques, il n'est pas possible d'espérer que ce premier tiers pourra être acquis à des conditions aussi avantageuses qu'il le fut en 1921.

Les achats de la Pharmacie Centrale se font par adjudication.

Un membre a demandé en section s'il existe des inventaires à la Pharmacie Centrale. La réponse est affirmative. Non seulement ils sont tenus à jour, mais ils sont fréquemment vérifiés par le Directeur du Service pharmaceutique qui en a la mission. A chaque inspection, il est fait l'inventaire de l'un ou l'autre produit pris au hasard, inventaire qui doit correspondre aux pièces comptables présentées à l'inspecteur.

Cette comptabilité en matières est adressée annuellement à la Cour des Comptes.

ART. 78. — *Agrandissement du magasin de fourrages, à Liège,*
320,000 francs.

La dépense afférente aux travaux d'agrandissement du magasin de fourrages, à Liège, ne peut être ajournée car, seul, l'accomplissement des travaux projetés permettra de mettre en valeur toutes les installations faites jusqu'à ce jour à l'établissement susdit et dont la service intéressé ne peut plus se passer par suite de l'augmentation des effectifs en chevaux.

ART. 79. — *Agrandissement du magasin de fourrages, à Brasschaet,*
500,000 francs.

Ce travail est urgent et devra être exécuté en 1923, afin de permettre l'emmagasinage des denrées fourragères nécessaires pour un effectif pouvant atteindre 3,000 chevaux. D'autre part, les nouvelles installations projetées à Brasschaet doivent permettre au Service d'Intendance d'envisager la possibilité de renoncer à la fin de 1924, à la location des immeubles servant de magasins à Anvers et dont le loyer s'élève à 180,000 francs par an.

ART. 79bis (nouveau). — *Achèvement des installations du service du couchage du camp de Beverloo, 130,000 francs.*

Report de crédits votés en 1922.

ART. 79ter (nouveau). — *Construction d'un magasin à avoine au camp de Beverloo, 149,800 francs.*

Report d'un crédit voté en 1922.

ART. 80. — *Edification de dépôts de munitions dans les bases, 5,800,000 francs.*

Pour stocker les munitions, nécessaires à l'armée de campagne, il a été néces-

saire de créer des dépôts de munitions remplissant les conditions indispensables de sécurité intérieure et extérieure. Les principes admis sont ceux adoptés en France à la suite d'expériences faites en grand, en utilisant les effets d'explosion résultant de la destruction des stocks de munitions allemandes récupérées en territoire français.

La Commission s'est fait renseigner sur les dispositifs admis pour la construction des trois dépôts projetés et qui nécessiteront une dépense respective de 8,300,000 francs, 16,475,000 francs et 18,225,000 francs.

Le crédit actuel permettra de commencer les travaux.

ART. 81. — *Fonderie royale de canons. — Complètement de l'artillerie de campagne, de l'artillerie lourde et des autos blindés, 14,195,000 francs.*

La Commission a observé que ce crédit dépasse de beaucoup celui qui était prévu pour le même objet en 1922 (4,070,000 francs).

L'honorable Ministre lui a fait connaître que le crédit actuel, à concurrence de 4,070,000 francs, se rapporte à des prévisions d'acquisitions similaires à celles auxquelles a été affectée la somme équivalente inscrite au budget de 1922 (appropriation de canons et d'obusiers de campagne de prise allemande, fabrication de voitures-caissons pour obusiers de 155, fabrication de projectiles, matériel d'observation et de bureau de tir).

Le surplus, soit 10,125,000 francs, comprend :

1. Un poste de 6,575,000 francs, pour l'acquisition de 9 sections de matériel d'artillerie anti-aéronef.

2. Un poste de 3,750,000 francs, pour l'acquisition de chars de combat.

ART. 82. — *Arsenal de construction. — Matériel anti-gaz, voitures diverses et harnais correspondants, ferrures de mobilisation, 4,500,000 francs.*

Porté par amendement à 7,450,000 francs.

Il est à noter que sur le crédit de 4,600,070 francs fixé à l'article 124 du Budget de 1922, les dépenses faites n'ont été que fr. 348,341.60. C'est ce qui a déterminé par voie d'amendement le report d'une part importante du crédit de l'an dernier.

Le crédit actuel comporte 2,900,000 francs pour ferrures et charroi et le solde pour le matériel anti-gaz.

Le programme de matériel anti-gaz après 1923 peut être évalué en ce qui concerne les masques des hommes à 3 millions; il restera encore à acquérir certaines spécialités au sujet desquelles les études ne sont pas assez avancées pour permettre une estimation.

Pour réaliser le programme complet du charroi et de la ferrure, il conviendra de disposer pendant au moins cinq ans encore d'une somme de 3 millions environ.

ART. 83. — *Manufacture d'armes. Complètement de l'armement portatif et des armes automatiques, matériel de tir, etc., 4,283,500 francs.*

Crédit de même import que celui alloué en 1922, et destiné à la fabrication de carabines, au remplacement des canons de fusils aux armes qui ont fait la campagne, à la mise au calibre belge de mitrailleuses, à l'acquisition

d'accessoires et de rechanges pour mitrailleuses et fusils mitrailleurs et à l'acquisition de pistolets à grand rendement pour les servants des unités de mitrailleuses.

ART. 84. — *Atelier de fabrication de munitions. — Complètement des approvisionnements en munitions d'artillerie et d'infanterie, 35,418,750 francs.*

Ce crédit présente une forte augmentation par rapport au crédit voté en 1922 (19,948,000 francs). L'an dernier, par le fait que les nouvelles pièces de campagne, dont il est question à l'article 81, ne devaient commencer à être mises en service qu'au cours du dernier semestre 1922, on s'était contenté de prévoir au budget les acquisitions de munitions correspondantes aux bouches à feu qui seraient effectivement remises aux unités.

La sortie des nouveaux matériels a pu prendre un cours tel que pour la fin de 1923, ou au cours du premier semestre 1924, on peut compter posséder un nombre de pièces suffisant pour en doter toutes les unités ou services.

Dès lors, il est nécessaire d'intensifier la constitution des approvisionnements de munitions nécessaires aux bouches à feu nouvelles, auxquelles ne conviennent pas les munitions des pièces anciennes.

Celles-ci doivent d'ailleurs être maintenues en réserve et il est donc nécessaire de prévoir la mise dans les dépôts de réserve des munitions correspondantes.

De ce chef, il y a lieu de prévoir un accroissement important du crédit nécessaire par rapport à 1922.

De plus la remise à hauteur des approvisionnements de munitions des obusiers et des canons de 155 qui arment des unités actuelles de l'artillerie lourde des corps d'armée et de l'artillerie lourde d'armée exige l'acquisition d'éléments divers : Gaines, amorces, explosifs et poudres sans fumée.

Si au lieu de répartir sur 1923 et 1924, les dépenses mentionnées, on les reportait sur un nombre supérieur d'années, on arriverait à retarder dangereusement la constitution des approvisionnements du matériel.

ART. 85. — *Constitution dans la base d'un parc du génie d'armée, d'un parc de pontonniers et d'un parc de bataillon de chemin de fer : acquisition de terrains, hangars, casernement et voies, 450,000 francs.*

La Commission a suggéré une réduction de la dépense. Il a été objecté que pareille réduction retarderait fortement l'installation des parcs et qu'en attendant des sommes considérables sont dépensées chaque année par la location des terrains occupés provisoirement.

Le crédit est destiné à l'achèvement des installations au parc du Génie d'Armée, et du parc des pontonniers ainsi qu'à l'acquisition de terrains pour l'installation du parc du bataillon de chemin de fer.

ART. 86. — *Matériel de mobilisation du bataillon de pontonniers, 530,000 francs.*

Ce crédit est indispensable pour l'acquisition de ponts métalliques démontables et accessoirement, de matériel divers, pour la construction et la mise en œuvre des ponts métalliques acquis en 1922, matériel pour battage de pillots, pour scaphandriers, etc.

ART. 87. — *Acquisition de matériel de liaison et de transmission pour le corps de troupes de transmission, 2,990,500 francs.*

A noter que sur le crédit de 1922, soit 4,718,500 francs, il n'a été dépensé que fr. 620,894.93.

Le crédit se décompose approximativement comme suit :

1° Peloton de colombers, achat de matériel (crédit supprimé en 1922),
fr. 100,000

2° Bataillon de télégraphistes, constitution de l'approvisionnement en fusées et acquisition de matériel de transmission de mobilisation des unités, fr. 1,717,000

3° Bataillon de T. S. F., acquisition de postes de T. S. F. pour l'aviation et de postes de T. S. F. terrestres, ainsi que d'accessoires de matériel, fr. 1,173,500

ART. 88. — *Acquisition de matériel pour le bataillon de projecteurs, 750,000 francs.*

Ce crédit et celui de l'an dernier (au total 1 1/2 million) permettra d'acquérir les projecteurs d'une compagnie. En 1924, le crédit sera en augmentation et atteindra 2 millions, somme nécessaire pour acquérir tous les appareils et accessoires indispensables au fonctionnement des projecteurs acquis en 1922 et 1923. Dans la suite il y aura à envisager l'achat de matériel pour deux autres compagnies de projecteurs de campagne, de trois compagnies de projecteurs de place et d'une compagnie de parcs. Pour ne point retarder outre mesure l'accomplissement de ce programme, ce crédit ne peut être réduit.

ART. 88^{bis} (nouveau). — *Nouvelles installations du Corps de troupes de transmission à Vilvorde, 500,000 francs.*

Moitié du solde nécessaire pour terminer l'installation.

ART. 89. — *Complètement du matériel de guerre du bataillon de chemins de fer, 108,000 francs.*

Les développements donnent les éclaircissements voulus.

ART. 90. — *Complètement du matériel de guerre du Parc du génie d'armée et du génie divisionnaire, 737,000 francs.*

Nous nous référons aux développements de l'article.

ART. 91. — *Aérodromes. — Achat de terrains et travaux de casernement divers, 4,500,000 francs.*

Porté par amendement à 10,500,000 francs.

Nous avons actuellement les aérodromes suivants : Haren, Schaffen, Gossoncourt, Hollogne-aux-Pierres, Wevelghem, Nivelles et Relegghem. Tous fonctionnent ou seront en fonctionnement cette année, mais une notable partie de leurs terrains, surtout pour Haren, ne sont pas encore acquis, étant simplement réquisitionnés. En 1922, 12,400,000 francs ont été votés, principalement pour ces achats de terrains et une somme de 4,250,000 francs avait été ajournée à 1923 à l'effet d'achever ces acquisitions. Par suite de difficultés survenues dans les négociations d'achat, une somme de 6,500,000 du crédit de 1922 n'a pas été dépensée et est reportée par voie d'amendement au budget de 1923, en augmen-

tation de l'article 91 précité. En réalité donc, l'import total de cet article devrait être de 4,500,000 francs plus 6,000,000, soit 10,500,000 francs.

Il n'est donc nullement question d'acheter de nouveaux terrains pour ces aérodromes, mais comme la réquisition expire fin 1923 ou au début de 1924, il est plus que temps de disposer des fonds nécessaires pour liquider les prix d'acquisition dès que les accords seront conclus ou que les jugements prononcés par les tribunaux auront été signifiés. Ces crédits sont donc indispensables.

La minime partie non affectée au paiement des terrains est destinée à l'exécution de certains travaux d'achèvement, destinés notamment à constituer quelques dépôts-annexes ainsi que quelques cantines pour officiers.

Il est à noter, en effet, que l'éloignement de ces installations par rapport à toute localité importante voisine, oblige de disposer sur place de quelques locaux permettant aux officiers de service d'y prendre le midi un léger repas.

ART. 92. — *Complètement du matériel aéronautique militaire,*
4,000,000 de francs.

Ce crédit est nécessaire pour réaliser par étape le plan d'organisation de l'aéronautique. L'avion est l'arme de l'avenir; ce programme exposé à la Commission, est le minimum de ce qui doit être organisé dès le temps de paix, si l'on ne veut pas être privé de ce moyen d'action dès les premières semaines de la campagne.

ART. 92^{bis} (nouveau). — *Administration de l'aéronautique. — Acquisition d'un terrain, travaux et aménagement pour l'installation d'un aérodrome, à Anvers,*
2,571,900 francs.

Report d'une partie du crédit de 3,700,000 francs alloué en 1922 et sur lequel fr. 2,637,509.52 sont tombés en annulation.

ART. 98. — *Exécution des dispositifs de destruction d'ouvrages d'art,*
400,000 francs.

Porté par amendement à 675,000 francs.

La moitié du crédit de 700,000 francs alloué en 1922 n'a pas été utilisé. Le présent crédit est donc en partie reporté de l'an dernier. Les nécessités de la Défense nationale imposent l'obligation stricte de préparer la destruction des voies ferrées importantes pouvant être utilisées comme lignes d'invasion; cette préparation consiste dans l'établissement de chambres de mine dans certains ouvrages d'art.

L'établissement des dispositifs de destruction a fait l'objet d'études entreprises par l'état-major de l'armée, études ayant abouti à la fixation d'un programme dont la réalisation est échelonnée sur plusieurs années.

D'autre part tenant compte des difficultés financières actuelles, les demandes de crédit à inscrire à ce poste du budget ont été réduites au strict minimum.

ART. 94. — *Amélioration des installations ferrées de Beverloo,* 150,000 francs.

Le travail prévu réalise le minimum de ce qui peut être fait tout en conciliant les nécessités militaires avec les exigences de l'administration de chemins de fer.

ART. 94^{bis}. — *Acquisition de terrains d'assiette de tronçons de chemins de fer militaires construits par les Allemands et qu'il importe de conserver, 180,000 francs.*

Sur le crédit de 183,000 francs prévu l'an dernier, il n'a été dépensé que 3,371 francs. Il s'agit donc d'un report du crédit antérieur.

ART. 94^{ter} (nouveau). — *Maintien de la ligne Bergues-Proven et doublement de la ligne Anor-Chimay-Mariembourg. (Achat de terrains et réfection de l'assiette de la ligne, 100,000 francs.*

Report d'un crédit non utilisé en 1922.

ART. 94 (4 nouveau). — *Acquisition de terrains pour plaines de manœuvres, 200,000 francs.*

Report d'un crédit non utilisé en 1922.

II. — Dépenses, suites de guerre

ART. 93. — *Traitements et indemnités du personnel civil temporaire, 1,839,500 francs.*

Tableau du personnel temporaire en service à l'administration centrale au 1^{er} janvier 1923 :

Services auxquels ce personnel est attaché.	Nombre.
Cabinet du Ministre	25
Direction des informations militaires	1
Etat-Major de l'Armée	5
Direction de l'aéronautique	4
Première direction générale	20
Deuxième direction générale	2
Troisième direction générale	3
Direction du charroi automobile	11
Cinquième direction générale	11
Sixième direction générale	26
Septième direction générale	7
Direction du personnel civil et du Secrétariat	24
Office des Sépultures militaires	31
Direction du Service vétérinaire	1
Direction de la bibliothèque, de la Statistique et de la Traduction	5
Service de la comptabilité générale et du budget	10
Service de l'administration des corps de troupes	9
Service technique de l'Administration	2
Direction des revues	3
Commission centrale de récupération	1
Service des pensions des secours et de la Prévoyance	203
	404

La majeure partie des employés temporaires est utilisée par les services des pensions des secours et de la prévoyance. Ce service envisageait la date du 1^{er} janvier 1924 comme étant celle où il pourrait renoncer aux services de

la plupart des agents temporaires, mais de nouveaux projets de loi, modifiant certaines dispositions en vigueur, étant déposés, leur adoption éventuelle nécessitera le concours de ce personnel pendant une période qui ne peut être actuellement déterminée. Pour ce qui concerne le licenciement du personnel temporaire affecté aux divers services du Département, il dépend également en grande partie de la liquidation du service des pensions, etc.

En effet, ce dernier service, dispose, outre les agents temporaires, d'un nombre d'employés permanents de beaucoup supérieur à celui qui sera nécessaire lorsqu'il reviendra à la situation normale. Cet excédent d'agents permanents est actuellement prélevé sur le personnel des autres services qui utilisent, à sa place des agents temporaires.

Au cours de l'année 1922, 264 agents ont été remerciés.

En tablant sur les départs qui ont eu lieu depuis le 1^{er} janvier dernier, on peut prévoir pour 1924 une réduction de 25 p. c. sur le crédit alloué pour l'exercice en cours.

ART. 96. — *Suppléments de traitements pour exercice de fonctions supérieures et indemnités pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires et employés de l'Administration centrale, 40,000 francs.*

Un membre a demandé à combien de personnes s'applique l'attribution de suppléments de traitement pour exercices de fonctions supérieures : ces commissionnements sont au nombre de dix-neuf; une somme de 12,500 francs est consacrée au paiement des dits suppléments. Le surplus du crédit, soit 27,500 francs est prévu pour la rémunération de travaux supplémentaires. Ce surplus peut être réparti entre tous les agents permanents et temporaires, en dessous du grade de chef de bureau, qui effectueront de ces travaux. Ces agents ont été en 1922 environ une centaine.

En 1924, le crédit pourra être réduit de moitié.

ART. 97. — *Indemnités pour travaux supplémentaires aux sous-officiers et soldats détachés au Ministère de la Défense Nationale, 10,000 francs.*

Ce crédit est destiné à rémunérer les prestations supplémentaires que les militaires de rang subalterne détachés au Département, seront appelés à effectuer. En 1922, le nombre de ces militaires a été d'environ 40.

Le crédit sera supprimé au budget prochain.

ART. 98. — *Matériel des organismes temporaires, 350,000 francs.*

Il s'agit des organismes suivants :

- 1° Service général des liquidations de la guerre ;
- 2° Office des Sépultures militaires ;
- 3° Service administratif des centres de l'arrière ;
- 4° Commission supérieure d'appel des pensions et allocations militaires ;
- 5° Commissions provinciales n° 1 et 2 des pensions militaires d'invalidité ;
- 6° Commission régionale des veuves et ascendants.
- 7° Service technique de l'Administration ;
- 8° Commission instituée par arrêté royal du 25 février 1920, chargée d'examiner la situation des officiers prisonniers, etc. ;
- 9° Service des certificats de présence (1^{re} Direction générale);

- 10° Service des chevrons de front;
- 11° Service des décorations aux combattants;
- 12° Service de la dotation des combattants;
- 13° Service de la dotation familiale de 300 francs (service des pensions, des secours et de la prévoyance).

La disparition totale des services précités n'est pas à envisager au cours de l'année 1925, mais la réduction progressive du personnel amènera évidemment une diminution corrélative des dépenses de matériel, dont il a également été tenu compte dans les prévisions budgétaires de l'exercice en cours, celles-ci accusant, comparativement à l'exercice 1922, une réduction de 50,000 francs.

En 1924, le crédit sera réduit de 25 p. c.

ART. 99. — *Traitements et indemnités des officiers pensionnés maintenus en activité de service, admis au bénéfice de l'arrêté royal du 16 septembre 1919, 1,341,500 francs.*

Ci-dessous, par grade, le nombre d'officiers bénéficiant de l'arrêté royal du 16 septembre 1919, en service en 1923 :

Colonel	1
Lieutenants-colonels.	11
Majors	26
Capitaines-commandants	42
Capitaines	55
Lieutenants et sous-lieutenants	59
	152

L'an dernier, le nombre de ces officiers a été de 131.

L'augmentation (21) provient de ce que certains officiers (dont la candidature au bénéfice de l'arrêté royal du 16 septembre avait été, en principe, agréée précédemment) n'ont pu être admis au dit bénéfice qu'après qu'ils aient accompli les dix années de services exigées par la loi pour obtenir une pension d'ancienneté. Tous ces officiers sont en service actif.

Répartition du crédit de 1,341,500 francs.

Indemnité tenant lieu de traitement (différence entre le traitement des officiers de leur grade et la pension d'ancienneté) fr. 930,000

Pour mémoire : les intéressés bénéficient, en outre, de la pension d'invalidité.

Indemnités (au même titre que leurs collègues de l'active) :

Logement.	fr.	264,300
Cabinet de consultation	,	2,400
Familiale	.	8,000
Tenue et équipement	.	136,800
	fr.	1,341,500

Ce poste sera certainement en diminution dans les budgets subséquents et disparaîtra progressivement.

ART. 100. — *Traitements, indemnités etc. et solde d'hôpital des militaires appointés et soldés, malades et blessés de guerre en traitement à l'Hôpital Militaire de Woluwe, 310,000 francs.*

Le crédit se subdivise comme suit :

Traitement des militaires blessés de guerre soignés à l'Hôpital Militaire de Woluwe		fr.	239,520
Indemnités diverses aux militaires, blessés de guerre, soignés à l'Hôpital militaire de Woluwe		fr.	60,480
Solde d'hôpital, aux autres militaires			10,000

Il y a eu en 1922, 70,111 journées d'hospitalisation, soit une moyenne de 192 hommes par jour.

La dépense va en diminuant, mais se prolongera pendant un laps de temps impossible à déterminer de façon précise.

ART. 101. — *Allocations du personnel temporaire des bureaux des Quartiers-maîtres et autres services administratifs. (Dépôt des invalides de guerre, commandement des centres de l'arrière, etc., 2,050,000 francs.*

Il s'agit des employés temporaires :

1° Des bureaux de capitaines quartier-maîtres;

2° Du dépôt des invalides de guerre (D. I. G.);

3° Du commandement de centres de l'arrière (C. C. A.), tandis que les temporaires dont les allocations sont prévues à l'article 95, sont ceux de l'Administration centrale.

Le nombre de temporaires employés en 1922, qui était de 1,079 en mars 1922, a été ramené à 400 environ à la fin de l'année 1922.

Il est actuellement encore en voie de diminution et le nombre moyen pour 1923 est de 368. Il se répartit comme suit :

Bureau du C. Q. M.	125
C. C. A.	63
D. I. G.	180

Le crédit alloué en 1922 (4,662,000 francs), a été ramené à 2,050,000 francs pour 1923. La réduction est donc sérieuse : plus de la moitié.

Ci-dessous justification de ce crédit :

368 agents à 4,420 francs	fr.	1,626,560
Indemnité de résidence	»	287,700
Indemnité familiale	»	55,740
Indemnité de licenciement	»	80,000
		Fr. 2,050,000

Pour 1924, le crédit sera réduit de 50 p. c.

ART. 102. — *Nourriture et habillement des malades. — Entretien des établissements, service médico-chirurgical et pharmaceutique, 1,750,000 francs.*

Le crédit a été réduit par amendement à 1,500,000 francs et se ventile comme suit :

a) Frais de nourriture et d'entretien	fr.	285,500
---	-----	---------

b) Achat de matériel de couchage, etc. »	53,500
c) Achat de médicaments. Ateliers orthopédiques, etc. »	1,006,000
d) Entretien locatif, eau, gaz, etc. »	100,000
e) Gros entretien, etc. »	55,000

ART. 103. — *Armement, charroi et harnachement de l'armée. — Traitements, salaires et indemnités du personnel civil appointé et salarié, et du personnel militaire placé sans allocations militaires, indemnités spéciales à certains militaires des établissements et parcs d'artillerie, 4,623,458 francs.*

Salaires, traitements et indemnités du personnel :

1° De la Fonderie royale de canons (80 contremaîtres, ouvriers et journaliers).

Des ateliers de fabrication de munitions (43 contremaîtres, ouvriers et journaliers).

Ce personnel est occupé à la reconstitution de nos approvisionnements de munitions et à la transformation de matériel d'artillerie de prise de guerre d'origine allemande. L'importance des travaux à effectuer en 1923 étant égale à celle des travaux de 1922, aucune réduction n'est à envisager.

2° De la manufacture d'armes de l'Etat (293 employés, dessinateurs, ouvriers, etc.) occupés à la réfection du matériel d'armement détérioré par la guerre. Aucune réduction à envisager pour le moment.

3° De l'arsenal de construction (462 commis, chefs d'équipe, ouvriers, journaliers, etc.) occupés à la remise en état du matériel de l'armée, charroi de l'intendance, de la cavalerie, du service de santé. Cette situation durera pendant cinq ans au moins et cessera dès que le matériel nouveau de charroi sera construit.

L'article 103 est, en quelque sorte, le corollaire des articles 81, 82, 83 et 84, qui relèvent eux-mêmes du programme de réorganisation de l'armée. Tel qu'est établi ce programme, le maintien de ces postes budgétaires s'imposera pendant au moins quinze années pour les articles 81 et 84 et pendant cinq ou six années pour les articles 82 et 83.

ART. 104. — *Transports divers et traitements, salaires et indemnités de l'ancienne section de chemins de fer de campagne en liquidation, 2,604,370 francs.*

Crédit réduit à 2,537,060 francs. Il se ventilerait comme suit :

a) Transports de parents visitant les tombes de militaires belges, inhumés en Belgique et dans les pays limitrophes . . . fr.	826,460
b) Transport de parents visitant les tombes des militaires français inhumés en Belgique.	112,500
c) Transports de parents ou personnes déléguées pour assister aux exhumations des corps de militaires morts au champ d'honneur ; transport de ces corps sur le réseau belge . . .	1,446,000
d) Transports des parents visitant des militaires en traitement dans un asile d'aliénés	10,500
e) Transports d'invalides appelés devant des commissions provinciales de pensions militaires d'invalidité	100,000
Total. . . fr.	2,495,460

Traitements, salaires et indemnités du personnel de l'ancienne section des chemins de fer de campagne en liquidation, 41,600 francs.

Les travaux relatifs aux exhumations des corps de militaires morts au champ d'honneur seront vraisemblablement terminés en 1923. Toutefois pour parer à tout imprévu, un crédit figurera encore de ce chef au budget pour 1924.

Il ne nous restera donc plus que les visites des tombes des militaires belges et français dont les parents ont laissé au Gouvernement la garde de la dépouille mortelle. Les frais résultant de ces visites revêtant alors un caractère permanent devront être incorporés dans le Budget des Dépenses ordinaires, à partir de 1924.

Il en est de même en ce qui concerne les frais de transport de parents visitant des militaires en traitement dans un asile d'aliénés.

Quant au transport d'invalides appelés devant des commissions de contre-visite, un crédit figurera encore de ce chef au Budget Extraordinaire pendant environ trois années.

La somme prévue (41,600 fr.) sert à liquider les allocations des trois agents de l'Administration des chemins de fer (issus de l'ancienne section des chemins de fer de campagne) mis à la disposition de l'E. M. A., 4^e section (délégation militaire auprès de M. le Ministre des Chemins de fer).

Les prévisions au sujet de la diminution progressive des crédits de l'article 104 du Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires sont les suivantes :

Développement de l'article 104.	1924	1925	1926
Visites de tombes belges.	A transférer au Budget des Dépenses ordinaires.		
Visites de tombes françaises.	Idem.		
Exhumations.	1,421,000	25,000	
Visites aux aliénés.	A transférer au Budget des Dépenses ordinaires.		
Transport des invalides devant une C.P.P.M.I.	50,000	25,000	25,000

ART. 103. — *Pensions pour ancienneté de service et ordres nationaux dérivant de la guerre (y compris les premiers termes de pension prenant cours en 1923 ou antérieurement au 1^{er} janvier de la même année). (Crédit non limitatif), 10,400,000 francs.*

La dépense prévue pour le règlement des premiers termes de pensions et rentes d'ancienneté de service (9,400,000 francs) ne dépasse pas les deux tiers du crédit alloué pour cet objet l'an dernier. Cette dépense ira d'ailleurs en diminuant d'année en année, à mesure que la Cour des Comptes aura approuvé les ordonnances de premiers termes de pension, et que celles-ci pourront ainsi être passées à la Dette Publique. Il semble que l'activité de la Cour des Comptes ne soit pas actuellement en rapport avec celle du service des pensions. D'où retards assez considérables et plaintes des intéressés. Il y aurait lieu de parer à cet inconvénient.

Le crédit ira en décroissant, dès que les amendements à la loi sur les pensions militaires, déposés sur le Bureau de la Chambre, seront votés et

permettront ainsi à la Cour des Comptes d'approuver les dossiers de pension dont elle est saisie depuis fin 1921.

La période de liquidation de l'arriéré existant, aura vraisemblablement une durée de deux ans minimum, suivant la célérité que la Cour pourra apporter à l'examen des dits dossiers. Pendant cette période, le crédit prévu à l'article 103 diminuera progressivement d'une façon sensiblement égale d'année en année sans toutefois descendre en-dessous de 500,000 francs.

Dans cette limite, le crédit sera à prévoir encore pendant trente ans.

Pour ce qui concerne les rentes pour ordres nationaux (1,000,000 de francs) le délai pour la demande de ces distinctions honorifiques étant forclos, il n'y aura plus de crédit à prévoir de ce chef en 1924.

ART. 106. — Allocations spéciales aux militaires célibataires orphelins ayant fait la campagne et aux parents de militaires décédés ou disparus au cours des hostilités, 50,000 francs.

Crédit augmenté à 550,000 francs. — Adopté. (Voir commentaires justificatifs de l'amendement.)

En 1924 ce crédit ne réapparaîtra plus au budget.

ART. 107. — Divers et imprévus, 125,000 francs.

Le libellé devrait être précisé et devenir « Achat de brevets et décorations ».

C'est l'avant-dernier crédit de l'espèce.

En 1924, 200,000 à 250,000 francs seront encore nécessaires.

ART. 108. — Service des sépultures militaires, 6,000,000 de francs.

Crédit réduit à 4,700,000 francs à ventiler comme suit :

1° Sépultures des militaires belges :

a) Main-d'œuvre civile pour assurer la recherche, l'identification, le groupement dans les cimetières militaires ou communaux des corps de militaires belges	fr.	400,000
b) Entretien des tombes de militaires belges situées dans le pays ou à l'étranger		250,000
c) Aménagement des cimetières militaires belges, achat de terrains et des concessions perpétuelles, terrassements, nivellements, plantations, clôtures, placement des stèles		2,300,000
d) Restitution des corps aux familles, frais d'exhumation, convoiement des corps sur les chemins de fer étrangers, etc.		310,000
e) Frais de publication dans le <i>Moniteur</i> et les journaux, d'avis relatifs à la régularisation de l'état-civil des militaires belges		100,000
f) Divers (frais de bureaux, locations, fourniture et renouvellement de matériel, etc.)		70,000
g) Subsidés à des comités et organismes pour l'érection de monuments commémoratifs dans les cimetières.		50,000

Fr. 3,480,000

2° Sépultures des militaires étrangers en Belgique :

a) Achat ou location des terrains pour les cimetières alliés, achat de concessions	fr.	325,000
b) Location des terrains occupés par les cimetières allemands		40,000
c) Regroupement des tombes isolées allemandes, menus travaux d'aménagement et de renouvellement aux cimetières allemands		70,000
d) Entretien et surveillance des cimetières et tombes allemandes.		300,000
e) Fournitures et placement de nouvelles croix sur les sépultures allemandes		90,000
	Fr.	825,000

5° Personnel fr. 395,000
dont ci-dessous le détail :

Nombre de personnes employées au 1 ^{er} janvier 1923 et à réduire dans le courant de l'année.	Genre d'emploi.	Crédit prévu pour l'année entière.
4.	Architectes	Fr. 38,000
1.	Géomètres	» 7,600
5.	Dessinateurs.	» 29,400
29.	Employés masculins	» 140,000
58.	Employées féminins.	» 180,000
		Fr. 395,000

On prévoit que les crédits à inscrire au Budget Extraordinaire pour les dépenses comprises dans l'article 108, seront encore nécessaires jusques et y compris l'année 1926.

Passée cette date, les charges se borneront à l'entretien et à la garde des cimetières et des tombes militaires belges. C'est le budget ordinaire qui devra y pourvoir.

Il est impossible de préciser l'échelonnement des réductions, certains postes de dépenses échappant à toute prévision certaine (négociations d'achat de terrains, procédures en expropriation, négociations avec les autorités allemandes, etc.). Pour autant qu'une appréciation actuelle soit possible, il est probable que pendant trois ans encore et dans la mesure indiquée ci-après, des crédits devront être inscrits pour l'objet considéré, au Budget Extraordinaire :

1924	fr.	4,000,000
1925	»	3,500,000
1926	»	3,000,000

ART. 109. — Réquisition de véhicules automobiles, 1,000,000 francs.

Questions posées par la Commission :

1° Quelles imputations ont été faites sur le crédit de 2,000,000 francs voté pour 1922?

Réponse : A la date du 1^{er} janvier 1923 il a été imputé sur l'article 155 — budget 1922 — la somme de fr. 217,102.73.

2° Où en est arrivée la liquidation de ces créances arriérées? Y aura-t-il encore d'autres règlements de ce genre à prévoir pour les années ultérieures?

Réponse : Sous réserve des aléas ci-après, il restait à liquider à la date du 1^{er} janvier 1923, 552 dossiers visant la réquisition d'environ 450 véhicules, donc 450 créances à payer, soit, à raison de 8,000 francs en moyenne par véhicule, une somme globale de 3,600,000 francs.

Il est certain que des crédits devront encore être prévus au budget de 1924, notamment en vue de liquidations ordonnées par jugements rendus après le 1^{er} janvier 1924.

Aléas :

a) Des prestataires se sont adressés, par erreur, aux tribunaux de dommages de guerre, et au fur et à mesure du rejet de leurs réclamations par cette juridiction, leurs demandes parviennent au Ministère de la Défense Nationale, seul compétent pour régler les prestations fournies à l'armée belge. Il n'est pas possible de fixer le nombre de ces créances.

b) Un grand nombre de paiements ont été effectués sous réserve, antérieurement au 20 janvier 1921, date à laquelle les paiements sous réserve ont cessé. Il en résulte que les prestataires d'autos, payés avant le 20 janvier 1921, peuvent demander une révision de la taxation ou soumettre le litige à la justice sur la base des dispositions de la loi du 14 août 1887 sur les prestations militaires.

c) Cas de succession (prestataires décédés) où la liquidation de la créance est provisoirement impossible. Impossibilité de taxer les véhicules, faute de documents.

d) Oppositions et saisies-arrêt.

e) Liquidations de sociétés, cause de retard du règlement de la créance.

MINISTÈRE DES FINANCES.

ART. 110. — Acquisition, aménagement, construction et ameublement de locaux, pour le service de la Conservation des hypothèques et autres services du Département des Finances, 1,500,000 francs.

Sur le crédit de 1,000,000 francs alloué en 1922, il a été dépensé 900,000 francs.

Le crédit actuel va servir à doter l'atelier général du timbre de locaux suffisants et d'une installation appropriée aux besoins actuels.

Le même programme doit être réalisé pour certains bureaux de timbre, d'enregistrement et de succession et aussi pour des bureaux de contrôle de la taxe de transmission et de la taxe de luxe. Ces dépenses sont effectuées d'abord en vue de pourvoir au logement de ces divers services, car, si avant la guerre la plupart des bureaux de recettes pouvaient être installés au domicile particulier des comptables, il n'en est plus de même à l'heure actuelle, en raison de la crise des logements. Une meilleure organisation et, partant, un meilleur rendement des impôts, sont recherchés par le groupement dans un même immeuble des bureaux des grandes agglomérations. Ce système est d'ailleurs plus économique.

Il est à noter que la réorganisation des services de l'enregistrement, des successions, etc., dépend principalement des disponibilités en personnel et que, selon les progrès de cette réorganisation, des locaux et du matériel seront indispensables. Il s'agit donc de dépenses d'installation à faire en vue de la rentrée d'importants impôts.

A cet égard il s'agit d'une dépense productive et réellement indispensable. La Commission conclut à l'adoption du crédit.

ART. 111. — Appropriation des terrains provenant du démantèlement des places fortes, 200,000 francs.

Sur le crédit de 200,000 francs alloué en 1922, les imputations et engagements ne se sont élevés qu'à fr. 2,949.20.

Par contre, les ventes de terrains appropriés ont été les suivantes :

- a) Un emplacement à bâtir à Charleroi, pour 38,000 francs, plus les frais;
- b) Trois parcelles à Charleroi pour l'aménagement de l'Université du Travail, pour fr. 425,171.62.

Ces deux prix sont payables par tranches. Les recettes faites de ce chef sont portées en compte sous la rubrique « *Recettes extraordinaires. Prix de vente des immeubles devenus disponibles par suite de la suppression des places fortes* ». (Art. 2 du projet de Budget des Recettes extraordinaires.)

Le crédit demandé pour 1923 se rapporte aux places de Charleroi, de Diest, de Termonde et de Courtrai.

Pour la première, il reste à établir de la voirie destinée à mettre en valeur les terrains de l'État.

Pour les trois autres, des travaux importants de nivellement sont à exécuter. Ils ont été entamés pendant la guerre à Diest et à Tournai. Le Gouvernement compte les reprendre aussitôt qu'il verra la possibilité de vendre les terrains qui lui appartiennent. La Commission du démantèlement de Termonde travaille activement; elle s'occupe de l'attribution des propriétés de l'ancien domaine militaire. L'appropriation des parcelles à réaliser au profit de l'État pourra être commencée après ce travail préliminaire.

La Commission des Finances s'est enquis du point de savoir si le Département des Finances assume la direction de ces travaux d'appropriation de terrains. Pourquoi n'est-ce point l'Administration des Travaux publics qui en est chargée, l'Administration des Finances ne s'occupant que de réaliser les ventes de terrains, après achèvement des travaux nécessaires? Autre remarque : les travaux de démantèlement de l'enceinte d'Anvers relèvent uniquement de l'Administration des Travaux publics et le crédit relatif à cet objet est inscrit parmi les dépenses extraordinaires afférentes à ce Département? N'y a-t-il pas là une erreur de méthode et une contradiction?

Voici la réponse fournie à cette question :

En réalité, l'examen des questions que soulève la destination à donner aux anciens terrains militaires, que des travaux d'appropriation soient ou non nécessaires, est toujours confiée à une Commission dont font partie des agents de l'Administration des Ponts et Chaussées spécialement compétents au point

de vue technique. Le Département des Finances assume la gestion des biens en exécution du 3^e alinéa de l'article 16 de la loi du 13 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat; mais il a soin de recourir aux lumières du Département des Travaux Publics, chaque fois que la nécessité en est reconnue dans l'intérêt du Trésor.

En ce qui concerne Anvers, il s'agit d'un travail d'ensemble dont l'Administration des Ponts et Chaussées assume la charge. Elle fait des percées dans l'enceinte pour établir ou continuer la grande voirie. Une Commission instituée à Anvers est chargée de l'étude de l'aménagement de l'enceinte, ses opérations sont ralenties par suite de la crise de construction et de l'incertitude où l'on se trouve relativement à la question des casernes qui ne pourra être réglée qu'après le vote des lois de réorganisation de l'armée.

Aux autres places fortes, notamment à Charleroi et à Tournai, les emplacements à revendre sont connus et les travaux qui restent à effectuer sont assurés par les Service des Domaines.

Un membre de la Commission a signalé que sur les terrains provenant du démantèlement de la place forte de Diest, on a projeté d'ériger des habitations ouvrières et qu'une société avait sollicité en vain, jusqu'à présent, la cession de ces terrains.

Réponse de l'honorable Ministre des Finances :

« Par dépêche du 24 mai 1922, j'ai fait connaître au Collège échevinal de Diest, qui, dans la correspondance qu'il m'avait adressée, agissait au nom de la Société d'Habitations à bon marché en formation, les motifs pour lesquels l'aliénation des terrains visés ne pouvait avoir lieu. Cette dépêche s'exprime comme suit :

» Le Département de la Défense Nationale vient de me prier de surseoir à toute décision au sujet de la partie nivelée des anciens terrains militaires de votre ville, que vous destinez à la construction d'habitations à bon marché. Le Département précité m'écrit qu'il se trouvera peut-être dans le cas d'utiliser pour son usage l'emplacement dont il s'agit. Il va de soi, dans ces conditions, que l'intérêt de l'Etat commande de ne pas les aliéner. »

« La situation n'a pas changé depuis mai 1922. Il semble qu'une décision ne pourra être prise tant que le nouveau statut de l'armée ne sera pas fixé. »

ART. 112. — *Acquisition d'immeubles destinés à agrandir le domaine privé de l'Etat, notamment les forêts domaniales, ou d'immeubles dont la conservation est reconnue d'utilité pour des raisons d'esthétique ou dans l'intérêt de la préservation des sites, 200,000 francs.*

La situation de nos finances oblige à ne recourir à l'emploi de ce crédit qu'avec une extrême mesure. Néanmoins, des acquisitions d'enclaves, de parcelles données peuvent être indispensables pour améliorer ou aménager les forêts domaniales; ou bien l'Etat peut être amené à encourager les achats en commun que font des provinces ou des communes s'intéressant à l'extension de notre domaine boisé.

Il est à noter que sur le crédit de 200,000 francs prévu en 1922, les imputations ne se sont élevées qu'à 12,713 francs.

ART. 115. — Construction, acquisition et aménagement de maisons pour les agents de la douane aux frontières et d'immeubles pour le service des contributions directes, des douanes et des accises. Réalisation de l'acquisition, par l'Administration des contributions directes, des douanes et des accises, d'immeubles et meubles sous séquestre, pour lesquels l'Etat peut exercer un droit de rétention, 6,000,000 de francs.

Sur le crédit de 6,000,000 de francs voté au budget de 1922, les dépenses ou engagements ne s'élèvent qu'à fr. 660,953.02

Le crédit actuel se répartirait comme suit :

a) Construction, acquisition et aménagement de maisons douanières dans les cercles d'Eupen et de Malmédy fr. 3,000.000

L'Administration dispose actuellement de terrains pour la construction de 130 maisons douanières à Eupen-Malmédy; la réalisation de la mesure pourra se faire en 1923.

b) Construction, acquisition et aménagement de maisons douanières à la frontière française et hollandaise. fr. 1,500,000

c) Réalisation de l'acquisition pour l'Administration des Contributions, Douanes et Accises, d'immeubles et meubles sous séquestre pour lesquels l'Etat peut exercer un droit de rétention. Acquisition et construction d'immeubles nécessaires à l'Administration fr. 1,500,000

Trois immeubles sont actuellement occupés : deux à Anvers, Rempart Kipdorp, 44 et Longue rue Neuve, 66 et un à Bruxelles, Montagne de l'Oratoire, 14; la régularisation de la dépense n'est pas encore opérée. Trois autres immeubles devraient encore être acquis dans l'agglomération bruxelloise, un à Bruxelles, un à Schaerbeek et un à Saint-Gilles.

ART. 114. — Avances du Trésor belge pour couvrir les dépenses d'occupation et d'administration des territoires du Ruanda et de l'Urundi, 1,500,000 fr.

La demande de crédit a été réduite à 1,200,000 francs pour les raisons énoncées ci après.

La Commission des Finances et divers membres en section se sont préoccupés de savoir pour quel motif ce crédit n'est pas rattaché au budget de la Colonie; le motif en est que le mandat sur le Ruanda et l'Urundi, a été attribué au Roi des Belges, par la Société des Nations, et non à la Colonie du Congo Belge. C'est uniquement à raison de certains retards d'ordre international que l'accord diplomatique conférant ce mandat n'a pas encore été soumis au Parlement belge. En attendant que des mesures législatives définitives interviennent, touchant l'administration de ces territoires, le Parlement exerce son droit de contrôle, à l'occasion de l'article du Budget Extraordinaire que nous examinons en ce moment et à la lumière d'un rapport qui est déposé annuellement sur le bureau des Chambres.

Les rapports relatifs aux exercices 1920 et 1921 ont été déposés respectivement

les 27 septembre 1921 et 6 juillet 1922. La Chambre vient d'être saisie pour l'exercice 1922 de ce même document ; il met parfaitement en lumière l'œuvre en voie d'accomplissement dans ces beaux territoires que nous devons à la vaillance de nos soldats. D'une superficie de 30,000 kilomètres carrés, ils abritent une population de 1,500,000 âmes dans le Ruanda et de 1,200,000 dans l'Urundi. La grande richesse indigène est le bétail : le cheptel est évalué à 1 million de têtes de gros bétail dans le Ruanda et plus d'un million de chèvres ; à 250,000 têtes de gros bétail dans l'Urundi et une grande quantité de chèvres et de moutons. La peste bovine a, l'an dernier, diminué les troupeaux, il n'en restent pas moins considérables. Les méthodes administratives suivies dans ces territoires se différencient essentiellement de celles que nous appliquons dans la Colonie, et cette différenciation très nette explique qu'il soit inopportun actuellement d'envisager le transfert du mandat à la Colonie et l'incorporation de ce crédit au budget colonial. Un mot à ce sujet.

Les deux régions forment deux sultanats distincts.

Le Ruanda a une organisation féodale héréditaire, autocratique. Le sultan est en principe maître souverain des troupeaux et des terres. Mais les notions de souveraineté et de propriété sont fortement mêlées et confondues. Le pays est divisé en provinces, à la tête desquelles se trouve un chef qui détient ses pouvoirs du sultan. Il paie tribut au sultan et lui fait de fréquents et nombreux cadeaux. Mais le chef de province n'a pas la totalité des terres et la totalité des troupeaux. Il y a des chefs différents dans chaque province pour ces deux richesses. Il existe même dans une province, des ilots de terre ou de bétail qui sont sous l'autorité de chefs de rang égal à celui du chef de province. Ces chefs paient tribut et portent eux-mêmes leurs impôts au sultan. Ils constituent un contre-poids à l'égard du chef principal qui, à son tour, tient en fief des terres dans d'autres provinces.

Cette politique de division sert à maintenir la primauté du sultan.

L'Urundi est également une monarchie féodale héréditaire. Le chef en est le souverain religieux et justicier, mais son pouvoir est sensiblement plus morcelé et moins fort que celui du sultan du Ruanda.

Ces deux sultanats sont à un stade de développement politique supérieur à celui de la plupart des territoires du Congo. Notre administration s'est depuis l'armistice préoccupée de soutenir et de développer cette organisation indigène.

Au Congo, les populations vivent encore dans l'âge patriarcal, n'ont guère comme organisation que la famille élargie et les clans qui forment de petites chefferies. Ou bien dans d'autres régions le développement politique atteint le stade tribal qui comporte des chefferies importantes avec l'hérédité de la dignité de chef et l'organisation sommaire tout au moins de la justice, un tribut payé par les populations soumises, parfois un conseil des anciens.

Ce n'est guère que dans la région périphérique de la Colonie au Nord chez les Azande et dans l'Est chez les tribus pastorales du Kivu, qui se rapprochent d'ailleurs sensiblement de celles du Ruanda et de l'Urundi, que l'on trouve une organisation plus développée encore, se rapprochant de véritables sultanats. Mais en ordre général, on peut dire que sous l'Etat indépendant et de même depuis notre occupation, l'action de notre Adminis-

tration a dissous nombre de grandes chefferies, avec une tendance à l'Administration directe par les fonctionnaires et les agents blancs.

La réorganisation des chefferies a été une première et heureuse réaction contre cette politique assurément erronée, et la tendance actuelle de notre politique indigène est de maintenir ces institutions indigènes dans tout ce qu'elles ont de bon et d'utilisable, sauf à les faire évoluer dans le sens du progrès.

« La pratique de diviser les grandes chefferies, est-il dit en tête du » « Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial », » est contraire à la politique du Gouvernement. Il en est de même de la » multiplication des chefferies. Non contents de soutenir l'autorité tradition- » nelle tombée sous la coutume, nous entendons développer la participation » des indigènes à notre Administration.

» Pour remédier à l'émiettement de l'autorité, il importe de réunir les » chefs par secteur, de jeter les bases des tribunaux indigènes et d'une admi- » nistration noire subordonnée, là où les grandes chefferies n'y suppléent » pas. »

Or, il est très caractéristique que cette évolution trouve un appui puissant dans le succès de notre Administration dans les territoires du Ruanda-Urundi. Quoique au début de la conquête, il y ait eu là également une tendance à contrecarrer l'autorité des sultanats, le Gouvernement a, depuis lors, résolument adopté la politique de l'administration indirecte tendant au protectorat colonial.

Les rapports sur le Ruanda-Urundi exposent très clairement que nous gouvernons avec l'appui des sultans et de l'organisation féodale indigène, mais en corrigeant les abus de celle-ci, en protégeant les Bahutu (race qui constitue la masse de la population) contre les exactions, et en leur assurant un système de justice et d'ordre. Sous cette réserve, nous agissons par l'intermédiaire des Waduzi, nègres amidiens probablement d'origine sémétique apparentés aux aristocraties de l'Uganda et de l'Abyssinie.

Il n'est pas douteux, qu'il y a intérêt à poursuivre cette méthode avec continuité et sans trouble.

D'une part, dans la Colonie, nous élevons graduellement les populations indigènes à une participation plus grande dans l'administration de leur pays, mais cette œuvre est à peine entamée.

D'autre part, dans le Ruanda-Urundi, nous avons au contraire des institutions indigènes féodales qui ont été maintenues dans leur force dès le début.

Les deux tendances se complètent, elles sont animées des mêmes esprits, mais il paraît évident que ce n'est que lorsqu'elles seront arrivées approximativement à un même plan, qu'on pourra songer à renforcer les liens entre les deux administrations.

Il est assez raisonnable de ne rien précipiter en ces matières.

Préalablement d'ailleurs à toute mesure de ce genre, il conviendra que les actes internationaux qui confirment le mandat aient été ratifiés par le Parlement.

Les mesures législatives à prendre ensuite devront laisser la voie ouverte à l'exercice de la faculté que le mandat nous donne de placer le Ruanda-Urundi sous la même administration que le Congo, mais sans prendre de décisions brusques à cet égard, la législation, les mœurs, les institutions étant trop différentes.

Comme nous l'avons dit, les territoires que nous administrons sont dotés d'un budget propre.

Voici quelques chiffres de dépenses de nature à fixer l'importance des crédits alloués et des mouvements de fonds dans ces territoires.

Le Budget de 1922 portait en recettes :

Fr. 2,931,241, contre 3,931,241 francs de dépenses; 1,900,000 francs d'impôts indigènes, et 1,000,000 francs de dépenses extraordinaires, frais de premier établissement marquant notre souci de développer l'outillage économique, source de profit pour l'indigène.

La subvention du Gouvernement métropolitain a été de 1,500,000 francs.

Le Budget de 1923 porte en recettes 2,546,310 francs contre 3 millions 748,310 francs de dépenses. C'est pourquoi la subvention du Gouvernement a pu être réduite à 1,200,000 francs.

Nous renvoyons pour le surplus au rapport dont nous avons extrait les éléments les plus directement intéressants au point de vue du crédit figurant au Budget Extraordinaire. Ce rapport met en relief tout ce que comporte, tant dans l'ordre politique et judiciaire, que dans le domaine de l'hygiène et du bien-être matériel et économique, l'heureuse activité de notre administration dans les territoires occupés.

Art. 115. — *Avance métropolitaine extraordinaire pour les dépenses coloniales en vue de l'outillage de la Colonie, des dépenses de souveraineté et des pensions aux fonctionnaires et agents de la Colonie (3^e avance), 15,000,000 de francs.*

Cette intervention réalise la politique financière que le Parlement belge a adoptée en vue de la mise en valeur de la Colonie. Le principe en a été amplement justifié et commenté dans le rapport relatif au Budget Extraordinaire de l'an dernier. Nous ne pouvons que nous y référer.

Art. 116. — *Participation de l'État dans la formation du capital des sociétés locales ou régionales d'habitations et logements à bon marché agréées par la Société Nationale (art. 7 de la loi du 11 octobre 1919), 1,000,000 de francs.*

Crédit porté par amendement à 2,000,000 de francs.

Le Budget de 1922 a prévu pour le même objet un crédit de 3,000,000 de francs. Il a été fait sur ce crédit des imputations à concurrence de 2 millions 541,220 francs, montant libéré, sur un capital souscrit de 12,706,100 francs.

Il est intéressant de noter qu'au cours des exercices précédents, l'intervention de l'État a été la suivante :

En 1920, capital souscrit, 3,932,000 francs, sur lequel il a été libéré 816,400 francs;

En 1921, capital souscrit, 10,964,000 francs, sur lequel il a été libéré 2,178,000 francs.

Au total, à la date du 31 décembre 1922, 5,535,620 de capital libéré sur 27,602,100 francs de capital souscrit par l'Etat. (Voir Annexe 13.)

On ne peut que se féliciter de voir le Gouvernement, par l'augmentation du crédit prévu à cet article, marquer sa volonté de persévérer dans une politique d'appui complet et énergique aux sociétés locales ou régionales d'habitations à bon marché.

ART. 117. — Fonds à mettre à la disposition de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché, au taux d'intérêt de 2 p. c. l'an, pour des avances à faire aux sociétés locales ou régionales agréées par la Société Nationale (Art. 10 de la loi du 11 octobre 1919) 100,000,000 francs.

Le rapport relatif au Budget Extraordinaire de 1922, signalait que le montant des sommes mises par l'Etat à la disposition de la Société Nationale en vue d'avances à faire aux sociétés locales ou régionales agréées par elle, s'élevaient :

Pour 1920 à . . .	fr.	4,875,000
Pour 1921 à . . .		31,413,800
Au total. . .	fr.	36,288,800

Au cours de l'exercice 1922, les avances de l'Etat se sont chiffrées par 118,711,200 francs, total du crédit alloué au budget de cet exercice.

Les prêts consentis aux sociétés locales ou régionales ont dépassé ce chiffre puisqu'ils se sont élevés à 126,406,200 franc. L'excédent soit, 7 millions 695,000 francs a été prélevé par la Société Nationale sur l'avoir des comptes-courants que les sociétés possèdent chez elle. Les imputations en vue de la régularisation de cet excédent seront faites sur le budget de 1923.

En regard de cet effort financier, il est intéressant de mettre le rendement qu'il a permis d'atteindre, apprécié à la date de la clôture de cet exercice, soit au 31 décembre 1922.

Nombre des sociétés agréées et constituées à la date du 31 décembre 1922	186
Nombre de sociétés agréées, mais non constituées	24
Sociétés en formation	18
Sociétés en projet	35
Sociétés coopératives de location en formation, ou en projet	6
Sociétés en projet dites « à caractère industriel » (voir annexe 13).	13

Le nombre d'habitations nouvelles mises à la disposition de la population au 31 décembre 1922 s'établit comme suit :

Habitations dont la construction avait été autorisée par la Société Nationale à la date du 31 décembre 1921 et qui peuvent être considérées comme étant entièrement achevées au 31 décembre 1922.	Maisons 3,357	Logements 4,865
---	------------------	--------------------

Habitations dont la construction a été autorisée par la Société Nationale au cours du 1^{er} se-

mestre 1922 et dont une grande partie étaient
achevées à la date du 31 décembre 1922 . . .

	4,103	5,344
Totaux . . .	<u>7,460</u>	<u>10,209</u>

Habitations dont la construction a été autori-
sée par la Société Nationale au cours du 2^e se-
mestre 1922

	4,334	4,777
Totaux . . .	<u>11,814</u>	<u>14,986</u>

La répartition par provinces se fait de la façon suivante :

Anvers	2,663	maisons	comprenant	2,977	logements
Brabant	3,486	—	—	5,438	—
Flandre Occidentale	1,522	—	—	1,522	—
Flandre Orientale	950	—	—	1,222	—
Hainaut	1,193	—	—	1,193	—
Liège	1,408	—	—	2,042	—
Limbourg	559	—	—	559	—
Luxembourg	7	—	—	7	—
Namur	26	—	—	26	—
Totaux	<u>11,814</u>	—	—	<u>14,986</u>	—

En égard aux chiffres du 31 décembre 1921, qui accusaient 3,357 maisons avec 4,865 logements, le progrès est notable et se calcule par une progression pour 1922 de 8,457 maisons comprenant 10,121 logements. Ainsi l'on voit se déployer avec une envergure toujours, accrue les résultats d'une politique avisée et généreuse qui aura raison, espérons-le, à bref délai d'une crise dont le pays n'a que trop souffert.

L'arrêté récent qui ouvre aux sociétés locales ou régionales la possibilité de vendre les maisons construites, va élargir à nouveau les disponibilités de ces dernières, mais il n'a pu encore avoir d'effet utile appréciable. Le Département de l'Industrie, à la date du 5 mai dernier, était saisi de soixante-sept demandes d'achat dont le relevé par société est donné à l'annexe 14. Les formalités relatives à la vente des habitations qui en font l'objet seront remplies incessamment. Il est à remarquer que les dispositions de l'arrêté royal du 14 octobre 1922 accordant une prime aux acheteurs d'une maison à bon marché, ne pourront sortir tous leurs effets que vers la fin de cette année, lorsque la plupart des cités-jardins édifiées par les groupements susvisés seront complètement aménagées au point de vue de la voirie, des égouts, etc.

Il est impossible de traiter de la question des habitations à bon marché sans avoir égard à l'un de ses aspects les plus angoissants et les plus dignes d'intérêt pour tous ceux que préoccupent la santé publique et l'avenir de la race. C'est à ce titre que s'imposent les revendications saines et justes formulées au nom des familles nombreuses : elles demandent que l'habitation réponde aux conditions d'économie, d'hygiène et de moralité, sans lesquelles la législation la plus généreuse resterait lettre morte pour les ménages chargés d'enfants. Rien n'est plus légitime ; le taudis est — faut-il le répéter — le fléau à combattre toujours, mais surtout lorsque s'entassent en des

espaces restreints, dans des chambres communes tous les membres d'une famille nombreuse.

Assurément cet intérêt essentiel a été pris en considération déjà. Il serait injuste de ne pas rappeler ici :

1° que la loi du 11 octobre 1919 a stipulé en son article 5 *in fine* que la participation des pouvoirs publics à la formation du capital des sociétés agréées est subordonnée à la condition qu'une partie des habitations et logements soient aménagés pour des familles comprenant au moins cinq personnes, et en donnant parmi celles-ci la préférence, à celles qui ont au moins trois enfants;

2° que les articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 6 juillet 1920, relatif à la détermination des habitations « logements à bon marché », et des « personnes peu aisées » ont relevé les maxima de ressources autorisées d'après le nombre d'enfants composant le ménage de l'occupant de la maison ;

3° que le règlement sur le contrat d'avances aux sociétés agréées de construction d'habitations à bon marché, règlement approuvé par M. le Ministre des Finances le 18 novembre 1921, stipule en son article 4 que le nombre de maisons à réserver aux familles nécessiteuses comprenant plus de trois enfants devra s'élever, pour chaque société, au tiers au moins du nombre de logements construits.

Mais ces dispositions sont manifestement insuffisantes et malgré elles, dans l'état actuel des choses, il est vrai de dire que les familles nombreuses sont virtuellement défavorisées eu égard au bénéfice des dispositions de la loi sur les habitations à bon marché.

Nous tenons à nous faire ici l'écho des vœux formulés par la Commission des Familles Nombreuses, en les recommandant à l'attention de l'honorable Ministre des Finances et de tous les membres de la Chambre, vœux tendant aux fins ci-après :

1° Voir reviser le contrat d'avances de la Société Nationale en ce sens que la moitié au moins des maisons construites (et non plus le tiers) seront réservées aux familles comprenant plus de trois enfants.

2° Voir l'État consacrer l'exonération de 23 p. c. prévue par la loi, à la diminution du loyer par les sociétés agréées au prorata de la charge familiale, d'après une échelle qui pourrait être la suivante :

Pour les familles comprenant 4 enfants à charge, à concurrence de 10 p. c.

—	—	5	—	—	20	—
—	—	6	—	—	30	—
—	—	7	—	—	40	—
—	—	8	—	—	50	—

Ces suggestions méritent d'être sérieusement prises en considération, d'autant plus qu'elles n'auraient point pour conséquence d'entraîner pour l'État une charge nouvelle. Elles se bornent à faire bénéficier de son intervention dans la proportion des charges familiales, et il y a là un point de vue éminemment respectable et digne de sympathie. Il nous a paru opportun de le signaler à l'occasion de l'examen du crédit prévu à ce budget.

ART. 117^{bis} (nouveau). — *Intérêts à 4.75 p. c. à payer à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite du chef des avances à consentir par elle en 1923, pour le compte de l'Etat, à la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché. Ces avances pour ce qui concerne cette dernière institution, sont assimilées en tous points à celles qui lui sont faites directement par l'Etat, 1,200,000 francs.*

Les commentaires de l'amendement justifient très complètement l'inscription de ce crédit.

La Commission propose d'en modifier le libellé, la seconde partie de ce texte constituant en réalité une disposition de la loi à insérer au projet qui figure en tête du budget. Il y aurait lieu d'ajouter à l'alinéa 1^{er} de l'article 4, les mots « ainsi que les avances qui lui seraient consenties pour compte de l'Etat par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ».

ART. 118. — *Primes à allouer par l'Etat, dans les conditions déterminées par l'arrêté royal du 14 août 1922, aux personnes peu aisées qui construisent une maison à bon marché pour leur usage personnel, fr. 10,000,000.*

A la date du 5 mai dernier, le Département de l'Industrie et du Travail a enregistré 5,354 demandes tendant à obtenir la prime établie par l'arrêté royal du 14 août 1922 en vue d'encourager la construction d'habitations à bon marché par les particuliers. 5,192 requêtes ont paru pouvoir être prises en considération.

Nous donnons en annexe (voir annexe 15) le relevé de ces 5,354 demandes par ordre chronologique d'introduction, la répartition des 5,192 demandes agréées, par provinces, enfin le tableau par groupes de professions des requérants qui ont fourni les renseignements leur demandés par questionnaire.

La décision récemment prise par l'honorable Ministre d'élargir les conditions d'octroi des primes, par une extension des limites imposées quant aux revenus des intéressés et au coût de l'habitation, sera de nature à multiplier les initiatives qui se font jour. La Commission félicite l'honorable Ministre de s'être engagé, par ses arrêtés récents, dans la voie d'une politique qui tout en stimulant l'effort individuel pousse à la diffusion de la petite propriété et à l'acquisition de ce droit par les occupants de maisons construites par les sociétés locales, politique à la fois stabilisatrice au point de vue social et productrice de ressources nouvelles, pour les sociétés locales et régionales.

ART. 119. — *Intérêt et complément d'annuité à bonifier à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite du chef des prêts à consentir par elle, en vue de la construction d'habitations à bon marché, à des sociétés de construction d'habitations ouvrières agréées sous le régime de la loi du 9 août 1889 (art. 11 de la loi du 11 octobre 1919), ainsi que du chef de la prime à accorder conformément à l'arrêté royal visé à l'article 4 de la présente loi, sous forme de réduction, à concurrence de 25 p. c. de l'annuité couvrant le coût de toute maison vendue, aux sociétés bénéficiaires des prêts dont il s'agit ci-dessus, qui vendront leurs maisons individuelles dans les conditions à fixer par le dit arrêté royal, 100,000 francs.*

Les développements de l'article justifient suffisamment l'octroi du crédit.

Au budget de 1922, un montant de 125,000 francs avait été alloué pour le premier des objets prévus à cet article. Les imputations qui y ont été faites se sont élevées à fr. 58,472.49. Cette somme représente :

a) les intérêts calculés à raison de 4 1/4 p. c. l'an sur les avances s'élevant à 1,768,000 faites au cours de l'année 1922 par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, soit	fr. 29,815.75
b) le complément d'annuités de 1,791,171 p. c. appliqué au capital de 1,600,000 francs, prêté au taux d'intérêt de 2 p. c. l'an par la Caisse d'Epargne, jusqu'au 31 décembre 1921, soit	» 28,658.74
	fr. 58,472.49

Seule la société anonyme « La Cité de Buysinghem », à Buysinghem, a obtenu des prêts de cette nature de la Caisse d'Epargne.

ART. 120. — Réparation aux immeubles domaniaux, 400,000 francs.

Il s'agit principalement en l'espèce des nombreux immeubles acquis par l'Etat en vue des travaux de la jonction Nord-Midi, à Bruxelles. La Commission des Finances s'est informée de la raison pour laquelle ce crédit afférent à des réparations figure à l'extraordinaire. Il résulte des renseignements fournis que ces travaux de réparation reconnus nécessaires à ces immeubles présentent une importance exceptionnelle à raison de l'état de délabrement dans lequel la plupart d'entre eux se trouvent par suite de la guerre. Il ne s'agit pas ici d'une dépense ordinaire d'entretien se renouvelant périodiquement. C'est à raison de son caractère anormal que la dépense a été rattachée au Budget Extraordinaire.

Le chiffre de 400,000 francs n'est qu'approximatif. L'Administration des Domaines limitera à ce qui est strictement indispensable les travaux à effectuer. Ceux-ci doivent être entrepris de toute nécessité, à peine de voir les immeubles se détruire. Le Gouvernement ne croit pas, dans ces conditions, pouvoir réduire le chiffre prévu au budget.

**ART. 121. — Subside au Fonds des Combattants (crédit non limitatif)
75,000,000 de francs.**

Au 31 décembre 1922, le montant des capitaux inscrits aux 306,940 carnets de dotation atteignait la somme de 675,029,904 francs.

Le relevé le plus récent (15 mai) accuse un nombre de 330,955 carnets auxquels correspond une somme de 720,739,342 francs.

Le montant des carnets s'établit comme suit :

Délivrés à titre définitif à la Caisse d'Epargne.	287,439
Délivrés à titre provisoire	7,049
Décomptes effectués ne donnant droit à aucune allocation (décision définitive)	32,085
Décomptes effectués ne donnant droit à aucune allocation (décision provisoire)	4,382

Les crédits accordés jusqu'à présent au Fonds des Combattants ont été en 1921 de 140,600,000 francs, en 1922 de 150,000,000 de francs. Au budget actuel, 75,000,000 de francs.

Des acomptes sont imputés sur ces crédits successifs pour être virés au Budget des Dépenses pour Ordre (art. 85 de 1922) au compte du Fonds (Dotation des Combattants); il est alors disposé au fur et à mesure des besoins.

Comme le rappellent les développements de l'article, les titulaires des livrets de dotation ont le droit d'en retirer le montant par sixièmes, plus les intérêts, à partir du 1^{er} juillet de chaque année. Ils peuvent aussi obtenir, auprès de la Coopérative d'avances aux Combattants, des prêts atteignant 80 p. c. du montant de leur livret. Dans ce cas, la Coopérative se substitue à eux vis-à-vis de la Caisse d'Epargne pour les retraits annuels prévus.

Au 31 décembre 1922, il avait été retiré fr. 129,039,093.84 suivant détail ci-après :

Caisse Centrale	1921	fr.	714,583.70		
	1922	»	4,896,340.15		
			—————	fr.	5,610,923.85
Banque Nationale	1921	fr.	706,723.91		
	1922	»	2,140,992.69		
			—————	»	2,847,716.60
Service International	1922	fr.	2,566,611.58		
			—————	»	2,566,611.58
Bureaux des Postes	1921	fr.	11,208.915.53		
	1922	»	74,366.904.67		
			—————	»	85,575,820.20
Remboursé à la Société					
Coopérative		fr.	32,438,021.81		
			—————	»	32,438,021.61
				fr.	129,039,093.84

Le nombre des militaires inscrits aux contrôles de l'armée a été approximativement de 375,000. Le nombre des démarches en obtention de la dotation a été de 338,000. Il en résulte que 40,000 anciens combattants n'ont pas sollicité la dotation à la date du 15 mai 1923, et que pour les requérants le travail est quasi terminé. Les engagements ne dépasseront pas beaucoup les 750 millions.

Un crédit permanent devra figurer au budget, mais il est impossible d'en fixer le montant annuel dans l'ignorance où l'on se trouve de l'importance des retraits qui seront effectués. On ne peut donc prévoir le nombre d'années pendant lesquelles ce crédit devra être maintenu.

On peut estimer que la capitalisation sera assez longue puisque jusqu'au 31 décembre 1922, le montant des retraits ne s'est élevé qu'à 129 millions 39,093.84 fr.

Il y aura lieu, afin de pouvoir arriver à la clôture définitive des opérations de liquidation du Fonds des Combattants, de fixer par une loi une date après

laquelle tous les requérants éventuels seraient forclos de leurs droits de réclamer la dotation. Il y a intérêt, en effet, à ne pas perpétuer l'existence d'une administration qui après un long et laborieux travail, intelligemment et activement mené, arrive à la fin de sa tâche.

ART. 122. — *Subside au Fonds des Combattants pour frais d'administration sauf justification ultérieure (y compris une somme de 40,800 francs pour indemnité mobile de vie chère, 425,200 francs.*

Ce crédit sera, sinon supprimé, tout au moins très considérablement réduit au budget de 1924, le Fonds des Combattants étant sur le point de parvenir au terme de sa mission.

Les indemnités temporaires et mobiles de vie chère comportent un total de 58,843,595, ramené par amendement à 57,039,995 francs et ainsi réparti :

		Budget de 1922
		—
Justice	fr. 2,719,681	fr. 2,965,400
Affaires Etrangères	398,481	410,800
Intérieur et Hygiène.	847,662	898,228
Sciences et Arts	17,797,831	17,290,776
Agriculture et Travaux publics :		
I. Agriculture.	1,078,100	1,075,100
II. Travaux publics	3,607,820 (réduit par amendement)	5,434,914
Industrie et Travail	482,962	501,400
Colonies	270,281	268,200
Défense Nationale	15,583,091	15,402,387
Gendarmerie	2,067,200	1,851,275
Finances	12,111,886	11,883,957
Affaires Economiques	75,000	285,533
Totaux . . . fr.	57,039,995	fr. 58,265,970

Il y aura lieu, l'an prochain, de porter ces crédits au Budget ordinaire parmi les dépenses exceptionnelles de chaque département.

*
* *

Les recettes extraordinaires s'élèvent au projet de Budget à 4,304,000 francs et ont été portées par voie d'amendement à 7,488,000 francs.

*
* *

L'examen analytique du Budget auquel la Commission s'est livré a permis de ramener le chiffre des dépenses de 623,540,373 à 552,339,463, soit une réduction de 71,200,910. Les amendements soumis à la Chambre depuis le dépôt du projet de budget comportent une augmentation de crédits de 34,425,900 francs, ce qui fixe la mesure de la compression réelle à

36.775,040 francs. Un tableau détaillé des chiffres par article est donné en annexe (voir annexe 16).

Sous réserve des observations et amendements relatés ci-dessus, la Commission des Finances et des Budgets vous propose à la majorité de ses membres d'adopter le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires.

Le Rapporteur,

EDOUARD PECHER.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



ANNEXES
au Rapport sur le Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires
POUR L'EXERCICE 1923

I. — Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre.

1. Situation financière de l'Œuvre pour l'année 1922.
2. Situation financière de l'Œuvre pour l'ensemble des exercices antérieurs au 31 décembre 1922.
3. Budget de l'Œuvre pour 1923.
4. Statistiques des Orphelins de la Guerre, au 31 décembre 1922.
 - a) Par catégories.
 - b) D'après le mode de placement des pupilles.
5. Note sur les frais généraux de l'Œuvre.
6. a) Relevé des Orphelins de la Guerre portés aux contrôles de l'Œuvre et rangés suivant l'année de leur naissance;
b) Tableau du décroissement du nombre des orphelins.

II. — Ecoles Normales.

7. Tableau détaillé de l'emploi des crédits relatifs à l'organisation des écoles normales pour 1919, 1920, 1921 et 1922.

III. — Routes.

8. a) Relevé des travaux à exécuter sur les crédits prévus à l'art. 20, 1^o, classés par provinces et suivant le degré d'urgence dans chaque service.
b) Créances de 1922 et antérieures, à liquider de ce chef.

IV. — Fonds de Crise.

9. Relevé des allocations payées pendant les deux semestres de 1923, par industries et provinces.
10. a) Frais d'administration du Fonds de Crise en 1922;
b) Situation financière de l'exercice 1921;
c) Situation financière de l'exercice 1922;
d) Compte de l'intervention des Caisses de Chômage, des Communes et des Provinces au 31 mai 1923.
11. Arrêtés des 6 mars, 8 juin et 4 décembre 1922, relatifs aux conditions d'intervention du Fonds de Crise.

V. — Défense Nationale.

12. Tableau des annulations effectuées sur les crédits alloués au Budget Extraordinaire de 1922.

VI. — Habitations à bon marché.

13. Liste des sociétés agréées, en formation ou en projet, au 31 décembre 1922, avec indication des montants souscrits et libérés par l'État dans la constitution du capital.
14. Tableau des demandes introduites au 5 mai 1923, pour achat de maisons construites par les Sociétés de construction agréées (Arrêté royal du 22 octobre 1922.)
15. Tableau des demandes introduites au 5 mai 1923 pour l'obtention de la prime attribuée à la construction d'habitations à bon marché par les particuliers (Arrêté royal du 14 août 1922).

VII. — Tableau schématique du Budget.

16. Propositions budgétaires, amendements, propositions de la Commission.

Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre

Situation financière au 31 décembre 1922 (pour l'année 1922).

Œuvre Nationale des**RECETTES.**

Situation financière au 31 Décem-

Disponible au 1 ^{er} janvier 1922 fr.	1,863,686 61
Avances du Ministère des Affaires Economiques pour allocations provisionnelles sur pension aux veuves	4,000,000 »
Subsides de l'Etat	7,490,000 »
Subsides reçus du « Belgian Orphan Fund » de Londres	12,257 47
Subsides reçus du « Belgian War Relief Fund »	961 40
Souscriptions encaissées au 31 décembre 1922	180,657 50
Dons encaissés au 31 décembre 1922	149,560 26
Produits fêtes de bienfaisance	9,211 82
Legs faits à l'Œuvre	18,218 43
Produit de la vente de la fleur de l'Orphelin	764,710 64
Intérêts en banque et sur portefeuille	116,216 91
Retenues sur traitements des Agents de l'Œuvre en vue de la constitution d'une pension de retraite (quote-part du personnel en 1922)	7,368 65
Dépôts confiés à l'Œuvre par l'Administration des chemins de fer de l'Etat au profit d'orphelins d'agents décédés de cette Administration	8,283 57
Pensions perçues par procuration pour des orphelins placés par l'Œuvre	1,194 »
Taxe professionnelle retenue au personnel et non encore versée au Trésor	93 10
Produits de la vente de « Sacs Américains »	15,756 80
	14,308,177 16
Détail du solde :	
Caisse fr.	3,352 59
Société Générale « Vue »	428,970 28
Société Générale « Quinzaine »	5,700,000 »
Chèques postaux	14,336 »
	6,146,658 87

ANNEXE I.

Orphelins de la Guerre

bre 1922 (pour l'année 1922).

DÉPENSES.

Allocations et avances provisionnelles sur pension distribuées aux enfants	2,701,136 35
Allocations et Avenir professionnel	948,644 76
Subsides aux orphelins d'officiers	81,768 13
Avances provisionnelles sur pension distribuées aux veuves de civils	296,757 50
Assistance médicale et pharmaceutique	33,983 03
Allocation de fr. 0.60 par jour du « B. O. F. » de Londres	39,352 60
Répartition du produit de la Souscription Nationale	280,000 »
Dépenses d'acquisition de tissus et vêtements	1,617,778 40
Achat d'obligations à titre de placement provisoire des fonds américains remis à l'Œuvre.	1,470,000 »
Frais généraux et traitements	637,893 77
Versements sur livrets d'épargne de dépôts confiés à l'Œuvre par l'Administration des chemins de fer en 1921 et 1922.	14,213 72
Versement à la caisse de pension des retenues et participation de l'Œuvre à la constitution de ces pensions pendant les années 1920 et 1921	39,990 03
Solde fr.	6,146,658 87
	<u>14,308,177 16</u>

Œuvre Nationale des

RECETTES.

Situation financière au 31 décembre 1922

Subsides du Comité National antérieurs au 1 ^{er} juin 1919	6.298.386 06
Avances du Ministère des Affaires Économiques pour allocations provisionnelles sur pension aux veuves de civils	8.000.000 »
aux orphelins	1.605.000 »
Subsides de l'État	15.390.000 »
Subsides reçus du « Belgian Orphan Fund » de Londres (affectés à des orphelins nomi- nativement déterminés)	2.374.050 18
Souscriptions encaissées au 31 décembre 1922 (affectées aux besoins immédiats et excep- tionnels, à l'intervention des Commissions Provinciales).	2.425.836 71
Dons encaissés au 31 décembre 1922.	3 905.678 56
Legs faits à l'Œuvre	18.218 43
Produit de la vente de la « Fleur de l'Orphelin », (affecté aux prêts d'honneur, en vue de l'établissement des orphelins dans le commerce ou l'industrie par l'intermédiaire de la Société coopérative de Crédit à l'Industrie, prêts dépassant 1,000 francs) . . .	1.210.123 02
Intérêts en banque et sur portefeuille	105.061 45
Retenues sur les traitements des agents de l'Œuvre en vue de la constitution d'une pension de retraite	20.541 40
Dépôts confiés à l'Œuvre par l'Administration des Chemins de fer de l'État au profit d'orphelins d'agents décédés de cette Administration	9.064 06
Pensions perçues par procuration pour des orphelins placés par l'Œuvre	1.194 »
Taxe professionnelle retenue au personnel et non encore versée au Trésor	93 10
Produit de la vente de « Sacs Américains »	2.563 63
Solde en banque au 1 ^{er} avril 1916	26.298 16
Allocations du « Belgian Relief Fund »	3.242.322 62
Encaisse remise par l'Œuvre de la rue des Minimes	19.196 62
Ristournes opérées par divers	1.209 »
	46.033.867 62

ANNEXE II.

DÉPENSES.

Allocations et avances personnelles sur pension distribuées aux enfants	19.857.088 24
Allocations « Avenir professionnel »	962.855 71
Subsides aux orphelins d'officiers	261.862 64
Avances provisionnelles sur pension distribuées aux veuves.	7.217.138 83
Assistance médicale et pharmaceutique	48.190 80
Distribution des allocations du « Belgian Orphan Fund » de Londres	1.181.572 77
Répartition du produit de la Souscription nationale	2.160.000 »
Dépenses d'acquisition de tissus et vêtements	5.284.130 09
Achat d'obligations à titre de placement provisoire des fonds du « Belgian Relief Fund »	1.470.000 »
Frais généraux et traitements	1.991.637 24
Versements à la Caisse de pension des retenues sur traitements du personnel	22.104 »
Subsides aux orphelins débiles	296.490 71
Frais de médailles	13.479 »
Remboursement au Comité de la « Fleur de l'Orphelin »	40.658.63
Solde fr.	6.146.658 87
	46.953.867 62
Détail du solde :	
Caisse.	3.352 50
Société Générale « Vue »	428.970 28
Société Générale « Quinzaine »	5.700.000 »
Chèques postaux	14.336 »
Total fr.	6.146.658 87

ANNEXE III.

**Budget général de l'Œuvre Nationale des Orphelins
de la Guerre pour l'année 1923.**

DÉPENSES.

1. Allocations ordinaires aux protégés de l'Œuvre, en famille, chez des nourriciers ou dans des établissements	fr.	3.250.000
2. Fourniture de vêtements et chaussures.		1.500.000
3. Assistance médicale et pharmaceutique		90.000
4. Avenir professionnel des orphelins de la guerre		1.275.0 0
5. Répartition des produits de la souscription nationale entre les comités provinciaux		250.000
6. Traitements et indemnités du personnel (Comité central, Comités provinciaux et locaux).		489 000
7. Intervention de l'Œuvre dans la constitution des pensions du personnel		16.500
8. Frais généraux du comité central, des comités provinciaux et locaux		205.200
Total.	fr.	<u>7.075.700</u>

RECETTES.

1. Dons, produits de collectes.	fr.	300.000
2. Produits de la Souscription Nationale		175.000
3. Intérêts en banque et sur portefeuille		120.000
Total.	fr.	<u>595 000</u>
Excédent des dépenses sur les recettes	fr.	6.480.700
Solde disponible sur l'exercice 1922		230.000
Subside nécessaire	fr.	<u>6.250.000</u>

Statistique des Orphelins de la Guerre au 31 décembre 1922.

Comités Provinciaux.	Catégorie I. Soldats décédés ou invalides.					Catégorie II. Civils décédés ou invalides.					Total de la Catégorie I.		Total de la Catégorie II.		Totaux généraux.	
	En famille.		Confiés à des nourriciers.		Confiés à des établissements	En famille.		Confiés à des nourriciers.		Confiés à des établissements	Total de la Catégorie I.		Total de la Catégorie II.		Totaux généraux.	
	Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.		Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.		Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.
Agglomération bruxelloise	820	1041	32	32	26	137	201	14	16	8	852	1099	151	225	1003	1324
Anvers	856	1434	29	34	25	192	402	14	17	26	885	1493	206	445	1091	1938
Brabant	474	643	33	36	37	334	660	20	26	76	507	716	354	762	861	1478
Flandre Occidentale	631	1021	25	27	21	863	1905	68	99	72	656	1079	931	2076	1587	3155
Flandre Orientale	778	1264	39	46	138	784	1684	25	36	30	817	1448	809	1750	1626	3198
Hainaut	985	1360	54	64	11	748	1248	29	39	11	1039	1435	777	1298	1816	2733
Liège	577	890	24	25	18	293	503	17	23	15	601	933	312	546	913	1479
Limbourg	168	320	9	14	3	62	144	2	4	7	177	337	65	155	242	492
Luxembourg	75	126	8	10	3	206	340	11	11	4	83	139	217	355	300	494
Namur	229	345	21	24	8	437	794	19	27	26	250	377	506	847	756	1224
Eupen-Malmédy	190	430	10	18	6	—	—	—	—	—	200	454	—	—	200	454
Totaux	5783	8874	824	340	296	4108	7886	220	298	275	6067	9510	4323	8459	10,395	17,969

Statistique des Orphelins de la Guerre au 31 décembre 1922

Comités provinciaux.	En famille.						Confiés à des nourriciers.						Confiés à des établissements.			Totaux généraux.	
	Catégorie I.		Catégorie II.		Totaux.		Catégorie I.		Catégorie II.		Totaux.		Cat. I.	Cat. II.	Totaux		
	Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.	Familles.	Enfants.	Enfants.	Enfants.	Enfants.		
Agglomération bruxelloise	820	1041	137	201	957	1242	32	32	14	16	46	48	26	8	34	1003	1324
Anvers	856	1434	192	402	1048	1836	29	34	14	17	43	51	25	26	51	1091	1938
Brabant	474	643	334	660	808	1303	33	36	20	26	53	62	37	76	113	861	1478
Flandre occidentale.	631	1021	863	1905	1494	2926	25	37	68	99	93	156	21	72	93	1587	3155
Flandre orientale	778	1264	784	1684	1562	2948	39	46	25	36	64	82	138	30	168	1626	3198
Hainaut	985	1360	748	1248	1733	2608	54	64	29	39	83	103	11	11	22	1816	2733
Liège.	577	890	295	508	872	1398	24	25	17	23	41	48	18	15	33	913	1479
Limbourg	168	320	62	144	230	464	9	14	3	4	12	18	3	7	10	242	492
Luxembourg	75	126	206	340	281	466	8	10	11	11	19	21	3	4	7	300	494
Namur	229	345	487	794	716	1139	21	24	19	27	40	51	8	26	34	756	1224
Eupen-Malmedy.	190	430	»	»	190	430	10	18	»	»	10	18	6	»	6	200	454
Totaux	5788	8874	4108	7886	9891	16.760	284	340	220	298	504	638	296	275	571	10.395	17.969

ANNEXE V.

NOTE**sur les frais généraux de l'Œuvre Nationale
des Orphelins de la Guerre.**

Pour la compréhension des dépenses causées du chef des frais généraux de l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre, il paraît opportun de rappeler sommairement les conditions de l'organisation de cette Œuvre :

Elle comporte :

1° Un service central placé sous l'autorité directe du Conseil d'Administration, et qui est chargé de l'examen de toutes les particularités constatées dans chacune des familles de protégés, de la liquidation des subsides destinés à ces familles, de l'octroi des subsides pour assistance médicale et pharmaceutique, de l'acquisition des tissus, chaussures, etc., nécessaires aux protégés, de la perception des cotisations de membres, de l'examen de toutes les questions de principe ou de détail qui sont posées dans l'intérêt des orphelins de la guerre (pensions civiles et militaires, tutelle légale, sauvegarde des intérêts matériels des enfants, inconduite des mères, inconduite des enfants, etc.).

Ce service assume également la comptabilité générale de l'Œuvre.

2° Onze comités provinciaux (un comité spécial a été constitué pour l'agglomération bruxelloise et un pour Eupen-Malmédy) chargés d'assurer l'exécution des mesures arrêtées par le Conseil d'Administration dans l'étendue de la province, de veiller à l'uniformité de l'activité des comités locaux de la province, de contrôler les opérations comptables de ces comités et d'assurer l'octroi et la répartition des subsides spéciaux nécessaires à répondre à des besoins immédiats des enfants.

Chaque comité provincial dispose d'un personnel le plus réduit possible.

3° Des comités locaux établis dans chacune des communes où résident des orphelins de la guerre, et dont l'activité réduite à un nombre le plus souvent très peu important d'enfants, est assurée à titre bénévole par des collaborateurs dévoués.

Peut-être aurait-on pu, dans une organisation nouvelle, simplifier cette hiérarchie et notamment ne pas constituer de comités provinciaux.

Mais l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre a été créée pendant la guerre avec le concours du Comité National; elle a fonctionné dans les cadres de cet organisme, c'est-à-dire avec un comité au chef-lieu de chaque province. L'Œuvre a pu ainsi s'assurer le concours, aux chefs-lieux de province, de personnes dévouées qui ont bien voulu, à l'armistice, nous continuer leur concours. De plus, il ne faut pas perdre de vue que cette Œuvre n'est pas un organisme de bienfaisance, une institution de distribution de secours; c'est une œuvre de patronage, dont l'activité est surtout importante au point de vue moral et c'est pourquoi il est indispensable qu'elle bénéficie

dans chaque province du concours bienveillant de quelques personnalités judicieusement choisies dont l'autorité et l'influence sont de nature à assurer au fonctionnement des services l'unité et la discrétion indispensables.

Le service central était assuré au 31 décembre 1922 par 35 agents rémunérés par l'OEuvre. La dépense totale s'était élevée pendant l'année 1922 à fr. 223,846.43, y compris les indemnités de vie chère et de famille. De plus, l'OEuvre utilisait en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance une vingtaine de préposés dont les traitements, indemnité familiale et indemnité de vie chère, avaient formé un total de fr. 72,199.99. On verra plus loin que la situation a été améliorée à ce dernier point de vue.

Parmi ce personnel commun, étaient comptés notamment les agents d'un service d'inspection qui a pour mission d'aider les comités provinciaux et les comités locaux à résoudre les questions délicates, de surveiller le fonctionnement de ces comités provinciaux et locaux et de procéder aux enquêtes jugées nécessaires par le Conseil d'Administration. Pendant l'année 1922, les frais de déplacement du personnel d'inspection se sont élevés à fr. 45,346.85.

L'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre tient en location une partie de locaux dans un bâtiment appartenant en propriété à l'OEuvre Nationale de l'Enfance. De ce chef, il lui a été porté en compte, en 1922, un loyer de 18,000 francs. Ce loyer comportait également les frais d'éclairage et de chauffage.

Les autres frais généraux du service central ont formé un total de fr. 52,340.66 et représentent notamment des frais d'impression de règlements et du rapport annuel de l'OEuvre sur l'année 1921, les frais de fourniture de tous les imprimés nécessaires au service de l'OEuvre, tant au service central que dans les services provinciaux et locaux, les frais d'encasement des souscriptions annuelles des membres honoraires et effectifs de l'OEuvre (ces frais de poste se sont élevés, en 1922, à 9,000 francs), les taxes prélevées par l'Administration des Postes du chef de l'émission de chèques-postaux (1,300 francs en 1922) — toutes les liquidations se font, en effet, par chèques-postaux —, la participation de l'OEuvre dans la constitution de la pension des membres du personnel (7,500 francs environ).

En résumé, les frais généraux de l'Administration centrale ont donc formé un total d'environ 414,000 francs.

En ce qui concerne les frais généraux des comités provinciaux de l'OEuvre, le tableau ci-dessous fournira les indications utiles :

	Traitements et indemnités.	Frais généraux.	Loyer	Totaux.	Nombre d'enfants.
Agglom. Bruxelloise . . .	5.000	5.505,10	»	10.505 10	1.336
Anvers.	18.760	4.458 75	2.400	32.218 75	1.939
Brabant	21.600	4.236 60	1.750	27.586 60	1.482
Flandre Occidentale . . .	9.800	6.005 14	1.000	16.805 14	3.150
Flandre Orientale. . . .	20.160	7.433 24	1.100	28.693 24	3.276
Hainaut	21.360	13.475 70	»	34.835 70	2.738
Liège	17.820	6.622 80	900	25.342 80	1.493
Limbourg.	8.240	1.143 53	500	9.883 53	500
Luxembourg	12.280	4.960 15	930	18.170 15	496
Namur.	13.580	5.024 33	1.275	19.879 33	1.220
Eupen-Malmédy	»	859 09		859 09	461

La dépense totale s'est donc élevée pour l'ensemble des comités provinciaux à 224,779.45 francs.

Le personnel des comités provinciaux est composé comme il suit :

Agglomération Bruxelloise.	5 agents ne travaillant que quelques heures par jour.
Anvers	3 agents.
Brabant	3 agents et 2 en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance.
Flandre Occidentale	1 agent et 1 en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance.
Flandre Orientale	2 agents et 2 en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance.
Hainaut	2 agents et 3 en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance.
Liège	3 agents.
Limbourg	6 agents en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance, travaillant quelques heures par jour.
Luxembourg	1 agent et 2 en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance.
Namur	4 agents en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance.
Eupen-Malmédy	— —

Il existe donc au total dans les comités provinciaux 13 agents au service exclusif de l'OEuvre, 14 agents en commun avec l'OEuvre Nationale de l'Enfance, 3 agents occupés quelques heures par jour au service de l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre et 6 agents occupés en commun pendant quelques heures par jour au service des deux œuvres.

* * *

Depuis la fin de l'année 1922, le Conseil d'Administration s'est préoccupé de tenter de réduire l'importance des frais généraux.

Une première mesure a séparé les services d'inspection et de dactylographie qui précédemment étaient communs aux deux œuvres (OEuvre Nationale de l'Enfance et OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre). Cette mesure réalisée le 1^{er} janvier 1923, a permis une économie annuelle de 32,000 francs environ.

Des réductions de personnel effectuées au service central, ont diminué les frais de 5,500 francs.

D'autres mesures envisagées actuellement ou déjà réalisées en partie dans les comités provinciaux entraîneront une diminution annuelle de dépenses de 13,500 francs environ. — Soit au total 51,000 francs.

De nouvelles simplifications sont à l'étude et permettront, on l'espère, de réduire encore plus considérablement les dépenses à partir de l'exercice 1924.

ANNEXE VIa.

*Releré des orphelins de la guerre portés aux contrôles de l'OEuvre Nationale
au 31 janvier 1923 et rangés suivant l'année de leur naissance.*

Année.	Nombre d'enfants.	Année.	Nombre d'enfants.
—	—	—	—
1899.	1	1913.	2,153
1903.	1	1914.	2,528
1904.	4	1915.	1,140
1905.	746	1916.	494
1906.	1,026	1917.	366
1907.	1,218	1918.	265
1908.	1,506	1919.	182
1909.	1,425	1920.	84
1910.	1,563	1921.	25
1911.	1,740	1922.	6
1912.	1,992		
		Total.	18,063

ANNEXE VIb

**Tableau du décroissement du nombre des orphelins
de la guerre.**

En	
1923	18,068 orphelins en 1923
1924	17,311
1925	16,285
1926	15,067
1927	13,761
1928	12,336
1929	10,773
1930	9,033
1931	7,041
1932	4,888
1933	2,560
1934	1,420
1935	926
1936	560
1937	297
1938	115
1939	31
1940	6
1941	0

Remarque. — Décroissement, sous réserve de l'augmentation à résulter des suites des décès d'invalides. Cette augmentation se répartira à peu près, selon les âges, comme le tableau ci-dessus.

Tableau détaillé de l'emploi des crédits octroyés par le Parlement

Années 1919

	Construction et achat de bâtiments.				Achat ou location de terrain.				Entretien	
	1919	1920	1921	1922	1919	1920	1921	1922	1919	1920
Couvin	—	—	—	—	—	—	—	—	3,384 03	—
Blankenberghe	—	—	568,145 63	2,090,000 09	—	—	121,000 00	—	—	—
Gand	—	—	—	81,300 38	—	—	—	—	15,700 00	—
Huy	—	—	—	—	7 400 00	7 400 00	6 000 00	6 000 00	3,575 00	—
Lierre	37,246 03	—	130,621 15	2,000,000 00	275 00	275 00	275 00	275 00	37,874 25	—
Mons	—	—	—	16 046 73	—	—	—	—	5 900 00	—
Nivelles	—	180,525 93	461,648 80	2,000,000 00	3 500 00	145,109 71	13,492 57	3,500 00	4,530 00	—
Verviers	603,168 10	700,549 85	507,322 34	295,687 00	—	36,727 00	—	4,612 50	2,500 00	—
Virton	—	—	50 530 51	—	—	—	—	—	—	—
Andenne	—	—	656 470 71	—	3,192 85	3 842 85	3 842 85	228 842 85	9,225 00	—
Arlon	—	—	—	860,000 09	6,130 00	6 030 00	6 030 00	10,150 00	4,100 00	—
Bruges	—	—	—	41,487 54	—	—	—	—	9,300 00	—
Bruxelles	—	—	70,439 00	12,531 77	—	—	—	—	4,100 00	—
Laeken	551,436 20	—	—	110,776 12	—	—	—	18,000 00	19,125 00	—
Liège	—	—	—	849,689 33	—	—	—	—	9,225 75	—
Tournai	32,429 24	—	—	—	—	—	—	—	10,200 00	—
Totaux	1,224,279 57	881,075 78	2,445,178 16	8,358,418 87	20 417 85	199,404 56	150,660 42	271 380 35	138,759 65	—

	Situation des crédits.			
	1919	1920	1921	1922
Crédits alloués	1,828,635 76	1,004,136 88	4 512,500 00	18,740,000 00
Dépenses effectuées	1,822 863 48	1,001,401 59	4 353,507 18	10,985,762 87

pour l'organisation matérielle des écoles normales de l'État.
à 1922.

ANNEXE VII.

ou amélioration de bâtiments, locaux, jardins.			Ameublement des locaux.				Outillage didactique.			
1920	1921	1922	1919	1920	1921	1922	1919	1920	1921	1922
6,600 23	6,077 30	10,676 30	24,349 90	11,798 73	27,782 72	43,824 30	425 00	386 90	6,353 18	11,100 00
—	—	—	—	—	17,420 00	27,300 00	—	—	17,473 00	15,262 50
41,825 00	38,763 27	43,700 00	41,333 20	20,874 55	87,327 00	70,800 00	3,800 00	8,400 00	16,614 91	16 225 00
12,750 00	12,547 25	12,300 00	21,725 00	27,538 00	23,381 80	8 550 00	1,100 00	8,000 00	11,530 00	3,350 00
10,500 00	17,750 00	16,475 00	38,837 50	13,000 00	38,511 75	72,704 00	3,840 00	7,100 00	22,442 50	31,047 00
10 600 00	13,800 00	27 591 44	25,200 00	21,975 00	50,256 33	44,411 75	1,135 00	7,100 00	12,375 00	2,600 00
20,770 00	16,388 06	16,500 00	24,370 00	10,197 00	59,905 87	36,275 00	1,152 25	2,575 00	20,000 00	37,022 75
8,930 00	51,841 37	37,850 00	20,600 00	1 030 00	286,924 96	170,165 43	650 00	3,200 00	3,000 00	3,000 00
2,240 00	11,800 00	12,550 00	—	14,177 00	94,638 00	86,285 98	—	11,082 48	2,500 00	6,700 00
11,720 00	28,059 40	53,008 05	25,500 00	6,900 00	63,292 05	17,672 50	700 00	6 900 00	21,708 00	20,575 00
9,800 00	21,964 00	16 324 00	27,124 40	5,173 00	38,059 95	12,932 00	400 00	5,700 00	1,440 00	5,450 00
11,250 00	22,750 00	37,903 79	33,584 23	8,971 05	33,740 60	116,884 82	500 00	5,900 00	13,130 00	63,907 50
13,000 00	22,146 49	28,100 00	29,397 98	21,750 00	16,650 00	6,643 00	550 00	7,800 00	12,199 00	15,693 22
24,500 00	33,450 75	36,870 00	44,078 60	3,282 70	40,500 00	65,850 00	800 00	800 00	13,200 00	16,240 80
20,640 00	45,913 87	49,753 23	36,925 35	29,855 00	26,533 06	69,142 50	2,350 00	8,267 40	15,673 00	24,024 00
15,300 00	38,837 63	69,196 57	27,440 00	15,673 00	115,384 56	101,981 00	1,500 00	5,359 21	47,322 00	56,909 50
220,335 23	382,089 39	468,814 60	420,506 16	212,215 03	1,021,228 62	953,441 78	18,902 25	88,170 99	246,803 09	333,707 27

Réponse donnée à une question concernant le crédit à prévoir
pour l'École normale de Tournai.

Un membre de la Commission a demandé à connaître le détail et la justification de la dépense de 3,000,000 de francs qui serait prévue pour l'École normale de Tournai. L'honorable Ministre a répondu ce qui suit :

« En vue de l'agrandissement de l'École normale de l'État, à Tournai, les travaux suivants devront être nécessairement effectués :

- » 1° Démolition de bâtiments vétustes, inutilisables dans leur état actuel;
- » 2° Agrandissement des cuisines, du réfectoire et des dortoirs;
- » 3° Agrandissement de la salle de dessin;
- » 4° Aménagement de nouvelles salles de classe, de laboratoires de sciences naturelles, de salles de travaux manuels, etc.;
- » 5° Construction d'une maison d'habitation pour la directrice et l'économe de l'établissement.
- » L'annexion à l'École normale primaire de Tournai d'une section normale moyenne pour la formation de régentes et d'un cours préparatoire aux études normales, a provoqué un accroissement considérable du nombre des élèves qui exige l'agrandissement des installations actuelles. D'autres travaux, moins urgents (agrandissement de la salle de gymnastique, construction d'un bassin de natation, etc.), ont été différés en attendant que la situation du Trésor public se soit améliorée.

» La dépense à résulter de l'exécution des travaux énumérés ci-dessus, est évaluée par le Service des bâtiments civils à environ 2,800,000 francs, mais elle ne pourra être déterminée avec précision qu'après l'adjudication publique qui aura lieu à bref délai. »

ANNEXE VIIIa.

ART. 20. — 1° Routes et raccordements : expropriations et travaux, constructions, redressements, élargissements, études, etc., 7,680,000 francs.

Relevé des travaux à exécuter,
classés par provinces et suivant le degré d'urgence dans chaque service.

Numéro d'ordre.	Désignation des travaux.	Estimation de la dépense.	Observations.
Province d'Anvers.		Francs.	
1	Route projetée de Lille-Saint-Pierre vers Santhoven avec embranchement vers Vorsselaer. Travaux nécessaires en vue de la remise provisoire des terrains acquis aux Domaines, aux fins de location.	15,000	—
2	Construction de la route, avenue de Bruxelles à Anvers	50,000	Expropriation.
Province de Brabant.			
1	Prolongement de l'avenue Louise. Etablissement par la ville de Bruxelles, de l'avenue des Nations entre l'avenue du Congo et l'avenue Jeanne	220,000	—
2	Route de Bruxelles à Anvers. Détournement de la route dans la traverse d'Eppeghem	75,000	—
3	Route de Louvain à Malines. Détournement de la rue de Malines à Louvain	560,000	Expropriations.
Province de la Flandre Orientale.			
<i>Première Direction.</i>			
1	Part d'intervention de l'Etat dans l'achat des terrains nécessaires à la construction d'un boulevard de ceinture à Wenduyn en vertu de la convention du 10 avril 1919	200,000	La commune de Wenduyn a repris les expropriations nécessaires à la construction de l'avenue projetée.
2	Poteaux de signalisation en bois et inscriptions murales. Etablissement	100,000	—
Province de la Flandre Orientale.			
1	Route de Gand à Maubeuge dans la traverse de Melle. Redressement	100,000	—
2	Création d'une nouvelle route à Grammont	200,000	Acquisition des emprises.
3	Indemnités annuelles à payer jusqu'en 1933 aux concessionnaires des routes concédées de Calloo à Doel et de Kieldrecht à Doel, pour renonciation à la perception des droits de barrière	1,075	—
4	Elargissement de la route d'Oosterzele à Dickelvenne	10,000	Acquisition des emprises.
Province de Hainaut.			
1	Route de Liège à Mons, par Namur et Charleroi. Exhaussement et assainissement sur le territoire de Dampremy. Une section.	1,000,000	Expropriations.
2	Route de Tournai à Roubaix. Rachat de la concession. Rente annuelle	305	—

Numéro d'ordre.	Désignation des travaux.	Estimation de la dépense.	Observations.
Province de Liège.		Francs.	
1	Route de Liège à Berneau et de Visé à Moulant. Rectification des rues de Visé	2,750,000	Expropriations et travaux.
2	Elargissement et amélioration de Liège à Berneau	50,000	—
3	Détournement de la route Limont à Oraye dans la traverse de Bergilers	25,000	Expropriation.
Province de Limbourg.			
1	Route d'Asch à Bilsen. Redressement de deux coudes dangereux entre les bornes kilométriques 4 et 5	58,000	Expropriations.
2	Route de Winterslag par Zwartberg vers Meeuwen. (Section entre l'origine de la route de Winterslag-Asch et entre Zwartberg et l'extrémité.) Construction	77,000	Acquisition des emprises.
3	Route de Mechelen-sur-Meuse au canal. Rectification	34,000	Idem.
4	Route de Wismisael à Meeuwen. (Section comprise entre le chemin de fer de Hasselt-Maeseyck et la route de Hasselt à la Meuse. Construction	145,000	Expropriations et travaux.
5	Route de Wismisael à Meeuwen. (Section comprise entre l'origine et le chemin de fer Hasselt-Maeseyck). Construction	800,000	Idem.
6	Route de Genck à Sutendaal. Construction	200,000	Idem.
7	Route de Bilsen à Gruitrode. Construction	104,000	Acquisition des emprises.
8	Construction d'une route d'Opoeteren à Asch.	117,000	Idem.
9	Construction d'une route de Mechelen-sur-Meuse vers Opoeteren,	100,000	Idem.
10	Construction d'une route de Wismisael à Meeuwen. (Section entre le chemin de fer Heppen-Asch et Meeuwen.)	190,000	Idem.
11	Construction d'une route de Winterslag par Waterschey à Asch. (Section entre la route Wismisael-Meeuwen et Asch.)	100,000	Idem.
12	Elargissement et amélioration de la route de Brusthem à Cortenbossche	40,000	Idem.
13	Construction de la route de Wismisael à Meeuwen. (Section comprise entre la route de Hasselt à la Meuse et le chemin de fer Asch-Houthalen).	10,000	Idem.
Province de Luxembourg.			
	Route Bastogne-Grandhan (élargissement)	225,000	
	Expropriations diverses en cours	123,620	

ANNEXE VIIIb.

Projet de budget extraordinaire de 1923. — Article 20-2°.

Créances de 1922 et antérieures : 900,000 francs.

Désignation des travaux.	Noms des entrepreneurs.	Date de l'approbation des contrats.	Sommes à liquider.
Travaux d'amélioration, de réfection et d'élargissement de pavage de la route de Bourg-Léopold à Maaseyck, sur le territoire de Hechtel.	Scraeyen, Th.	25 mai 1920.	56,014.27
Remboursement des augmentations du prix des matériaux fabriqués en 1920 et fournis pour des entreprises exécutées pour l'Etat.	Carrières de Montfort.	1920.	La somme à payer n'a pas encore été fixée définitivement.
Idem.	Carrières de Purnode.	1920.	Idem.
Travaux de réfection de la route de Bruxelles à Ninove, section Itterbeek à Schepdael.	Piette, J.	5 octobre 1921.	122,356.84
Réfection générale de la route de Gand à Valenciennes. — 2° lot.	Rousseau.	15 avril 1921.	214,635.35
Réfection de la route de Bruxelles à Ninove entre les cumulées 11,500 et la limite de la province de Brabant.	Société anonyme des carrières du Hainaut.	20 juin 1921.	100,800.00
Travaux d'amélioration de la route de Namur à Marche.	Lambot, J.	3 avril 1920.	30,191.80

N. B. — Il n'est pas possible de fixer une somme pour les créances de 1922, l'exercice n'étant pas clôturé. Il s'agit de prévisions.

Relevé des allocations payées pendant le 1^{er} semestre 1922, aux chômeurs de chaque industrie groupés par province.

Numéro du tableau.	INDUSTRIES	Anvers.		Brabant.		Flandre	occidentale.	Flandre orientale.		Hainaut.		Liège.		Limbourg.		Luxembourg.		Namur.		Total du 1 ^{er} semestre 1922.			
		Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Totales.	
1	des mines	555 »	362.25	»	553.50	»	»	2,197 »	1,456 »	2,978 »	14,176 »	175,569.70	174,470.25	25,348.25	21,006.70	»	»	3,223 »	1,623.75	309,870.95	219,648.45	433,519.40	
2	des carrières	2,043 »	1,925.50	21,939.50	7,777.25	»	»	17,780 »	6,687 »	429,887 »	456,774.25	847,190.50	323,615.75	»	»	436.50	328 »	46,824.25	18,493.75	1,866,000.75	525,611.50	1,891,612.25	
3	des métaux	1,048,369.00	395,880.06	148,065.25	160,585.22	117,124.25	47,406 »	486,893.40	148,570.52	1,583,019.75	500,247 »	2,020,195.90	857,467.75	96,879 »	58,547.95	4,392.25	1,859.25	67,632 »	22,969 »	6,779,071.70	2,194,591.35	8,967,668.05	
4	céramiques	150,300.40	86,553.55	»	»	15,644 »	10,974.25	43,269.50	20,668.75	580.50	161.25	14,280.50	8,454 »	»	»	»	»	»	»	230,074.90	126,811.80	356,886.70	
5	verrières	18,593.50	8,946.75	632 »	94.50	»	»	»	»	95,152.50	43,514.70	1,355,930.50	286,428.25	»	»	»	»	192,721 »	61,536 »	1,669,029.50	400,520 »	2,069,549.50	
6	chimiques	»	»	»	18 »	»	»	451.49	86 »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	451.49	84 »	535.49	
7	alimentaires	36,379 »	20,192.75	17,708.50	9,877.75	4,118.75	4,802.30	38,022 »	16,658 »	3,484 »	1,815.75	27,923 »	16,097.25	294 »	305 »	»	»	»	»	127,780.25	69,820.70	197,600.95	
8	textiles	23,110.86	5,901.35	32,343.40	4,368.25	876,217.38	220,494.23	1,577,969.99	261,723.95	18,432.90	2,368.45	905,026.02	124,152.25	427 »	»	»	»	»	»	3,432,527.35	719,068.48	4,152,595.83	
9	du vêtement	50,990.55	14,510.25	58,615.90	9,091.70	40,614.25	6,707.75	72,570.92	5,760 »	608 »	102 »	51,488 »	8,544 »	738 »	1,157.25	»	»	»	»	276,585.63	45,869.95	322,455.57	
10	de la construction	160,040.05	64,522.72	126,113.20	63,120.80	201,976 »	105,597.30	591,298.40	222,290.75	49,546.25	17,513.25	357,406.70	125,976.60	25,542.75	17,317.25	»	»	1,529.50	581.50	1,513,452.85	685,956.10	2,199,408.95	
11	du bois et de l'ameublement	1,098,122.55	431,349.80	272,195.65	109,935.50	487,200.17	246,330.40	656,835.50	275,550.94	433,837 »	189,744 »	421,227.25	82,712.75	23,500 »	35,920.25	»	»	86,917 »	31,211 »	3,479,045.12	1,354,834.04	4,834,479.76	
12	des peaux et cuirs	34,170.81	12,657.44	77,427.95	23,300.25	57,661.30	19,159.45	36,646.33	8,896.40	80,494.90	8,805 »	21,072.90	17,166.50	3,225.50	1,174.25	»	»	»	»	820,690.59	91,179.29	411,878.88	
13	des tabacs	229,592.08	80,945.28	21,156.95	6,693 »	2,060 »	1,036.50	159,889.63	25,090.25	16,604 »	1,321.45	15,373 »	1,080 »	89,151.60	44,019.40	»	»	»	»	536,747.15	160,185.88	696,933.03	
14	du papier	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
15	du livre	49,904.90	12,784.25	4,612.35	2,057.25	2,534.50	636.75	1,817 »	884.25	1,392.40	478.50	889 »	185 »	»	»	806 »	»	»	»	56.25	60,856.15	17,082.25	77,938.40
16	d'art et de précision	871,270.25	324,885 »	82,306 »	22,712 »	3,728 »	555 »	12,422 »	5,218.25	2,215 »	155 »	»	»	2,753 »	783.50	»	»	»	»	981,704.25	354,306.75	1,336,011 »	
17	des transports	1,623,125.16	909,228.57	17,141.50	12,816.25	101,024.60	76,862.90	329,289.50	181,856.33	10,848.75	2,642.75	42,767.50	15,815.25	4,290 »	2,509 »	»	»	5,031.50	2,420.25	2,144,028.51	1,204,913.59	3,348,942.10	
18	Autres industries et professions	688,525.10	230,545.51	152,725.75	62,454.95	200,675.83	76,964.75	1,142,541.44	428,846.40	25,247.50	22,102.25	91,428.75	25,001.50	27,123.75	21,999.65	»	»	22,777.75	9,086.75	2,291,225.67	987,994.78	3,279,220.45	
	Totaux	6,091,422.11	2,701,251.64	1,234,923.79	496,482.17	2,110,678.83	919,326.65	5,196,944.99	1,670,206.20	2,722,222.45	911,426.49	7,306,229.25	2,067,844.10	209,892.75	214,720.20	5,224.75	2,192.25	496,656 »	148,678.25	25,208,751.80	9,152,267.51	34,661,119.31	

Relevé des allocations payées pendant le 2^{ème} semestre 1922, aux chômeurs de chaque industrie groupés par province.

Numéro du tableau.	INDUSTRIES	Anvers.		Brabant.		Flandre occidentale.	Flandre orientale.		Hainaut.		Liège.		Limbourg.		Luxembourg.		Namur.		Total du deuxième semestre 1922.			
		Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.		Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Principales.	Familiales.	Totales.	
1	des mines	304 »	229 »	»	»	»	226 »	171 »	2,614.50	16,018 »	44,463 »	18,736.25	9,156 »	12,487.25	»	»	36 »	9 »	56,699.50	47,600.60	104,300.10	
2	des carrières	»	»	1,880 »	1,515.50	»	1,100 »	283.50	36,098 »	23,307.50	63,309.50	23,096.25	»	»	42 »	6 »	8,226.25	1,490.50	102,637.75	50,539.25	153,177 »	
3	des métaux	532,475.75	198,311.05	207,733.70	138,536 »	107,366.50	39,396.75	149,703 »	48,637.80	370,493.50	492,489.09	656,037.21	232,068.15	16,968 »	44,753.25	320 »	150 »	10,707 »	2,540 »	2,051,999.60	862,639.09	2,914,638.75
4	céramiques	7,833.03	7,684.50	27 »	24 »	759 »	485 »	2,923.50	1,920 »	3,747.50	4,924 »	4,832 »	3,681.50	»	»	»	»	»	»	20,095.93	15,693 »	35,788.93
5	verrières	7,728.75	1,740 »	821.50	879 »	»	»	»	97,227 »	29,173.50	132,306.50	24,483.50	»	»	»	»	36,104.25	10,193 »	374,848 »	65,970 »	340,818 »	
6	chimiques	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
7	alimentaires	9,616 »	4,824 »	4,628.50	4,387.78	2,457.85	3,047.35	44,510 »	7,407.50	2,762 »	4,306 »	5,778.50	2,836 »	»	»	»	»	»	»	39,752.50	24,398.63	64,151.23
8	textiles	12,677 »	4,565.50	22,762.50	8,000 »	81,237.25	60,431.45	302,884 »	96,643 »	121.50	17 »	178,354.30	44,964.50	»	»	»	»	»	»	598,186.55	215,387.05	813,573.60
9	du vêtement	12,194.50	5,728.50	14,453.50	3,395.44	7,250.50	1,562 »	13,024.25	2,149.30	»	»	»	1,181.50	473.14	»	»	»	»	»	48,054.25	13,318.28	61,372.53
10	de la construction	10,422 »	10,060.50	12,726.50	6,113.50	12,003.25	15,074.50	44,527.25	36,321.75	3,578 »	2,696.50	46,698 »	31,866.70	917.50	3,170.50	»	»	286 »	424 »	131,158.50	105,725.95	236,884.45
11	du bois et de l'ameublement	279,129.80	175,394.75	98,371.50	28,741.46	120,022.75	62,199.75	89,421.75	78,101 »	21,175 »	15,002.75	33,711.70	23,163.25	2,920 »	5,918.50	»	»	7,833.50	4,967.50	657,585.50	395,458.96	1,051,044.46
12	des peaux et cuirs	25,278.16	15,010.50	36,598.25	25,183.77	10,913.50	6,499.20	21,784.10	11,824.47	4,098.10	2,023.25	34,566 »	6,987.25	2,239 »	1,421 »	»	»	»	»	133,477.11	68,874.44	202,351.55
13	des tabacs	48,419.01	26,575.48	4,904.50	2,012.50	2,781.25	1,353 »	32,221 »	7,852 »	1,615.50	446.25	14,516.60	971.50	47,497.50	24,639.50	»	»	»	»	119,596.67	63,867.23	183,463.90
14	du papier	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
15	du livre	12,012.50	4,364.50	4,067.50	3,907.50	869.20	402 »	2,247.50	4,163.50	891.20	332.50	739.50	588.50	»	»	110.50	»	»	»	20,637.90	10,677.50	31,315.40
16	d'art et de précision	50,824 »	23,857.50	4,868 »	1,383 »	»	»	1,762.50	568 »	»	»	168 »	42 »	»	»	»	»	»	»	66,803.50	25,362.50	92,166 »
17	des transports	838,677.07	473,814.25	52,837.50	22,768.50	70,614.50	46,877 »	122,671.65	74,757.69	30,635 »	14,135 »	54,161.50	21,911.86	2,227 »	1,594 »	»	»	3,419.50	1,074.50	1,285,224.72	660,952.78	1,946,177.50
18	Autres industries et professions	109,586 »	56,375.25	29,761 »	15,566.71	26,447.25	11,855.20	154,540.25	102,226.11	10,826.50	5,786.50	46,486.25	29,636.98	17,001.50	7,641.75	»	»	543 »	257 »	895,226.75	229,949.75	1,125,176.50
	Totaux . . . fr.	2,066,077.97	1,007,845.88	485,729.20	244,293.26	442,729.80	219,201.20	221,796.06	465,172.52	545,539.24	204,626.24	1,221,928.56	468,929.12	100,219 »	72,068.99	272.50	156 »	62,157.50	22,177.50	6,907,072.89	2,854,395.01	9,761,467.90
		3,073,943.85		709,127.46		891 mille	224.70	1,596,970.52	290,127.44	1,790,857.68	172,312.99	1,028.50	84,325									

ANNEXE Xa.

Frais d'administration du Fonds national de Crise pour l'année 1922.

Indemnités aux membres du C. A. fr.	26,892.00
Appointements aux agents du service sédentaire (17) . . .	142,800.33
— des quatre contrôleurs	37,874.14
Frais de route et de déplacement :	
Membres du C. A. et commissaires du Gouvernement .	9,038.50
Personnel d'Administration centrale	8,682.23
Personnel du contrôle	24,417.25
Personnel de province	350.20
Loyer, chauffage, éclairage, entretien	16,600.02
Matériel, mobilier, bibliothèque	6,810.41
Fournitures de bureau, administration centrale	13,946.30
Formulaires et imprimés aux Caisses et Fonds de chômage pour justification des allocations payées	22,645.30
Affranchissement, télégrammes, téléphone, menues dé- penses.	2,730.11
Total. . . Fr.	312,786 81

ANNEXE Xb.

SITUATION FINANCIÈRE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE 1921.

RECETTES		
Subvention de l'État fr.	130,000,000.00	
Recouvrements effectués du chef de ristourne 15 p. c. sur allocations principales payées (à charge des Caisses de chômage)	5,626,995.84	
Recouvrements effectués du chef d'intervention 10 p. c. sur total des allocations payées (due par les Communes)	6,778,201.72	
Recouvrements interventions volontaires des provinces.	1,741,364.25	
Recouvrements d'allocations indûment payées et récupérées par le Service de contrôle	80,266.12	
Intérêts de fonds déposés en Banque par des Fonds de Chômage	829.84	
		144,227,657.77
DÉPENSES		
Prêts aux Sociétés Coopératives des Dentellières de Berlaere, Bruges et Turnhout (déc. du C. A. du 28/4-1921).	208,000.00	
Total des allocations payées aux chômeurs involontaires suivant état ci-annexé	128,893,155.71	
Total des frais d'administration suivant dépouillement ci-annexé.	364,968.04	
		129,466,123.75
Excédent des Recettes sur les Dépenses, reporté à nouveau en 1922:		14,761,534.02

ANNEXE Xc.

SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE 1922.

RECETTES.		
1. Excédent de l'Exercice 1921 fr.	14,761,534.02	
2. Subvention de l'Etat : a) pour payer les allocations de chômage	45,000,000.00	
— — b) pour payer les frais d'administration	152,500.00	
3. Recouvrement Ristourne 15 p. c. due par les Caisses de chômage	3,609,332.99	
4. Recouvrement de l'Intervention 10 p. c. due par les Communes	3,425,224.71	
5. Recouvrement de l'Intervention provinciale.	1,851,466.27	
6. Récupération par Service de contrôle des allocations indûment payées aux chômeurs	142,958.82	
		68,943,016.81
DÉPENSES.		
1. Total des allocations payées fr.	43,522,787.21	
2. Prêt aux Sociétés Coopératives Dentellières.	139,500.00	
3. Total des frais d'administration suivant dépouillement ci-annexé	312,786.81	
		43,975,074.02
Excédent des Recettes sur les Dépenses reporté à nouveau en 1923 fr.		24,967,942.79

ANNEXE Xd.

**I. — COMPTE RISTOURNE 15 % SUR ALLOCATIONS PRINCIPALES
A CHARGE DES CAISSES**

Exercice.	Allocations principales payées.	Ristourne 15 p. c., due par les Caisses.	Versements effectués au 31 mai 1923.	Reste à recouvrer au 1 ^{er} juin 1923.
1921	401,881,599.01	15,282,239.85	9,235,328.83	6,046,911.02
1922	31,515,824.69	4,727,373.70	2,422,628.17	2,304,745.53
	433,397,423.70	20,009,613.55	11,657,957.00	8,351,656.55

**2. — COMPTE INTERVENTION COMMUNALE
(10 p. c. sur total de la dépense).**

Exercice.	Montant total des allocations payées.	Montant total de l'intervention communale.	Versements effectués au 31 mai 1923.	Reste à recouvrer au 1 ^{er} juin 1923.
1921	128,904,094.00	12,890,409.40	8,597,354.66	4,293,054.74
1922	43,522,770.71	4,352,278.72	2,348,724.63	2,003,554.09
	172,426,864.71	17,242,688.12	10,946,079.29	6,296,608.83

3. — COMPTE INTERVENTION DES PROVINCES.

Exercice.	Provinces intervenantes.	Intervention due.	Versements effectués au 31 mai 1923.	Reste à recouvrer au 1 ^{er} juin 1923.
1921	Anvers, Brabant, Flandre Occident., Limbourg, Namur	3,460,037.80	3,460,037.60	
1922	Brabant, Limbourg	284,250.76	225,961.91	58,288.85
		3,744,288.36	3,685,999.51	58,288.85

ANNEXE XI.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 6 MARS 1922.

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 6 septembre 1921 ;

Vu les arrêtés ministériels des 10 et 11 octobre et 3 novembre 1921 ;

Considérant qu'il est du devoir de la collectivité de venir en aide aux travailleurs réduits au chômage involontaire par suite de la crise industrielle ;

Considérant qu'en vue d'encourager la prévoyance contre le chômage, il importe de réserver l'aide des pouvoirs publics aux ouvriers affiliés à une caisse d'assurance contre le chômage involontaire ;

Considérant, toutefois, qu'à l'égard des chômeurs qui ont épuisé les droits qu'ils tiennent de leur qualité d'assurés, les allocations du Fonds National de Crise prennent un caractère de véritable secours ; qu'il y a lieu dès lors, de réserver les crédits ouverts, à cet effet, par le Législateur aux seuls chômeurs qui, à la fois, sont affiliés à une caisse de chômage et justifient de leur état de besoin ;

Considérant que, pour déterminer cet état de besoin, il y a lieu de tenir compte de toutes les ressources du chômeur,

Le Ministre de l'Industrie et du Travail

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les arrêtés ministériels des 10 octobre et 3 novembre 1921 sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

ART. 2.

Seront exclus du bénéfice des allocations du Fonds National de Crise, les chômeurs qui y seraient admis comme ayant épuisé les droits qu'ils tiennent de leur qualité d'assurés, mais qui appartiennent à l'une des catégories suivantes :

a) La femme chômeuse dont le conjoint travaille au moins quatre jours par semaine ;

b) 1° Les chômeurs appartenant à un ménage se composant de deux personnes, si l'une d'elles est au travail au moins quatre jours par semaine et gagne un salaire normal d'adulte ;

2° Les chômeurs appartenant à un ménage de trois à quatre personnes dont deux membres gagnant un salaire normal d'adulte sont au travail au moins quatre jours par semaine ;

3° Les chômeurs appartenant à un ménage de cinq à six personnes dont trois membres gagnant un salaire normal d'adulte sont au travail au moins quatre jours par semaine ;

4° Les chômeurs appartenant à un ménage de sept personnes et plus, dont quatre membres gagnant un salaire normal d'adulte sont au travail au moins quatre jours par semaine.

Deux demi-ouvriers compteront pour un adulte.

c) Les chômeurs appartenant à un ménage dont un membre tient un commerce ou pratique le colportage ;

d) Les chômeurs possédant un ou des immeubles autres que celui nécessaire au logement de son ménage et leur donnant des ressources suffisantes ;

e) Les chômeurs propriétaires ou locataires d'un immeuble dont la location ou la sous-location leur procure des ressources suffisantes ;

f) Les chômeurs appartenant à un ménage cultivant (en location ou en propriété) :

1° Plus d'un hectare de grande culture, si le ménage se compose de deux à quatre personnes ;

2° Plus de deux hectares, lorsqu'il s'agit d'un ménage de plus de quatre personnes ;

3° Vingt ares de culture maraîchère ;

4° Dix ares de culture de tabac ;

g) Les chômeurs appartenant à un ménage ayant, soit :

Un cheval ou un mulet,
Deux bêtes de gros bétail,
Quatre cochons,
Dix moutons ou chèvres,
Cent poules,

ou, cumulativement, l'équivalent de l'une de ces catégories.

h) Les chômeurs ayant des pigeons, coqs, oiseaux, chiens ou autres animaux, en vue de participer à des concours ou participant habituellement à ceux-ci ;

i) Les chômeurs d'une conduite notoire ou s'adonnant à la boisson ou au jeu ;

j) Les chômeurs convaincus d'avoir fait une fausse déclaration de ressources ;

k) Les chômeurs ayant droit, aux termes des articles 203 et suivants du Code Civil, à une pension alimentaire, si les personnes tenues au paiement de cette pension sont dans l'aisance et à même de remplir leurs obligations ;

l) Les chômeurs âgés de plus de 65 ans touchant la pension de vieillesse, si celle-ci n'est pas réduite du chef du salaire.

ART. 3.

Les modifications apportées à l'arrêté ministériel du 10 octobre 1921, en ce qui concerne les catégories a et b de l'article 2 ci-dessus, entreront en vigueur à partir du 3 avril 1922.

ART. 4.

Seront exclus des allocations du Fonds National de Crise, pour un terme d'un mois, à dater de leur inscription au contrôle de la Caisse, les émigrants

temporaires au retour de leur campagne, leurs ressources n'étant pas contrôlables.

ART. 5.

Les chômeurs exclus comme rentrant dans l'une des catégories reprises aux articles 2 et 4 ci-dessus, qui ont, en 1921, épuisé les droits qu'ils tiennent de leur qualité d'assurés, ne pourront plus prétendre, à partir du 1^{er} janvier 1922, qu'aux indemnités prévues par les statuts de leur caisse de chômage. Si leur caisse est épuisée, les indemnités seront payées à charge du Fonds National de Crise dans les limites fixées par les statuts de la caisse et les règlements du dit Fonds.

Il n'auront pas droit à des allocations familiales autres que celles prévues par les statuts de leur caisse.

ART. 6.

Le Conseil d'Administration du Fonds National de Crise pourra, d'accord avec le Ministre de l'Industrie et du Travail permettre des dérogations aux règles qui précèdent, dans les cas exceptionnels dignes d'intérêt, signalés par les Fonds de chômage.

Donné à Bruxelles, le 6 mars 1922.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

ARRÊTÉ ROYAL DU 8 JUIN 1922.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT,

Vu notre arrêté du 30 décembre 1920, instituant un Fonds National de Crise, modifié par ceux des 7 et 31 mars et 6 septembre 1921 ;

Considérant que le taux des allocations, actuellement en vigueur, a été fixé lorsque l'index-number était de 434 ; que celui-ci est descendu à 363 pour le mois de mai 1922, accusant ainsi une diminution sensible du coût de la vie ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces constatations pour procéder à la revision du taux des allocations accordées aux chômeurs ;

Vu l'avis exprimé par nos Ministres réunis en Conseil ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

L'article 9 est modifié comme suit :

« Le taux des allocations accordées par le Fonds National de Crise est le même que celui prévu par les statuts de la Caisse de Chômage. Il ne pourra, toutefois, dépasser 4 francs par jour pour les chômeurs chefs de famille et 3 francs pour les chômeurs célibataires, veufs ou divorcés sans enfants.

» Il est, en outre, accordé aux chefs de famille une allocation journalière de 1 franc pour l'épouse ménagère et 1 franc par enfant de moins de 14 ans et par enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans fréquentant un établissement d'instruction ou une école professionnelle, ou se trouvant, par suite d'incapacité physique, dans l'impossibilité de travailler.

» Les allocations prévues ci-dessus cumulées avec toutes autres interventions émanant d'institutions privées ou publiques, ne pourront dépasser les 2/3 du salaire payé à un travailleur de la catégorie à laquelle appartient le chômeur.

» Les allocations à payer par le Fonds National de Crise ne pourront, en aucun cas, dépasser 10 francs par jour.

» Le Conseil d'administration du Fonds National de Crise est autorisé à donner aux termes *chefs de famille* les extensions et restrictions qu'il jugera nécessaires, en vue de remédier à des situations dignes d'intérêt.

» Le Conseil d'administration du Fonds National de Crise est autorisé, en outre, dans le cas où il le jugera utile, à faire des avances pour l'exécution de travaux par des chômeurs. »

ART. 2.

L'article 10 est modifié comme suit :

- « Les allocations du Fonds National de Crise sont accordées conformément au règlement de la Caisse de Chômage :
- » 1° Aux chômeurs assurés ayant accompli le stage réglementaire, qui se trouvent en état de besoin et qui ont épuisé leur droit aux indemnités de la Caisse de Chômage ;
- » 2° Aux chômeurs assurés ayant accompli le stage réglementaire, qui appartiennent à des Caisses dont toutes les ressources sont épuisées.
- » Les allocations familiales ne sont accordées aux chômeurs de cette catégorie que s'ils se trouvent en état de besoin ;
- » 3° Les allocations familiales sont accordées aux chômeurs appartenant à des Caisses non épuisées, pendant la période d'indemnisation prévue par les statuts, si les bénéficiaires sont en état de besoin.
- » Cumulées avec les indemnités de la Caisse, elles ne peuvent dépasser 10 francs par jour.
- » L'état de besoin est fixé par un arrêté ministériel pris suivant avis du Conseil d'administration du Fonds National de Crise et de la Commission permanente des Unions professionnelles reconnues, des Bourses paritaires du travail et des Caisses de Prévoyance contre le chômage involontaire. »

ART. 3.

Les deux derniers alinéas de l'article 13 actuel des arrêtés coordonnés feront l'objet de l'article 14.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 3 juillet 1922.

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 juin 1922.

ALBERT.

Par le Roi,

*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

R. MOYERSOEN.

ARRÊTÉ ROYAL DU 4 DÉCEMBRE 1922.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 30 décembre 1920, instituant le Fonds National de Crise, modifié par ceux des 7 et 31 mars 1921, 6 septembre 1921 et 8 juin 1922;

Vu l'avis exprimé par le Conseil d'Administration du Fonds National de Crise en sa séance du 28 septembre 1922;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1^{er} janvier 1923, le nombre des allocations journalières payables par le Fonds National de Crise aux chômeurs assurés, qui se trouvent en état de besoin et qui ont épuisé leurs droits aux indemnités de la Caisse de Chômage, est limité à 30 (trente) par année civile.

Sur requête motivée par la persistance de l'état de crise dans une industrie déterminée, et par l'impossibilité d'occuper ailleurs, dans des conditions acceptables, les chômeurs qui en relèvent, le Ministre, sur avis exprimé par le Conseil d'Administration du Fonds National de Crise, est autorisé à proroger le bénéfice des allocations au-delà du trentième jour.

La décision comportant prorogation indiquera la durée pour laquelle elle est accordée.

ART. 2.

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 1922.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

ANNEXE XII.

**Annulations effectuées sur les crédits alloués au Budget Extraordinaire
de 1922, pour le Département de la Défense Nationale.**

Articles.	Crédits alloués au Budget.	Crédits supplémentaires	Dépenses.	Annulations.
93	650,000	»	640,000 »	10,000 »
94	1,600,000	»	470,000 »	1,130,000 »
95	2,500,000	»	1,500,000 »	1,000,000 »
96	2,500,000	»	1,449,788.11	1,050,211.89
97	300,000	»	284,869.81	15,130.19
98	500,000	»	474,694.99	25,305.01
99	500,000	»	480,000 »	20,000 »
100	1,000,000	»	955,000 »	45,000 »
101	2,000,000	»	1,928,538.19	71,461.81
102	250,000	»	249,756.91	243.09
103	5,000,000	»	4,400,000 »	600,000 »
104	500,000	»	494,025.47	5,974.53
105	800,000	»	800,000 »	»
106	1,000,000	»	294,125.21	705,874.79
107	100,000	»	»	100,000 »
108	1,000,000	»	819,629.61	180,370.39
109	1,500,000	»	1,299,967.52	200,032.48
110	250,000	»	»	250,000 »
111	700,000	»	424,489.02	275,510.98
112	200,000	»	199,981.24	18.76
113	85,300	»	30,869.75	54,430.25
114	80,000	»	»	80,000 »
115	520,000	»	520,000 »	»
116	172,000	»	147,735.46	24,264.54
117	80,000	»	58,983 »	21,017 »
118	50,000	»	50,000 »	»
119	18,000	»	18,000 »	»
120	150,000	»	204.41	149,795.59
121	8,470,000	»	8,409,535.09	60,464.91
122	19,948,000	»	19,741,275.10	206,724.90
123	4,070,000	»	4,025,937.17	44,062.83
124	4,600,000	»	348,341.60	4,251,658.40
125	4,284,000	»	4,265,659.62	18,340.38
A reporter. . .			54,781,407.28	10,595,892.72

Articles.	Crédits alloués au Budget.	Crédits supplémentaires	Dépenses.	Annulations.
		Report.	54,781,407.28	10,595,892.72
126	200,000	»	191,726.81	8,273.19
127	2,500,000	»	2,500,000 »	»
128	300,000	»	293,101.48	6,898.52
129	4,718,500	»	4,097,605.07	620,894.93
130	231,000	»	227,405.47	3,594.53
131	500,000	»	498,959.93	1,040.07
132	12,400,000	»	5,775,376.03	6,624,623.97
133	3,700,000	»	1,062,490.48	2,637,509.52
134	8,100,000	1,750,000 »	9,850,000 »	»
135	185,000	»	3,371 »	181,629 »
136	100,000	»	»	100,000 »
137	84,000	»	70,546.39	13,453.61
138	200,000	»	»	200,000 »
139	700,000	»	345,027 »	354,973 »
140	194,000	»	163,442.35	30,557.65
141	2,704,500	»	2,499,257.67	205,242.33
142	40,000	»	39,545.75	454.25
143	10,000	»	4,233 »	5,767 »
144	400,000	»	277,398.70	122,601.30
145	1,159,750	»	1,148,220.58	11,529.42
146	320,000	»	309,094.90	10,905.10
147	4,662,000	»	4,658,168.43	3,831.57
148	1,750,000	»	1,372,596 »	377,404 »
149	4,665,167	»	4,489,000 »	176,167 »
150	3,099,800	»	1,997,560.60	1,102,239.40
151	15,750,000	»	15,054,342.34	695,657.66
152	50,000	»	50,000 »	»
153	200,000	»	200,000 »	»
154	6,650,000	»	6,389,795.44	260,204.56
155	2,000,000	»	1,898,736.58	101,263.42
156	120,000	»	8,600 »	111,400 »
	144,821,017		120,257,009.28	24,564,007.72

ANNEXE XIII.

LISTE DES SOCIÉTÉS
AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES HABITATIONS
A BON MARCHÉ

à la date du 31 décembre 1922

Nombre : 240.

A. — Sociétés agréées et constituées.

Nombre : 186.

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
ANVERS.						
1	De G. W. van het Arrondissement Antwerpen, à Anvers.	Arrondissement d'Anvers.	6,759,600	520,000	104,000	Cette société a fonc- tionné jusqu'à pré- sent sans l'interven- tion de l'Etat.
2	Antwerpsche Maatschappij van G. W., à Anvers.	Anvers.	2,158,000	»	»	
3	Antwerpsche Maatschappij voor goedkoopewhuisvesting, à Anvers	Anvers.	5,010,000	1,000,000	200,000	
4	Coopérative de locataires « Een- heid », à Anvers.	Agglomération anversoise.	1,200,000	240,000	48,000	Apport de terrains.
5	Arendoncksche Maatschappij voor G. W.	Arendonck.	100,000	20,000	4,000	
6	Berlaersche Welvaart, à Berlaer.	Berlaer.	127,500	25,000	5,000	
7	Gewestelijke Maatschappij van Boom en omliggende voor het bouwen van goedkope wonin- gen, à Boom.	Boom et environs.	620,000	124,000	40,000	
8	Société coopérative immobilière de Moli, à Bruxelles.	Moli.	410,000	25,000	5,000	
9	De Nieuwe Wijk van Cappellen, à Cappellen.	Cappellen.	100,000	35,000	7,000	
10	Tuinwijk van Deurne, à Deurpe.	Deurne.	451,000	90,000	18,000	
11	G. W. van Duffel, à Duffel.	Duffel.	255,000	50,000	10,000	
12	Eigen Haard, à Herenthals.	Hérenthals.	400,000	80,000	16,000	
13	Maatschappij voor G. W. en woon- vertrekken van het kanton Heyst-op-den-Berg, à Heyst-op- den-Berg.	Heyst-op-den-Berg, Putte, Bolschot, Itegem, Schrieck, Wickevorst.	381,300	53,100	10,620	
14	Maatschappij voor G. W., à Ho- boken.	Hoboken.	860,600	169,000	33,800	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
15	De Mechelsche G. W., à Malines.	Malines.	1,000,000	200,000	40,000	
16	Coopérative de locataires « De Vrije Woonst », à Malines.	Agglomération malinoise.	1,293,200	234,000	46,800	
17	Mollsche Bouwmaatschappij voor G. W., à Moll.	Moll.	536,200	111,000	22,200	
18	Liersche Maatschappij voor G. W., à Lierre.	Lierre	1,000,000	200,000	40,000	
19	De Nieuwe Wijk, à Raevens.	Raevens.	100,000	20,000	4,000	
20	Zonnige Woningen, à Saint-Amand-lez-Puers.	Saint-Amand-lez-Puers.	84,200	16,800	2,360	
21	Plaatselijke Maatschappij van G. W., à Terhaegen.	Terhaegen.	216,000	43,000	8,600	
22	Turnhoutsche Maatschappij voor G. W., à Turnhout.	Turnhout.	1,000,000	200,000	40,000	
23	Maatschappij tot oprichting van G. W., à Willebroeck.	Willebroeck.	161,000	32,000	6,400	
			24,223,600	3,487,900	712,780	

BRABANT.

24	Samenwerkende Maatschappij voor G. W., à Aerschot.	Aerschot.	278,600	55,700	11,140	
25	Les Habitations et Logements à bon marché d'Auderghem.	Auderghem.	595,000	85,000	17,000	
26	Le Foyer Anderlechtols, à Anderlecht.	Anderlecht.	4,243,000	620,000	124,000	
27	Coopérative de locataires « La Cité Moderne », à Berchem-Sainte-Agathe.	Berchem-Sainte-Agathe.	1,939,900	400,000	80,000	
28	L'Habitation Moderne, à Bousval.	Bousval.	250,000	50,000	10,000	
29	Le Foyer Bruxellois, à Bruxelles.	Bruxelles.	21,118,000	2,000,000	400,000	
30	Le Home des Infirmières, à Bruxelles.	Agglomération bruxelloise.	124,000	24,000	4,800	
31	Coopérative de locataires « Les Foyers collectifs », à Bruxelles.	Anderlecht.	500,000	100,000	20,000	
32	Union sociale du Foyer de la Femme, à Bruxelles.	Agglomération bruxelloise.	100,000	20,000	4,000	
33	Société anonyme des habitations à bon marché de l'agglomération Bruxelloise, à Bruxelles.	Agglomération bruxelloise.	1,720,000	80,000	16,000	
34	Le Foyer du Mutilé, à Bruxelles.	Tout le pays.	600,000	120,000	24,000	
35	Coopérative de locataires « La Cité-Jardin du Kappelveld », à Bruxelles.	Woluwe-Saint-Lambert.	1,288,300	200,000	40,000	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
36	Les Homes Familiaux réunis, à Bruxelles.	Agglomération bruxelloise.	781,250	156,250	31,250	
37	L'Habitation moderne, à Court-Saint-Étienne.	Court-Saint-Étienne.	1,000,000	200,000	40,000	
38	Dieghem-Uitbreiding, à Dieghem.	Dieghem.	208,700	41,700	8,340	
39	Diest-Uitbreiding, à Diest.	Diest.	300,000	60,000	12,000	
40	Le Foyer Etterbeekois, à Etterbeek.	Etterbeek.	1,800,000	360,000	72,000	
41	Les Logements Economiques, à Etterbeek.	Agglomération bruxelloise.	300,000	60,000	12,000	
42	Le Foyer Forestois, à Forest.	Forest.	3,150,000	575,000	115,000	
43	Les Villas de Ganshoren, à Ganshoren.	Ganshoren.	300,000	52,000	10,400	
44	Goedkooppe Woningen van Grimberghen, à Grimberghen.	Grimberghen.	60,000	12,000	2,400	
45	Société régionale des habitations à bon marché de Hal, Lennik-Saint-Quentin, à Hal.	Hal, Leeuw-St-Pierre, Buysinghen, Lembecq, Rhode-Saint-Genèse, Ruysbroeck.	1,473,000	250,000	50,000	
46	Coopérative de locataires « Le Bon Logis », à Héverlé.	Héverlé-lez-Louvain.	429,000	75,000	15,000	
47	Société coopérative locale pour la construction d'habitations à bon marché de Huyssinghen.	Huyssinghen.	205,500	44,000	8,800	
48	Société des habitations à bon marché d'Ixelles.	Ixelles.	923,000	200,000	40,000	
49	Coopérative de locataires « Le Logis », à Ixelles.	Watermael-Boitsfort.	976,700	346,500	69,300	
50	Le Foyer Jettois, à Jette-Saint-Pierre.	Jette-Saint-Pierre.	700,000	100,000	20,000	
51	Coopérative de locataires « Le Home », à Jette-Saint-Pierre.	Laeken. Ganshoren.	965,000	129,500	25,900	
52	Le Foyer Koekelbergeois, à Koekelberg.	Koekelberg.	600,000	120,000	24,000	
53	Le Foyer Victoria, à Koekelberg.	Koekelberg.	250,000	10,000	2,000	
54	Le Foyer Laekenois, à Laeken.	Laeken.	6,129,000	975,000	195,000	
55	De Liedekerksche Haard, à Liedekerke.	Liedekerke.	100,000	20,000	4,000	
56	Société coopérative des habitations et logements à bon marché, de Louvain.	Louvain.	655,000	160,000	32,000	
57	Coopérative de locataires « Onze Toevlucht », à Louvain.	Kessel-Loo.	920,000	—	—	Pas constituée.
58	Les Habitations à bon marché de Machelen, à Machelen.	Machelen.	500,000	100,000	20,000	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
59	Société anonyme des habitations à bon marché de Molenbeek-Saint-Jean, à Molenbeek-Saint-Jean.	Molenbeek-Saint-Jean.	2,421,000	403,000	80,600	
60	Société coopérative régionale des habitations à bon marché de Nivelles, à Nivelles.	Nivelles, Braine-l'Alleud, Waterloo, Braine-le-Château, Quenast, Baulers.	1,496,400	309,000	61,800	
61	Ieder zijn Huisje, à Pamel.	Pamel.	311,000	62,000	12,400	
62	Le Foyer Saint-Gillois, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles.	Saint-Gilles-lez-Bruxelles.	1,371,000	273,000	54,600	
63	Société anonyme des habitations à bon marché de Saint-Josse-ten-Noode.	Saint-Josse-ten-Noode.	300,000	20,000	4,000	
64	Saventhem-Extension, à Saventhem.	Saventhem.	1,001,500	200,000	40,000	
65	Le Foyer Schaerbeekois, à Schaerbeek.	Schaerbeek.	2,930,000	350,000	70,000	
66	De Goedkoope Woning van Steynockerzeel, Humelghem, Wambeek, à Steynockerzeel.	Steynockerzeel, Humelghem, Wambeek.	132,600	35,900	7,180	
67	Société anonyme pour la construction, l'habitation et le logement des habitations à bon marché de Tirlemont.	Tirlemont.	700,000	100,000	20,000	
68	Société Uccloise de construction d'habitations à bon marché.	Uccle.	1,000,000	206,500	41,300	
69	Le Foyer Vilvordien, à Vilvorde.	Vilvorde.	1,500,000	300,000	60,000	
70	Habitations et Logements à bon marché de Watermael-Boitsfort.	Watermael-Boitsfort.	200,000	20,000	4,000	
71	Coopérative de locataires « Floreal », à Watermael-Boitsfort.	Watermael-Boitsfort.	1,942,700	388,100	72,620	
72	Erf en Haard, à Wemmel.	Wemmel.	170,000	33,500	6,700	
73	Société de construction d'habitations à bon marché de Woluwe-Saint-Pierre.	Woluwe-Saint-Pierre.	706,500	141,000	28,200	
74	Société anonyme des habitations à bon marché de Woluwe-Saint-Lambert.	Woluwe-Saint-Lambert.	500,000	100,000	20,000	
			72,165,650	10,743,650	2,148,730	

FLANDRE OCCIDENTALE.

75	Naamloze Maatschappij voor G. W., à Adinkerke.	Adinkerke.	100,000	20,000	4,000	
76	Allen voor Een, Een voor allen, à Bissegghem.	Bissegghem.	124,000	24,500	4,900	
77	Het Lindenhof, à Blankenberghe.	Blankenberghe.	136,700	25,200	5,040	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
78	De G. W. in verwoest West-Vlaanderen, à Bruges.	La Flandre Occidentale dévastée.	514,000	125,000	25,000	La participation de l'Etat n'a pas encore été constatée.
79	Brugsche G. W., à Bruges.	Bruges.	1,350,300	270,000	54,000	
80	Zeemanshaard, à Bruges.	Zeebrugge.	1,500,000	375,000	75,000	
81	Eigen Gift, Eigen Hulp, à Cuerne.	Cuerne.	70,000	14,000	2,800	
82	Société de crédit « Eigen Heerd is goud waard », à Dixmude.	Les communes adoptées.	167,000	—	—	
83	Le Foyer Dottignien, à Dottignies.	Dottignies.	150,000	30,000	6,000	
84	Habitations à bon marché de Furnes.	Furnes.	625,000	125,000	25,000	
85	Eigen Haard is goud waard, à Ghistelles.	Ghistelles.	230,500	46,000	9,200	
86	Huis en Heerd, à Gullegheem.	Gullegheem.	77,500	15,500	3,100	
87	Société coopérative des habitations à bon marché, à Helchin.	Helchin.	64,700	13,000	2,600	
88	Le Foyer Populaire, à Herseaux.	Herseaux.	400,000	80,000	16,000	
89	De Mandelbeek, à Ingelmunster.	Ingelmunster.	200,000	40,000	8,000	
90	De Torkomst, à Lichtervelde.	Lichtervelde.	100,500	20,000	4,000	
91	Ons Dorp, à Menin.	Menin.	428,900	100,000	20,000	
92	De Deere, à Meulebeke.	Meulebeke.	117,000	20,500	4,100	
93	Logements à bon marché, à Mouscron.	Mouscron.	200,000	199,600	39,920	
94	De Oostendsche Haard, à Ostende.	Ostende.	1,462,500	200,000	40,000	
95	De Mandel, à Roulers.	Roulers.	805,000	159,000	31,800	
96	Eigen Heerd, à Rumbeke.	Rumbeke.	250,000	51,000	10,200	
97	Eigen Heerd is goud waard, à Saint-André-lez-Bruges.	Saint-André-lez-Bruges.	362,500	72,000	14,400	
98	Elk zijn t'huis, à Sainte-Croix-lez-Bruges.	Sainte-Croix-lez-Bruges.	200,000	40,000	8,000	
99	Eigen Haard, à Sweveghem.	Sweveghem.	292,000	58,400	11,680	
100	Helpt elkander, à Waereghem.	Waereghem.	300,000	60,000	12,000	
101	La Lys, à Wervicq.	Wervicq.	185,500	60,000	12,000	
102	Volkkelang, à Wevelghem.	Wevelghem.	142,500	30,000	6,000	
			10,556,500	2,273,700	454,740	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
FLANDRE ORIENTALE						
103	Société coopérative d'habitations à bon marché pour la région d'Alost, à Alost.	Alost et environs.	500,000	»	»	Fonctionne sans la participation des pouvoirs publics.
104	G. W. van Basel.	Basel.	120,000	24,000	4,800	
105	Geluk in ons Huis, à Baesrode.	Baesrode.	200,000	40,000	8,000	
106	Gewestelijke Maatschappij voor G. W., à Beveren-Waes.	Beveren-Waes et environs.	1,056,000	211,000	42,200	
107	Werkmansvreugd, à Denderbelle.	Denderbelle.	30,000	6,000	1,200	
108	Société Gantoise des habitations à bon marché, à Gand.	Gand.	1,000,000	200,000	40,000	
109	Le Foyer Gantois, à Gand.	Gand, Gendbrugge, Tronchiennes.	515,000	150,000	30,000	
110	De Gentbrugsche Haard, à Gentbrugge.	Gendbrugge.	383,300	76,600	15,320	
111	Gewestelijke Maatschappij, à Grammont.	Grammont et environs.	608,100	123,300	24,660	
112	De Lebbeeksche Volksheerd, à Lebbeke.	Lebbeke.	251,300	50,000	10,000	
113	Samenwerkende Maatschappij tot het bouwen van g. w. woonvertrekken, à Ledeberg.	Ledeberg.	550,000	110,000	22,000	
114	De Meirelbeeksche G. W., à Meirelbeke.	Meirelbeke.	130,000	25,000	5,000	
115	Ninove Welzijn, à Ninove.	Ninove.	876,000	170,000	34,000	
116	Hulp in Woningnood, à Overmeire.	Overmeire.	30,200	6,000	1,200	
117	Le Nouveau Foyer Renaisien, à Renaix.	Renaix.	600,600	120,000	24,000	
118	Société coopérative locale des habitations à bon marché de Selzaete, à Selzaete.	Selzaete.	803,500	160,000	32,000	
119	Bouwmaatschappij van Temsche, à Tamise.	Tamise.	200,000	40,000	8,000	
120	Voorziening in Nood, à Waarschoot.	Waarschoot.	133,200	26,600	5,320	
121	Eigen Dak, à Wetteren.	Wetteren.	100,000	20,000	4,000	
122	Zeelche Bouwmaatschappij voor G. W., à Zele.	Zele.	150,000	30,000	6,000	
123	Zwijndrechtsche Bouwmaatschappij, à Zwijndrecht.	Zwijndrecht.	300,000	60,000	12,000	
			8,537,700	1,648,500	329,700	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	

HAINAUT.

124	Le Foyer Antoinien, à Antoing.	Antoing.	200,800	40,000	8,000	
125	Les Habitations à bon marché de la région d'Ath, à Ath.	Arrondissement d'Ath.	347,900	67,000	13,400	
126	Société d'habitations à bon marché de la région de Soignies, à Braine-le-Comte.	Ecaussinnes. Soignies.	1,302,000	260,000	52,000	
127	Habitations à bon marché de Braine-le-Comte.	Braine-le-Comte.	200,000	67,800	13,560	
128	Le Foyer Moderne, à Boussu.	Boussu.	207,800	40,000	8,000	
129	L'Habitation Moderne, à Châtelet.	Châtelet.	390,900	100,000	20,000	
130	Le Foyer Moderne, à Châtelain.	Châtelain.	1,354,100	338,600	67,720	
131	L'Œuvre sociale « La Maison pour tous », à Charleroi.	Charleroi.	1,500,000	300,000	60,000	
132	La Cité-Jardin, à Couillet.	Couillet.	2,019,300	400,000	80,000	
133	Le Confort, à Courcelles.	Courcelles.	500,000	100,000	20,000	
134	Le Foyer Elougeois, à Elouges.	Elouges.	100,000	20,000	4,000	
135	La Cité Farcienne, à Farcienne.	Farcienne.	508,100	100,000	20,000	
136	Les Habitations Flénuises, à Flénu.	Flénu.	412,000	82,400	16,480	
137	Le Foyer Gillien, à Gilly.	Gilly.	953,200	200,000	40,000	
138	Le Home Familial, à Houdeng-Goegnies.	Houdeng-Goegnies, Houdeng-Aimeries, Strépy.	1,052,200	200,000	40,000	
139	Le Foyer Jumet, à Jumet.	Jumet.	600,000	120,000	24,000	
140	Le Foyer Louviérois, à La Louvière.	La Louvière, Saint-Vaast.	1,542,000	282,000	56,400	
141	Le Plus Grand Lessines, à Lessines.	Lessines, Ollignies, Deux Acren.	1,000,000	200,000	40,000	
142	Le Foyer Leuzois, à Leuze.	Leuze.	508,200	101,600	20,320	
143	La Lodelinsartoise, à Lodelinsart.	Lodelinsart.	333,500	—	—	La participation de l'Etat n'a pas encore été constatée.
144	Les Habitations Marchiennes, à Marchienne-au-Pont.	Marchienne-au-Pont.	998,300	200,000	40,000	
145	Le Foyer, à Monceau-sur-Sambre.	Monceau-sur-Sambre.	806,600	160,000	32,000	
146	Société coopérative des maisons à bon marché de Mont-sur-Marchienne.	Mont-sur-Marchienne	806,500	160,000	32,000	
147	Le Foyer Péruwelz, à Péruwelz.	Péruwelz.	160,200	32,100	6,420	
148	Le Foyer Pont-à-Celles, à Pont-à-Celles.	Pont-à-Celles.	100,000	20,000	4,000	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
149	Société anonyme des Habitations à bon marché de Pont-de-Loup.	Pont-de-Loup.	200,000	40,000	8,000	
150	Société d'Habitations à bon marché de Quaregnon.	Quaregnon.	800,000	160,000	32,000	
151	Société coopérative d'Habitations à bon marché de Ressaix-Péronnes, à Péronnes.	Ressaix-Péronnes.	2,100,000	100,000	20,000	
152	Le Foyer Rhodien, à Rœulx.	Le Rœulx.	36,250	»	»	Pas constituée.
153	Les Maisons Roviennes, à Roux.	Roux.	250,000	50,000	10,000	
154	Le Foyer Populaire, à Souvret.	Souvret.	250,000	50,000	10,000	
155	Le Logis Tournaisien, à Tournai.	Tournai.	1,115,600	200,000	40,000	
156	A chacun son Logis, à Trazegnies.	Trazegnies.	401,000	75,000	15,000	
157	Société coopérative d'Habitations et de logements à bon marché, à Wasmes.	Wasmes.	544,500	103,500	20,700	
158	Les Maisons à bon marché de Wasmuël.	Wasmuël.	200,000	35,000	7,000	
			23,800,950	4,405,000	881,000	

LIÈGE.

159	Société coopérative d'Habitations à bon marché d'Awans et environs, à Awans.	Awans, Loncin, Alleur.	307,600	61,600	12,320	
160	Le Foyer Régional, à Flémalle-Grande.	Flémalle-Grande, Horion-Rozémont, Mons.	744,200	148,800	29,760	
161	Le Foyer de la région de Fléron, à Fléron.	La région de Fléron.	1,057,100	211,400	42,280	
162	Société de construction d'Habitations à bon marché, à Grâce-Berleur.	Grâce-Berleur.	286,000	55,000	11,000	
163	Société coopérative d'Habitations à bon marché de la région de Huy, à Huy.	Huy, Wanze.	431,000	85,500	17,100	
164	L'Habitation Jemeppeienne, à Jemeppe-sur-Meuse.	Jemeppe-sur-Meuse.	275,000	55,000	11,000	
165	Habitations à bon marché de Landen, à Landen.	Landen.	158,600	30,000	6,000	
166	La Maison Liégeoise, à Liège.	Liège.	6,000,000	1,200,000	240,000	
167	Maisons à bon marché du canton de Grivegnée et des communes environnantes à Liège.	Grivegnée et communes environnantes.	1,818,000	357,000	71,400	
168	Maisons à bon marché de Herstal et communes environnantes, à Liège.	Herstal, Vottem.	1,079,000	215,750	43,150	

N°	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Capital		Observations.
				souscrit par l'Etat.	libéré par l'Etat.	
169	Société anonyme des Habitations à bon marché du canton de Saint-Nicolas et des communes environnantes, à Liège.	Saint-Nicolas et environs.	1,146,000	210,000	42,000	
170	Le Home Ougrée, à Ougrée.	Ougrée.	936,800	186,000	37,200	
171	La Hougne, à Pepinster.	Pepinster.	1,000,000	200,000	40,000	
172	La Maison Sérésienne, à Seraing.	Seraing.	1,004,000	200,000	40,000	
173	Le Foyer Spadois, à Spa.	Spa.	219,400	43,000	8,760	
174	La Régionale Verviétoise à Verviers.	La région de Verviers	4,160,000	830,000	166,000	
			20,619,400	4,089,850	817,970	

LIMBOURG

175	Les Liégeois, à Genck.	Genck.	570,000	50,000	10,000	
176	Société anonyme des Habitations à bon marché de Genck-Winterslag, à Genck.	Genck	2,250,000	100,000	20,000	
177	Nieuw Dak, à Genck.	Genck.	401,700	80,000	16,000	
178	Hasseltse Samenwerk ^{de} Bouwmaatschappij, à Hasselt.	Hasselt.	200,000	40,000	8,000	
179	Noord-Limburgsche Maatschappij voor G. W. en Woonvertrekken à Neerpelt.	Neerpelt, Hamont. Lommel, Overpelt, St-Huibrechts, Lille.	500,000	100,000	20,000	
180	Nieuw Sint-Truiden, à Saint-Trond.	Saint-Trond.	600,000	120,000	24,000	
181	Tongershuis, à Tongres.	Tongres.	250,000	50,000	10,000	
			4,771,700	540,000	108,000	

LUXEMBOURG

182	La Maison Arlonaise, à Arlon.	Arlon.	412,500	82,000	16,500	
183	Société Bouillonnaise pour habitations à bon marché, à Bouillon.	Bouillon.	200,000	40,000	8,000	
184	Le Foyer Libramontois, à Libramont.	Libramont.	255,000	51,000	10,200	
			867,500	173,500	34,700	

NAMUR

185	Les Logis d'après-guerre, à Andenne.	Andenne.	200,000	40,000	8,000	
186	Le Foyer Namurois, à Namur.	Namur.	1,027,000	200,000	40,000	
			1,227,000	240,000	48,000	

B. — Sociétés agréées mais non constituées au 31 décembre 1922.

Nombre : 24.

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Observations
----------	----------------------------------	-----------------	--------------------	--------------

ANVERS

1	De Ontwaking à Nijlen	Nijlen.	100,000	
2	Helpt Elkander à Wuestwezel.	Wuestwezel.	218,100	
			318,100	

BRABANT.

3	Bouwmaatschappij voor G. W. à Droogenbosch.	Droogenbosch.	70,000	
4	Elk zijn Huis à Tervueren.	Tervueren.	100,000	
5	Maatschappij voor G. W. à Werchter.	Werchter.	100,000	
			270,000	

FLANDRE OCCIDENTALE

6	Eigen Heerd is Goud weerd, à Asse-brouck.	Asse-brouck.	200,000	
7	Eigen Haard is Goud waard, à Lauwe.	Lauwe.	100,000	
8	Voor Huis en Land, à Ledeghem.	Ledeghem.	121,875	
9	Rust Roest, à Thourout.	Thourout.	78,000	
			499,875	

FLANDRE ORIENTALE.

10	Elk gezin een dak, à Audenaerde.	Audenaerde.	335,250	
11	L'Entr'aide sociale du Foyer de la Femme à Gand.	Agglomération gantoise.	110,600	
12	Volkswelzijn à Saint-Gilles-lez-Termonde.	Saint-Gilles-lez-Termonde.	252,500	
13	St-Nikolaassche Bouwmaatschappij à St-Nicolas-Waes.	St-Nicolas-Waes.	1,000,000	
			1,728,350	

HAÏNAUT.

14	Le Foyer Fleurusien, à Fleurus.	Fleurus.	150,000	
15	Les Cités-Jardins, à Gaurain-Ramecroix.	Gaurain-Ramecroix.	120,000	
16	Société de construction d'habitations à bon marché, à Godarville.	Godarville.	393,500	

Numéros.	Dénomination et siège social.	Rayon d'action.	Capital social.	Observations.
----------	----------------------------------	-----------------	--------------------	---------------

HAINAUT (suite).

17	Société coopérative de construction d'habitations à bon marché, à Haustrage.	Haustrage.	720,000	
18	Lessines-Cottages, à Lessines.	Lessines et Deux-Acren.	96,800	
19	Le Foyer Montois, à Mons.	Mons.	200,000	
20	Le Foyer Montagnard, à Montigny-sur-Sambre.	Montigny-sur-Sambre.	340,000	
21	La Cité Moderne, à Morlanwelz.	Morlanwelz.	300,000	
			2,320,300	

LIÈGE

22	Société coopérative de construction d'habitations à bon marché de Hollogne-aux-Pierres.	Hollogne-aux-Pierres.	208,200	
23	Les Habitations à bon marché des vallées de l'Ourthe et de l'Amblève.	Poulsur et communes environnantes.	185,000	
			393,000	

NAMUR.

24	Habitations à bon marché de Dinant.	Dinant.	250,000	
----	-------------------------------------	---------	---------	--

RÉCAPITULATION.**A. — Sociétés agréées et constituées au 31 décembre 1922 :**

PROVINCES.	Nombre.	Capital social.	Capital	
			souscrit par l'État.	libéré par l'État.
Anvers	23	24,223,600	3,487,900	712,780
Brabant	51	72,165,650	10,743,650	2,148,730
Flandre Occidentale	28	10,556,500	2,273,700	454,740
Flandre Orientale	21	8,537,700	1,648,500	320,700
Hainaut	35	23,800,950	4,405,000	881,000
Liège	16	20,619,400	4,089,850	817,970
Limbourg	7	4,771,700	540,000	108,000
Luxembourg	3	867,500	173,500	34,700
Namur	2	1,227,000	240,000	48,000
Totaux.	186	166,770,000	27,602,400	5,535,620

B. — Sociétés agréées mais non constituées au 31 décembre 1922 :

PROVINCES.	Nombre.	Capital social.
Anvers	2	318,100
Brabant	3	270,000
Flandre Occidentale	4	499,875
Flandre Orientale	4	1,728,350
Hainaut	8	2,320,300
Liège	2	393,200
Limbourg	—	—
Luxembourg	—	—
Namur	1	250,000
Totaux.	24	5,529,825

Total général pour les sociétés agréées au 31 décembre 1922 :

Nombre : 210.

Capitaux souscrits : 172,549,825 francs.

LISTE DES SOCIÉTÉS EN FORMATION OU EN PROJET.

A. — Sociétés en formation.

Numéros.	Siège.	Dénomination.	Rayon d'action.	Capital probable.	Observations.
ANVERS.					
1	Schelle.	Plaatselijke Maatschappij tot het bouwen van Goedkope Woningen.	Schelle.	84,100	Société agréée en 1923.
BRABANT.					
2	Assche.	De Goedkope Woningen van Assche.	Assche.	105,000	—
3	Berchem-Ste-Agathe.	Goedkope Woningen van Ste-Agatha-Berchem.	Berchem-Ste-Agathe.	100,000	—
4	Muysen.	—	Muysen.	75,500	—
5	Wilsele.	De Goedkope Woningen.	Wilsele.	246,000	Agréée en 1923.
FLANDRE OCCIDENTALE.					
6	Courtrai.	Goedkope Woningen.	Courtrai.	400,000	Agréée en 1923.
7	Iseghem.	Iseghemsche Bouwmaatschappij.	Iseghem.	700,000	—
FLANDRE ORIENTALE.					
8	Denderleeuw.	Werkerswelzijn.	Denderleeuw.	260,500	—
9	Gand.	De Goede Werkmanswoning.	Agglomération gantoise.	500,000	—
10	Gand.	La Maison de l'Employé.	Agglomération gantoise.	500,000	—
HAINAUT.					
11	Chapelle-lez-Herlaimont.	La Ruche Chapelloise.	Chapelle-lez-Herlaimont.	350,000	Agréée en 1923.
12	Cuesmes.	Les Habitations Cuesmoises.	Cuesmes.	217,500	—
13	Feluy.	La Feluysienne.	Feluy.	70,000	—
14	Gony-lez-Piéton.	Le Foyer Gonytois.	Gony-lez-Piéton.	150,000	—
15	Leval-Trahégnies.	Les Habitations Levalloises.	Leval-Trahégnies.	167,000	Agréée en 1923.
16	Maurage.	Société coopérative pour la construction d'habitations à bon marché à Maurage.	Maurage.	200,000	—
NAMUR.					
17	St-Servais.	La Joie du Foyer.	St-Servais.	300,000	—
CANTONS D'EUPEN-WALMÉDY.					
18	Malmédy.	Le Foyer Malmédien.	Rayon Malmédy.	250,000	Agréée en 1923.

B. — Sociétés en projet.

Anvers.	13. Thielt.	25. Erquelinnes.
1. Beersse.	14. Wenduyne.	26. Hornu.
2. Brasschaet.	Flandre Orientale.	27. Obourg.
3. Bornhem.	15. Calcken.	28. Saint-Ghislain.
4. Heffen.	16. Deinze.	Luxembourg.
Brabant.	17. Eccloo.	29. Saint-Hubert.
5. Evere.	18. Hamme.	30. Bastogne.
6. Hofstade.	19. Rupelmonde.	31. Bertrix.
7. Hougwerde.	20. Saint-Gilles-Waes.	32. Barvaux.
Flandre Occidentale.	21. Steendorp.	Namur.
8. Anseghem.	Hainaut.	33. Gembloux.
9. Avelghem.	22. Vaulx, Chercq, Bruyelles, Calonne.	34. Jemeppe-sur-Sambre,
10. Knocke.	23. Baudour.	Cantons
11. Moorseele.	24. Dour.	Eupen-Malmédy.
12. Oostroosebeke.		35. Eupen.

C. — Sociétés coopératives de locataires, en formation ou en projet.

Numéros.	Siège.	Dénomination.	Observations.
1	Saint-Servais (Namur).	Le Foyer de la Renaissance.	Capital 282.500 francs Agréée en 1923.
2	Anvers.	Unitas-Tuinwijk.	Sera agréée incessamment.
3	Molenbeek-Saint-Jean.	Les Maisons Fleuries.	—
4	Anderlecht.	Syndicat du Personnel du Chemin de fer (gare du Midi).	—
5	Charleroi.	Syndicat National du Personnel des C. P. T. T. M.	—
6	Namur.	Coopérative de locataires pour Namur et environs.	—

D. — Sociétés en projet, dites « à caractère industriel ».

BRABANT.

1	Evere.	Etablissements « Preud'homme », rue de la Ferme, Evere.	—
2	Forest.	Wielemans - Ceuppens, avenue Van Volxem, 360.	—
3	Molenbeek-Saint-Jean.	« Era », Vandenberghs Limited.	—

Numéros.	Siège.	Dénomination.	Observations.
----------	--------	---------------	---------------

HAUT.

4	La Louvière.	Association Charbonnière du Centre.	—
5	Wasmes.	Société anon. du Charbonnage d'Hornu et de Wasmes.	—
6	Montigny-le-Tilleul.	Charbonnage de Foric-Taille.	—
7	Boussu.	Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons.	—
8	Mariemont-Bascoup.	Charbonnages de Helchteren et Zolder.	—
9	Bernissart.	Charbonnages d'Harchies. M. Philippart, avenue des Arts, 27, Bruxelles.	—
10	Hensies-Pommerœul.	Charbonnages d'Hensies-Pommerœul.	—

LIÈGE.

11	Ougrée.	Société anonyme d'Ougrée-Marihaye (Aciéries).	—
----	---------	---	---

LIMBOURG.

12	Eysden-Sainte-Barbe.	Charbonnages Limbourg-Meuse, M. Lambert, avenue des Arts, 27, Bruxelles.	—
13	Zonhoven.	Société « Foraky ».	—

ANNEXE XIV.

**NOMBRE de demandes introduites au 5 mai 1923 pour ACHAT
de maisons construites par des Sociétés de construction agréées.**

Répartition d'après Sociétés.

Anvers . . .	Gewestelijke Maatschappij, Boom.	4
Brabant . . .	Foyer Anderlechtlois	1
— . . .	Les Cités-Jardins, à Auderghem	1
— . . .	Le Logis, à Boitsfort	1
— . . .	Société d'Etterbeek	1
— . . .	Foyer Forestois	3
— . . .	Société Régionale de Hal	1
— . . .	Le Home, à Jette-Saint-Pierre	3
— . . .	L'Habitation et le Logement à bon marché, à Tirlemont	6
Flandre occidentale.	Het Lindenhof, Blankenberghe	8
— . . .	Allen voor een, een voor allen, Bisseghe-Courtrai.	1
Flandre orientale .	Foyer gantois	4
Liège . . .	La Régionale Verviétoise	10
Limbourg . . .	Hasseltsche Samenwerkende Maatschappij	23

Exécution de l'Arrêté Royal du 14 août 1922.

**Nombre de personnes qui ont sollicité la prime
instituée par le Gouvernement, pour faciliter la construction d'habitations
à bon marché par des particuliers.**

A la date du	9 décembre 1922						3,255
du	11 au 16	—	—				141
du	18 au 23	—	—				100
du	27 au 30	—	—				124
du	2 au 6	janvier	1923				83
du	8 au 13	—	—				112
du	15 au 20	—	—				91
du	22 au 27	—	—				118
du	29 au 3	février	—				81
du	5 au 10	—	—				120
du	12 au 17	—	—				106
du	19 au 24	—	—				101
du	26 au 3	mars	—				108
du	5 au 10	—	—				122
du	12 au 17	—	—				104
du	19 au 24	—	—				109
du	26 au 31	—	—				88
du	3 au 7	avril	—				82
du	9 au 17	—	—				73
du	16 au 21	—	—				90
du	23 au 28	—	—				72
du	30 au 5	mai	—				74
							5.354

A la date du 5 mai 1923, 5.354 personnes avaient sollicité la prime, en vue de la construction d'une habitation à bon marché.

De ces 5,354 demandes, 162 ont été annulées pour différents motifs (demandeurs ne réunissant pas les conditions requises — demandes retirées — double emploi).

RÉPARTITION DES DEMANDES.

Nous donnons ci-dessous la répartition des 5.192 demandes d'après le lieu de la résidence des demandeurs :

Brabant.	Agglomération Bruxelloise	674
	Autres communes	677
		1.351

Anvers	Agglomération Anversoise	135	
	Autres communes	705	
			840
Flandre orientale	Agglomération Gantoise	103	
	Autres communes	639	
			742
Flandre occidentale		686	
			686
Liège	Agglomération Liégeoise	188	
	Autres communes	381	
			569
Limbourg		492	
			492
Namur		193	
			193
Hainaut		184	
			184
Luxembourg		99	
			99
Eupen-Malmédy		36	
			36
			5.192

Relevé des professions exercées par les 2.667 personnes dont les tableaux A et AB ont été envoyés au Département à la date du 5 mai 1923.

Ouvriers de l'Etat, provinces et communes	411
Industries des mines	82
Industries des carrières	29
Industries des métaux	196
Industries céramiques	29
Industries verrières	8
Industries alimentaires	74
Industries textiles	161
Industries du vêtement	29
Industries de la construction	348
Industries du bois et de l'ameublement	146
Industries des peaux et des cuirs	34
Industries du tabac	10
Industries du papier	6
Industries du livre	8
Industries d'art et de précision	18
Industries des transports	49
Autres industries et professions spéciales	62

Ouvriers de fabrique (usines)	130
Petits cultivateurs	148
Petits commerçants	55
Agriculteurs	89
Employés de commerce et industries	145
Employés de l'Etat	201
Employés de provinces et communes	82
Commis des postes et facteurs	83
Industries du transport	16
Artisans	18
	2.667

ANNEXE XVI.

Tableau schématique du Budget.

Numéros des articles.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions.	Augmentations.	Observations.
Justice					
1	125,000	125,000	—	—	Crédit de 150,000 francs proposé par le Gouverne- ment, aux termes d'un amende- ment qu'il a en- suite retiré.
2	100,000	—	100,000	—	
3	100,000	—	100,000	—	
4	200,000	100,000	100,000	—	
5	300,000	500,000	—	200,000	
5bis	—	—	—	—	
6	6,565,000	6,250,000	315,000	—	
7	50,000	40,000	10,000	—	
	7,440,000	7,015,000	625,000	200,000	
Affaires Étrangères.					
8	200,000	200,000	—	—	art. nouveau.
9	185,000	185,000	—	—	
9bis	—	100,000	—	100,000	
	385,000	485,000	—	100,000	
Intérieur et Hygiène.					
10	500,000	500,000	—	—	
11	268,000	—	268,000	—	
	768,000	500,000	268,000	—	
Sciences et Arts.					
12	1,000,000	1,265,000	160,000	425,000	art. nouveau.
13	4,000,000	4,000,000	—	—	
14	4,000,000	4,000,000	—	—	
15	2,000,000	2,000,000	—	—	
16	2,000,000	2,000,000	—	—	
17	1,000,000	1,000,000	—	—	
17bis.	—	9,000,000	—	9,000,000	
	14,000,000	23,265,000	160,000	9,425,000	
Agriculture et Travaux publics.					
I. — Agriculture.					
18	300,000	300,000	—	—	
19	700,000	—	700,000	—	
19bis.	—	25,000	—	25,000	
19ter.	—	142,000	—	142,000	
	1,000,000	467,000	700,000	167,000	

N. B. Les augmentations de crédit et la plupart des réductions sont le résultat d'amendements déposés par le Gouvernement.

Numéros des articles.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions.	Augmen- tations.	Observations.
II. — Travaux publics.					
20 ¹	12,000,000	7,680,000	4,320,000	—	
20 ²	26,000,000	5,420,000	20,580,000	—	
20 ³	—	900,000	—	900,000	
20 ⁴	—	1,000,000	—	1,000,000	
21	500,000	28,000	472,000	—	
22	320,000	320,000	—	—	
22bis.	—	—	—	—	Credit de 1,635,675 francs. pro- pose par amendement mais dont la Commission estime qu'il doit être rattaché par cré- dit supplémentaire au Budget de 1921.
22ter.	—	52,500	—	52,500	Poste déplacé : figurait aux amendements sous le numéro 54quar.
23	695,000	—	695,000	—	
24	200,000	—	200,000	—	
25	10,000	—	10,000	—	
26	65,000	—	65,000	—	
27	175,000	—	175,000	—	
28	20,000	—	20,000	—	
29	50,000	—	50,000	—	
29bis.	—	517,700	—	517,700	Article nouveau.
29ter.	—	12,000	—	12,000	Article nouveau.
30	5,740,000	2,280,000	3,460,000	—	
31	300,000	300,000	—	—	
32	17,850,000	10,050,000	7,800,000	—	
33	3,800,000	3,250,000	550,000	—	
34	600,000	475,000	125,000	—	
35	16,120,000	15,000,000	1,120,000	—	
36	17,975,000	8,500,000	9,475,000	—	
37	5,500,000	3,245,000	2,255,000	—	La Commission propose la suppression d'un crédit de 350,600 francs prévu pour l'acquisition de terrains en vue du redressement de l'Es- caut devant Termonde.
38	800,000	300,000	500,000	—	
39	1,100,000	60,000	1,040,000	—	
40	1,200,000	1,000,000	200,000	—	
41	2,125,000	775,000	1,350,000	—	
42	250,000	—	250,000	—	
42bis.	—	500,000	—	500,000	Article nouveau.
43	2,800,000	300,000	2,500,000	—	
44	50,000	10,000	40,000	—	
45	125,000	—	125,000	—	
46	1,000,000	1,000,000	—	—	
47	100,000	100,000	—	—	
48	35,500,000	34,500,000	1,000,000	—	
49	1,400,000	795,000	605,000	—	
50	250,000	250,000	—	—	
51	12,200,000	11,755,000	445,000	—	
51bis.	—	445,000	—	445,000	Décomposition de l'article 51 primitif.
52	1,000,000	2,500,000	1,000,000	2,500,000	
53	3,400,000	3,800,000	—	400,000	
54	—	35,000	—	35,000	Poste déplacé et figurant aux amendements sous le numéro 54bis.
54bis.	225,000	190,000	35,000	—	Poste déplacé et figurant au Budget n° 51.
	171,445,000	117,345,200	60,462,000	6,362,200	
Industrie et Travail.					
55	875,000	—	875,000	—	
56	10,000,000	10,000,000	—	—	
57	4,250,000	—	4,250,000	—	
58	500,000	500,000	—	—	
58bis.	—	5,000	—	5,000	Article nouveau.
	15,625,000	10,505,000	5,120,000	5,000	

Numéros des articles.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions.	Augmentations.	Observations.
Défense Nationale.					
59	2,700,000	2,800,000	—	100,000	
60	3,100,000	3,200,000	—	100,000	
61	4,200,000	5,100,000	—	900,000	
62	1,100,000	800,000	300,000	—	
62 bis	—	1,000,000	—	1,000,000	art. nouveau.
63	2,000,000	2,000,000	—	—	
64	1,500,000	1,500,000	—	—	
65	2,500,000	2,500,000	—	—	
66	1,150,000	1,150,000	—	—	
67	500,000	500,000	—	—	
68	4,900,000	4,900,000	—	—	
69	500,000	500,000	—	—	
70	300,000	300,000	—	—	
71	500,000	1,000,000	—	500,000	
72	1,000,000	1,000,000	—	—	
73	250,000	250,000	—	—	
74	300,000	300,000	—	—	
75	600,000	600,000	—	—	
76	2,000,000	2,000,000	—	—	
77	1,500,000	1,500,000	—	—	
78	320,000	320,000	—	—	
79	500,000	500,000	—	—	
79 bis	—	130,000	—	130,000	art. nouveau.
79 ter	—	149,800	—	149,800	art. nouveau.
80	5,800,000	5,800,000	—	—	
81	14,195,000	14,195,000	—	—	
82	4,500,000	7,450,000	—	2,950,000	
83	4,283,500	4,283,500	—	—	
84	35,418,750	35,418,750	—	—	
85	450,000	450,000	—	—	
86	530,000	530,000	—	—	
87	2,990,500	2,990,500	—	—	
88	750,000	750,000	—	—	
88 bis	—	500,000	—	500,000	art. nouveau.
89	108,000	108,000	—	—	
90	737,000	737,000	—	—	
91	4,500,000	10,500,000	—	6,000,000	
92	4,000,000	4,000,000	—	—	
92 bis	—	2,571,900	—	2,571,900	art. nouveau.
93	400,000	675,000	—	275,000	
94	150,000	150,000	—	—	
94 bis	—	150,000	—	150,000	art. nouveau.
94 ter	—	100,000	—	100,000	art. nouveau.
94 quar	—	200,000	—	200,000	art. nouveau.
95	1,839,500	1,839,500	—	—	
96	40,000	40,000	—	—	
97	10,000	10,000	—	—	
98	350,000	350,000	—	—	
99	1,341,500	1,341,500	—	—	
100	310,000	310,000	—	—	
101	2,030,000	2,030,000	—	—	
102	1,750,000	1,500,000	250,000	—	
103	4,625,458	4,625,458	—	—	
104	2,604,370	2,537,060	67,310	—	
105	10,400,000	10,400,000	—	—	
106	50,000	550,000	—	500,000	
107	125,000	125,000	—	—	
108	6,000,000	4,700,000	1,300,000	—	
109	1,000,000	1,000,000	—	—	
	142,708,578	156,917,968	1,917,310	46,126,700	

Numéros des articles.	Crédits proposés au Budget.	Crédits dont la Commission propose l'adoption.	Réductions.	Augmentations.	Observations.
--------------------------	--------------------------------	--	-------------	----------------	---------------

Finances.

110	1,500,000	1,500,000	—	—	
111	200,000	200,000	—	—	
112	200,000	200,000	—	—	
113	6,000,000	6,000,000	—	—	
114	1,500,000	1,200,000	300,000	—	
115	15,000,000	15,000,000	—	—	
116	1,000,000	2,000,000	—	1,000,000	
117	100,000,000	100,000,000	—	—	
117 bis		1,200,000	—	1,200,000	art. nouveau.
118	10,000,000	10,000,000	—	—	
119	100,000	100,000	—	—	
120	400,000	400,000	—	—	
121	75,000,000	75,000,000	—	—	
122	425,200	425,200	—	—	
211,325,200		213,225,200	300,000	2,200,000	

Indemnités vie chère.

Justice 123	2,719,681	2,719,681	—	—
Aff. Etrang. 124	398,481	398,481	—	—
Intér. et Hyg. 125	847,662	847,662	—	—
Scienc. Arts 126	17,797,831	17,797,831	—	—
Agr. et Tr. Pub.				
A. Agricult. 127	1,078,100	1,078,100	—	—
B. Trav. Pub. 128	5,411,420	3,607,820	1,803,600	—
Indust. Trav. 129	482,962	482,962	—	—
Colonies 130	270,281	270,281	—	—
Déf. Nat. 131	15,583,091	15,583,091	—	—
Gendarm. 132	2,067,200	2,067,200	—	—
Finances 133	12,111,886	12,111,886	—	—
Aff. Econ. 134	75,000	75,000	—	—
58,843,595		57,039,995	1,803,600	—

Récapitulation.

Justice	7,440,000	7,015,000	625,000	200,000
Aff. Etrang.	385,000	485,000	—	100,000
Intér. et Hyg.	768,000	500,000	268,000	—
Sciences et Arts.	14,000,000	23,265,000	—	9,265,000
Agr. Trav. Pub.				
A. Agriculture.	1,000,000	467,000	700,000	167,000
B. Trav. Pub.	171,445,000	117,345,200	60,462,000	6,362,200
Indust. et Trav.	15,625,000	10,505,000	5,125,000	5,000
Défense Nation.	142,708,578	156,917,968	1,917,310	16,126,700
Finances.	211,325,200	213,225,200	300,000	2,200,000
Vie chère.	58,843,595	57,039,995	1,803,600	—
623,540,373		586,765,363	71,200,910	34,425,900

Crédits proposés au Budget 623,540,373

Crédits dont la Commission propose l'adoption 586,765,363

Réduction 36,775,010

ERRATA :

- Page 2, ligne 8. Lire 424,509,557 francs, au lieu de 424,340,137 francs.
- Page 6. Lire au bas de la troisième colonne (1922, suite de guerre)
424,509,557 francs, au lieu de 424.409,557 francs.
- Page 22, avant-dernière ligne. Lire : La Commission est disposée à se relier
à l'amendement qui serait déposé.... etc.
- Page 38 (au bas). Lire comme suit le libellé : Art. 37. — *Escaut. Etudes,*
Expropriations, etc.
- Page 43, ligne 16. Lire :et qui ne peut servir, *comme tout le canal actuel,*
qu'à des allèges d'un tirant d'eau, etc.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JUNI 1923.

BEGROOTING VAN DE BUITENGEWONE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PECHER.

MIJNE HEEREN,

In den zuiveren zin van het woord, is de Buitengewone Begrooting de rekening van onze productieve uitgaven voor uitrusting of voor eerste inrichting, van aard om 's Lands vermogen te doen aangroeien.

Zij die voor taak hebben deze Begrooting te onderzoeken, moeten er zich uitsluitend op toelleggen haar dit kenmerk, zonder er iets bij of af te doen, terug te geven.

Het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1922 stuurde reeds in deze richting en de Commissie voor de Financiën heeft daarom ook met eene gestrengheid welke, sedert den wapenstilstand, scherper en scherper wordt, deze handelwijze bekrachtigd; en dit is wel het teeken van een terugkeeren tot eene goed geordende normale begrootingspolitiek. Alzoo werden beurteling uit de Buitengewone Begrooting geschakeld al de

(1) Begrooting, n° 4-xvi.

(2) Amendementen, n° 286.

Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : De heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.
- 2) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren Pecher, Claes, du Bus de Warnaffe, de Liedekerke, Pussemier en Cousot.

elementen welke daar uiteraard niet thuis behoorden, namelijk : uitgaven wegens den oorlog, verhaalbare uitgaven, uitgaven van de Staatsbedrijven, gewone uitgaven van een uitzonderlijken aard, enz. Dit werk van uitschakeling heeft er toe bijgedragen om de groote lijnen van deze ietwat ruime en ingewikkelde architectuur, zooals men deze Begrooting kan noemen, zuiverder en klaarder te doen uitkomen.

Deze taak is echter nog niet ten einde gebracht : er blijft nog een saldo over van naoorlogsche uitgaven welke men op geenerwijze vermag productieve uitgaven te heeten en die het voorzeker niet wijs zou zijn ten laste te leggen van de leening, maar welke, om wille van de begrootingsvereischen van na den oorlog, op deze begrooting waren gebracht geworden. Gelukkig zijn zij goed in mindering, daar zij van 424.340.137 frank, in 1922, dit jaar vallen op 189.652.623 frank.

Het is hoofdzakelijk te wenschen dat zij eerlang geheel van de Buitengewone Begrooting afgevoerd zijn. Daaronder zijn er welke, hoewel niet binnen het normaal kader van onze gewone uitgaven gelegen, bestemd zijn om nog een zekeren tijd lang, — tien, twintig jaar of meer nog, — weer te keeren. Zoodanig zijn de credieten vermeld in de volgende artikelen :

ART. 6. — Toelagen aan het Nationaal Werk der Oorlogsweezen.

ART. 55. — Hulpelden aan werklieden tot den arbeid onbekwaam ten gevolge van den oorlog, de genees- en artseneijkundige zorgen inbegrepen.

ART. 57. — Aanvullende toekenningen en buitengewone hulpelden aan de slachtoffers, welke zich in den nood bevinden, van werkongevallen voorgekomen vóór 16 September 1919. Verschillende uitgaven.

ART. 99. — Wedden en vergoedingen aan de in dienst behouden gepensioneerde officieren, die het voordeel genieten van het Koninklijk besluit van 16 September 1919.

ART. 100. — Wedden, vergoedingen en hospitaalsoldij aan de loontrekende en bezoldigde oorlogszieke of gekwetste militairen onder behandeling in het militair hospitaal van Woluwe.

ART. 101. — Loonen aan het tijdelijk personeel van de bureelen der kwartiermeesters en andere beheerdiensten (Depot voor oorlogsinvaliden, commando der centrums achter 't front, enz.).

ART. 102. — Voeding en kleeding van de zieken; onderhoud der inrichtingen; geneesheerkundige en artseneijkbereidkundige diensten.

ART. 103. — Bewapening, trein en paardengetuig van 't leger. — Wedden, loonen en vergoedingen aan het burgerlijk personeel met wedde of werkloon en aan het militair personeel zonder militaire toekenningen; bijzondere vergoedingen aan sommige militairen der artillerie-inrichtingen en parken.

ART. 104. — Allerlei vervoer en wedden, weekloonen en vergoedingen aan het personeel van de oud-veldspoorwegsectie in liquidatie.

ART. 105. — Pensioenen voor dienstjaren en nationale ordes naar aanleiding van den oorlog (met inbegrip van de eerste pensioentermijnen met ingang in 1923, of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar).

Deze uitgaven zouden tot de gewone uitgaven moeten overgaan in de categorie der uitzonderlijke uitgaven waarbij zij natuurlijk behooren.

De voorgebrachte bemerking geldt eveneens voor het crediet dat bestemd is om de tijdelijke en veranderlijke vergoedingen wegens levensduurte te dekken. Ongetwijfeld dienen zij niet met de gewone begrotingen der onderscheidene departementen versmolten te worden. Doch daar niets toelaat te voorspellen, voor een nabije toekomst, dat de levensstandaard op zijn normaal peil zal terugkeeren en dat deze uitgave, dienvolgens, moet aangezien worden als nog gedurende een misschien langen termijn op de Begrooting regelmatig te moeten gebracht worden, schijnt het niet redelijk voort te gaan uit dien hoofde de leening uit te lokken en is het logisch het beloop van deze vergoedingen te boeken op de gewone Begrooting, onder de uitzonderlijke uitgaven der onderscheidene Departementen. Herinneren wij, terloops, aan deze oordeelkundige bemerking, vervat in de Memorie van Toelichting bij de Begrooting van het Dienstjaar 1906 en vermeld in de Bemerkingen van het Rekenhof van de jaren 1909 en 1910, welke in 1922 zijn verschenen : « Daar de recht- of onrechtstreeks productieve uitgaven » voor economische uitrusting alleen een leening kunnen wettigen, zoo moet » de Algemeene Begrooting al de overige uitgaven omvatten, *zelfs die welke* » *niet den periodischen en bestendigen aard hebben van de gewone uitgaven* » en die men daarom « uitzonderlijke uitgaven » noemt. Men had dus » ongelijk, vroeger allerlei soorten van uitgaven op de buitengewone » begrooting te brengen, uitgaven die inderdaad niets gemeens hadden » met de jaarlijksche behoeften der openbare diensten, noch met 's Lands » economische uitrusting ».

Het is klaarblijkend dat tot deze categorie niet behooren, onderscheidene credieten bestemd voor het uitbetalen der wedden en salarissen van zekere klassen van tijdelijke agenten of bedienden welke, wegens de noodwendigheden uit den oorlog voortgevloeid, in dienst moeten behouden worden. Dit geldt namelijk, en zulks ten beloope van hooge bedragen, voor het Departement van Landsverdediging. De opwerping die in 't algemeen gedaan wordt tegen elk voorstel van overdracht dezer credieten naar de gewone begrooting onder de uitzonderlijke uitgaven, is : dat deze tijdelijke beambten niet deelmaken van het vast legerkader, dat zij slechts in dienst blijven om de naoorlogsche likwidatiewerkzaamheden of die van wederinstandstelling van het materiaal of die van nieuwe bevoorrading te verzekeren, dat de uit dien hoofde te voorziene uitgave niet zal nalaten te verdwijnen na een zeker aantal jaren en dat, dienvolgens, de daarop betreffende posten niet moeten verward worden met het geheel der credieten die voorzien zijn voor de normale inrichting van onze militaire instelling. Men zou de gepastheid van dergelijke verhooging kunnen beseffen, indien het gold dit soort van crediet te boeken onder de gewone uitgaven van het Departement van Landsverdediging; men mag daarin geen voldoende reden vinden om te weigeren dezelve op de uitzonderlijke uitgaven te brengen.

Het criterium is blijkbaar niet de aard van den benoemingstitel dezer beambten, en het feit dat zij tijdelijke beambten zijn, is geene reden om het bedrag hunner wedden op de leening te nemen. Het is evenmin gewettigd de moeilijkheid op te lossen door de enkele beschouwing dat het eene uitgave

betreft welke noodzakelijk is gemaakt door eene omstandigheid uit den oorlog geboren. Welke gewone begrooting is niet grondig dooreengeworpen geworden door de gevolgen der crisis? De echte regel om zulks te erkennen is die welk hooger werd aangegeven : De inschrijving op de buitengewone begrooting en de betaling op de leening is slechts wettig voor de uitgaven van eerste inrichting welke, met 's Lands uitrusting te verrijken, productief zijn, en tevens ten goede komen aan het huidige geslacht en aan de toekomstige geslachten.

Met zich te houden aan dit princip van gezonde begrootingspolitiek, ware het eindelijk noodig, op de gewone begrooting te brengen elke uitgave tot verbetering of tot herstel in de mate dat dit werk niet aanzienlijk de huidige waarde zou overtreffen van de vervangen werken, aangezien de Buitengewone begrooting slechts moet belast worden met de meerderwaarde verwezenlijkt door de aangebrachte herbouwing of verbetering. Hoe moeilijk het ook zij dezen wensch te verwezenlijken, is het daarom noodig op de gewone begrooting een zeker aantal credieten te brengen, zooals die welke voorkomen bij artikel 20, 2° die, in hoofdzaak, slechts voorkomen als crediet voor onderhoud van banen en verkeerswegen en al de credieten bestemd om te voorzien in de groote onderhoudswerken der Staatsgebouwen (cf. artikelen 75 en 120).

Ziedaar, beknopt, de bemerkingen door het onderzoek over het geheel dezer begrooting aan de Commissie voor de Financiën ingegeven en de amendementen van algemeene beteekenis welke zij hoopt eerlang te zien verwezenlijken.

Een tweede voorafgaande opmerking dringt zich op, niet zoo zeer uit naam van een beginsel van begrootingspolitiek, maar wegens huidige financiële bezwaren : men dient zich te herinneren dat elke op de Buitengewone Begrooting gebrachte uitgave haar weerslag uitoefent op de gewone, door de verzwaring die zij aanbrengt in de lasten der Openbare Schuld. Hoe nuttig ook de te ondernemen werken of de aan te brengen uitrusting zijn, blijft het echter waar, dat wij, in den huidige stand onzer financiën, slechts met eene uiterste omzichtigheid een leening kunnen wenschen voor het dekken dezer uitgaven. Alles is hier een zaak van maat : even dwaas als het zou zijn, door eene overdreven karigheid, de toekomstige bronnen van 's Lands voorspoed en bloei te stremmen, even gewaagd zou het zijn zich te snel in nieuwe uitgaven te werpen, welke onzen huidige financiële toestand sterk zouden bezwaren.

Voor al dit jaar, is er groote omzichtigheid noodig, daar de schadeloosstellingen van Duitschland, waarop wij bij de raming van onze begrooting hebben gerekend, eilaas! op verre na, voor België, geen verzekerde regeling vertegenwoordigen. In deze omstandigheden, moet men zeer op zijne hoede zijn en in 't algemeen heeft de Regeering de volgende politiek gevoerd : de loopende werken en ondernemingen worden voortgezet en de desbetreffende noodige credieten op de begrooting uitgetrokken. Het ware verkeerd geweest het oogenblik te vertragen waarop een economische opbrengst kan bekomen worden en om onnoodig de verliezen van interesten

opeen te hoopen wegens de onderbreking van de aangevangen werken. Anderzijds, wordt voor de nieuwe credieten een streng vereischte toegepast : slechts worden toegelaten de volstrekt dringende en onontbeerlijke credieten; het is niet voldoende dat eene buitengewone uitgave voor het Land nuttig of profijtelijk zij; het is noodig, om dezelve te billijken, dat zij volstrekt en streng onvermijdelijk weze. Van dien aard zijn de credieten welke moeten dienen om de groote werken uit te voeren die van hoofdzakelijk belang zijn voor onzen economischen vooruitgang, alsmede die welke noodzakelijk blijken voor onze veiligheid. Eindelijk, in enkele goed afgeteekende gevallen, staan wij tegenover verbintenissen door den Staat aangegaan en die dus niet kunnen gewraakt worden. Onder dit opzicht, moeten wij in bijzonderheid elk der credietvoorstellen onderzoeken mits het voorbehoud dat wij zullen trachten alle mogelijke inkrimping van uitgaven te verwezenlijken.

Wat heeft dit werk opgeleverd ?

Dit blijft ons te onderzoeken door de studie van de gezamenlijke credieten voor elk Departement aangevraagd en, vervolgens, door de meer omstandige ontleding van elken begrootingspost.

Voor elk der artikelen geven wij al de elementen die wij konden verzamelen omtrent de aanwending der voorziene bedragen.

* * *

De Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor 1923, omvat, in den vorm dat zij aan de Kamer is voorgesteld, eene raming van uitgaven ten bedrage van 623.540.373 frank verdeeld als volgt :

Uitgaven voor uitrusting	433.887.750 frank.
Uitgaven als gevolg van den oorlog	189.652.623 »

De buitengewone ontvangsten worden geraamd op 4.304.000 frank.

Het totaal der credieten aangenomen voor het dienstjaar 1922 bedroegen in de Begrooting zelf de som van 852.806.657 frank.

De bijcredieten :

Wet van 30 Juli 1922	100.000 frank.
Wet van 28 Februari 1923	109.400 »

209.400 »

Te zamen : 853.016.057 »

Onderverdeeld als volgt :

Uitgaven voor uitrusting	428.506.500 frank.
Uitgaven als gevolg van den oorlog	424.509.557 »

Te zamen 853.016.057 »

De navolgende tabel geeft aan, per categorie, de buitengewone credieten aan ieder Departement toegekend voor verleden jaar en voor 1923 (volgens de vormingen van het Begrootingsontwerp zooals het ten bureele van de Kamer werd neergelegd) :

Aanduiding der Ministeries of diensten.	1922. Uitrusting.	1922. Gevolg van den oorlog.	1923. Uitrusting.	1923. Gevolg van den oorlog.
Openbare Schuld		107,000,000		
Ministerie van Justitie.	1,484,000	6,715,000	825,000	6,615,000
Ministerie van Buitenlandsche Zaken.	350,000		385,000	
Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	100,000		500,000	268,000
Ministerie van Wetenschappen en Kunsten	16,722,000		14,000,000	
Ministerie van Landbouw en Openbare Werken :				
A. Landbouw.	600,000		1,000,000	
B. Openbare Werken.	141,694,000		171,445,000	
Ministerie van Nijverheid en Arbeid.	6,000,000	56,545,000		15,625,000
Ministerie van Landsverdiging	99,489,800	43,581,217	110,232,750	32,475,828
Gendarmerie		12,000		
Ministerie van Financiën	162,066,200	152,390,370	135,500,000	75,825,200
Tijdelijke en veranderlijke duurtetoesla- gen		58,265,970		58,843,595
Te zamen. . . fr.	428,506,500	424,409,557	433,887,750	189,652,623
	fr. 853,016,057		fr. 623,540,373	

Uit de vergelijking van deze cijfers kan men dadelijk een zeer belangwekkend besluit trekken :

1^o Het bedrag der aangevraagde buitengewone credieten is in mindering van ongeveer 230 millioen tegen verleden jaar (een bijkomende vermindering is ontstaan uit een nieuw onderzoek van de Begrooting en wordt verwezenlijkt door de amendementen van de Regeering en van de Commissie);

2^o de vermindering komt hoofdzakelijk voort, uit het afnemen van de uitgaven ten gevolge van den oorlog.

Een zeker voorbehoud dringt zich echter op : de vermelde verlichting is gedeeltelijk te danken aan de overdracht naar de gewone begrooting van de twee credieten, onderscheidelijk van 10 en 97 millioen, welke last voortvloeit uit de inwisseling der marken (10 millioen uit hoofde van uitkeering wegens kosten bij de Nationale Bank en 97 millioen uit hoofde van den dienst der schuld aangegaan voor de inwisseling der marken — artikelen 1 en 2 de Buitengewone Begrooting voor 1922). « De Regeering, zoo zegt de Eerste Minister in de Algemeene Toelichting der Begrooting, wilde deze

posten niet langer op de Buitengewone Begrooting behouden, daar hunne wederinvordering niet met hetzelfde vertrouwen als vroeger kan worden in vooruitzicht gesteld. »

Eene tweede reden van vermindering ligt in het feit, dat de dotatie der oudstrijders niet meer voorkomt op de Buitengewone Begrooting dan voor 75,000,000, wanneer er 150,000,000 waren voorzien in 1922, eene schijnbare vermindering, — aangezien de verplichtingen van den Staat niet verminderd zijn, maar te wijten aan de toepassing van het liquidatiestelsel ingevoerd door de wet van 28 Augustus 1920.

Blijft een wezenlijke winst van 47,000,000, verwezenlijkt door eene vermindering van uitgaven der onderscheidene Departementen. « Volstrekt onvoldoende uitslag », zooals de Eerste Minister het zegt in de Algemeene Toelichting van de Begrooting, alzoo herhalende zijn beroep op de wijsheid der Kamers ten einde de aangevraagde credieten van buitengewonen aard aan een nieuwe schifting te onderwerpen.

In deze voorwaarden doet het vraagstuk zich aan de wetgeving voor.

Eene nieuwe herziening had plaats; zij liet toe de wezenlijke bezuiniging van 47 millioen op 83 millioen te brengen, ten aanzien van de credieten in 1922, wat een zeer te waardeeren uitslag is.

Het is niet mogelijk zich daarvan rekenschap te geven dan door het omstandig onderzoek van de artikelen waartoe wij hieronder overgaan :

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

EERSTE ARTIKEL. — *Weldadigheidsscholen en openbare instellingen van den Staat. — Meubileering, 125,000 francs.*

Dit crediet is bestemd om geheel of gedeeltelijk de meubileering van eerste inrichting te betalen van de volgende nieuwe inrichtingen ten voordeele van de minderjarigen die onder bescherming staan van den Staat.

Kraamvrouwen-paviljoen met zuigelingenafdeeling te Ukkel, ongeveer 25,000 frank.

De weldadigheidsschool voor vrouwen, te Sint-Servatius, bestemd om die van Namen te vervangen, ongeveer 80,000 frank.

Kliniek-paviljoen voor minderjarige meisjes door venerische ziekten aangetast, geopend sedert Januari 1923 in de lokalen van het voormalig bedelaarsgesticht, te Brugge, ongeveer 20,000 frank.

Ten einde het voorwerp van dit artikel nader aan te geven, wordt door de Commissie voorgesteld den tekst te doen luiden als volgt : « Meubileering van het kraamvrouwen-paviljoen, te Ukkel, van de weldadigheidsschool voor vrouwen, te Sint-Servatius en van het kliniek-paviljoen voor minderjarige meisjes, te Brugge; uitgaven voor eerste inrichting. »

De Minister heeft daarmede ingestemd.

Een crediet van 200,000 frank was daartoe op het overstemmende artikel van de Buitengewone Begrooting voor 1922 toegekend geworden. De gedane uitgave zal slechts 160,000 frank bedragen, daar de aankopen niet ten

gepasten tijd konden geschieden. Het huidige crediet is dus een overdracht ten beloope van 40,000 frank.

De uitgaven, op de Buitengewone Begrooting, gedaan voor het Kraamvrouwen-paviljoen, te Ukkel, bedragen tot op heden en voor saldo de som van fr. 925,597.63. Zij hebben betrekking op den aankoop van twee eigendommen, op de bouw- en geschiktmakingswerken van de lokalen, electrische inrichting, verwarming, gezondheidsinrichtingen, meubileering, medisch kabinet. De installatie is thans voltrokken.

Blijft de meubileering waarin door het huidige crediet wordt voorzien.

De Weldadigheidsschool voor Vrouwen, te Sint-Servatius, heeft tot op heden eene uitgave gevraagd van fr. 2,412,094.76, omvattende den aankoop van het terrein, het bouwen der paviljoenen van de melkerij-hoeve, de woning van den huisbewaarder, het bouwen van de observatie- en opvoedingspaviljoenen, de gebouwen voor het bestuur en de huisvesting der kloosterzusters, besteeude wegen, trottoirs, plaveiing, bevloering, verbinding met de waterleiding, ijzeren afsluiting van het erf.

Het crediet bij artikel 5 voorzien is het laatste voor wat de voltooiing der werken betreft. Tot nog toe werd geen centiem uitgegeven voor de meubileering.

Deze uitgave zal tot het minimum worden verlaagd en de meubileering van de inrichting, te Namen, zal zooveel mogelijk beuutligd worden.

Zelfde bewerking voor wat betreft het Kliniekpaviljoen, te Brugge. Het aantal plaatsen in dit paviljoen moest van 50 tot op 100 worden gebracht, ten aanzien van het groot aantal der door de geneesheeren aangegeven aanstekelijke gevallen. Om die reden is het niet zeker dat het crediet, aangevraagd voor de meubeleering van deze inrichting, het laatste zal zijn, doch de uitgave zal zooveel mogelijk ingekort worden.

ART. 2. — *Voorschot aan het Kolonie-krankzinnigengesticht, te Reckheim, 100,000 frank.*

Vóór 1 Januari 1921, diende het gesticht van Reckheim als uitweg voor het gesticht van Hoogstraten, als weldadigheidslandbouw-kolonie. Thans huisvest het vreedzame schuldige krankzinnigen ten getale van 187. Het gesticht leeft door zijn eigen middelen. Zijne boekhouding, evenals die van al de gestichten ahangende van de begrooting voor order, wordt gehouden overeenkomstig een reglement dat, zooveel mogelijk, de weergave is van de bepalingen die gelden voor de gestichten die ahangen van de Staatsbegrooting; de lasten bestaan in het onderhoud en de behandeling der zieken, het onderhoud der lokalen, de betaling van het personeel en van de ondergeschikten, ook de betaling der huur van het onroerend goed dat het eigendom is van de weldadigheidskoloniën. De inkomsten bestaan uit de inning der onderhouds- en behandelingskosten der zieken, eindelijk in den verkoop van de opbrengst der hoeve.

Het aangevraagde voorschot is bestemd om een tekort te dekken, daar de inkomsten thans niet de algemeene onkosten vergoeden wegens het laag getal der bevolking. Men bemerke dat deze aangroeit: in den beginne telde

zij 60 zieken, thans ongeveer 200. Men kan voorzien dat, mits een getal van 250 zieken, het gesticht zijn eigen kosten zal kunnen dekken. Anderzijds, legt men er zich op toe de algemeene kosten in te krimpen en men onderzoekt of, indien de bevolking ongewijzigd blijft, het niet goed zou zij in het kolonie-paviljoen niet-schuldige krankzinnigen op te nemen.

In 1921, werd een voorschot verleend van 500,000 frank, en, in 1922, eene som van 10,000 frank.

De Commissie, na kennis te hebben genomen van deze gegevens, was van meening dat het beter ware dit crediet op de Gewone Begrooting te brengen van het Ministerie van Justitie, zooals werd gedaan met gelijksoortige credieten uitgetrokken voor de landbouwondernemingen der Staatsinrichtingen te Sint-Hubert, Ruysselede, Moll en Merxplas (amendementen op de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1923- 7 December 1922, stuk n° 38). Men ziet, inderdaad, niet in waarom op de Buitengewone Begrooting een crediet moet gebracht worden, bestemd om een tijdelijk tekort te dekken, dat zich heeft voorgedaan in de *begrooting tot onderhoud* van gezegde inrichting. De Minister had daar niets tegen en het crediet mag dus wegvallen.

ART. 3. — Voorschot aan het Staatskrankzinnigengesticht, te Doornik, 100,000 frank.

Evenals het paviljoen van Reckheim, is dat van Doornik een gesticht dat leeft van zijn eigen inkomsten, namelijk van het bedrag der onderhoudskosten van de krankzinnigen. In 1922, waren de lasten als volgt : de betaling van het personeel, het onderhoud van het onroerend goed, de verwarming, de verlichting, eindelijk de betaling van een vaste som bij overeenkomst aan de kloostergemeente die het gesticht bedient voor het toezicht, de voeding, de kleeding en de slaping der krankzinnigen. Sedert 1 Januari 1923, is een bijzonder kwartier geopend voor de gevaarlijke krankzinnigen; aan dit soort van zieken levert de kloostergemeente niets anders meer dan het voedsel; het gesticht heeft dus te zijnen laste het toezicht, de kleeding en de slaping. Deze wijziging had voor het gesticht tot gevolg, de noodwendigheid om zelf te voorzien in het toezicht en in de kosten van kleeding der wereldlijke oppassers, van aankopen van beddegoed, meubelen, vaatwerk, enz. Deze kosten van eerste inrichting gedaan zijnde, zal het gesticht zijne uitgaven dekken door de opbrengst der gelden voortkomend van het onderhoud der krankzinnigen.

De huidige bevolking bestaat uit 193 krankzinnigen.

Reeds werd door den Staat een som van 500,000 frank voorgeschooten. Voor de redenen opgegeven in de verklaring van artikel 2, was de Commissie van gevoelen dat dit crediet insgelijks beter geplaatst ware in de Gewone Begrooting van Justitie en de Minister trad deze zienswijze bij. Dit crediet kan dus wegvallen.

ART. 4. — Oprichting van gebouwen voor het personeel van het verbeterhuis, te Merxplas, 200.000 frank.

Dit crediet was bestemd om geheel het program van oprichting van gebouwen te laten verwezenlijken, omstandig uiteengezet in het verslag

over de Buitengewone Begrooting van 1922 : huis van den geneesheer, van den onderwijzer, van klerken en toezichters. Het is, inderdaad, noodig, in het belang van de tucht en van de veiligheid, de bedienden niet te dwingen te ver van het gesticht te gaan wonen. Doch daar deze bouwwerken in 1923 niet konden geschieden, is het mogelijk het crediet tot op 100,000 fr. te brengen.

ART. 5. — *Paviljoen weldadigheidsschool voor vrouwen, te Sint-Servatius. — Voltooïng van werken van eerste oprichting, 300.000 frank.*

Reeds verleden jaar, heeft de Commissie eenig voorbehoud gemaakt over de aanzienlijkheid der sommen besteed voor de Paviljoen-school, te Sint-Servatius. Voor de begrooting van 1923, was de aanvraag van een laatste crediet van 300,000 frank voor de voltooiing der werken aangekondigd. Het is dit crediet, hetwelk voorkomt bij artikel 5. Het is dus het laatste, maar zal op 500,000 frank moeten gebracht worden voor de volgende redenen :

Op het oogenblik dat de som van 300,000 frank was voorzien, scheen zij toereikend te zijn; sindsdien klom de prijs van den handenarbeid en van de materialen in zulke mate dat gezegde som niet meer zal volstaan. Onmogelijk met zekerheid te voorzien welke de uitslag zal zijn van de aanbestedingen, vooral bijaldien nieuwe factoren, zooals een algemeene prijsverhoging, zullen tusschenkomen.

Het Bestuur heeft, einde 1922, de volgende werken toegewezen :

a) Afsluiting der terreinen, geraamd op 60,000 frank, toegewezen 68,500 frank; verschil : 8,500 frank;

b) Voltooiing van de paviljoenen : geraamd op 159,000 frank, toegewezen aan 217,200 frank; verschil 68,200 frank;

c) Voor de schrijnwerkerij, toevertrouwd aan de werkluizen van het Gesticht, te Hoogstraten, is er te kort : fr. 139,703.69, welke som de levering en de plaatsing vertegenwoordigt van 1,303 vierkante meter binnenschrijnwerkerij tegen 107 frank den vierkanten meter.

Daaruit volgt dat het gezamenlijk tekort fr. 216,403.69 bedraagt en dat het noodig is het aangevraagd crediet van 300,000 frank te brengen op 500,000.

Het is wel verstaan dat, mits het toekennen van dit crediet, de werken van de school volkomen moeten voltooid zijn.

ART. 5bis (nieuw). — *Voorschot aan de zelfstandige hoeven der Weldadigheidskoloniën van Merxplas, Wortel en Hoogstraten, met het oog op de vorming van een bedrijfskapitaal om er de exploitatie van te verzekeren, 150,000 frank.*

Dit amendement heeft geen doel meer. Inderdaad, de financieele toestand der Weldadigheidskoloniën is beter geworden, zoodat de hoofdcomptabiliteit dezer gestichten in staat is om ter beschikking van de landbouwondernemingen het noodige bedrag van 150,000 frank te stellen, ten einde de drie hoeven in eigen bedrijf te exploiteeren. Het crediet, bij wijze van amendement voorgesteld, moet dus verdwijnen.

III. — Uitgaven ten gevolge van den Oorlog.

ART. 6. — *Toelagen aan het Nationaal Werk der Oorlogsweezen* : 6,565,000 fr.

Het Nationaal Werk der Oorlogsweezen heeft met eere en met toewijding eene verdienstvolle taak op zich genomen, waaraan de Kamer zal willen medewerken door het aangevraagde crediet goed te keuren. Op ingeving van het werk zelf, werd dit crediet verminderd tot op 6,250,000 frank.

De Commissie voor de Financiën wenschte nadere toelichting te bekomen betreffende de aanwending dezen som en nam inlichtingen over den financiëlen toestand van het werk. In de Bijlage zal men twee tabellen vinden (Bijlagen I en II) welke dezen toestand aangeven onderscheidenlijk voor het jaar 1922 en voor al de dienstjaren gezamenlijk vervallen op 31 December 1922, van af de stichting van het Nationaal Werk der Oorlogsweezen. Bijlage III bevat de algemeene begrooting van het Werk voor 1923 en rechtvaardigt de huidige aanvraag van crediet. Bijlage IV geeft de opname der weezen : a) reeksgewijze (kinderen van overleden of invalide soldaten en kinderen van overleden of invalide burgers), en volgens de provinciale comiteiten ; b) volgens de wijze van uitbesteding der pupillen (weezen in familie ; weezen toevertrouwd aan pleegouders, weezen toevertrouwd aan gestichten).

Men stelt vast dat, op 31 December 1922, het Nationaal Werk zijn bijstand verleende aan 17,969 kinderen, onderverdeeld als volgt :

9,510 kinderen van soldaten ;

8,459 kinderen van burgers.

De meeste weezen (16,769) worden in de familie gelaten, 638 worden toevertrouwd aan pleegouders (oomen, moeien, broeders, grootouders of geenverwanten), 571 worden opgevoegd in gestichten.

Het verslag over de Buitengewone Begrooting van verleden jaar vermeldde de onderscheidene wijzen van bescherming welke de Intelling heeft aangenomen om het welzijn en de toekomst harer pleegkinderen te verzekeren. Wij zullen er niet op terugkomen tenzij om de gegrondheid te onderzoeken van zekere grieven die voorgebracht werden in de Afdeling, in zake de gepastheid van de stelselmatige inrichting en, zoo mogelijk, het pensioen te verhoogen van de oorlogsweezen.

Dienaangaande moet men er zich op toeleggen eene verwarring uit de wereld te helpen, welke zich heeft voorgedaan en vanwege sommigen, tot ongebillijke kritieken heeft aanleiding gegeven, namelijk : het pensioen der weezen is eenvormig bepaald op 500 frank bij de wetten van 23 November 1919 op de militaire pensioenen en van 10 Juni 1919- 25 Juli 1921 op het herstel der schade aan personen. Sommigen hebben er zich over verwonderd dat het kind van den voor het Vaderland gesneuvelden soldaat geene verhooging geniet, wanneer dit wel plaats heeft voor de weduwe van den voor het Vaderland gesneuvelden militair. Men zegt dit verschil van handelwijze tusschen de weduwen en hare kinderen slecht te begrijpen ; het lijkt des te vreemder, daar de militairen-oorlogsinvaliden, die ingelijks een pensioen voor hunne kinderen ontvangen, het bedrag van dat pensioen in een zekere mate zien verhoogen naar rato van de levensduurte indien het invaliditeitscijfer 60 t. h. overtreft.

Daaruit vloeit, b. v., voort, dat een kind van een invalide met 100 t. h. invaliditeit 590 frank pensioen per jaar trekt, terwijl een wees van een onder den oorlog overleden militair slechts 300 frank 's jaars ontvangt.

Het cijfer van 300 frank is voorzeker niet zeer hoog en het Comité der Kinderrijke gezinnen vroeg, terecht, dat het zou verhoogd worden.

Het schijnt echter niet mogelijk te zijn dat het Nationaal werk der Oorlogsweezen die ontoerekendheid zal zoeken te verhelpen.

Nu, dit doel kan slechts bereikt worden door eene herziening der vóórnemde wetten op de pensioenen, en het is aan de Regeering om te weten of zulk iets mogelijk is.

Het Nationaal werk der Oorlogsweezen verstrekt geene rente ten bate van de onder zijne bescherming uitbesteede kinderen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 der wet van 13 juni 1919, neemt het, in het belang der Weezen, alle gepaste maatregelen en deze tusschenkomst uit zich, gansch natuurlijk, in de mate van de noodwendigheden vastgesteld door het onderzoek dat in elk bijzonder geval wordt ingesteld.

De erkenning van deze noodzakelijkheid geschiedt door de bezoekers, wier ambt is ingesteld door artikel 4, 6^{de} lid van voormelde wet : het Werk verleent vooreerst aan elk der kinderen, die op zijne lijst voorkomen, een maandelijksche toelage van 10 frank. Deze toelage wordt gebracht op 20 frank, wanneer het kind, moederlijke wees, is moeten toevertrouwd worden aan de zorgen van een verwant of van een pleegvader, zooveel mogelijk vriend van de familie.

Bij dit bedrag moeten gevoegd worden de onderscheidene toegekende steungelden volgens dat het kind een bijkomende voeding, geneeskundige zorgen behoeft, of dat het op den leeftijd eener beroepskeuze is gekomen, enz.

Het bedrag der tusschenkomst van het Nationaal Werk der Oorlogsweezen wordt in ieder geval bepaald.

De kledingsonderstand wordt steeds in natuur verstrekt.

Gehoor gevende, echter, aan gedachten in afdeeling geopperd, drukt de Commissie voor de Financiën den wensch uit dat, om de boven gekenmerkte grieven te verhelpen, het Nationaal Werk der Oorlogsweezen er zich zou op toeleggen het maandelijksch bedrag der steungelden, aan elk zijner beschermelingen toegekend, te verhoogen.

Het schijnt te blijken uit een onderzoek van den financieelen toestand van het Werk, dat dit voorstel niet kan verwezenlijkt worden ; inderdaad, uit de tabellen der Bijlagen, alsmede uit die van het Verslag voor 1922 blijkt, dat het op 1 Januari 1923 beschikbaar saldo fr. 6,146,658.87 omvat, terwijl de vroeger beschikbare saldo's bedroegen :

Op 1 Januari 1920	fr.	1,767,062.19
Op 1 Januari 1921		563,808.34
Op 1 Januari 1922		1,863,686.61

Het bedrag van fr. 6,146,658.87 spreekt voor de degelijkheid van een zeer wijs beheer en voor een bloeienden toestand welke al degenen verblijdt, die belangstellen in de ontwikkeling van het Nationaal Werk. Het

bestuur van dit werk doet echter opmerken, dat dit saldo onderscheidene sommen omvat waarvan de bestemming op eene nauwkeurige wijze is bepaald geworden en die niet kunnen besteed worden voor de algemeene behoeften der oorlogsweezen. Het ware onrechtvaardig daarmede geen rekening te houden.

a) Alzoo, tot dit beschikbaar gedeelte behooren de giften door het « Belgian Orphan Fund » van Londen ingezameld en die, naar den wil van de schenkers, moeten dienen tot het verstrekken van bijzondere hulpgelden aan door deze schenkers bij name aangewezen kinderen.

De uit dien hoofde nog niet toegewezen som bedraagt fr. 1,192,477.41.

b) De opbrengst van de nationale onderschrijving wordt ter beschikking gesteld van de provinciale comiteiten van het Werk, ten einde hun toe te laten dadelijk te voorzien in al de bijzondere nooden der oorlogsweezen, welke niet behooren tot de gevallen voor dewelke credieten aan de wetgeving werden gevraagd : overvoeding in geval van noodzakelijkheid, tegemoetkoming in de kosten van hospitalisering of van heilkundige behandeling (deze tegemoetkomingen zijn soms noodig ter oorzake van de weigering der officieele weldadigheidsinstellingen om, ten bate van de oorlogsweezen, de verplichtingen op zich te nemen die zij hebben ten opzichte van de weezen in 't algemeen) : voorloopige tegemoetkomingen voor de bevordering der woninghygiëne, enz.

De uit dien hoofde nog beschikbare som bedroeg op 31 December 1922, fr. 263,836.72.

c) De opbrengst van den jaarlijkschen verkoop van het Weezenbloempje heeft ook eene bijzondere bestemming.

Deze verkoop wordt ingericht door een van het Nationaal Werk onafhankelijk Comité, dat echter in enge verbinding staat met het Werk. De opbrengst wordt door dit Comité, in overeenstemming met het Nationaal Werk, besteed voor het verleen van eereleeningen aan de oorlogsweezen die, hun leertijd of hunne beroepsopleiding voltrokken, kapitalen behoeven om zich te vestigen. De uit dien hoofde beschikbare som bedraagt : fr. 1,169,464.39.

d) De afhoudingen gedaan van de jaarwedden van het personeel met het oog op het vestigen van een ouderdomspensioen en de gelijkwaardige deelneming van het Werk zelf, tot het vestigen van dit pensioen : fr. 14,874.80;

e) Het beloop der bedrijfsbelasting geheven ten laste van het personeel en die, op 31 December 1922, nog niet gestort was in de kas van den ontvanger der belastingen : fr. 93.10.

Bij deze sommen moet gevoegd worden een kapitaal van 1,500,000 frank aan het Werk toegekend bij de vereffening van het « Belgian Relief Fund » en dat, bij besluit van den Beheerraad, bestemd werd tot het vestigen van een reservefonds dat toelaat, in 't vervolg, te voorzien in de nieuwe nooden van de Oorlogsweezen zonder dat daarvoor eene verhooging van de jaarlijksche Rijksbijdragen moet gevraagd worden.

Deze onderscheidene sommen vormen een totaal van fr. 4,442,746.42.

Het beschikbaar saldo van fr. 6,146,638.87, na afstrek van de kapitalen,

was bestemd voor stipt bepaalde gebruiken en niet gedekt door toelagen van den Staat, beperkt zich dus tot fr. 2,003,912.40.

De beschikking over dit bedrag is noodig om het Werk toe te laten regelmatig zijne taak voort te zetten, wanneer de Staatstoelagen niet regelmatig kunnen uitgekeerd worden.

In dit opzicht kan men vermelden dat, tot nog toe, geen enkele toelage bij voorraad door den Staat is verleend geworden aan het Werk, sedert 1 Januari 1923, hoewel de uitgave sedert dien datum uiteengezet, op dit oogenblik 1,500,000 frank overtreft.

Het Bestuur van het Werk roept, daarenboven, de aandacht op deze dubbele beschouwing, te weten : dat ieder jaar dat ons van den oorlog scheidt eene vermindering der giften en bijdragen medebrengt ; de uitputting van het reservefonds zal dit verlies vergoeden. Eindelijk, zelfs op den datum van 31 December 1939, wanneer het Werk zal ontbonden worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 der wet van 18 Juni 1919 en dat de toelagen zullen ophouden, zal nog eenig beschikbaar kapitaal noodzakelijk zijn. Inderdaad, op 31 December 1939, zal de groote meerderheid der oorlogsweezen 21 jaar oud geworden zijn, doch het Werk, dat door de wet gelast is de beroepsopleiding zijner beschermelingen te verzekeren, is vaak verplicht tusschen te komen wanneer de betrokken jongelieden meer dan 21 jaar oud zijn. Dit geldt niet alleen in zekere gevallen van vakopleiding, die zich voordoen onmiddellijk na het voltrekken van volledige middelbare studiën, doch de mogelijkheid doet zich vooral voor wanneer, wegens hunne geschiktheden, de jonge lieden zijn geleid geworden naar hogere studiën. Het is zeker dat, op 31 December 1939, een aanzienlijk getal oorlogsweezen nog door toelagen zullen moeten geholpen worden, willen ze niet eene beroepsopleiding moeten vaarwel zeggen, waartoe zij door hunne werkzaamheid en hun verstand waren aangewezen.

Zooals hierboven werd gezegd, zal nochtans het Werk op dit tijdstip moeten ontbonden worden. Vandaar de verplichting om te zorgen voor een zekere reserve voorafgenomen van de gelden die aan het Werk toebehooren en die moeten toelaten te blijven zorgen voor jonge lieden die als de meest belangwekkende gelden, aangezien zij beroepskeuze van den hoogsten graad zullen gedaan hebben.

Zonder de juistheid van deze beschouwingen te willen ontkennen, is het toegelaten te denken dat, mits het toekennen van de aangevraagde toelage, het Nationaal Werk in staat zoo zijn om thans den toestand van de Oorlogsweezen te verbeteren. De Commissie dringt er op aan, in dien geest het crediet goed te keuren.

Nog moet er voor gezorgd worden de algemeene kosten van het Werk, ten bedrage van fr. 637,893.77, in te krimpen. In eene nota (Bijlage V) wordt eene uiteenzetting gedaan omtrent de inrichting van het hoofdbestuur, de provinciale en de gemeentelijke Comiteiten.

Eindelijk rijst eene laatste vraag omtrent dit crediet :

Is het niet wenschelijk het op de gewone begrooting te brengen, gegeven zijnde dat het nog gedurende een zeker aantal jaren zal moeten hernieuwd worden?

Uit de ingewonnen gegevens blijkt het volgende : De wet van 13 Juni 1919 tot instelling van het Nationaal Werk der Oorlogsweezen beperkte den bestaansduur van deze inrichting.

Naar luid van artikel 3 dezer wet, zal het Nationaal Werk der Oorlogsweezen ontbonden worden, bij Koninklijk besluit, na de voltooiing zijner zending en uiterlijk op 31 December 1939.

De bedrijvigheid van de inrichting zal nog gedurende een tiental van jaren groot zijn en daarna spoedig afnemen ; dit wordt aangetoond door bijgaande statistieken (Bijlage VI) van het aantal oorlogsweezen gerangschikt volgens het jaar van hunne geboorte en die, op 31 Januari 1923, op de lijst van het Werk waren gebracht.

Om deze redenen en, voor het overige verwijzende naar de beschouwingen aan het hoofd van dit verslag vermeld, uit de Commissie voor de Financiën den wensch dat, toekomend jaar, bedoeld crediet op de gewone begrooting zou gebracht worden onder de uitzonderlijke uitgaven.

ART. 7. — Commissie van Onderzoek in zake de inbreuken op de regelen van het volkenrecht, op de wetten en de gebruiken van den oorlog, 50,000 frank.

De Onderzoekscommissie gaat met haar werk gedaan maken ; dit crediet is het laatste dat zal aangevraagd worden. De Commissie, de Regeering wenshende te helpen in hare politiek van bezuiniging, heeft de kosten tot het minimum herleid en eene vermindering van het huidige crediet op 40,000 frank mogelijk gemaakt.

Al hare verslagen zijn thans in het licht gegeven of zijn onder druk, behalve het laatste, waarvan de kopij eerlang bij den drukker zal besteld worden. De algemeene uitgave sedert 1919 — in de veronderstelling dat het crediet van 40,000 frank geheel moet verbruikt worden — zal bedragen hebben de som van ongeveer 586,500 frank.

Deze post zal dus, toekomende jaar, van de Buitengewone Begrooting, verdwenen zijn.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

ART. 8. — Aankoop of oprichting van hotels voor de gezantschappen en consulaten, 200,000 frank.

Op aanvraag van onderscheidene leden in de afdeelingen, heeft de Commissie voor de Financiën inlichtingen ingewonnen omtrent de uitgaven gedaan sedert den wapenstilstand voor het aankopen en het bouwen van hotels voor de gezantschappen en de consulaten. De uitgaven bedroegen fr. 2,281,632.58, onderverdeeld als volgt :

Voor het dienstjaar 1920 : fr. 242,397.69 bij wijze van voorschot op den prijs van een gemeubileerd hotel te Washington (uitgave geraamd op 3,271,800 frank). Deze som dekt enkel de kosten van akten en den aankoop van het mobilair ; het overige, 200,000 dollar, is betaalbaar binnen den termijn van tien jaar, wat ons zal toelaten van een gunstigen geldkoers profijt te trekken.

Fr. 244,059.76 voor het aankopen van een gedeeltelijk gemeubileerd hotel te Hamburg, bestemd voor het Algemeen Consulaat in deze stad.

Voor het dienstjaar 1921 : fr. 1,795,175.13 voor het aankopen van hotels te Rome (Quirinaal), Belgrado en Budapest.

Het beoep der aanwijzingen op het crediet van 35,000 frank, voor het dienstjaar 1922 toegekend, zal 275,000 tot 300,000 frank bedragen voor de geschiktmakingskosten der hotels te Belgrado en Budapest en de kosten van bemeubeling van dat te Rome (Quirinaal), alle drie gekocht in 1921.

Aangaande het thans aangevraagd crediet, heeft de Commissie van den Minister van Binnenlandsche Zaken het volgende antwoord ontvangen :

« Mijn Departement bestudeert het bouwen van een consulaire hotel te » Sint-Paul-de-Loanda (Angola).

» De te nemen beslissing hangt af van de zakelijke gegevens die ik » verwacht over de bouwkosten, de vervoermogelijkheden van het Belgisch » materiaal, enz.

« Overigens, verwijs ik naar de nota tot verklaring van het geraamde » crediet bij artikel 8 der Buitengewone Begrooting waarin, onder andere, » staat : dat het niet zeker is dat het aangevraagde crediet zal gebruikt » worden, maar dat het onontbeerlijk is dat het Departement van Buiten- » landsche Zaken de noodige machtiging bezit om een dergelijke koopover- » eenkomst te sluiten indien de gelegenheid zich voordoet. »

De Commissie stelt aan de Kamer voor dit crediet goed te keuren.

ART. 9. — *Bestendige voorschotten met het oog op de betaling der uitgaven welke ten laste van den Staat vallen en door tussenkomst der agenten van den buitenlandschen dienst vereffend werden, fr. 185,000.*

Hier betreft het geen uitgave, maar een voorschot bestemd om het beschikbaar gedeelte van een bedrijfsfonds te brengen van 800,000 op 985,000 frank, ten einde de vereffening te vergemakkelijken van de dienstuitgaven te doen door onze diplomatieke en consulaire ambtenaren in den vreemde, voornamelijk briefwisselingskosten, aankoop van bureelbehoeften, abonnementen op dagbladen, huur, onderhoud, verlichting, verwarming, vergoeding van het lager personeel, onderstand aan behoeftige Belgen, kosten van rapatriëring, enz.

Het bedrijfsfonds werkt op de volgende wijze :

Door het Ministerie van Financiën wordt, ten laste van bedoeld crediet, een check afgeleverd. Naar den afstand, wordt het beloop er van bepaald op het benaderend totaal der uitgaven, van drie tot zes maanden. Daarop neemt de beambte de noodige gelden naarmate de noodwendigheden en brengt, anderzijds, de gedane uitgaven op zijn maandelijkschen staat van uitgaven. Die staat wordt vereffend door middel van een check die insgelijks aan het Departement wordt aangevraagd, wat voor gevolg heeft het bedrijfsfonds aanhoudend in stand te brengen.

De vereffening der terugbetalingschecks geschiedt bij betaalbevel; verleend ten profijte van de Schatkist en *regelmatig aangewezen op de Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.*

In 1922, bedroeg de gelduitkeering op het bedrijfsfonds 2.476.875,27 fr.

In geval later zou beslist worden het stelsel van het bedrijfsfonds af te schaffen, zouden de ter beschikking van dit fonds gestelde sommen, te weten 985.000 frank, in hun geheel terugkeeren in de Staatskas.

Deze beschonwing heeft de Commissie voor de Financiën aangezet dit crediet goed te keuren en op de Buitengewone Begrooting te behouden.

ART. 9^{bis} (nieuw). — *Toelage aan de Economische zending, in Japan, 100,000 frank.*

Zonder aanmerking goedgekeurd.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID.

I. — Uitgaven voor toerusting.

ART. 10. — *Kosten van studie en werken uit te voeren aan de minerale bronnen en gezondheidsinstellingen der Stad Spa : 500,000 frank.*

De onkosten gedaan voor de verbetering der bronnen en gezondheidsinrichtingen der stad Spa zijn een productieve uitgave, eene verrijking van 's Lands toerusting een zijn dienvolgens op deze Begrooting gerechtvaardigd.

Het leek echter aan de Commissie voor de Financiën dat de Staat aler zich verder te wagen in deze geldbelegging, nauwkeurig zou moeten opmaken welke de verhouding is tusschen hem zelf en de stad Spa. Uit eene verklaring afgelegd bij het onderzoeken der Buitengewone Begrooting van 1922, blijkt dat de stad Spa hare badinrichtingen en hare bronnen van mineraal water gansch kosteloos aan den Staat heeft afgestaan, dat het principe der overname door den Staat is gestuit geworden door Minister Carton de Wiart en dat de vraagpunten omtrent deze beslissing nog ter studie liggen. Deze studie schijnt nog niet afgelopen te zijn en nog geen definitief besluit werd in deze genomen. Er bestaat zelfs een volstrekte onzekerheid in zake het voorwerp en de modaliteiten van den gedanen afstand. « Welk is er het voorwerp van, vroeg de Commissie ; » eigendom ? exploitatie der badinrichtingen ? exploitatie der bronnen ? » Welk rechtelijk stelsel zal deze afstand doen ontstaan ? Kan men geen » mededeeling krijgen van de gesloten overeenkomsten of van de te sluiten » contract-ontwerpen ?

« Welk voordeel kan de Staat bij dien afstand behalen ? Zal er winst zijn » met het exploiteeren der badinrichtingen of der bronnen ? Welke lasten » en verplichtingen neemt de Staat daardoor op zich ?

« Welk exploitatie-stelsel werd tot nog toe gevolgd betreffende de bad- » en broninrichtingen te Spa ? Welke wijzigingen zullen de gesloten of te » sluiten overeenkomsten daaraan toebrengen ? »

De Minister van Binnenlandsche Zaken antwoordde het volgende :

« Eigenlijk werd er met de betrokken stad geen enkele overeenkomst » aangegaan en is het, dienvolgens, nog niet mogelijk te doen kennen » op welke wijze de exploitatie der badinrichtingen zal geschieden, noch » welke lasten en verplichtingen daaruit voor den Staat zullen voortvloeien,

» en evenmin, welke voordeelen er aan verbonden zijn. De badinrichtingen » en de pouhons worden thans in bedrijf genomen door de Pacht-Com- » pagnie « Spa Monopole ». Op welke grondslagen het nieuwe stelsel zal » gevestigd worden, is een nog onopgelost vraagstuk.

» Bij Koninklijk besluit van 24 Mei 1921, werd een technisch Comité » van toezicht voor het badstation ingesteld; zijne taak is : de noodige » werken te bestudeeren welke moeten uitgevoerd worden aan de bronnen » der mineraalwaters en aan de badinrichtingen, alsmede aan de drink- » waterleiding. Het zijn die werken welke thans worden uitgevoerd. »

De Commissie is van oordeel dat er moet een onderscheid worden gemaakt : in zooverre de credieten bestemd zijn voor werken betreffende de thans nog door de concessiehoudende compagnie geëxploiteerde bronnen, is het onontbeerlijk dat, eer er nog eenige nieuwe uitgave wordt gedaan, eene overeenkomst den wederzijdschen toestand regelt van de in de zaak betrokken belangen, te weten : de Staat, de stad Spa en de betrokken Compagnie.

Betreft het, daarentegen, werken uit te voeren aan de bronnen en pouhons van het gemeentelijk domein ofwel veranderingen bestemd om het stelsel van drinkwaterwinning van zekere gedeelten der omliggende streken te verbeteren, dan vervalt natuurlijk het bezwaar, daar in dit geval het doel van algemeen nut en van volksgezondheid van overwegenden aard is.

Daarom heeft de Commissie den Minister van Binnenlandsche Zaken verzocht haar te willen inlichten omtrent het voorwerp der uitgaven gedaan op het crediet van 100.000 frank op de Buitengewone Begrooting van 1922 bewilligd en omtrent het eventueel gebruik van het crediet van 500.000 frank op deze Begrooting aangevraagd. De Minister antwoordde als volgt :

1^o De werken uitgevoerd door middel van het crediet van 100,000 frank, uitgetrokken op de begrooting van 1922, zijn de volgende :

Werken van ontruiming der pouhon Pierre-le-Grand, fr. 5,574.75.

Aanplanting van gaspeldoorns bij de Koninginne-bron, 3,000 frank.

Aanbrengen van een afvoerkanaal voor de afleiding van de pouhon Pierre-le-Grand, 49,500 frank.

Dit laatste werk wordt thans uitgevoerd.

Het saldo van het crediet werd besteed voor het betalen der bureelkosten, de bezoldiging van den ingenieur en van den teekenaar, alsmede voor reiskosten en zitpenningen der leden van het Technisch Comité van toezicht en van het badstation en van de Studiecommissie.

2^o Het Technisch Comité van toezicht heeft verscheidene ontwerpen doen opmaken voor het geschiktmaken der binnen-pouhons.

a) De geschiktmakingswerken der pouhon Pierre-le-Grand zullen ongeveer vergen fr. 150,000

b) Het ontwerp van geschiktmaking van de onderverdieping der pouhon Pierre-le-Grand vraagt eene uitgave van fr. 50,000

c) De bouwing van het afleidingskanaal van de wateren der pouhon Prince de Condé zal kosten fr. 30,000

d) Het benaderend bestek van de geschiktmakingswerken

der poulhon Prince de Condé werd nog niet opgemaakt, maar men mag nu reeds bevestigen dat de uitvoering van het ontwerp door het Technisch Comité opgemaakt eene uitgave zal vergen van meer dan fr. 225,000

e) De geschiktmakingswerken van de mineraalbron, genaamd « Le Tonnelet », welke onlangs in aanbesteding werden gesteld, zullen nagenoeg kosten fr. 16,000

Het Comité heeft insgelijks een ontwerp klaar tot versterking van de drinkwaterleiding door de opvang van de bronnen van het roode water en van de « Ry sauvage », eveneens een plan om de hoogte van Spaloumont van drinkwater te voorzien.

Slechts in den loop van het jaar, zal het mogelijk zijn nauwkeurig te bepalen welke werken kunnen uitgevoerd worden op het crediet van 500,000 frank, voor de badplaats aangevraagd. Het Departement zal slechts de onontbeerlijk erkende werken doen uitvoeren.

De hierboven vermelde werken kunnen als dusdanig worden aangezien.

De noodige uitgave is van onrechtstreeksch productieven aard, in dezen zin dat de ontworpen werken de badplaats Spa op de hoogte zullen brengen van de vreemde badsteden.

3° Het technisch Comité bestudeert de uit te voeren verbeteringswerken aan de buiten-poulhons. De kosten van deze geschiktmakingswerken kunnen thans nog niet met nauwkeurigheid worden bepaald. Die uitgaven zijn onrechtstreeks productief.

Zooals men opmerkt, geldt het bijna uitsluitend werken aan de bronnen en installaties van de stad Spa. In deze omstandigheden verzet de Commissie zich niet tegen het crediet, maar dringt nogmaals aan opdat eene overeenkomst tot stand kome, ten einde de onderscheidenlijke rechten en verplichtingen van den Staat en van de Concessiehoudende Compagnie nauwkeurig te bepalen, alle uitgaven voorbehouden zijnde tot dat oogenblik, in zooverre zij aan deze laatste moeten ten goede komen en zij niet moeten zwichten voor het algemeen belang der Spasche agglomeratie of om redenen van volksgezondheid.

II. — Uitgaven oorlogsgevolgen.

ART. 11. — *Betaling van den prijs van geneesmiddelen, verbandvoorwerpen en ontsmettingsmiddelen, in het belang der Belgische bevolking aangekocht, 268,000 frank.*

Daar het land bij den wapenstilstand, heelemaal zonder geneesmiddelen was, vroeg de Regeering aan Frankrijk, en bekwam zulks, dat dadelijk geneesmiddelen in voldoende hoeveelheid zouden gestuurd worden om, zoo snel mogelijk, te apotheken te kunnen voorzien. Het thans aangevraagde crediet dient om aan de Fransche Regeering de geneesmiddelen terug te betalen, door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken ontvangen.

Deze waren werden gedeeltelijk afgestaan aan de Gemengde Commissie voor de geneesmiddelen (Nationaal Comité), welke dezelve aan den han-

delsprijs van het oogenblik heeft voortverkocht, gedeeltelijk aan onderscheidene gemeenten, gedeeltelijk aan het beheer der domeinen; een ander deel gebruikt in de ontsmettingsdiensten van de Regeering. Verscheidene bedragen voortkomende van den wederverkoop van deze voorwerpen werden gebracht op de Begrooting voor Order. Het tekort is te wijten aan het verlies van sommige producten en aan de vermindering van de handelswaarde der geneesmiddelen op het oogenblik van den wederverkoop. De vereffening van deze facturen kon niet vroeger geschieden, wegens het feit dat zij eerst laattijdig bij het Departement van Binnenlandsche Zaken zijn toegekomen en dat, anderzijds, bezwaren zijn gerezen tusschen dit Departement en dat van Landsverdediging, over de waren welke op last van elk der Departementen moesten genomen worden. Slechts na lange opzoekingen, konden deze geschillen bijgelegd worden.

Men voorziet geene andere dergelijke vereffeningen. Het crediet uitgetrokken op artikel 11, behoorende tot eene in 1919 bewilligde uitgave, zoo is de Commissie van oordeel dat het noodig is het te brengen op de begrooting van dit laatste dienstjaar onder vorm van bijcrediet.

MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

1. — Uitgaven van toerusting.

De onder deze rubriek uitgetrokken credieten werden in verschillende zin beoordeeld: sommige leden kwamen op tegen hun tamelijk hoog bedrag, anderen eischten dat de credieten noodig voor de voltooiing der Staatsnormaalscholen zouden vermeld worden en teruggebracht op de begrooting van de vroeger uitgetrokken en nog niet benuttigde credieten.

Wat vooral in dezen gedachtengang moet overheerschen, dat is de wil om al de verbeteringen toe te brengen aan het Staatsonderwijs, die noodig zijn voor deszelfs uitbreiding.

Het weze echter wel verstaan, dat alle overdreven uitgaven moeten vermeden worden en dat de grootste zuinigheid bij deze bouwwerken moet in acht genomen worden, zonder iets van het toekennen der credieten in den weg te leggen; dit is de wensch welke de Commissie voor de Financiën opnieuw overmaakt aan het Bestuur dat met deze werken is belast. Uit ingewonnen inlichtingen blijkt, dat de uitvoering dezer werken gaat overgedragen worden aan het Bestuur der Openbare Werken, hetgeen strookt met eene gedachte uitgedrukt door de Commissie zelf, bij gelegenheid van het onderzoek der Buitengewone Begrooting voor 1922. Zoodra deze overdracht geheel zal voltrokken zijn, zal het noodig wezen deze credieten te brengen op het hoofdstuk der buitengewone uitgaven van de Openbare Werken.

Het is wenschelijk dat voortaan met werken van deze belangrijkheid niet aangevangen wordt, zonder dat de bestekken en lastcohierien in behoorlijken vorm zijn opgemaakt en de daarop betreffende studiën geheel doorgrond zijn, hetgeen *in casu* niet schijnt gedaan geweest te zijn.

De tabel (Bijlage VII) geeft het gebruik aan der credieten door het Parlement bewilligd voor de stoffelijke inrichting der Staatsnormaalscholen sedert den wapenstilstand.

De samenvatting welke onderaandie tabel staat, vermeldt de vergelijkende cijfers van het totaal der credieten en van het totaal der gedane uitgaven.

Bij elk der volgende artikelen zullen wij den toestand nagaan van elke normaalschool alsmede den aard en den graad van vordering der aldaar uit te voeren werken op de begrooting van 1923.

De algemeene wensch is, dat deze werken, welke schijnen zooveel vertraging te hebben ondergaan, thans met kracht en met spoed worden doorgevoerd opdat het Normaal onderwijs van den Staat bedeed worde met de onontbeerlijke inrichting voor de volbrenging zijner taak.

ART. 12. — Normaalonderwijs. — Bouw, meubilering, enz. van Normaalscholen, 1,000,000 frank.

Dit crediet is bestemd om de kosten te dekken van buitengewone werken, vergrootingen en verbeteringen in de Staatsnormaalscholen, andere dan die vermeld zijn in de artikelen 13 tot 17.

De indeeling van het crediet is als volgt:

a) Normaalschool te Gent :

1. Geschiktmaking van de thans door de tuinbouwschool gebruikte lokalen;
2. Gezondheidsinrichtingen;
3. Slaapzalen, vergrooting;
4. Aankoop van meubilering voor eerste inrichting . fr. 200,000

b) Normaalschool te Hoei :

- 1° Vergrooting der lokalen, bouwen van nieuwe slaapzalen, buitengewone onderhoudswerken;
- 2° Aankoop van meubilering van eerste inrichting;
- 3° Bouwen van eene overdekte speelplaats. Inrichting van eene teekenzaal en van een werkhuis voor handwerken. fr. 67,000

c) Normaalschool te Bergen :

- 1° Aankoop van meubilering van eerste inrichting;
- 2° Geschiktmaking van eene nieuwe klas (4^{en} graad) : fr. 60,000

d) Normaalschool te Couvin :

- Bouwen van nieuwe gezondheidsinstallaties en van een nieuwe smidse fr. 43,000

e) Normaalschool te Verviers :

- Definitieve geschiktmaking der tuinen, aanplantingen, enz. fr. 15,000

f) Normaalschool te Andenne :

- Hernieuwing van een gedeelte der meubilering, van den vloer der turnzaal, onderscheidene verbeteringen fr. 20,000

g) *Normaalschool te Brugge :*

Verandering van de ziekenzaal in het klaslokaal voor den 4^{en} graad; ophooging van een vleugel van het gebouw. . fr. 260,000

h) *Normaalschool te Brussel :*

1^o Geschiktmaking van eene nieuwe teeken- en boetseerzaal ;

2^o Geschiktmaking van eene Conferentie-zaal ;

3^o Bouwen eener overdekte speelplaats en vergrooting der kleerkamers ;

4. Belangrijke werken aan de turnzaal ;

5. Uitbreiding van de electrische verlichting tot al de lokalen der inrichting ;

6. Uitbreiding van de centrale verwarming . . . fr. 180,000

i) Er moet daarenboven voor elke der normaalscholen in 't algemeen eene som van 10,000 frank voorzien worden voor herstellingen en onderhoud der gebouwen . . . fr. 160,000

j) Voor aanvulling van het materieel en de didactische verzamelingen welke, in de meeste normaalscholen nog ontoereikend zijn fr. 50,000

k) Installatie van stortbaden in de huidige lokalen van de normaalscholen te Couvin, Gent, Hoei, Bergen, Virton en Brussel fr. 500,000

Te zamen. fr. 1,555,000

Op voorstel van de Commissie, heeft de Minister er in toegestemd de som van 160,000 frank, voorzien voor herstellingen en onderhoud der gebouwen, op de gewone begrooting te brengen.

Het bedrag dat eerst op de Begrooting was gebracht wordt alzoo herleid tot 840,000 frank.

Het crediet van 1,122,000 frank, voor 1922 toegekend, kon slechts benutigd worden tot een beloop van 697,000 frank. Het overschot, of 425,000 frank, moet overgedragen worden op het crediet voor 1923, dat alzoo gebracht wordt op 1,265,000 frank. In dien zin werd een amendement ingediend.

ART. 13. — *Normaal onderwijs. — Bouw en meubilerie van de Normaalschool te Lier, 4,000,000 frank.*

De heropbouwingswerken van deze geheel door de Duitschers vernielde school werden toegewezen, in 1921, voor de som van 5,770,430 frank. Het voor 1922 verleende crediet van 2,000,000 frank (1,500,000 op de Buitengewone Begrooting en 500,000 op de Begrooting der verhaalbare uitgaven) kan beschouwd worden als geheel aangewend.

Het thans aangevraagd crediet van 400,000 frank dekt de bijkomende uitgave.

De fondeeringswerken der school zijn voltooid. De school zal op 1 October 1925 kunnen geopend worden.

ART. 14. — *Normaal onderwijs. — Bouw en meubileering van de Normaalschool te Nijvel, 4,000,000 frank.*

Deze school, welke afbrandde in de omstandigheden als men weet, moest heropgebouwd worden. De onderneming werd toegewezen voor eene som van 7,418,398 frank.

De werken vingen aan de 12^e Februari l. l. en worden ijverig voortgezet; zij moeten binnen 900 dagen voltrokken zijn.

Een eerste crediet van 2,000,000 frank, verleend op de Begrooting van 1922, zal geheel uitgegeven zijn. Het huidige crediet is de tweede reeks. Een laatste crediet van ongeveer 1 1/2 miljoen zal voor 1924 moeten aangevraagd worden. Het voltooien der werken wordt voorzien voor het einde van 1925.

ART. 15. — *Normaal onderwijs. — Bouw en meubileering van de Normaalschool te Blankenberghe, 2,000,000 frank.*

De algemeene kosten zijn geraamd op 5,435,000 frank.

Een crediet van 3 miljoen frank werd toegestaan voor 1922, het werd aangewend ten beloope van 2,732,157 frank.

Het crediet van 2 miljoen frank aangevraagd voor 1923 is bestemd om de installatie der school te voltrekken.

Op dit oogenblik is het eigenlijk gezegd gebouw zoo goed als voltrokken; de bemeubeling is aan den gang.

De plans van de nog op te trekken gebouwen (oefenschool, woning voor den bestuurder, voor den econoom en den huisbewaarder) kunnen slechts ter studie worden gelegd wanneer nog eenige onontbeerlijke strooken gronds zullen aangekocht zijn door toedoen van het Beheer der domeinen. De onderhandelingen zijn aan den gang.

De werken betreffende de school zelf zullen voltooid zijn in den loop van dit jaar.

ART. 16. — *Normaal onderwijs. — Bouw en meubileering van de normaalschool te Aarlen, 2,000,000 frank.*

De vergrootingswerken zijn onmisbaar wegens de volstreckte ontoereikendheid der vroegere lokalen. De slaapzalen leverden een bestendig gevaar op voor brand. De noodzakelijkheid der werken blijkt, overigens, uit eene verbintenis van den Staat, naar luid van eene overeenkomst van 18 October 1920 met de stad Aarlen.

De werken zullen totaal ongeveer 6 miljoen frank kosten.

De fondeeringswerken zijn begonnen op 1 Februari.

De aanbesteding van het metselwerk zal eerlang plaats hebben.

Het crediet van 2,000,000 frank, voor 1922 bewilligd, kon slechts aangewend worden tot beloop van 900,000 frank. De Minister heeft doen aanmerken dat het dus noodig was op het dienstjaar 1923 het in 1922 niet benuttigd crediet van 1,000,000 frank over te dragen. De Commissie is geneigd de Regeering hierin te steunen. Het huidige crediet zou dus 3,000,000 frank bedragen.

**Arr. 17. — Normaal onderwijs. — Bouw en meubilerings
van de Normalschool te Laken, 1,000,000 frank.**

Het crediet van 1,000,000 voor 1922 kon niet benuttigd worden, daar het programma der werken, voor dat jaar bepaald, niet kon uitgevoerd worden. De Minister wees er op dat het zou passen het voor 1922 voorziene crediet opnieuw te stellen en het huidige crediet te brengen op 2,000,000 frank. De Commissie is geneigd een amendement in dien zin te steunen.

De algemeene kosten zullen dus bedragen 4,000,000 frank en zullen voor de begrooting 1924 een einduitgave van 2,000,000 frank noodzakelijk maken.

De in Augustus l.l. aangeduide bouwmeester heeft onlangs een voorontwerp ingediend dat thans aan den technischen dienst van de Sted Brussel onderworpen is. De Minister zal trachten de beslissing te verhaasten ten einde het voor 1923 aangevraagde crediet te kunnen aanwenden.

*Credieten betreffende sommige niet in de Begrooting
vermelde Normalscholen.*

1. Uitleg werd gevraagd omtrent de reden waarom de werken van de normalschool, te Doornik, niet konden aangevangen worden, en waarom het crediet van 3,000,000 frank, op de Buitengewone Begrooting van 1922 voorzien, niet kon benuttigd worden.

Ziehier het antwoord van den Minister :

« Het vooronderzoek door het Hooger Comité van het voorontwerp, van » het bestek en het lastencolier, is de oorzaak waarom de aan de Normaal- » school van Doornik uit te voeren werken nog niet konden aangevangen » waarom het in 1922 verleende crediet van 3,000,000 frank niet kan » benuttigd worden. Echter, in December l.l., werden de plans overge- » maakt aan het Ministerie van Openbare Werken tot volbrenging der vorm- » vereischen voor de aanbesteding. Deze zal waarschijnlijk in den loop » van den Zomer kunnen geschieden.

» Onder deze omstandigheden, heeft mijn bestuur de overdracht gevraagd » op het dienstjaar 1923 van het in 1922 onbenuttigd crediet van 3,000,000 fr. » Het amendement om deze overdracht te regelen werd wellicht nog niet » ingediend ».

2. Zelfde vraag voor wat betreft de Normalschool te Virton, voor dewelke een crediet van 500,000 frank werd gebracht op de Buitengewone Begrooting van 1922.

De Minister deed zijn inzicht kennen om voormeld crediet van 500,000 fr. voor de Normalschool te Virton terug op de begrooting van 1923 te brengen.

De Commissie voor de Financien is geneigd de amendementen te steunen welke de Regering zou indienen ten einde de credieten, verleden jaar toegekend voor de Normalscholen van Doornik en Virton, en tot heden niet benuttigd, op deze begrooting terug te brengen.

Art. 17^{bis} (nieuw). — *Lager onderwijs : toelagen van bouw, menbilering, enz., van schoollokalen en schoolbarakken, 9,000,000 frank.*

Het amendement rechtvaardigt genoegzaam dit nieuw artikel en wij verwijzen er naar.

MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN.

A. — Landbouw.

Art. 18. — *Domeinbraaklanden en domeinbosschen : bebossching, herbebossching, gezondmaking, oprichting en herstelling van opruimwegen, 300,000 frank.*

Op de buitengewone begrooting voor 1922 kwam onder dezelfde hoofding een crediet voor van 250,000 frank dat geheel werd uitgegeven en betaalbaar gesteld.

De thans aangevraagde 300,000 frank moeten dienen voor de ontginning der domeinbraaklanden (heidegronden in de Kempen, veenland in de Ardennen, enz.) toebehoorend aan den Staat en voor den aanleg van opruimwegen in de domeinbosschen. Het is dus eene winstgevende uitgave. De credietverhoging is te wijten aan het feit dat, in de jongste jaren, de boschwachters zich vooral hebben onledig gehouden met de herstelling van de door den bezetter in de bosschen aangerichte verwoestingen; de uitgave daarvoor wordt op de begrooting van invorderbare uitgaven uitgetrokken. Daar deze werken tamelijk ver gevorderd zijn, zoo kan dit jaar worden gedacht aan de uitvoering van buitengewone werken.

De Commissie stelt voor het gevraagde crediet goed te keuren.

Art. 19. — *Verplaatsing naar Melle van 's Rijks tuinbouwschool te Gent. Opbouw en inrichting van nieuwe lokalen, 700,000 frank.*

Daar van de verplaatsing werd afgezien zoo valt dit crediet weg.

Art. 19^{bis} (nieuw). — *Rijksinstituut van Landbouwkunde te Gembloux. Aankoop van een grond, 25,000 frank.*

Dit crediet werd zonder aanmerking goedgekeurd.

Art. 19^{ter} (nieuw). — *Ontledingslaboratorium van den Staat te Bergen. Aankoop van een gebouw, 142,000 frank.*

De eigenaar van het gebouw sedert jaren door het ontledingslaboratorium van den Staat te Bergen betrokken, heeft beslist dit gebouw te verkoopen, waarvan de huur op 30 April 1920 verloopt. Dit eigendom is best geschikt voor den dienst die daarin is ondergebracht. Daarom werd de aankoop in overweging genomen. Op te merken valt dat het bouwen en inrichten van een nieuw laboratorium ten minste 200,000 frank zou kosten.

B. — Openbare Werken.

De credieten voor den aanleg en de buitengewone herstelling der wegen en gebouwen bedroegen op het ontwerp van begrooting 45.775.000 frank.

De credieten voor de waterwegen bedroegen 125.670.000 frank.

Wegens toepassing van eene krachtige bezuinigingspolitiek, werden deze cijfers respectievelijk verminderd op 13.728.000 fr. en op 95.255,000 frank, wat over het geheel eene vermindering is van 60.462.000 frank. Deze amendementen verminderen de credieten op 50.099.800 frank.

Deze inspanning, die ons was opgelegd door onzen financieelen toestand, heeft dus een degelijken uitslag die, op het stuk van begrooting, met voldoening mag worden aangestipt. Zij was mogelijk door de toepassing, bij het onderzoek van elk crediet, van volgenden streng nageleefden regel : geene nieuwe werken, behoudens uitdrukkelijke vroegere verbintenis door den Staat onderschreven en die hem bindt, behalve de reeds aangevangen werken of die volstrekt noodzakelijk zijn. Dit vergt de tijd waar wij in leven ! Men kan zich echter niet ontveinzen dat deze methode, opgelegd door de omstandigheden die wij doormaken en onder meer door de tekortkoming van Duitschland aan de tegenover ons aangepane verbintenissen, niet meer kan worden beschouwd als even noodzakelijk. Wanneer wij de noodige vergoedingen zullen hebben bekomen, zal onze traditioneele politiek op het stuk van Openbare Werken dan natuurlijkerwijze weer in voege komen. In afwachting is ons eene strenge bezuiniging aangewezen. Niet zonder schroom mag men aan de noodlottige gevolgen denken van eene al te lange toepassing dezer politiek. Niet straffeloos heeft men, als overgangsmaatregel, afgezien van elke nieuwe herstelling van onze wegen. De sleet is onvermijdelijk : zoo men dit niet tijdig verhelpt, loopt men gevaar de wegen geheel te zien beschadigen, wat hogere uitgaven voor gevolg zou hebben, en dit ware dus een zeer slechte bezuiniging, zonder te spreken van het klaarblijkend ongemak van zulken toestand voor het normaal verkeer op onze wegen en voor het toerisme, dat een factor van welvaart is, dank zij de vreemdelingen die het ons aanbrengt en het geld dat dezen bij ons laten. Opgepast dus voor bezuinigingen die niet oordeelkundig geschieden !

Dezelfde aanmerking geldt voor de werken tot aanleg en verbetering onzer waterwegen. Bij uitstek zijn het winstgevende uitgaven die een uitrustingskapitaal vertegenwoordigen dat onontbeerlijk is voor de uitbreiding onzer economische welvaart. Daar ook kan men, bij uitzondering, aan bezuiniging denken, maar enkel wegens de tegenwoordige behoeften en voor een bepaalden tijd. Onze instemming met het gevolgde beginsel wordt afhankelijk gesteld van hoogergeremd voorbehoud.

Dit aangenomen zijnde, heeft Regeering goed gehandeld met onmiddellijk aan te sturen op de voortzetting der voor 's Lands bedrijvigheid hoogst noodzakelijke groote werken en met voorloopig af te zien van sommige ontwerpen die, ofschoon belangrijk en nuttig, slechts een ondergeschikte plaats innemen op het algemeen programma der uit te voeren werken.}

Deze verplichte rangschikking levert tenminste dit voordeel op dat zij meer methode brengt in de uitvoering dezer groote werken. Vaak, naar aanleiding van vroegere buitengewone begrootingen, werd er geklaagd over zeker gemis van leidraden op dit gebied, en deze aanmerking werd andermaal gemaakt in de Commissie voor Financiën : werken worden, een beetje

overal in het land, te gelijkertijd aangevangen, zij worden langzaam voortgezet, daar de credieten beperkt zijn; vandaar groot verlies van interesten en soms eindelooze vertragingen, voor werken die voor het gansche land van kapitaal belang zijn. Het ware wellicht beter de inspanning meer te concentreeren, en sommige groote spoedeisende ondernemingen te voltooien dan al te veel ontwerpen te beoogen en aan te vatten. De Regeering was dit jaar gedwongen aldus te handelen, en ofschoon zij vrede heeft met de besnoeiing der werken, wenscht de Commissie toch dat voortaan als regel gelden zal: zich te houden aan het noodzakelijke en eene verbroekeling van krachten te vermijden, die steeds met ernstige en vaak besproken bezwaren gepaard ging.

Op de verminderde Begrooting gaf de Regeering terecht de voorkeur aan werkelijk hoogst noodzakelijke werken: het verbindingskanaal Maas-Schelde, met zijn vertakking naar het Limburgsch kolennet, de ruggegraat van ons waterwegennet, vermits het aan de Luiker nijverheidsstreek een rechtstreekschen uitweg geeft op Belgisch grondgebied en het vervoer der Limburgsche kolen mogelijk maakt, dat zooniet, eerlang kan worden gestremd; dit zoo dringend groot werk, evenals de verbetering van het kanaal van Bocholt, zal in België een druk verkeer weerhouden dat gevaar liep anders gedeeltelijk langs de Hollandsche Maas en Rotterdam te worden afgeleid, — de voortzetting van de verbreding van het kanaal Charleroi-Brussel dat, op dezelfde wijze, te water, het nijverheidsbekken van de Centre met de zee zal verbinden — langs het kanaal van Brussel naar de Schelde — de nieuwe haveninrichtingen van Antwerpen, het natuurlijk aantrekingspunt van het binnenlandsch verkeer, dit zijn de meest noodzakelijke verkeerswegen — en terecht verdienden zij al de bezorgdheid van de Regeering op het stuk van begrooting. Op die waterwegen komen uit, van den eenen kant, de Leuvense vaart en de Brabantsche vaart, die veel later moet worden gegraven, van den anderen kant, de zoogezegde Zee-Schelde, met de haven van Gent en hare vertakkingen naar Frankrijk welke zijn de Boven-Schelde en het Leiekanaal, alsook naar de haven van Oostende langs het kanaal van dien naam en naar de Hollandsche Schelde langs het kanaal van Terneuzen. De credieten voorzien voor de werken dezer tweede reeks waterwegen werden noodzakelijk besnoeid. Nieuwe werken, zooals het graven van een dok te Roeselare, het aanleggen van eene visschershaven te Zeebrugge, de rechtmaking van de Schelde vóór Dendermonde, enz., werden uitgesteld. De credieten voor de bescherming der kust en voor de werken tot verbetering en indijking van Maas en Samber bleven behouden, mits een lichte wijziging, in de mate waarin zij noodzakelijk bleken voor de veiligheid der oeverbewoners.

Dit zijn in breede trekken en in de volgorde van hun belang de waterwerken waarvoor credieten aan de wetgeving worden gevraagd. Daaruit blijkt eene algemeene leidraad dien de Commissie volmondig beaamt.

Over 't algemeen is het wenschelijk dat ons waterwegennet niet alleen worde uitgebreid en geleidelijk op de hoogte gebracht van de stijgende behoeften der binnenvaart, maar dat de groote waterwegen technisch ver-

beterd worden om onze uitrusting meer modern te maken en het verkeer te vergemakkelijken en te bespoedigen.

Naar aanleiding van deze werken werden in verscheidene afdeelingen dezelfde voorstellen gedaan. Voor verscheidene onzer waterwegen heeft men electrische bewapening der sluizen gevraagd, verlichting der belangrijke punten om 's nachts te kunnen versassen, verbreeding van den toegang tot de sluizen om te kunnen kruisen, onderzoek van mogelijk jagen met electriciteit, evenveel dringende en actueele vraagstukken waarvan de oplossing zeer te wenschen ware voor de kanalen met druk verkeer zooals het Maas-Schelde kanaal.

Daarop zijn wij zoo vrij de Regeering te wijzen. Na dit overzicht zal het volstaan enkele beknopte inlichtingen inzake begrooting te geven over elk der volgende artikelen.

ART. 20. — *Wegen en verbindingen. — Onteigeningen en werken, aanleggen, rechtekken, verbreeden, bestudeeren. Squares en openbare parken, behoorende bij de Staatsbanen : bestudeeren, aanleggen. Bouwen van bruggen en toelagen voor dergelijke werken. Naasting door den Staat van vergunde wegen en bruggen alsmede van weggelden op vergunde wegen en bruggen; toelagen aan provincies en gemeenten met het oog op dergelijke naasting. Sloopen van de versterkte omheining van Antwerpen, 12,000,000 frank.*

Bij amendement wordt de credietaanvraag op 7,680,000 frank vermindert. Bijlage VIII van dit verslag geeft de definitieve lijst der met dit crediet uit te voeren werken met de raming van elk werk en zijne verrechtvaardiging.

Op te merken valt dat het enkel begonnen werken geldt behalve :

a) Het aanleggen van een nieuwe baan te Geeraardsbergen, in uitvoering van eene overeenkomst tusschen de Stad en den Staat ;

b) Het rechtmaken van twee gevaarlijke bochten van Asch naar Bilsen, en het heropbouwen van een bouwvallig bruggetje, volstrekt noodzakelijk werk.

Op het crediet van 10,000,000 frank, voor 1922 onder dezelfde hoofding gestemd, werd eene som van 8,500,000 frank betaalbaar gesteld, bedrag dat nagenoeg overeenstemt met hoogerstaand verminderd crediet.

Verscheidene vragen werden gesteld omtrent het sloopen der stelling Antwerpen. Uit de verstrekte inlichtingen blijkt dat geen enkel sloopingswerk der stelling Antwerpen in 1922 in aanbesteding werd gegeven; het werk op de Begrooting voorzien (wegruimen van 170,000 kubiek meter grond, crediet 340,000 frank) moest worden uitgevoerd om de weggeruimde aarde ter beschikking van het Spoorwegbeheer te stellen. Daar dit Beheer later liet weten dat het die materialen niet kon gebruiken, zoo werden de werken uitgesteld met een oogmerk van bezuiniging. Later zullen zij worden hervat wanneer 's Lands financieele toestand het toelaten zal. In afwachting moet het Departement van Openbare Werken de onderhoudskosten dragen van de voorloopige spoorlijn die aangelegd werd om de aarde

weg te voeren. Deze kosten worden op ongeveer 1,400 frank per jaar geraamd. Derhalve was het noodzakelijk in den tekst van artikel 20 der Buitengewone Begrooting voor 1923 de woorden « Slooping van de versterkte omheining van Antwerpen » te behouden. Zij vermelden geen enkel werk.

Uit deze gegevens blijkt dat de slooping der omheining volkomen stil ligt, wat verwondering baren mag vermits het een winstgevend werk geldt; elke opnieuw geschikt gemaakte strook kan onmiddellijk worden benuttigd. De gewone opwerping in zake begrooting houdt hier geen steek. Het is te wenschen dat dit zoolang verbeide werk dringend moge hervat worden, gelet op het belang dat de Antwerpsche agglomèratie er bij heeft bevrijd te worden van de omheining waarbinnen bouwgrond volstrekt ontbreekt en welker slooping door achtereenvolgende wetten werd besloten. Bepaalde artikel 8 der wet van 18 Augustus 1907 niet, dat elk werk vóór 31 December 1910 moest klaar zijn ?

De Commissie voor de Financiën vroeg waarom dit artikel het crediet van denzelfden aard niet vermeldde, voorzien bij artikel 111 voor de slooping en geschiktmaking van de omheiningen van andere versterkte plaatsen als Diest, Dendermonde, Doornik, Charleroi. Waarom is het regiem verschillend ofschoon de aard van het werk dezelfde is en veeleer tot de bevoegdheid behoort van het Departement van Openbare Werken dan tot die van het Departement van Financiën ? Op die vraag wordt geantwoord bij artikel 111. Wij verwijzen daarnaar.

Een lid kloeg in de Commissie over de blijkbare ontoereikendheid en de slechte richting der banen tusschen Brussel en Antwerpen. Volgende vraag werd gesteld : Welken onteigeningen en werken zijn er noodig voor de rechtstreeksche baan over Meysse ? Waar gebeuren de onteigeningen bij deze begrooting voorzien ? Het antwoord luidt :

1. RICHTING. — Tusschen Laken (Dikke Linde) en Meysse, zal de baan de thans bestaande Meysselaan volgen, die de vroegere baan Brussel-Temsche was. Deze laan moet worden aangelegd en bestraat volgens de moderne eischen.

Vanaf het kasteel van Bouchout te Meysse, wijkt de richting af van de vroegere baan Brussel-Temsche ; bij Londerzeel is de richting nog niet definitief bepaald : hier is eene overeenkomst met het Spoorwegbeheer noodig.

De ontworpen baan overschrijdt, te Klein-Willebroeck, het kanaal van Brussel naar den Rupel langs eene brug die in opbouw is ; te Boom overschrijdt zij den Rupel langs een groote brug en de Vrijheidsstraat langs een viaduct. Van Boom naar Antwerpen volgt zij de thans bestaande baan die moet worden verbreed en geschikt gemaakt.

De laan heeft een drievoudig profiel, volgens de vakken : een profiel van 50 meter, een van 32 meter en een van 30 meter breedte.

Het profiel van 50 meter bedraagt twee bestrate lanen van 6 meter, een stoep van 7 meter, eene ligging voor tramsporen en een rijwielpad ;

het profiel van 32 meter bedraagt eene bestrating van 14 meter en twee stoepen van 7 meter; dit van 30 meter bedraagt eene bestrating van 12 meter.

II. — Reeds uitgevoerde werken.

1^o Het vak tusschen den ingang van het dorp Meysse en de provinciale baan van Aalst op Vilvoorde.

De gronden hebben ongeveer 288,000 frank gekost.

De werken werden gedeeltelijk vóór en gedeeltelijk na den oorlog uitgevoerd; het totale bedrag is fr. 943,189.76.

2^o Brug te Klein-Willebroeck over het kanaal van Brussel naar den Rupel.

Deze onderneming is bijna klaar; zij kostte ongeveer 6,450,000 frank zonder de voltooiing der toegangstellingen, maar dit werk is niet spoedeischend.

3^o Verlenging van de Van Rijswijk-lei te Antwerpen. Het werk is aan den gang; de onderneming zal 645,279 frank kosten.

4^o Van Rijswijk-lei te Antwerpen. Voltooid werk. De werken hebben fr. 251,437.18 gekost.

III. — Nog uit te voeren werken.

1 ^o Bovenbouwwerken aan de Meysselaan, tusschen den aanvang en den Schapenweg	fr.	900,000
---	-----	---------

3 ^o Soortgelijke werken tusschen den Schapenweg en den ingang van het dorp Meysse, aankoop van gronden in- begrepen	fr.	5,500,000
--	-----	-----------

3 ^o Aanlegwerken tusschen de provinciale baan van Aalst op Vilvoorde en de grens der provinciën Brabant en Antwerpen, aankoop van gronden inbegrepen	fr.	10,000,000
---	-----	------------

4 ^o Aanlegwerken tusschen de grens van Brabant en den Rupel, en verbreding der baan Antwerpen-Boom.		25,000,000
---	--	------------

Aankoop van gronden te dien einde		10,000,000
---	--	------------

5 ^o Bouwen van een vaste brug over den Rupel, te Boom		16,200,000
--	--	------------

6 ^o Bouwen van een viaduct over de Vrijheidstraat, te Boom.		1,000,000
--	--	-----------

7 ^o Bouwen van een brug over de Boschbeek		2,100,000
--	--	-----------

8 ^o Bouwen van een bruggetje over de Zwartebeek		450,000
--	--	---------

9 ^o Verschillende kunstwerken.		1,250,000
---	--	-----------

De totale uitgave die te doen blijft bedraagt dus bij benadering 72 millioen 400,000 frank.

Het Beheer doet thans de mogelijkheid onderzoeken van eene wijziging der richting langs de Van Euschoot-brug, te Boom, zoodat de brug over den Rupel en het viaduct over de Vrijheidstraat overbodig worden; dit ware eene vermindering van 23,000,000 frank op het voorziene totaal.

IV. — Waar geschieden de enteigeningen waarvoor op de Buitengewone Begrooting voor 1923 een crediet is voorzien ?

Op het grondgebied van Willebroeck, Thisselt en Breendonck zijn enteigeningen aan den gang.

Dit antwoord bepaalt den stand van het vraagstuk.

ART. 20. — 2: *Wegen en verbindingen. — Hernieuwing, verbetering, hermaking. — Toelagen aan de gemeenten voor werken tot verbetering der Staatswegen in den doortocht der agglomeraties. — Bruggen : hernieuwing en hermaking, 26,000,000 fr.*

Het bij dit artikel aangevraagde crediet werd, bij amendement van de Regeering op 6.320.000 frank verminderd. Het amendement vermeldt de herstellingswerken die zullen worden uitgevoerd met opgave der voor elk hunner voorziene kosten.

Het crediet van 30.000.000 frank op de Begrooting van 1922 voor dezelfde bestemming uitgetrokken werd volledig betaalbaar gesteld.

De Commissie voor de Financiën heeft gevraagd waarop de voorlaatste post slaat van de omstandige opgave der hoofding « Verscheidene uitgaven » namelijk « lastkohieren 132.000 frank ».

Dit crediet, luidde het antwoord, is bestemd om de kleine uitgaven te dekken, onder meer de drukkosten der plans of lastkohieren, de kosten der topografische verrichtingen en vervoer van materieel in verband met al de ondernemingen waarvoor het globaal crediet van 6.320.000 frank werd gevraagd.

Wat de laatste post betreft waarvan de titel zeer vaag is : « Schuldvorderingen in 1922 en vroeger : 900,000 frank » doet het Beheer opmerken dat het noodig was dit op het ontwerp van de Buitengewone Begrooting voor 1923 te voorzien, om de betaalbare gestelde schuldvorderingen te kunnen vereffenen die binnen de wettelijke tijdsbestekken niet konden worden betaald. Het voegt daarbij : « Artikel 3 van het wetsontwerp (n^o 4, XVI, der Stukken van de Kamer) bepaalt dat de buitengewone uitgaven, die in 1919, 1920, 1921 en 1922 werden betaalbaar gesteld binnen de grenzen van de credieten toegestaan voor deze dienstjaren, zullen, bij afwijking van artikel 2 der wet van 15 Mei 1846 op 's Rijks comptabiliteit, kunnen aangerekend worden op de credieten voor dezelfde zaken geopend in 1923. »

Deze som van 900,000 frank werd trouwens reeds ingeschreven door den rekenplichtige der betaalbaar gestelde credieten en eene som van 170,000 fr. werd op dit crediet betaald.

De Commissie voor de Financiën vraagt met nadruk dat deze post onder een bijzonder littera zou voorkomen. Zij acht dat het billijk noch gepast is op deze begrooting uitgaven te doen voorkomen van vroegere dienstjaren.

Bij gevolg wordt het crediet bij artikel 20, 2^o, met 900,000 frank verminderd en op 5,420,000 frank gebracht. Daarenboven zou er een artikel 20, 3^o, zijn luidende :

ART. 20. — *Schuldvorderingen van 1922 en vroegere, 900,000 frank.*

De bijlage VIII geeft de onderdeelen van deze schuldvorderingen.

ART. 20, 5° (wordt ART. 20, 4°). — *Werken uitgevoerd door middel van de toelagen den Staat aangeboden voor aanleg, onderhoud en verbetering van wegen, 1,000,000 frank.*

Nieuw artikel, bij wijze van amendement ingevoerd daar de artikelen 121 en 122 van de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor Order wegvallen. Het geldt werken die moeten uitgevoerd worden, hetzij voor de rekening van derden, hetzij met geldelijke hulp van deze laatsten.

De Staat zal het geld voorschieten en het bedrag zal door de belanghebbenden worden terugbetaald en als buitengewone ontvangsten in de Schatkist gestort (zie artikel 4 (nieuw) bij de buitengewone ontvangsten). Deze werken hebben betrekking op het bouwen of herstellen van wegen, bruggen, stoepen, enz., voor de groote wegenis.

ART. 21. — *Burgelijke gebouwen van den Staat. — Brandweerdienst. Kosten der Commissie en werken, 500,000 frank.*

Vermindering op 28,000 frank verdeeld als volgt :

Kosten der Commissie	fr. 8,000
Onvoorziene werken	20,000
Totaal . . . fr.	28,000

ART. 22. — *Justitiepaleis te Brussel. — Geschiktmakings-, inrichtings- en bouwwerken. — Allerhande, 320,000 frank.*

Dit crediet blijft behouden.

De inrichting van eene gepantserde kamer voor de griffie der boetstraffelijke rechtbank en het Justitiepaleis te Brussel is volstrekt noodzakelijk, wegens de waarden en kostbare voorwerpen waarover deze dienst waken moet en die in een lokaal tegen diefstal moeten worden gevrijwaard.

Het crediet van 300,000 frank betreft de inrichting der lokalen voor de Rechtbank van eersten aanleg (dienst van den heer Voorzitter Benoît). Bij vergissing vermeldt de toelichting van dit artikel dat dit crediet bestemd is voor de inrichting van lokalen voor de diensten van den Procureur des Konings; de kosten werden gedekt door het crediet van 600,000 frank in 1922 gestemd en dat met het thans besproken crediet niets gemeens heeft. Het betreft hier de voltooiing van deze volledige en volstrekt noodzakelijke herinrichting, want de verschillende diensten van de Rechtbank van eersten aanleg en van het Parket waren in ellendige lokalen ondergebracht, wat nadeelig was voor het gezag van de Justitie en de rechtsbedeeling.

Het onderhavige crediet is het laatste dat daarvoor zal worden aangevraagd.

ART. 22^{bis} (nieuw). — *Wereldschool te Tervueren. — Opzegging van het contract van aanneming, 1,635,675 frank.*

Dit artikel kwam voor bij de amendementen, onder n^o 54^{ter}, onder de credieten betreffende de hydraulische wegen. Met het oog op de betere inrichting der begrooting, heeft de Commissie goed geacht het te verplaatsen. Zoo ging het eveneens met het navolgend artikel dat n^o 54^a droeg.

Het aangevraagd crediet is fr. 1,637,675 (en niet fr. 1,635,675) ; het wordt onderverdeeld als volgt :

1^o Fr. 1,600,000, bedrag van de vergoeding bij overeenkomst toegekend, krachtens eene overeenkomst van 16 Juli 1921, aan den heer Wouters, Jacob, ondernemer, tegenover de opzegging van de ondernomen werken betreffende de Algemeene Koloniale School te Tervueren ;

2^o Fr. 21,000 en fr. 16,675, bedrag der vergoedingen toegekend voor eereloon aan den advocaat en de technische raadgevers voor hunne tusschenkomst in de regeling van dit geschil.

De Commissie is van gevoelen, dat dit crediet, betreffende eene uitgave welke in 1921 werd gedaan, op de begrooting van gezegd jaar moet worden ingeschreven. De Commissie stelt voor, dit artikel uit deze begrooting te laten wegvallen.

ART. 22^{ter} (nieuw). — *Handelsmuseum. — Uitbreiding van de centrale verwarming, 32,500 frank.*

Crediet vereischt voor de heraanbesteding, in 1923, van de werken die in 1922 niet konden worden toegewezen.

ART. 23. — *Provinciaal Gouvernementshotel van Brabant. — Voltooiing van de nieuwe lokalen op de Lombardstraat, 695,000 frank.*

Dit crediet valt weg.

ART. 24. — *Jubelpaleis : linkervleugel, verschillende werken, 200,000 frank.*

Dit crediet valt weg.

ART. 25. — *Bergplaats en werkhuis tot herstelling van de auto's van het Departement, Prévôtstraat, 28-32, 10,000 frank.*

Dit crediet valt weg.

ART. 26. — *Staatsarchief, te Brugge : voltooiingswerken, 65,000 frank*
Dit crediet valt weg.

ART. 27. — *Provinciaal Gouvernementshotel, te Gent : vergrootingswerken, 175,000 frank.*

Dit crediet valt weg.

ART. 28. — *Bestuur der belastingen, te Bergen. — Geschiktmaking van het gebouw Ghinet, 20,000 frank.*

Dit crediet valt weg.

ART. 29. — *Staatsarchief, te Hasselt : bouwen van een woning voor den huisbewaarder, 50,000 frank.*

Dit crediet valt weg.

ART. 29^{bis} (nieuw). — *Aankoop van het gebouw onder dwangbeheer, gelegen te Brussel, 19-21, Miniemenstraat, 517,700 frank.*

Crediet goedgekeurd zonder aanmerking.

ART. 29^{ter} (nieuw). — *Herstellingswerken uit te voeren aan de riolen der School voor tropische geneeskunde, 12,000 frank.*

Crediet goedgekeurd zonder aanmerking.

ART. 30. — *Kazerneering der gendarmeries. — Lokalen van den dienst der kazerneering der gendarmeries. — Bouwen. — Aankoop van onroerende goederen. — Onteigening en bemeubeling. — Bestudeeren van ontwerpen. — Plans. — Kosten van toezicht, 5,740,000 frank.*

Dit crediet wordt op 2,280,000 frank teruggebracht, in te deelen zooals in het amendement wordt aangeduid.

Bergen fr. 1,000,000

De begrooting van 1922 voorzag reeds voor het bouwen eener kazerne voor de mobiele gendarmeriemacht, te Bergen, een crediet van 1 miljoen, aangekondigd als eerste schijf op eene gezamenlijke over verscheidene dienstjaren te verdeelen uitgave van 4 miljoen. Dit werd omstandig beschreven en gebillijkt in het verslag van het vorig jaar; wij verwijzen er heen.

Voormeld crediet van 1 miljoen werd niet aangetast. Een aanbesteding werd gedaan op 30 December 1922, doch daar de uitslag ongunstig was (fr. 1,408,688.13) werd de betrokken dienst uitgenoodigd het ontwerp te wijzigen ten einde het voorziene crediet niet te overschrijden.

Leke, Loo, Pervyse fr. 370,000

Een crediet van 800,000 frank werd met hetzelfde doel gestemd op de begrooting van 1922; fr. 283,010.64 werden hiervan uitgegeven. Het verslag van het vorig jaar bevat volledige inlichtingen over de belangrijkheid van het werk.

Het thans aangevraagd crediet is het laatste.

Men bleef dus ver beneden de eerste ramingen waardoor de kosten van elke dezer kazernen op 310,000 frank geschat werden.

Aankoop en geschiktmaking van onroerende goederen fr. 810,000

Dit crediet wordt als volgt onderverdeeld :

a) 60,000 frank, voor den aankoop van een grond voor de oprichting van de bijgebouwen der gendarmeriekazerne, te Kortrijk.

b) 750,000 frank voor den aankoop en de geschiktmaking van een onroerend goed gelegen, te Elsene, rue de la Cité. Het amendement bevat uitleggingen ter rechtvaardiging.

Hier volgt de lijst der in 1922 aangekochte goederen :

<i>Leffinghe.</i> Bouwgrond voor het oprichten eener kazerne, fr.	6,500.—
<i>Baelen a/Nethe.</i> Idem.	5,243.40
<i>Leke.</i> Idem.	15,000.—
<i>Herseaux.</i> Idem.	13,700.—
<i>Locre.</i> Idem.	7,895.—
<i>Ryckevorsel.</i> Groep gehuurde huizen .	52,000.—

Onderhandelingen werden aangevat gedurende het jaar 1922 tot het aankopen van gronden voor het bouwen van kazernen voor de gendarmerie te Boussu, Brecht, Dottignies, Lubbeck, Kortrijk en de oude gemeenteschool van Schepdael, als gendarmeriekazerne geschikt te maken.

Deze onderhandelingen leidden tot dusver tot geen uitslag.

Er dient op gewezen dat de kazerneering van de gendarmerie door het aankopen van gebouwen veel minder duur kost dan door het oprichten van nieuwe gebouwen en dat voorloopig werd afgezien van verschillende ontworpen aankopen waarvoor credieten voorzien waren in het begrootingsontwerp.

Aankoop van meubelvoorwerpen en aanvullend materieel of van materieel voor eerste inrichting fr. 110,000
Geen opmerking.

WATERWERKEN.

ART. 31. — *Brabantsche kanalen. — Onteigeningen met bouwdoeleinden. Verscheiden onkosten. — Studies, 300,000 frank.*

Een lid verlangde, in de afdeeling, te weten of de werken begonnen zijn. Het antwoord is ontkennend. Men bepaalt er zich voor 't oogenblik bij de onteigeningen te doen die noodig zijn voor het aanleggen der haven van Vilvoorde, aanvangspunt der Brabantsche kanalen.

Het in 1922 toegekend crediet, of 1,800,000 frank werd betaalbaar gesteld ten beloope van fr. 1.289,903.24.

ART. 32. — *Maas. — Studies, onteigeningen en werken, 17.850.000 frank.*

Het crediet wordt op 10.050.000 frank teruggebracht, bedrag dat als volgt wordt ingedeeld :

a) *Bedijkingen :*

1° Voltooïing der bedijkingswerken die thans uitgevoerd worden te Jemeppe en te Tilleur. fr. 2.650.000

2° Rechtleggen en bedijken van den stroom in het eiland Monsin fr. 1.400.000

b) *Bouwen van sluizen :*

1° Voltooïing van eene sluis met groote doorsnede te Andenelle (metselwerk, bestrating, sluisdeuren, verlaten, baggerwerken, ontruiming der keerdammen fr. 450.000

2° Verbetering van de scheepsvaart en van het regime der

sluizen in de 18°, 19° en 20° watervakken van de Maas, het bouwen van sluizen aan te sluiten met de bestaande van Awirs en Jemeppe er in begrepen fr. 3.000.000

3° Voortzetting der bouwwerken van eene sluis met groote doorsnede te Ben-Ahin, rechtleggen der oevers, oprichten van nieuwe woningen fr. 880.000

c) *Aankoop van gronden :*

Aankoop van gronden in de Luiker agglomeratie en stroomafwaarts voor het uitvoeren van bedijkings- en kanaliseerwerken, vergoeding voor waardeverminderingen fr. 1.000.000

d) *Overschot :*

Het overschot, zijnde 670,000 frank, moet dienen voor het betalen der toelagen, aan de gemeenten te verleen en voor het herstel en de verbetering der dijken van de Maas langs de grens, de graphische werken en de onvoorziene uitgaven fr. 670,000

Deze credieten worden onontbeerlijk geacht wegens de volgende redenen:

De bedijkingswerken moeten de oeverbewoners der Maas tegen de overstromingen vrijwaren. Daartoe zijn ze onontbeerlijk. Uit dien hoofde zullen naderhand nog 48,500,000 frank aan credieten moeten toegestaan worden.

De sluizen van Andelle en van Ben-Ahin moeten voltooid worden om gebruikt te kunnen worden, zooniet blijft het tot dusver besteed kapitaal onvruchtbaar, terwijl de scheepvaart blijft lijden door de huidige sluizen.

De thans gevraagde credieten zijn de laatste.

De kosten dezer sluizen zullen 7,600,000 frank voor Ben-Ahin en 7,650,000 frank voor Andelle hebben bedragen, de uitgaven voor geschiktmaking der omliggende gronden erinbegrepen.

De werken tot verbetering van de scheepvaart en van het regiem van hoogwater in de 18°, 19° en 20° vakken, daarbij het bouwen van sluizen, zijn thans aan den gang; het bij amendement verminderd crediet moet het dekken der uitgaven, die tot het jaar 1923 behooren, mogelijk maken.

De uitvoering der bedijkingswerken, alsmede de verbeteringswerken aan de Maas zullen onteigeningen en het betalen van vergoedingen aan de oeverbewoners vereischen. Het aankopen van die gronden is van werkelijk dringenden aard, des te meer daar veel dezer gronden door de nijverheidsinrichtingen, namelijk door de steekoolmijnen beloerd worden.

ART. 33. — *Samber-studies, onteigeningen en werken, 3,800,000 frank.*

Dit crediet tot 3,250,000 frank herleid, wordt als volgt verdeeld :

1° Verplaatsing der werken van Jambe-de-Bois, thans in gang en overigens onontbeerlijk om de veiligheid der scheepvaart te verzekeren fr. 2,500,000

2° Bedijking te Marchienne-au-Pont, zeer verminderd crediet bestemd om de voortzetting der werken te verzekeren fr. 50,000

3° Aankoop van gronden voor de nieuwe sluis van Montigny, het rechtleggen der Samber tusschen Châtelet en Pont-de-Loup en verplaatsing der afdamming van Charleroi fr. 700,000

Het behoort dat het Bestuur over het crediet van dit bedrag beschikke om bij voorkomend geval eigenaar te kunnen worden van vaste goederen waarvan de aankoop gemak zou meebrengen of buitengewone en voorbijgaande voordeelen gedurende het loopend jaar.

ART. 34. — *Ourthe. — Studies, onteigeningen en werken, 600,000 frank.*

Crediet tot 475,000 frank herleid en als volgt verdeeld :

1° Afschaffing der oude armen van de Ourthe tusschen Chênée en Luik, wederaankoop van waterafzetten, waarmee men thans bezig is.	fr.	300,000
2° Algemeene verbetering der Ourthe en bijrivieren. Toelage aan de provincie en aan de gemeenten . . .	fr.	75,000
3° Rechtleggen van den berm, te Bomal, waarmee men thans bezig is	fr.	15,000
4° Graphische werken		4,000
5° Onvoorziene uitgaven		81,000
Totaal.	fr.	475,000

Een crediet van 1,500,000 frank was in 1922 voorzien voor het doen verdwijnen der oude armen en het normaliseren van de Ourthe. Het bedrag der op crediet aangegane verbintenissen beliep op 31 December 1922, de som van 562 duizend 878.68 fr. Het nieuw crediet van 300,000 frank is noodig om den Staat toe te laten in 1923 zijn aandeel te betalen in de werken die het voorwerp waren van overeenkomsten gesloten met de stad Luik, de naamlooze Maatschappij van Athus-Grivegnée en de Naamlooze Maatschappij voor koper en zink en waarvan het bedrag op 1,230,000 frank wordt geraamd.

ART. 35. — *Kolenafoervaarten. — Studies. — Onteigeningen en werken, 16,120,000 frank.*

Het crediet wordt op 15,000,000 frank teruggebracht en wordt uitsluitelijk besteed voor den aankoop der gronden die noodig zijn om het kanaal van Charleroi naar Brussel op groote sectie te brengen. Ingevolge den uitslag van de aanbesteding, zal de raming dezer werken die 190 millioen bedroeg (zie verslag voor 1922) waarschijnlijk tot 147 millioen kunnen herleid worden. In die som zijn de kosten begrepen voor onteigeningen, die 40 millioen bedragen. De voltooiing wordt voorzien voor 1930.

ART. 36. — *Vaart van Luik naar Antwerpen, hun vertakkingen, hun uitbreiding met het oog op de scheepvaart van Antwerpen naar den Rijn. — Studies, onteigeningen, 17,975,000 frank.*

Herleiding van het crediet op 8,500,000 frank, aan de verwezenlijking der volgende werken te besteden :

1° Heropbouw van duikers op het vertakkingskanaal naar het kamp van Beverloo	fr.	400,000
--	-----	---------

2° Heropbouw van duikers op het vertakkingskanaal naar Hasselt,	fr. 1,600,000
3° Verstevinging der bermen van het verbindingskanaal der Maas met de Schelde	fr. 600,000
4° Afleiding rondom Herenthals; aankoop van gronden	fr. 500,000
5° Sectie tusschen Herenthals en Quaedmechelen. Verbetering van het vertakkingskanaal naar Hasselt; aankoop van gronden	fr. 1,500,000
6° Limburgsche steenkolenvaart, sectie tusschen Beeringen en Mechelen a/ Maas : aankoop van gronden	fr. 2,000,000
Toegewezen werken	» 600,000
7° Afschaffing van het uitstorten van het rioolwater der stad Luik in het kanaal van Luik naar Maastricht (toelagen)	fr. 200,000
8° Verbreding van het kanaal, onderneming waarmee men bezig is,	fr. 1,000,000
9° Onvoorziene uitgaven	» 100,000

Eene vraag werd gesteld om te vernemen met welke onteigeningen en werken men thans bezig is.

Hierop werd geantwoord :

a) 1° *Onteigeningen* : Voor de gemeenten Gheel, Meerhout, Quadmechelen, Zolder en Heusden werden besluiten getroffen tot het onteigenen der gronden die noodig zijn voor het aanleggen van het kanaal Antwerpen-Luik.

Wat betreft de gemeenten Olen, Oostham, Paal en Tessenderloo, wordt het onderzoek, voorgeschreven bij de wet van 27 Mei 1870, voortgezet.

Op dit oogenblik wordt onderhandeld over den aankoop der onroerende goederen gelegen op het gebied van Heusden en van Zolder ;

b) 2° *Werken* : De werken van de eerste strook van het kanaal van Maastricht naar 's Hertogenbosch zijn thans aan den gang. Die werken behelzen de verbreding van het kanaal op den linkeroever ten einde een bodembreedte van 15 meter te verwezenlijken op de vakken die niet moeten rechtgelegd worden.

Deze werken werden in 1920 aangevangen.

Het Beheer van Bruggen en Wegen kwam overeen met dat van de Staatspoorwegen om aan dit laatste de gronden af te staan die noodig zijn voor het aanleggen van sommige nieuwe spoorvakken in Limburg en voor het verhoogen der staties te Houthalen, Zolder en Heusden. Deze grond komt voort van het uitgraven van een vak van 600 meter lengte van de nieuwe vaart Antwerpen-Luik, in het gedeelte dat ten Westen aanligt tegen de statie van Houthalen.

De werken werden toegewezen in Mei 1922.

Men zal opmerken dat de werken voor het aanleggen van het nieuwe vak Herenthals-Quadmechelen werden uitgesteld. Dit afleidingskanaal, waarlangs de Limburgsche kolennijnen een rechtstreekschen uitweg vinden, is uit dien hoofde bijzonder belangrijk en er werd gevraagd of de afschaffing van alle crediet voor die werken geen noodlottigen weerslag zou hebben op het

tijdstip waarop dit nieuwe gedeelte van het kanaal zou moeten voltooid zijn:

De Minister heeft geantwoord :

« Daar wij nog niet eigenaar zijn van al de noodige gronden, bestaat er geen groot bezwaar het stemmen over de credieten voor het uitvoeren dezer werken nit te stellen tot toekomend jaar. Het komt er vooral op aan, dat de nieuwe kolenmijnen met het bestaande net aangesloten zijn. In dit opzicht zou het vak Genck-Beeringen eerst moeten aangelegd worden. »

Er valt op te merken dat voor deze laatste sectie, het crediet voor de werken, hoewel zeer verminderd, behouden blijft. De Minister wees nog op het volgende :

« Stellig, is het voorloopig afzien van werken, waarvan de noodzakelijkheid of het nut erkend zijn, van aard om 's Lands belangen te schaden, doch de benepen toestand van onze financiën heeft de Regeering verplicht ze uit te stellen tot betere tijden. »

Het is te hopen dat de heden noodzakelijke beperkingen op de toekomstige begrotingen niet meer zullen voorkomen, want het lijdt geen twijfel dat het hier besproken werk voor onze economische toekomst van het allergrootste belang is.

Andere vraag :

Een lid heeft geklaagd over de vertragingen die voor de scheepvaart voortvloeien uit de belemmeringen door het Hollandsch bestuur in den doortocht van het grondgebied van Maastricht aangebracht. Heeft men in dit opzicht geen schikking getroffen met Nederland? Zou de toestand niet eenigszins kunnen verbeterd worden door middel van onderhandelingen?

Antwoord :

- « Voor de kanalen van Luik naar Maastricht en van Maastricht naar » 's Hertogenbosch bestaan verschillende overeenkomsten met Nederland :
- » De overeenkomsten van 8 November 1839 en van 12 Juli 1845.
- » De regeling van 20 Mei 1845.
- » Het verdrag van 5 November 1842.
- » De doortocht langs Maastricht geschiedt volgens deze overeenkomsten.
- » Wanneer het noodig blijkt, raadplegen echter de Nederlandsche en » Belgische diensten elkaar en nemen desgevallend de bijzondere en tijde- » lijke maatregelen door de omstandigheden opgelegd om zooveel mogelijk » de belemmeringen, door den doortocht langs den inham van Maastricht » aan de scheepvaart veroorzaakt, te verminderen. Ik meen niet dat diplo- » matische onderhandelingen thans tot betere uitslagen zouden leiden. »

Men wijst nochtans op een gebrek aan samenhang bij den Belgischen en den Nederlandschen toldienst, daar de eene soms stilligt terwijl de andere werkt. Hieruit volgt stremming in de scheepvaart.

De wensch wordt uitgedrukt dat dien toestand verholpen wordt.

De afschaffing der credieten voor de electrische en mechanische uitrusting van verschillende sluizen gaf aanleiding tot volgende opwerping :

- « Is het niet eenigszins hoogdringend om de belemmering op de vaart » te voorkomen, de werken voor electrische en mechanische uitrusting » tusschen Luik en Maastricht te verwezenlijken? Kunnen de voorziene 50.000 frank niet behouden worden? »

De Minister heeft geantwoord :

« De elektrische en mechanische uitrusting, omvattende het plaatsen van
» kaapstanders, is voorzien ten einde de sluizen sneller te doen werken;
» voorloopig en in afwachting dat die werken uitgevoerd worden, verhelpt
» het Bestuur in voorkomend geval de belemmering door andere middelen,
» namelijk door een paard ter beschikking te stellen van de bootslui om den
» doortocht der schepen aan de sluizen te bespoedigen. »

Het is niettemin waar, dat het eerst beoogd werk een meer stellige verbetering zou meegebracht hebben. Men mag wenschen dat het vanaf het volgend dienstjaar kan verwezenlijkt worden evenals de andere maatregelen, minder duidelijk aangegeven in den aanvang van dit hoofdstuk en die alleen van aard zijn de groote versperring waaraan het verkeer lijdt op de vaart Maas-Schelde te voorkomen.

Het is van belang niet uit het oog te verliezen het volstrekt hoofdzakelijk belang, tinst den kortst mogelijken tijd, een *rechtstreeksche* waterverbinding aan te brengen, op *Belgisch grondgebied*, tusschen Antwerpen en Luik. Deze waterweg zal enkel aan zijne bestemming beantwoorden, wanneer hij bestand is voor de schepen van 2,000 ton.

ART. 37. — *Schelde. — Studies, onteigeningen en werken, 5,500,000 frank,*

Het crediet wordt, bij amendement, op 3,595,000 frank gebracht en wordt aan de volgende werken besteed :

1° Versteving en verbreeding der dijken van de zee-Schelde. Aankoop van gronden :	400,000 frank.
Werken	1,500,000 frank.
2° Aankoop van gronden tot verbetering der Schelde tusschen de brug van Schoonaarde en den doorloop van Appels	300,000 frank.
3° Aankoop van gronden voor de rechtmaking der Schelde vóór Dendermonde	550,000 frank.
4° Inrichting van verkeermiddelen tusschen beide Scheldeoevers, (brug van Gruybeke, studies met het oog op den tunnel vóór Antwerpen, overzeldienst, enz.)	1,000,000 frank.
5° Spersluizen van de Hooge-Schelde. Oprichting van 10 elektrische kaapstanders	175,000 frank.
6° Toerusting van hulpstaties aan de spersluizen van de Hooge-Schelde,	150,000 frank.
7° Onvoorziene uitgaven	20,000 frank.

Een lid heeft in de afdeeling sterk aangedrongen opdat de werken tot verbetering van den Scheldeloop tusschen Schoonaarde en Appels onverwijld zouden aangevat worden, daar de veiligheid der oeverbewoners bedreigd is aangezien te stroom heel de dijken heeft weggespoeld. Er wordt overigens op gewezen, dat op de begroting van 1922 een crediet werd aangenomen van 1,500,000 frank voor dit werk, waarvan het gansche bedrag op 3 miljoen 500,000 frank wordt geraamd.

De noodzakelijke bezuiniging heeft deze uitgave doen verschuiven en er toe verplicht op de huidige begrooting alleen het crediet te schrijven dat noodig is voor den aankoop der gronden die moeten dienen voor voormeld werk.

Betreffende de rechtmaking der Schelde vóór Dendermonde, stelde een lid de volgende vraag : Is dit werk niet van aard de gemeente te schaden en is men zeker dat de groote kaai op den nieuwen oever zal aangelegd worden na het rechtleggen van den stroom ?

De Minister antwoordde :

« De uitgraving van een nieuwe Scheldebèdding vóór Dendermonde » heeft voor doel, den afloop van het hoogwater en de uitbreiding » van de ebbe te vergemakkelijken, het vastleggen van den stroom door » bevrozing te vertragen en het vormen van ijssdammen zooveel mogelijk » te verhinderen, de spoorbaan en den steenweg vrij te maken en daaren- » boven de buurtspoorwegen van den linkeroever (Zele, Hamme, enz.) tot » in het centrum der stad te verlengen en desgevallend met de lijnen van » den rechteroever te verbinden.

» De huidige bedding van de Schelde zal gedempt worden, gansch de » strook op den rechteroever van de nieuwe bedding gelegen, zal bij het » grondgebied der stad Dendermonde kunnen gevoegd worden. De huidige » kaaien zullen heraangelegd worden langsheen de nieuwe bedding.

« De strook zal aangeaard worden en als stadswijk kunnen aangelegd » behalve hetgeen noodig zal zijn voor de inrichting der nieuwe haven. » Deze werken behooren overigens tot het programma opgemaakt door de » Commissie van den Dender waarvan twee afgevaardigden van de stad » Dendermonde lid waren. »

Uit eene mededeeling aan de Commissie blijkt dat het Departement thans de bezwaren onderzoekt door de belanghebbenden tegen de rechtmaking der Schelde geopperd. Het crediet van 350,000 frank, dat naar het schijnt een nieuw tamelijk omvangrijk werk inzet, dat nog besproken wordt, kan weg vallen. De Commissie stelt zulks voor.

Het crediet wordt alzoo tot 3,245,000 frank herleid.

Art. 38. — *Leie. — Studies, onteigeningen en werken, 800,000 frank.*

De credietaanvraag wordt op 300,000 frank teruggebracht, bedrag aan de uitvoering van de volgende werken besteed :

1^o het geschiktmaken der belendende gronden bij de brug van Meenen, op de nieuwe afleiding van de Leie (150,000 frank). De brug van Meenen wordt thans nog niet gebezigd omdat de uitvoering der werken voor het plaatsen van het metalen bruggedek vertraging lijft. Het geschiktmaken der belendende gronden is noodzakelijk en kan niet uitgesteld worden, daar er op die plaats wegens de grens een druk verkeer heerscht. Dit is het laatste crediet.

2^o De verbetering van den loop der Leie, van den aanvang der afleiding te Deynze tot aan de sluis van Astene en het aankopen van gronden om de

brug te Deynze weder te bouwen (150,000 frank). De verbeteringswerken bestaan hierin : den loop der rivier zoodanig te wijzigen dat het hoogwater sneller wegvloeit en de te scherpe bochten recht te leggen, hetgeen sedert lang door de oeverbewoners gevraagd wordt. Dit crediet is bestemd voor den aankoop van gronden; de uitgaven te doen na 1923 voor de uitvoering der werken worden geschat op ongeveer 7,400,000 frank.

ART. 39. — *Zenne, Dyle en Demër. — Studies, onteigeningen, werken en toelagen, 1,100,000 frank.*

Herleid tot 60,000 frank. Crediet op de begrooting behouden met het oog op den aankoop van een grond tegen de brug van Eppeghem gelegen ten einde er het bouwen van een goed te verhinderen, dat over korten tijd zou moeten onteigend worden, en om de onvoorziene uitgaven te dekken.

De verbeteringswerken die moeten uitgevoerd worden aan de Dyle, tusschen Mechelen en Zennegat, en het derde vak van de Zenne worden uitgesteld. In 1922 werd een crediet van 300,000 frank voor die werken gestemd. Eene som van 12,000 frank werd uitgegeven voor den aankoop van onroerende goederen die noodig zijn voor het verbeteren der Dyle.

Tot dusver werd nog geen werk uitgevoerd, behalve het uitgraven van twee doorsneden stroomopwaarts van het Zennegat, onmiddellijk na den wapenstilstand om arbeid te geven aan de werkloozen. Op een of twee uitzonderingen na, zijn al de aankopen gedaan voor de verbetering van de Dijle; zoodra het Beheer over credieten zal beschikken kunnen de werken beginnen.

ART. 40. — *Nethe. — Studies, onteigeningen, werken en toelagen, 1,200,000 frank.*

Crediet op 1,000,000 frank teruggebracht en uitsluitelijk besteed aan de geschiktmaking van de Beneden-Nethe met het oog op het aanleggen van de nieuwe provinciale steenweg-brug van Duffel en het regelen van 's Rijks-tusschenkomst in het bouwen van dit werk. De bestaande steenweg-brug van Duffel dreigt in te storten en haar wederopbouw is hoogdringend. Zij versmalt de rivier zeer aanzienlijk hetgeen de scheepvaart, het afloopen van het water en de uitbreiding van de ebbe hindert. De Staat nam tegenover de provincie Antwerpen de verbintenis aan, de gronden te verschaffen die noodig zijn voor het aanleggen der toegangsstrooken en een toelage te verleenen waarvan het bedrag nog niet vastgesteld is. Deze gronden zullen voortkomen van de verbeteringswerken aan de rivier te doen.

Tot nogtoe werd niets uitgegeven. De na 1923 te betalen som staat in verband met de kosten van de brug — door de Provincie te betalen, en die nog niet gekend is — en van het nog niet vastgestelde bedrag der tusschenkomst van den Staat.

Gelet op de verbintenis van den Staat, moet het crediet evenwel op de begrooting voorkomen.

ART. 41. — *Vaart van Gent naar Oostende. — Studies, onteigeningen en werken, 2,125,000 frank.*

Crediet tot 775,000 frank herleid, als volgt in te deelen :

1 ^o Electrisch-mechanische toerusting van de brug van Mariakerke,	fr. 150,000
2 ^o Bepaalde wederopbouw der burg van Mariakerke (niet invorderbare som)	fr. 600,000
3 ^o Oprichting van een electrischen kaapstander aan de Dampoort, te Brugge	fr. 15,000
Onvoorziene uitgaven	» 10,000

Het in 1922 voor hetzelfde doel verleend crediet van 150,000 frank werd tot een bedrag van 24,995 frank aangetast om de aanaardigswerken te betalen. Het wederopbouwen der brug van Mariakerke dringt zich op. Deze brug is, overigens, evenals de andere op het kanaal van Gent naar Brugge, een voorloopig stelsel dat zeer traag en moeilijk werkt en duur kost. Een druk verkeer moet er over. De schippers en degenen die den weg bezigen, klagen fel en terecht over de belemmeringen te water en te land. Het toestaan van het crediet is onontbeerlijk. Het komt maar eens voor.

ART. 42. — *Vaart van Gent naart Terneuzen. — Studies, onteigeningen en werken, 250,000 frank.*

Dit crediet mag wegvallen.

ART. 42^{bis} (nieuw). — *Opbouw van een droogdok te Langerbrugge (eerste schijf eener op 20,000,000 frank geraamde gezamenlijke uitgave), 500,000 frank.*

Door de overeenkomst van 17 October 1921, bekrachtigd door het eerste artikel, n^o 2, der wet van 3 Augustus 1922 (*Staatsblad* van 6 Augustus 1922, n^o 218) ging de Staat de verbintenis aan een nieuw droog dok te bouwen in den afgescheiden arm der vaart van Gent naar Terneuzen « arm van Langerbrugge » genaamd. Het huidig crediet zal het aanvangen van het werk mogelijk maken.

ART. 43. — *Dender. — Studies, onteigeningen en werken, 2,800,000 frank.*

Crediet tot 300,000 frank herleid, maar tot dit bedrag noodzakelijk voor het aankoopen van gronden, gelegen langsheen den Dender tusschen de Bogaardenburg en het Sas. Het geldt hier de voortzetting van werken voor de verbetering van den Dender, die thans aan den gang zijn, mogelijk te maken. Dit crediet betreft niet de rechtmaking van de Schelde vóór Dendermonde, waarover artikel 37 handelt.

ART. 44. — *Vaart van Roeselaere naar de Leie. — Studies, onteigeningen en werken, 50,000 frank.*

Crediet tot 10.000 frank herleid, voor de studiekosten met het doel de vaart een normale doorsnede te geven (300 ton, 10 meter bodembreedte), daar thans de booten er niet kunnen kruisen.

ART. 45. — *Vaart van Roeselaere naar de zee. — Aanleggen van een dok te Roeselaere, kosten der studies. — Aankoop van gronden, 125,000 frank.*

Dit crediet valt weg.

ART. 46. — *Vaart van Burght naar Sint-Gilles (Waas). — Studies, onteigeningen en werken, 1.000.000 frank.*

Hier geldt het éene verbintenis door den Staat aangegaan. De Commissie stelt voor, het crediet goed te keuren.

ART. 47. — *Vaart van Brussel naar den Rupel. — Werken, 100.000 frank.*

Geen opmerking.

ART. 48. — *Haveninrichtingen van Antwerpen. — Studies, onteigeningen, werken. — Baggerwerken, 35.500.000 frank.*

Dit crediet, bij amendement op 34.500.000 frank gebracht, gaat de voortzetting mogelijk maken van het algemeen plan, thans bepaald vastgesteld, om ten Noorden van Antwerpen aan de haven hare normale en noodzakelijke uitbreiding te geven. Het tijdperk van onderzoek en studie is afge-loopen.

Het geldt hier niet meer de verdiensten of de bezwaren van een of ander plan te bespreken. Allen die begaan zijn met de verwezenlijking van dit grootsche plan hebben maar eene gedachte : zullen wij op tijd klaar zijn ? Zullen de werken die nog niet werden in aanbesteding gegeven dit eerlang worden ? Gaat men, door een gemis aan eenheid bij de uitvoering der verschillende deelen die feitelijk met elkaar in verband staan en in haar geheel moeten worden beschouwd, niet gevaar loopen de exploitatie der nieuwe havenwerken uit te stellen ?

De werken die thans aan den gang zijn, zijn hoofdzakelijk die aan het dokkanaal en die aan de sluis van Kruisschans. Deze ondernemingen kunnen als volgt worden gekenmerkt :

Datum der aanbesteding.	Aanvang der werken.	Tegenwoor- dige stand.	Totale uitgaven.	Uitgaven op 31 December 1922.	Datum van voltooiing.
Bouw van de zee- sluis aan de Kruis- schans : 13 Februari 1922	6 Juni 1922	1/40 ^e	45,556,211.76	786,905.80	Juni 1926
Bouw van het Kanaaldok 12 December 1922	15 April 1922	1/100 ^e	58,156,425.83	286,000.00	April 1927

Het graven van lot 3 van de Schijns, bestemd om lot 1, uitgevoerd voor den oorlog te verbinden met de grachten van de tegenwoordige omheining, gaat naar de eindvoltooiing.

Blijft nog uit te voeren de verbindingsgeul tusschen de bestaande zijdok-

ken en het dokkanaal, de afleiding der Schijns (4^e lot) en de verbinding van het dok en de sluis. De eerste twee werken worden respectievelijk op 16 en 23 Juli aanstaande aanbesteed. De termijnen voor de uitvoering, voorzien in het lastenkohier, zijn onderscheidenlijk 40 en 16 maanden.

De eerste schijf der noodige credieten is op deze begrooting voorzien. Het is volstrekt noodig dat deze werken zoo spoedig mogelijk worden aangevangen, in ieder geval voor 1 September 1923; de termijn voorzien voor de uitvoering van de afleiding van het Schijn is van zulken aard dat de minste vertraging onvermijdelijk zijn terugslag zou hebben op den datum voor de uitvoering van het kanaaldok. Het graven van het deel tusschen het dokkanaal en de sluis zal op gepasten tijd gebeuren, en in elk geval derwijze dat het de voltooiing van het gansche werk niet kan stremmen : alles bepaalt zich daar bij aardwerken, geen enkel kunstwerk moet worden uitgevoerd, zoodat dit vak gemakkelijk en spoedig klaar zal zijn.

Op de verdeelings tabel van het globaal crediet zijn twee posten voorzien : sub litt. d.

Afleiding der Schijns benoorden Antwerpen, met inbegrip van den duiker onder de verbindingsvaart (*1^{ste} schijf eener op 22,000,000 frank geraamde gezamenlijke uitgave*) 7,700,000 frank.

Sub litt. g). Afleiding der Schijns (1^e lot), 58,000 frank.

Waarom zijn deze posten niet vereenigd? De reden is de volgende : Het crediet van 7,700,000 frank heeft betrekking op de afleidingswerken der Schijns die thans aan den gang zijn en op die welke, dit jaar, moeten worden uitgevoerd; het crediet van 58,000 frank is bestemd om aan de erfgenamen van den aannemer Bolsée, de sommen te betalen die de Staat hun eventueel verschuldigd ware, ten titel van saldo der door dezen aannemer vóór den oorlog uitgevoerde werken tot afleiding der Schijns (eerste lot). Deze zaak wordt door het Hooger Comité voor contróle onderzocht. Er is daar dus geen dubbelganger en beide littera's hoeven niet te worden versmolten.

Het aanvankelijk voorziene crediet werd met een millioen verminderd, omdat, voor het oogenblik, werd afgezien van het aanleggen eener baan tusschen Antwerpen en de Noorderdokken. Deze beslissing heeft verwondering gebaard en in de Middenafdeeling werd de vraag gesteld te weten of uit deze verdaging geen ernstige bezwaren voor gevolg zou hebben voor de in bedrijfsneming der nieuwe dokken. Is het dus niet dringend van stonden aan deze baan aan te vangen, die zelfs tijdens de uitvoering der werken nuttig kan zijn? In hoeyeel tijd kan die baan worden aangelegd? Loopt men geen gevaar de voltooide werken zonder toegang te laten? Ziehier het antwoord van den Minister : « De Commissie van Antwerpen en voorsteden heeft onlangs eene voorloopige oplossing goedgekeurd om onze verbindingen Noordwaarts te verzekeren, eene definitieve oplossing zou uitgaven vergen waaraan thans niet mag worden gedacht. Voor deze voorloopige oplossing heb ik onmiddellijk de materialen doen voorbehouden die te Gent beschikbaar waren, en zoo de volgende begrooting het noodige

crediet voorziet, zal de voorloopige verbinding spoedig kunnen worden tot stand gebracht. »

De *voorloopige* oplossing aangenomen om Antwerpen met de maritieme inrichtingen van het Noorden te verbinden, bestaat in het bouwen, gelijklopend met de definitieve Laan die in overbrugging moet gaan langs het Asiadok en uitkomen aan de Stuivenbergstation nabij het stapelhuis, van eene zoogenaamde « zijstraat », over het opgehoogd terrein aangelegd, ietwat hooger dan de grond, en uitlopende op de Eekerenstraat, naast de Hollandse spoorweglijn.

Dit punt blijft dus onopgelost. Dit valt te betreuren want de toestand van de afzondering der haveninrichtingen ten Noorden, die thans reeds oorzaak is van groote moeilijkheden bij het verkeer, zal onhoudbaar worden zoodra de haveninrichtingen nog meer uitbreiding zullen hebben genomen. Daarop dient de aandacht van den Minister gevestigd, met den wensch dat niet alleen de voorloopige baan spoedig worde aangelegd, maar dat dit werk zelf geen hinder zij voor de uitvoering van een gemakkelijken en breed opgevatten toegang, die in al de behoeften der toekomst kan voorzien.

Een ander nog besproken vraagstuk, naar aanleiding van de afleiding der Schijns, is het onthaal van sommige nieuwe en belangwekkende voorstellen van den heer Mennes, ingenieur te Antwerpen. Deze acht mogelijk de afleidingswerken der Schijns naar het Noorden te vermijden met een pompstelsel dat in rechtstreeksche lijn en onder den grond het water der Schijns en het vuilwater der stad naar de Schelde zou voeren. Naar aanleiding van dit voorstel, heeft het Beheer gemeend volgende stelling te moeten verdedigen, waarbij wij ons aansluiten :

« Het wegvoeren van het water langs de grachten der tegenwoordige omheining moet uiterlijk vóór 31 December 1924 kunnen worden afgeschaft, om de opening van de sluis der Kruisschans en het kanaaldok niet uit te stellen. Met op het voorstel van den heer Mennes in te gaan, is men niet zeker op tijd klaar te zijn, men loopt gevaar overstroomingen te verwekken en men lost slechts op onvolmaakte wijze en voorloopig het vraagstuk op van het afvoeren van het water der beken ten Westen van den spoorweg Antwerpen-Roozendaal.

Met ontwerp van het Beheer uit te voeren is men zeker, integendeel, op gezegden datum klaar te zijn zonder eenig gevaar te loopen.

In die voorwaarden en gelet op de groote belangen, moet het laatste ontwerp worden uitgevoerd. Het staat bekend als de « voorloopige oplossing van het Beheer » en bestaat daarin, het 4^e lot der Schijns uit te voeren dat thans de verlenging vormt van het 1^e lot, dat vóór den oorlog werd uitgevoerd, en dit lot te verbinden, met een dubbele voorloopige gracht, 5^e lot genaamd, met de grachten der tegenwoordige omheining.

Wat het overig gedeelte van het ontwerp van het Beheer betreft, dat uit de 2^e en 3^e loten bestaat, alsook uit de hoofdgracht der binnenwaters, dit blijft voorbehouden tot op het oogenblik dat het ontwerp Mennes volledig en grondig zal kunnen worden onderzocht.

Blijkt dit laatste meer voordeelig dan het eerste ontwerp, ontdaan van

elke militaire beschouwing, dan kan het desvoorkomend worden aangenomen en uitgevoerd. »

Het ware eene dwaling te denken, dat de thans ontworpen werken, hoe aanzienlijk deze ook wezen mogen, volstaan om aan de haven van Antwerpen de vereischte uitbreiding te geven tot eene zegevierende mededinging tegenover de vreemde landen.

Buiten het aanleggen van kaaien met diepen watergang in de reeds van Austruweel, werk dat werd verdaagd doch in eene naaste toekomst ligt, moet er onverwijld worden aan gedacht, Antwerpen in rechtstreeksche verbinding te stellen met Luik en het Rijnbekken. Hier ook is vertraging te bespeuren om dezelfde reden van inkrimping der uitgaven. Zaak is het echter, niet uit het oog te verliezen, dat deze werken van hoogdringenden aard zijn, zoo men Antwerpen als groote nationale zeehaven wil in stand houden. Dit programma behelst het graven van een waterweg die bevaarbaar is voor schepen van 2,000 ton, en Antwerpen met Luik rechtstreeks verbindt; de vaart moet uitmonden in het Lefebvre-dok; het vaartvak dat thans in het Asia-dok uitmondt en slechts dienen kan voor lichters van ten hoogste 480 ton als diepgang, moet dus worden afgeleid. Ten slotte moet Antwerpen door middel van den kortsten weg met den Rijn worden verbonden.

Deze ontworpen maken deel uit van de aan den gang zijnde werken, welke wij van zeer nabij hebben onderzocht. 's Lands best begrepen belang eischt, dat men ook hierin eerlang tot daden overgaan zou.

ART. 49. — *Afleidingsvaart der Leie : studies, onteigeningen en werken, 1,400,000 frank.*

Het crediet werd op 795,000 frank verminderd. Dit bedrag is bestemd voor het bouwen eener definitieve brug in ijzerbeton te Balgerhoek (300,000 frank, niet verhaalbare som) en den verderen aankoop van gronden tot vervanging van de bruggen van Nevele (300,000 frank), Meerendré (100,000 frank) en Landeghem (80,000 frank) door vaste bruggen. Maatregelen werden getroffen opdat de werken aan deze drie bruggen in 1924 kunnen uitgevoerd worden. Eene som van 200,000 frank is uitgetrokken op de begrooting der Verhaalbare Uitgaven van 1923 voor het herbouwen van de brug te Balgerhoek.

ART. 50. — *Vaart van Ieper naar den Yzer : studies, onteigeningen en werken, 250,000 frank.*

Dit crediet moet dienen voor de volgende werken : rechtmaking van de vaart te Drie-Grachten en veranderingen der draaibruggen van Steenstraeten en Boesinghe in vaste bruggen.

Deze werken zijn volstrekt noodzakelijk. De weder in staat stelling van de vaart zal de herleving der verwoeste gewesten terdege bevorderen en wordt met het grootste ongeduld verbeid.

Een lid deed opmerken dat deze vaart onvoldoende van water wordt voorzien; hem werd geantwoord dat de « spijzing der waterwegen van het

Yzerbekken wordt onderzocht en dat van nu af baggerwerken worden uitgevoerd om het bedoelde bezwaar in zekere mate te verhelpen. »

ART. 51. — *Haven van Oostende : studies, onteigeningen en werken.*
Aanleggen van een visschershaven, 12,200,000 frank.

Dit crediet bedroeg een post van 445,000 frank, die werd afgescheiden en overgebracht naar artikel 51^{bis} (nieuw) waar naar wij verwijzen. De tekst van artikel 51 werd gewijzigd als volgt :

ART. 51. — *Haven van Oostende. — Studies, onteigeningen en werken ; aanleggen van een visschershaven, met inbegrip der electrische toerusting der sperbrug, stroomafwaarts, 11,755,000 frank.*

Het crediet voorzien bij artikel 51 wordt bij gevolg bepaald op 11,755,000 frank, verdeeld als volgt :

a) Aanleggen der visschershaven	fr. 10,000,000
b) Electrische bewapening van eene dam-brug stroomafwaarts (dit werk is aan den gang)	fr. 35,000
c) Oprichting van een omschakelaar van 100 kw. aan het electrisch substation der haven.	fr. 40,000
d) Plaatsing van de mistklok aan de haven	» 35,000
e) Inrichting van nieuwe vakken met hoogspanning in het substation,	fr. 25,000
f) Nieuw magazijn in het substation	» 15,000
g) Plaatsing van een electrischen kaapstander aan de vischkaai,	fr. 30,000
h) Verbreding van de batterij aan het oosterstaketsel der haven,	fr. 1,555,000
i) Onvoorziene uitgaven	fr. 20,000

De aanlegwerken van de visschershaven werden tegen fr. 22,682,962.45 toegewezen. Dit werk wordt naar prijslijst uitgevoerd. De volledig voorziene uitgave, met inbegrip van den aankoop van gebouwen en gronden werd op 54 miljoen geraamd.

Het crediet van 7,000,000 frank voor 1922 toegekend, werd voor een bedrag van fr. 6,504,369.85 betaalbaar gesteld.

De toestellen van het electrisch substation moeten worden verbeterd en aangevuld om de verhoopte diensten te kunnen bewijzen.

Zoo ook is de verbreding der batterij van het Oosterstaketsel der haven van Oostende een spoedeischend en noodzakelijk werk.

ART. 51^{bis}. (nieuw). — *Tusschenkomst in den kostprijs der werkzaamheden van oprichting der kerk van het Heilig Hart te Oostende, 445,000 frank.*

Eene overeenkomst, op 5 en 12 Augustus 1912, gesloten tusschen de stad Oostende en den Staat met betrekking tot verscheidene te Oostende uit te voeren werken, bevat in haar artikel 17 de volgende bepalingen :

- « De stad Oostende gelast zich met het bouwen der kerk van het Heilig Hart.
- » De prijs der onderneming mag 350,000 frank niet overschrijden.
- » De volgende sommen zullen dienen voor de betaling van gezegden prijs
- » in deze volgorde :
 - « 1° De som van 45,000 frank, toelage door den gemeenteraad van
 - » Oostende gestemd ;
 - » 2° De toelage van de provincie West-Vlaanderen ;
 - » 3° De opbrengst van den verkoop der overblijvende gronden van de
 - » wijken Broek, Lichttoren en Raversyde.
 - » Zoo na de volledige betaling der onderneming, er een overschot blijft
 - » van de sommen sub 3°, dan zal dit besteed worden aan buitengewone
 - » uitgaven van de stad naar keuze van het Gemeentebestuur.
 - » Zoo, integendeel, de sommen sub 1°, 2° en 3° niet volstaan voor de beta-
 - » ling van de onderneming, dan zal de Staat het tekort aanvullen.
 - » De plans en bestekken der op te richten kerk zullen goedgekeurd
 - » worden door den Minister van Landbouw en Openbare Werken. Zij
 - » moeten hem voorgelegd worden binnen zes maanden volgend op deze over-
 - » eenkomst.

In uitvoering van die verbintenis, heeft de Staat tot heden drie voorschotten van 25,000 frank in 1923 betaald, en vijf voorschotten van hetzelfde bedrag in 1914. De thans aangevraagde som van 445,000 frank is de laatste betaling die moet worden gedaan.

ART. 52. — *Aanlegghaven van Zeebrugge. — Studies, onteigeningen en werken, 1,000,000 frank.*

Zooals blijkt uit bovenstaande bewoordingen werd een crediet van 1 miljoen aangevraagd om de werken aan den gang te zetten voor eene visschershaven te Zeebrugge, werken die in het geheel 7 miljoen zouden kosten.

Wegens bezuiniging, werd dit crediet weggelaten ; daar het aanleggen eener visschershaven een nieuw werk is, werd dit, zooals de werken van dezen aard, verdaagd.

Het crediet dat aldus wordt geschrapt, werd bij wijze van amendement vervangen door een crediet van gansch verschillenden aard : er werd voorgesteld eene som van 2,500,000 frank voor te schieten aan de Maatschappij voor Zeevaartinrichtingen, te Brugge, om de kosten te dekken der baggerwerken in de reede en de haven.

Vermits in de Commissie bezwaren werden aangevoerd tegen de gepastheid van dit crediet, bleek het noodig de redenen tot staving van dit voorstel grondiger te onderzoeken.

Een eerste grond tot beoordeeling ligt in het volgende feit : in de bestaande overeenkomsten tusschen den Staat en de Maatschappij voor Zeevaartinrichtingen, te Brugge, komt geen enkele bepaling voor, waardoor voor den Staat eenige verplichting wordt gesteld in de kosten dezer baggerwerken ; het geldt hier dus eene zuiver welwillende tusschenkomst van den Staat onder vorm van voorschotten die, behoudens latere overeenkomst, in het toekomstige verhaalbaar zijn.

De tot heden aan de Maatschappij voor dit doel gedane voorschotten beloopt 2.500.000 frank, som in 1922 betaald op het crediet dat uitgetrokken was op artikel 81 van de Buitengewone Begroting voor 1922 (1).

Een tweede reden welke wij meenen te moeten aanmerken — daar ook deze buiten alle betwisting valt — bestaat in het feit dat deze baggerwerken blijken eene bestendige noodzakelijkheid te zijn; immers de landingskaaien langsteent den havendam en de vaargeul op de vaart van Brugge verzanden regelmatig. De Commissie had inlichtingen genomen over de belangrijkheid der baggerwerken jaarlijks uit te voeren en de prijs daarvan, om de aanleg-haven en de vaargeul in zulkdanigen staat te houden, dat eene regelmatige exploitatie der zeevaartinrichtingen mogelijk is; zij kreeg het volgende antwoord: « Het Gemengde Comité, ingesteld tot onderzoek der vraagstukken welke de inbedrijfneming der haven van Zeebrugge betreffen, heeft ongeveer op 2,500,000 kubiek meter de hoeveelheid baggerwerken geschat, welke jaarlijks in de reede van Zeebrugge dienen uitgevoerd te worden, wanneer de noodige diepte is bereikt. Dit werk wordt *grosso-modo* op 3,280,000 frank per jaar geschat. Eveneens zou in de vaargeul van het Zand jaarlijks 50,000 kubiek meter moeten worden uitgebaggerd, hetgeen 107,000 frank uitgaven zou eischen.

Deze inlichtingen werden mondeling aangevuld door een hoogen ambtenaar van het Departement van Openbare Werken, die, op aanvraag van onderscheidene leden der Commissie, deze gegevens nauwkeurig heeft omschreven; hij verklaarde, dat de totale som, hetzij 3,280,000 frank, tevens de baggerwerken zou omvatten langsheen de vaargeul en die doorheen de reede, vanaf de geul van het Zand te rekenen van de vaargeul tot aan de monding der vaart. De kosten zouden schier op gelijke wijze over de twee onderscheidene werken worden verdeeld.

De begrotingsvereischen waaronder de credietaanvraag voor de baggerwerken wordt gedaan, aldus gesteld zijnde, rijzen twee beginselvraagstukken op, die blijkbaar te zamen dienen te worden opgelost.

1° Vermits de jaarlijksche voorschotten niet immer kunnen worden herhaald en dit slechts een voorloopig middel wezen kan, welke beslissing zal de Staat dan nemen inzake zijn juridischen toestand tegenover de Maatschappij van Zeevaartinrichtingen te Brugge? Voorschotten kunnen niet bij voortduur aan de Maatschappij worden gedaan, zonder dezen toestand te vestigen en de rechten en waarborgen voor den Staat nauwkeurig te omschrijven.

2° Bestaan er afdoende redenen van nationaal belang om de uitvoering van het vastgesteld programma in zijn geheel te handhaven, wat betreft de aanleghaven van Zeebrugge en de vaargeul met diepen doorgang aan de vaart en de haven van Brugge?

Dit vraagstuk zou eerlang in zijn geheel bij het Parlement moeten aanhangig worden gemaakt. Zooals het verslag over de Buitengewone

(1) Wegens oorlogsschade, werd een geheel bedrag van 45 miljoen voor al die inrichtingen te zamen tot nu toe uitgekeerd aan de Maatschappij der Zeevaartinrichtingen van Brugge. Een gedeelte dezer som werd ongetwijfeld ook aan de baggerwerken besteed.

Begrooting voor 1922 vermeldt, werd eene commissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de openbare besturen van Brugge, van de Maatschappij voor Zeevaartinrichtingen, van het Leger, van Nijverheid en Arbeid, van Financiën, belast met het onderzoek naar de gevolgen van den oorlog op de exploitatie van de haven van Brugge en van Zeebrugge, alsmede naar de te nemen maatregelen om uit deze beide havens het meeste voordeel voor 's Lands belangen te trekken. Deze Commissie heeft hare werkzaamheden geëindigd en deze samengevat in eene reeks wenschen betreffende het onderhoud der haven van Zeebrugge, het aanleggen van aanleg- en vaartlijnen, de diepten (30 voet voor de inkomgeul, 8 tot 10 meter langsheen het havenhoofd), de oprichting van eene vrije haven, van eene visschershaven, van werven voor het herstellen der schepen, de spoorwegtarieven, enz. Deze inlichtingen zijn samengevat in eene brochure welke ter beschikking is van de wetgevers en naar welker lezing wij verwijzen. « Deze besluiten, zegt de Minister in eene zijner antwoorden op de vragen door de Commissie gesteld, worden thans behandeld tusschen den Staat en de Maatschappij voor Zeevaartinrichtingen, te Brugge, met het oog op de herziening der bestaande overeenkomsten. Toen het ontwerp van begrooting voor 1923 werd neergelegd, had men gemeend dat, vóór de stemming over de begrooting van 1923, de onderhandelingen voldoende zouden gevorderd wezen, opdat de credietaanvraag betreffende den nieuwen toestand te gelegener tijd bij de Kamers kon worden ingediend. (Uit dien hoofde voorzag het ontwerp van Begrooting geene credietaanvraag voor de baggerwerken). Dit geschiedde echter niet, en daarom was het noodig, voor 1923, denzelfden voorloopigen maatregel te treffen als voor 1922. »

De Commissie voor de Financiën, kennis nemend van deze verklaringen, gaat met den Minister akkoord en is van gevoelen, dat het vraagstuk volkomen en definitief dient te worden onderzocht en dat *dit voorschot het laatste zou moeten zijn onder het voorloopig regime.*

Twee leden hebben met aandrang gevraagd, dat het aangevraagde crediet voor de baggerwerken worde beperkt tot het strikt noodzakelijke voor het onderhoud van de vaargeul, daar gebleken is, dat de voorhaven langsheen den havendam onvermijdelijk moet verzanden en dat van hare benutting als dusdanig moet worden afgezien. Buitengewone en zeer dure baggerwerken zijn noodzakelijk om het aanleggen der zeldzame schepen, zelfs van middelmatige tonnemaat, die er aankomen, mogelijk te maken. De leden zijn van gevoelen, dat de baggerwerken aan den havendam niet moesten worden voortgezet en bij gevolg het aangevraagde crediet tot op de helft diende te worden beperkt, te meer daar de tegenwoordige militaire eischen het onderhouden van de noodige diepte niet meer onvermijdelijk maken.

Ten slotte, heeft de Commissie besloten, dat het niet in hare bevoegdheid lag de gestelde vraag op te lossen, daar het niet enkel den tegenwoordigen toestand geldt, maar ook de vereischten en de mogelijkheden in de toekomst. Zij vraagt dat de Regeering het vraagstuk voor het Parlement zou brengen, dat, met al de mogelijke inlichtingen aan de hand, de zaak voorgoed zal moeten oplossen.

ART. 53. — Kust. — Studies, onteigeningen en werken, 3,400,000 frank.

Het bij dit artikel aangevraagd crediet werd bij amendement op 3,800,000 frank gebracht. Het is voor de volgende werken bestemd :

1^o Aanleggen van 7 dammen op het strand tusschen Duinbergen en Knocke fr. 1,300,000

(Saldo van eene aanneming met prijslijst geraamd op 1,900,000 frank — waarvan 600,000 ten laste van de Begrooting voor 1922.)

2^o Heropbouw van den zeedijk tusschen Knocke en Duinbergen 500,000

(Saldo van eene vaste anneming waarvoor 1,800,000 frank werden betaalbaar gesteld op de Buitengewone Begrooting voor 1922.)

3^o Pier ten Oosten van Oostende 150,000

4^o Bescherming der duinen en dijken 450,000

5^o Verbetering van het strand 1,000,000

6^o Versterking der duin ten Oosten van dam n^o 12 te Knocke. 400,000

De werken sub 2^o zullen in 1924 klaar zijn, de andere vermoedelijk in 1925 zoo de aannemers willen doorwerken. Andere credieten zullen echter voor de volgende jaren moeten aangevraagd worden om de schade te herstellen die de talrijke zware stormen aan de kustwerken toebrengen.

Op het crediet van 3,300,000 frank, voor 1922, werd fr. 3,676,066.54 betaalbaar gesteld.

ART. 54. — Bouwstoffen van den Staat. — Aankoop, beheer.

Kosten van opslaan en allerhande, 225,000 frank.

Dit crediet kan op 190,000 frank worden verminderd :

a) Voor de betaling van eventueel te leveren baksteen. . fr. 175,000

b) Voor de beheerkosten 15,000

Het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1922 geeft de omstandige verdeling van dit crediet.

ART. 54^{bis} (nieuw). — Vaart van Selzaete naar de zee.

Studies en werken, 35,000 frank.

Crediet bestemd voor de voltrekking der werken tot heropbouw der brug van Strooibrugge waarvoor een eerste crediet van 100,000 frank op de Begrooting van 1922 werd uitgetrokken. Het geheel bedrag der aanneming wordt geraamd op 75,000 frank, waarvan 44,000 frank moeten uitbetaald worden op het crediet van 100,000 frank uitgetrokken op de Buitengewone Begrooting voor 1923 en waarvan het saldo op het huidig crediet zal aangerekend worden.

Om de artikelen der Begrooting met meer methode te rangschikken, stelt de Commissie voor, de volgorde der laatste twee artikelen te wijzigen.

MINISTERIE VAN NIJVERHEID EN ARBEID.

ART. 55. — *Hulpgelden aan werklieden tot den arbeid onbekwaam ten gevolge van den oorlog, de geneeskundige en artsennijkundige zorgen inbegrepen, 875,000 frank.*

Op voorstel van de Commissie voor Financiën, werd dit crediet gebracht op de gewone Begrooting van Nijverheid en Arbeid. Het artikel valt dus weg.

ART. 56. — *Toelage aan het Nationaal Crisisfonds om den dienst der hulpgelden mogelijk te maken, overeenkomstig de Koninklijke besluiten van 20 December 1920 en 7 Maart 1921, 10,000,000 frank.*

De statistiek der werkloosheid in den loop van het dienstjaar 1922 wijst eene stijgende en bestendige verbetering aan, die blijken mag uit volgende gegevens:

Gemiddeld getal aangenomen kassen (zelfstandige en afdeelingen van middenkassen) : 1,758.

Gemiddeld getal aangesloten leden : 704,641.

Gemiddeld getal werkloozen, berekend op voet van den laatsten werkdag van elke maand : 48,253.

Maakt : 22,192 volledige werkloozen.

26,061 gedeeltelijke werkloozen.

Het getal werkloozen per maand in verhouding tot het getal aangeslotenen is gedaald als volgt, van maand tot maand :

Januari	.	.	.	.	11.2 t. h.
Februari	.	.	.	.	10.1 »
Maart	.	.	.	.	9.2 »
April.	.	.	.	.	8.9 »
Mei	.	.	.	.	7.0 »
Juni	.	.	.	.	6.0 »
Juli	.	.	.	.	5.3 »
Augustus	.	.	.	.	4.4 »
September	.	.	.	.	3.8 »
October	.	.	.	.	3.9 »
November	.	.	.	.	3.8 »
December	.	.	.	.	3.8 »

Algemeen gemiddeld getal voor 1922 : 6.8 t. h. (tegen 21.2 t. h. in 1921).

Totaal der verloren werkdagen gedurende het jaar : 9,125,867 (tegen 24,101,234 in 1921).

Gemiddeld getal per week op 100 verzekerden : 24.9 dagen (tegen 67.3 dagen in 1921).

Of 4.2 t. h. van het totaal der werkdagen die de verzekerden hadden kunnen leveren (tegen 11.3 in 1921).

Totaal der door de kassen vergoede dagen : 1,173,443 (tegen 3,553,993 in 1921).

Procent der door de kassen vergoede dagen, in betrekking met de vastgestelde dagen : 19.5 t. h. (tegen 14.7 t. h. in 1921).

Ook komt het Nationaal Crisisfonds, na op de Buitengewone Begrooting te zijn voorgekomen voor 130 miljoen in 1921 en 50 miljoen in 1922, er dit jaar nog slechts voor 10 miljoen.

Het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1922 behelsde een algemeen overzicht van de financieele inrichting van het Crisisfonds en, bij die gelegenheid, hebben wij de grondslagen en het respectief belang doen kennen van de toelage door Staat, gemeenten, provinciën en werklozenfondsen verleend om het Fonds te stijven. Wij meenen naar die algemeene aanduidingen te mogen verwijzen en wij zullen er ons toe beperken de cijfers mede te deelen die de werkzaamheid kenmerken van het Nationaal Crisisfonds in 1922 en den toestand aangeven bij den aanvang van dit zittingsjaar.

Rekening houdende met al de tot nog toe voorgebrachte rechtvaardigingen, heeft het Crisisfonds, in 1922, een totaal van tegemoetkomingen betaald tot een bedrag van fr. 43,522,787.21 of : fr. 34,661,119.31 voor het eerste halfjaar en fr. 8,861,667.90 voor het tweede. De tabel, opgenomen in de bijlagen, toont hoe deze bedragen onderverdeeld worden per categorie vergoedingen (hoofdvergoedingen of gezinsvergoedingen), per provincie en per nijverheid. (Zie bijlage 9.)

De bestuurskosten bedroegen fr. 312,786.81 in 1922. (Zie bijlage 10a.)

Het Crisisfonds beschikte vooreerst over eene som van fr. 14,761,334.02, overschot van het dienstjaar 1921. Daarna, om deze uitgaven te dekken, werd, in 1922, op de Buitengewone Begrooting een crediet uitgetrokken van 50 miljoen frank, waarop werden aangerekend 45 miljoen frank (art. 89 : Tegemoetkoming aan het Nationaal Crisisfonds om het te helpen de uitkeering te verzekeren van de bewilligde toelagen overeenkomstig de Koninklijke besluiten van 30 December 1920 en 7 Maart 1921) en een crediet van 303,000 frank, waarop werden aangerekend 152,500 frank (art. 90 : Toelage aan het Nationaal Crisisfonds om het te steunen in zijne kosten voor bestuur en contrôle). Op die credieten werd dus een geheel bedrag van 45,152,500 frank door den Staat gestort.

Tegemoetkoming van de gemeenten : zij bedraagt 10 t. h. van het geheel beloop der uitgaven en valt verplichtend ten laste van de gemeenten die verklaard hebben hunne berechtigden te willen laten genieten van de voordeelen van het Crisisfonds. Door de gemeenten is dus verschuldigd voor het dienstjaar : fr. 4,532,278.72.

Tegemoetkoming van de werklozenkassen : zij bedraagt 15 t. h. van het totaal der hoofdvergoedingen. Uit dien hoofde moet er dus, voor het dienstjaar 1922 inkomen : fr. 4,727,373.70.

Tegemoetkoming der provinciën : uit dien hoofde kon voor het dienstjaar 1922 op het crediet van het Fonds gebracht worden : fr. 284,250.76.

De gemeenten hebben op het bedrag verschuldigd voor 1922 slechts fr. 2,348,724.63 gestort tot 31 Mei 1923.

Tengevolge van de ambtshalve gedane afhoudingen van de hun toeko-

mende toelagen op bijdragen, hebben de kassen hun *ristorno*-rekening voor het dienstjaar 1922 afgelost ten beloope van fr. 2,422,628.17.

De werkelijke bijdrage door de provinciën vereffend bedraagt : fr. 223,961.91. In de bijlagen (zie bijlagen 10b en 10c) deelen wij de tabel mee van den financieelen toestand voor de dienstjaren 1921 en 1922.

De bedragen verschuldigd door de Kamer, de gemeenten en de provinciën moeten verhoogd worden met de nog op het dienstjaar 1921 te vereffenen bedragen. Daaruit volgt (zie bijlage 10d...) dat nog aanzienlijke inkomsten mogen verwacht worden, onderscheidenlijk bedragende voor beide dienstjaren : fr. 8,351,636.55 vanwege de werklozenkassen, fr. 6,296,608.83 vanwege de gemeenten en fr. 58,288.83 vanwege de provinciën. Het Crisisfonds heeft dus het loopende dienstjaar begonnen met eene ter Bank beschikbare som van fr. 24,967,942.79 en met schuldvorderingen ten laste van kassen, gemeenten en provinciën ten bedrage van fr. 14,706,554.23. Het is deze omstandigheid welke, met de vermindering van de werkloosheid, toelaat den toestand van het Nationaal Crisisfonds te aanschouwen als zijnde zeer ruimschoots verzekerd, zelfs buiten het thans op de Begrooting uitgetrokken crediet.

Sommige leden stelden de vraag te weten of het nog noodig was dit crediet te behouden gezien het verminderen van de werkloosheid en het terugkeeren naar een procent werklozen dat de normale hoogte zeer benadert. De Commissie, wenshende dat deze post spoedig van de Begrooting moge verdwijnen, is echter van gevoelen dat het voorbarig zoude zijn er de afvoering van te bewerkstelligen alvorens het beschermingsregime van de arbeiders tegen de werkloosheid gesystematiseerd zij geworden en gevestigd op vaste en definitieve grondslagen door het aannemen eener organieke wet in deze zaak. Wij treden thans buiten een tijdperk van proefneming dat de verdienste had de noodzakelijkheden te doen blijken welke men moet in acht nemen om te komen tot de regelmatige werking van de werkloosheid-verzekering. Een dezer noodzakelijkheden is het bestaan van een herverzekeringsfonds dat als centrale regelaar dient voor het geheel der inrichtingen en der kassen welke dit regime veronderstelt. Het Nationaal Crisisfonds heeft deze rol op empirische wijze, onvoorbereid — en het moet gezegd worden — kostelijk voor den Staat op zich genomen omdat zij eerder was een onderstandsfonds dan eene inrichting voor herverzekering opgenomen in het gezamenlijke kaderwerk der verzekering. Het is naar een nieuwe meer stelselmatige inrichting dat men moet streven, zich levens bijverende het Nationaal Fonds er toe te brengen zijne echte rol van voorzorgsinstelling op zich te nemen. Een gevolg van deze hervorming zal zijn, het Fonds te doen stijven, niet meer alleen door de collectiviteit zooals dit tot heden het geval was, maar door al de deelnemers van de verzekering, de verzekerden, de bedrijfshoofden en de openbare machten. Deze hervorming is, zooals wij het hopen, aanstaande en het schijnt niet dat, in afwachting dat zij in vervulling kome, het mogelijk worde het Nationaal Crisisfonds af te schaffen zonder het geheel van onze inrichtingen van bescherming tegen de werkloosheid aan een algemeene ontreddering bloot te stellen,

welke het voorspel zou zijn van hunne verdwijning en van het mislukken eener voorzeker belangwekkende poging tot inrichting van den voorzorgsgeest onder de arbeiders. Binnen de voortaan tamelijk beperkte grenzen van zijne tusschenkomst — men kent de besluiten welke het cijfer der tegemoetkomingen, het aantal rechthebbenden en het tijdstip van de tegemoetkoming (Zie bijlage 11) hebben verminderd — en mits de contrôle van een zeer streng en zuinig bestuur dat er angstvallig voor waakt om alle misbruik te beletten en onder voorbehoud van latere vermindering der Staatslasten door de algemeene hervorming die wij komen te kenschetsen, is het Crisisfonds in staat gewettigde diensten te bewijzen in geval van plaatselijke en gedeeltelijke crisissen van werkloosheid, ondanks de algemeene verbetering van den toestand in het Land.

Het verslag van de Begrooting van Nijverheid en Arbeid geeft eene lijst op van aanvragen tot verlenging der tusschenkomst van het Crisisfonds in eene reeks dergelijke gevallen. Men moet hopen dat de eigen inkomsten van het Nationaal Crisisfonds, alsmede die welke zullen voortvloeien uit de terugbetalingen, in een zeer ruine mate zullen volstaan om tegemoet te komen in zijne noodwendigheden tijdens dit dienstjaar en dat, nadat de inrichting van de verzekering, meer en meer normaal zal geworden zijn om te geraken tot het in voege stellen van een wettig stelsel met wetenschappelijke grondslag van werkloosheid-verzekering, dit crediet eerlang van de Begrooting kunne verdwijnen.

De tekst van dit artikel werd bijwege van amendement aangevuld en moet luiden :

« Toelage aan het Nationaal Crisisfonds, enz. (inbegrepen eene som van 100,000 frank om het Nationaal Crisisfonds in zijn beheer- en toezichtskosten te helpen) ».

ART. 57. — *Aanvullende toekenningen en buitengewone hulpgelden aan de slachtoffers, welke zich in den nood bevinden, van werkongevallen, vóór 16 December 1919 voorgekomen. — Onderscheidene uitgaven : 4,250,000 fr.*

Dit crediet, ingevolge een voorstel van de Commissie van de Financiën, werd gebracht op de gewone begrooting van Nijverheid en Arbeid. Artikel 57 mag dus verdwijnen.

ART. 58. — *Gebeurlijke tusschenkomst van den Staat in de verliezen voortvloeiende uit den verkoop van Belgische koopwaren in den vreemde, overeenkomstig de wet van 7 Augustus 1921 (onbepaald crediet) : 500,000 frank.*

Een amendement heeft in den tekst de volgende wijziging gebracht :

a) Gebeurlijke tusschenkomst van den Staat in de verliezen voortvloeiende uit den verkoop van Belgische koopwaren in den vreemde, overeenkomstig de wet van 7 Augustus 1921 (onbepaald crediet) fr. 487,000

b) (nieuw). — *Bezoldiging van den secretaris der tijdelijke Delcredere-Commissie* fr. 13,000

De heer Houtart, algemeen verslaggever van de Begroting, deelde in zijn verslag over de begroting der Openbare Schuld (gedrukt stuk der Kamer n^o 83) de lijst mede van de verbintenissen door de Regeering aangegaan op voorstel van de Delcredere-Commissie tot in Januari l.l.

Sindsdien, werden nieuwe credieten toegestaan voor de volgende aankopen :

Datum der Koninklijke besluit. en huone bekendmaking in het Staatsblad.	Aanduiding der uitvoerders. — Aard en bestemming der uitgevoerde producten.	Beloop der aankopen.	Beloop van den waarborg <i>bona fide</i> der Regeering.	Bedrag van den waarborg der Regeering.
1. 30 Januari 1923. <i>Staatsbl.</i> 14/2-23.	N. V. Constructie werkhuizen Familleureux Est Bresilien, te Parijs (delcredere definitief) rollend materieel.	6,456,550 Belgische franks.	55 t. h.	Fr. 3,551,102.50
2. 16 Febr. 1923. <i>Staatsbl.</i> 2/3-23.	N. V. Comp. des Compteurs, Luik. — Regeering Uruguay (belofte van delcredere, art. 10 van het K.B. dd. 18 oct. 1921; nog ongedaan) 2700 watertellers.	300,000 Belgische franks. (maximum)	55 t. h.	Te bepalen bij ministerieel besluit op overleggen van de stukken op het oogenblik van het sluiten der overeenkomst tot een beloop van het bepaalde prorcent.
3. 16 Febr. 1923. <i>Staatsbl.</i> 18/3-23.	N. V. Compagnie Centrale de construction de Haine-St-Pierre. — Comp. des Chemins de fer Sarocabana (Staat Sao-Paulo-Brazilië) (delcredere definitief) rollend materieel.	5,047,000 Belgische franks.	55 t. h.	Fr. 2,776,015. —
4. 11 Maart 1923. <i>Staatsbl.</i> 26/4-23.	N. V. Metaalwerkhuisen. Beheer der Staatsspoorwegen van Argentinië (delcredere definitief) 15 bruggen.	795,000 Belgische franks.	55 t. h.	Fr. 437,250. —
5. 11 Maart 1923. <i>Staatsbl.</i> 26/4-23.	Id. door tusschenkomst van de firma Romsay-Bellamy en C ^e van Buenos-Ayres. Signalisatietoestellen.	21,930 p. st. of tegen de waarde van het pond : 567,117.80 Belgische franks.	55 t. h.	Fr. 861,914.79
6. 15 Mei 1923. <i>Staatsbl.</i> 30/5-23.	N. V. Constructiewerkhuisen Familleureux Est Bresilien. — Prijsvermeerdering bekomen op den aankoop onder 1 ^o .	840,050 Belgische franks.	55 t. h.	Fr. 462,027.50
7. 15 Mei 1923. (in druk).	La Textile, Samenvennootschap, Gent. — Tesatoria Romania te Bukarest.	Koninklijk besluit tot verleening van een termijn van drie maanden voor het doen der leveringen voorzien bij art. 2 van het Koninklijk besluit dd. 29 Mei 1922 waarbij aan <i>La Textile</i> een belofte van delcredere wordt gedaan toepasselijk op een verkoop van katoengarens in Rumenië.		

In de afdelingen vroeg een lid om de lijst van de gevallen te kennen dat het delcredere is geweigerd geworden op ingezonden aanvragen en de reden van de weigering. Ziehier de inlichtingen op 30 Maart gezonden door den Minister van Nijverheid en Arbeid :

« Top op heden heeft de Delcredere-Commissie een ongunstig advies ver-

» leend op drie aanvragen tot tusschenkomst van de Regeering, ingediend
» door nijveraars die het delcredere verlangden te bekomen voor de aan-
» koopen in het buitenland.

» 1° Aan den heer Michel Simonis, bouwer van machines voor molens, te
» Jupille-bij-Luik, werd alzoo den waarborg *bona fide* geweigerd, omdat de
» aankoop dien hij aan het onderzoek der Commissie voorlegde gesloten
» was geweest vóór het aannemen der wet en dat het, aan de leden van het
» Bestuurscomité niet toescheen dat de tusschenkomst vanwege de Regee-
» ring een hoofdvercischte was tot het inschrijven der bestelling in het
» boekje van den verkrijger.

» 2° Ougrée-Marihaye bekwam den waarborg *bona fide* niet, welke aange-
» vraagd was voor een belangrijken aankoop gesloten met de Argentijnsche
» Regeering, omdat een gedeelte der uitgevoerde artikelen herkomstig was
» van fabrieken gelegen in het Groot-Hertogdom, wanneer, in den geest van
» den wetgever, het betrof de nijverheidsherleving in België te bevorderen
» en werk te verschaffen aan 's Lands arbeiders.

» Daarenboven, het leek aan de Commissie, dat Ougrée-Marihaye, in deze
» zaak, eerder een geldoperatie beoogde, eene schifting van portefeuille
» welke geenszins eenige vermeerdering der zakenmassa moest voor gevolg
» hebben. De bestelling was, inderdaad, nagenoeg geheel uitgevoerd.

» 3° Dyle et Bacalan, Fransche maatschappij, had aan de delcredere-Com-
» missie gevraagd een principieele beslissing te nemen betreffende hunne
» toelating tot het genot der wet van 7 Augustus 1921. De Commissie dacht
» een ongunstig advies te moeten uitbrengen. »

De Commissie voor de Financiën heeft nagegaan of, in beginsel, de Staats-
tusschenkomst onder vorm van *delcredere* nog wettig en wenschelijk is. De
kwestie doet zich meer bijzonder voor, heeft men doen opmerken, wanneer
de verkoopen of leveringen geschieden in landen met gunstiger wisselkoers
dan het onze. De ingezetenen dier landen zullen nooit gesteld zijn om te
betalen dan in de gunstige omstandigheden. Dienvolgens, zou het niet noodig
zijn het verleenen van *delcredere* voor te behouden in geval de verkoopen
geschieden in landen met lagen wisselkoers? Overigens, is de Regeering, in
beginsel, niet van gevoelen dat er thans geen reden bestaat den waarborg
van den Staat te verleenen, daar deze tusschenkomst slechts wettig lijkt te
zijn uit hoofde der gansch uitzonderlijke omstandigheden kort na den wapen-
stilstand en die niet van aard zullen zijn dat eene principieele goedkeuring
bij wijze van bestendigen maatregel kan getroffen worden.

Tegen de aldus gestelde voorbehoudingen, wierp de Minister op hetgeen
volgt, tot staving der thans gezegde politiek in deze zaken :

» Even als de Commissie voor de Financiën, erken ik volgaarne dat der-
» gelijke tusschenkomst van den Staat geene principieele goedkeuring kan
» verwerven in zooverre het een bestendigen maatregel betreft; de delcre-
» dere-verrichtingen behooren ongetwijfeld binnen het kader der bank-
» verrichtingen. Inzonderheid wat betreft de vreemde cliënteelen, schijnt het
» mij wettig toe dat deze waarborgscontracten, ter navolging van den Dienst
» der Fransche Delcredere, een der hoofdelementen worden, het voordeel

» — om zoo te zeggen — van een exploitatie-bank welke vele van onze
» zakenlui volmondig wenschen te bezitten. In alle geval, schijnt de ver-
» warring, welke de Commissie voor de Financiën ducht, niet te vreezen te
» zijn : de wet heeft er voor gezorgd zelf den termijn te bepalen binnen
» welke zij kan toegepast worden.

« Dit beginsel vastgesteld zijnde, blijft te onderzoeken of de omstandig-
» heden welke de Regeering er toe gebracht hebben met haar waarborg van
» *bona fide* zekere in het buitenland gesloten overeenkomsten te steunen,
» genoegzaam zijn gewijzigd geworden in den loop dezer achttien laatste
» maanden opdat men, zonder vrees het algemeen belang te schaden, de
» intrekking van deze uitzonderingsmaatregelen zou kunnen voorstellen.

» De wet van 7 Augustus 1921 werd aangenomen ten einde zooveel moge-
» lijk de gevaren te keer te gaan, welke aan onze uitvoerende nijveraars,
» aan onze levende werkkrachten, deze ontwrichting van het munteven-
» wicht kan veroorzaken, dat een tragische storing verwerkt in het econo-
» misch wereldstelsel en dat ons berooft van onze meest onontbeerlijke
» cliënten.

« Het is onmogelijk, in dit domein, de minste verbetering aan te stippen.
» Wil men zich rekenschap geven van de huidige gevolgen van dezen
» onverkwikkelijken toestand op de organen van ons sociaal leven, dan
» volstaat het te verwijzen naar de slepende crisis welke onze nijverheid
» van de metaalconstructie verlamt. Onze machtigste ondernemingen uit
» het land hebben onlangs een beroep gedaan op de delcredere-commissie ;
» de aanzienlijkste buitenlandsche cliënten eischen zulke betaaltermijnen,
» dat, in deze periode van onvastheid, de toepassing van het delcredere
» een volstreekte noodzakelijkheid wordt; zonder dezen waarborg, zouden
» zekere handelsovereenkomsten met den vreemde niet meer mogelijk zijn.

» Wat de onderscheiding betreft tusschen de landen met lagen en die
» met hoogen wisselkoers, meen ik dat, uit reden zelfs van de crisis, onze
» uitvoernoodwendigheden niet mogen beperkt worden tot een kleine groep
» van landen. Wij mogen de rijkste, de betaalkrachtigste cliënten niet
» stelselmatig verwaarloozen en ons beperken tot die wier toestand
» onzeker is.

« Tot staving van deze overwegingen, vestig ik de aandacht van de Com-
» missie op het feit dat, sedert het Koninklijk besluit van 23 Augustus l.l.,
» waarbij de Regeering gemachtigd wordt om het *bona fide* te waarborgen
» van verkoop van Belgische producten in landen met lagen wisselkoers,
» het beloop van den regeeringswaarborg gestegen is van 2,260,500 frank
» (waarvan fr. 776.979.87 op heden werden gerealiseerd) tot fr. 18,188,289.79
» (waarvan fr. 16.534,769.66 reeds werden gerealiseerd).

» De verslagen, welke de Delcredere-Commissie op gezette tijden doet
» neerleggen op de bureelen der Kamers, leveren trouwens al de gewenschte
» inlichtingen.

» Ik zal er bijvoegen, dat de Commissie voor de Financiën niet moet
» schrikken voor het hoog bedrag van het niet beperkend crediet voorzien
» bij artikel 58 van deze Begrooting, tot dekking van de eventueele ver-

» liezen voortvloeiende uit het regeeringsdelcredere. De eerste titels gaan » vervallen en ik heb de hoop dat, dank zij de voorzichtigheid, waardoor » de Delcredere-Commissie zich liet geleiden bij het doen harer voorstellen » aan de Regeering, aan den Staat de onkosten zullen gespaard blijven, » welke uit zijne tusschenkomst zouden kunnen voortvloeien. »

De Commissie nam deze bemerkingen aan en stelt voor het crediet goed te keuren.

ART. 58^{bis} (nieuw). — *Opruimingskosten van het Middenhulpbestuur,*
5,000 frank.

Zonder opmerkingen goedgekeurd.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

In 1921, werd op de Buitengewone Begrooting der Landsverdediging een geheel van credieten toegekend, beloopende het totaal van 144,821,017 fr. Op dit bedrag zullen de werkelijke uitgaven waarschijnlijk niet meer belooopen dan fr. 120,257,009.20, zoodat eene bezuiniging van 24 miljoen fr. 564,007,72 mogelijk werd. In de Bijlage wordt voor elk artikel het juiste beloop opgegeven van de op het einde van het dienstjaar wegvallende credieten.

De onderhavige begrooting voorziet voor dit Departement :

110,232,750 frank uitgaven voor toerusting ;

32,475,828 frank uitgaven ten gevolge van den oorlog, welke bedragen doorde tot heden ingediende amendementen werden gewijzigd als volgt :

Uitgaven voor toerusting	125,559,450 frank
Uitgaven ten gevolge van den oorlog	31,358,518 frank
Te zamen	<u>156,917,968 frank.</u>

De uitgaven ten gevolge van den oorlog bestaan hoofdzakelijk in jaarweden en salarissen van het personeel der tijdelijke diensten, en in de kosten wegens die diensten die tot voorwerp hebben de oorlogslikwidatie, de grafsteden, de ziekenverzorging, de oorlogspensioenen, het herstellen van door oorlogsgebeurtenissen beschadigd materieel, enz. Deze reeds afnemende uitgaven zullen, eerlang, de eene van de begrooting verdwijnen na volvoering van de zendingen aan bedoelde diensten opgedragen, de andere, hun plaats vinden onder de uitzonderlijke uitgaven voorkomende op de Gewone Begrooting van Landsverdediging.

Het is noodig dat de aandacht meer in 't bijzonder wordt gevestigd op de bestemming der 125 milloen welke de maat aangeven van hetgeen aan het Land wordt gevraagd voor de samenstelling der elementen onontbeerlijk tot de goede leiding en de sterke inrichting van onze militaire instelling : gezonde, luchtige en goed geschikte kazernes, omdat het noodig is aan onze soldaten een voldoende confort en volmaakte hygiënische omstandigheden te verzekeren, — moderne toerusting, welke toelaat alle mogelijke bezuini-

ging te doen van tijd, tijdens hunne opleiding, — materieel, bewapening en voorziening van munitie, aangepast aan de noodwendigheden, zonder verwisting, maar ook zonder gevaarlijke karigheid die het leger zou kunnen betalen met menschenlevens, in 't uur van gevaar. De Commissie heeft er zich op toegelegd het gevoel van den plicht, die te dien opzichte op het Land drukt en waarvan zij ook doordrongen is, overeen te brengen met den zeer oprechten wil om, zooveel mogelijk, de te voorziene uitgaven in te krimpen en zooveel inlichtingen mogelijk te verzamelen omtrent de rechtvaardiging van al deze credieten. Een nauwgezet onderzoek had dus plaats in overeenstemming met het Departement van Landsverdediging. Wij zullen het hoofdzakelijke er van vermelden na de onderscheidene artikelen te hebben overloopen.

Wat betreft de kazerneeringen waarover eerst zal gesproken worden, vroeg een lid of de gebouwen, welke thans in bezet Duitschland worden opgetrokken, ten laste komen van België, en welke hunne bestemming is. Uit de gegeven inlichtingen blijkt, dat deze gebouwen ten laste vallen van Duitschland uit kracht van de voorschriften der overeenkomst gehecht aan het Verdrag van Versailles. Zij zijn bestemd tot kazernen voor zekere troepen ten einde aan de Duitsche overheid de door het leger bezette openbare gebouwen te kunnen teruggeven en om een gedeelte van het gehuwd personeel (met kinderen) te kunnen huisvesten in de localiteiten waar het gebrek aan huisvesting zich doet gevoelen.

De Commissie wilde vervolgens het algemeen programma der kazerneeringswerken kennen. Wat werd sedert den wapenstilstand daaromtrent verwezenlijkt? Wat blijft er nog te doen? Hoeveel heeft men tot heden uitgegeven? Wat moet men nog als uitgaven voorzien?

De Minister gaf over de vooruitgezette punten de volgende uitleggingen :

« Rekening houdende met de in 1922 bewilligde credieten, en veronderstellende dat die voor 1923 worden toegestaan, kunnen de noodwendig-
« heden van de jaren 1924 en volgende, voor wat de kazerneeringen betreft,
« als volgt worden gerangschikt :

A. — Voor 1924.

- a) *Hoogboom (Antwerpen)* : Voltooiing der kazerneering en der huisvesting van de spoorwegtroepen ;
- b) *Spa* : Voltooiing der cavalerie-kazerne ;
- c) *Vilvoorden* : Voltooiing van de kazerneering en de huisvesting der roepen voor de verdediging tegen luchtaanvallen.

B. — Voor een onbepaald tijdperk, afhangende van de belangrijkheid die de strijdagens zouden kunnen bekomen.

- a) *Gent* : Uuitbreiding der huisvesting van de troepen van het stormwagen-korps ;
- b) *Brussel en Antwerpen of Luik* : Bouwen eener kazerne en van inlichtingen voor een bataljon troepen van het stormwagenkorps.

**C. — Voor een tijdstip waarop de bezetting van Duitschland
zal een einde nemen.**

a) *Antwerpen en Lier* : Geschiktmaking der vestingen 6, 7 en 8 en der kazerne van de Sions voor de kazerneering der infanterie-troepen ;

b) *Luik* : Vergrooiting der kazernen van de Citadel, der Chartreuze en der Escaliers, voor de huisvesting der bijgevoegde troepen voor de infanterie, de artillerie en de cavalerie ;

c) *Verviers* : Verruiming der kazerne (stallen en bijbehorend park), voor de noodwendigheden van een mitrailleurs-bataljon.

d) *Brussel* : Oprichting te Etterbeek van kazerneeringen voor troepen van het Automobiël-vervoerkorps, alsmede voor de troepen van den gezondheidsdienst en van den Intendantdienst.

e) *Namen* : Bouwen eener kazerne voor een genie-regiment.

Zoals men ziet, omvatten de noodwendigheden voor 1924 nog slechts voltooiingswerken.

Wat de noodwendigheden betreft, vermeld onder B en C, daar zij betrekking hebben op een waarschijnlijk verwijderd onbepaald tijdstip, zijn de studiën daaromtrent nog niet grondig doorgevoerd geworden, zoodat de uitgaven er van niet met juistheid kunnen aangeduid worden, met des te meer reden, daar, als dan, de bouwkosten waarschijnlijk gewijzigd zullen zijn.

Wat betreft de kazerneeringswerken, sedert den wapenstilstand verwezenlijkt en de daartoe betaalbaar gestelde credieten, moet worden aangemerkt dat, in 1919, men zich beperkt heeft de kazernen bewoonbaar te maken.

Hierna zal ik dus enkel den toestand aangeven voor de jaren 1920, 1921, 1922 en 1923 (ramingen).

Volgende tabel vermeldt de betaalbaar gestelde of betaalbaar te stellen credieten :

Jaren.	Militaire omschrijvingen.					
	1 ^{ste} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	Totaal.
1920. .	1,200,000	960,000	1,950,000	2,300,000	570,000	6,980,000
1921. .	2,360,000	1,400,000	1,430,000	5,950,000	600,000	11,740,000
1922. .	650,000	500,000	1,500,000	1,400,000	300,000	4,350,000
1923. .	2,800,000	3,200,000	5,100,000	1,000,000	800,000	12,900,000
	7,010,000	6,060,000	9,980,000	10,650,000	2,270,000	35,970,000

Onverminderd de werken tot voltooiing, tot weder in staat stelling der kazernen, tot geschiktmaking dezer gebouwen voor hunne nieuwe bestemming en tot het bouwen van voorloopige barakken-kazernen, hebben deze uitgaven toegelaten of zullen zij toelaten hier en daar belangrijke verruimingen te verrichten (Prins-Boudewijn-kazerne, te Brussel, — Militair kwartier, te

Elterbreek, — kazerne van de overseiningstroepen, te Vilvoorde, — Vervoer-korpsen, te Antwerpen en te Luik, — kazernen voor de bereden troepen en de infanterietroepen, te Brugge, — infanteriekazernen, te Aarlen en Doornik, — artilleriekazernen, te Lier en te Thienen) en nieuwe kazerneeringen op te richten, zooals de kazerne te Burght, — de kazerneering der troepen voor de stormwagens, te Gent, — de cavaleriekazerne, te Spa (grootendeels), en de infanteriekazernen, te Eupen en te Malmédy.

Andere vraag :

Welke diensten houden zich met die gebouwen bezig ? Door wie worden de plans vooraf onderzocht ? Is er geene samenwerking met het Departement van Openbare Werken, samenwerking welke voordeelig zou kunnen zijn in opzicht van aankoop der materialen, de benutting der bevoegdheden, enz. ?

Antwoord :

Het is de dienst der Militaire gebouwen en bouwwerken (vroegere bijzondere dienst der genie) die zich bezighoudt met al de bouwwerken van het Departement.

De plans worden onderzocht door de oversten van voormelden dienst (commandant en bestuurder) en door het Hoofdbestuur van het Departement (3^{de} algemeene directie).

Er bestaat geene samenwerking met het Departement der Openbare Werken, daar deze samenwerking geen voordeel zou opleveren.

In zake de twee punten : aankoop der materialen en benutting der bevoegdheden, dient te worden opgemerkt :

1° Zoo min als de Openbare Werken, koopt de dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken materialen om ze te verschaffen aan de aannemers die het werkvolk zouden leveren.

Dadelijk na den wapenstilstand, was men verplicht een dergelijk stelsel te gebruiken omdat men toen over de recuperatiematerialen beschikte. Men zag daarvan zoodra mogelijk af, omdat alzoo alle aansprakelijkheid vanwege den aannemer verdween en veel bezwaren en verwikkelingen, zonder het minste voordeel, werden ondervonden.

2° Wat de benutting der bevoegdheden betreft, moet men niet vergeten dat de dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken geen organisme is dat, sedert den wapenstilstand, uit een stuk is geboren geworden, maar dat hij altijd heeft bestaan en zijn proeven heeft geleverd ; dat de genie-officieren welke dien dienst besturen, op technisch gebied, zoo bevoegd zijn als de ingenieurs der openbare werken en, op het bijzonder gebied der legerbehoeften, meer bevoegd zijn dan zij.

Eindelijk werd er gevraagd of, betreffende de kosten van deze bouwwerken, geen inkrimping mogelijk is. Onze tegenwoordige financieele toestand legt ons eene volstrekte zuinigheid op. Werd daarmede genoegzaam rekening gehouden ? Binden die ontwerpen niet te zeer voor de toekomst ten aanzien van de mogelijke uitkomsten van de behandeling der militaire ontwerpen en van de vast te stellen legerinrichting ?

Daarop werd geantwoord als volgt :

« Geen nieuwe inkrimping kan worden beoogd ; de zoo eenvoudig mogelijk opgevalte werken worden met alle zuinigheid ondernomen naarmate de noodwendigheden, rekening houdende met den benarden toestand der Schatkist.

Overigens, de toekomst is niet gebonden zooals, b. v. wegens de bezetting in Duitschland. De thans niet onontbeerlijke werken worden tot een onbepaald tijdstip verdaagd. Het zal altijd mogelijk zijn dezelve in te korten, zelfs weg te laten volgens de behandeling van de militaire ontwerpen en van de legerinrichting het zal uitmaken.

Ziehier de bijzonderheden per militaire omschrijving :

I. — Kosten van toerusting.

ART. 59. — *Kazerneering in de eerste militaire omschrijving,* 2,700,000 frank

Crediet gebracht op 2,800,000 frank bij amendement.

Dit crediet wordt onderverdeeld als volgt :

1^o Eene som van 1,300,000 frank wordt aangevraagd voor de kazerneering, te Brugge, en moet de volgende werken bekostigen :

a) Afbraak van een vervallen stal en bouwen van een stallencomplex met verdiepingen en dakverdiepingen voor het overbrengen van den troep; voorziene uitgave	fr.	1,100,000
b) Aanleggen van een gekasseiden weg; voorziene uitgave		100,000
c) Bouwen van een bijkomenden stal; voorziene uitgave	.	100,000
Te zamen.		fr. 1,300,000

De noodzakelijkheid van deze uitgave voor Brugge komt voort van het afzien van zekere meer kostende werken, te Gent; alzoo kon een credietvermindering van 3 1/2 miljoen tot op 650,000 op de begrooting voor 1922 gedaan worden.

Doch daar Brugge alsdan drie groepen artillerie moest ontvangen in stede van twee, scheen het onontbeerlijk de kazerneering te vergrooten van de bereden troepen in de Karthuizer-kazerne. Alzoo kon men de eerst noodig geachte uitgaven met 1,500,000 frank verminderen en hetzelfde doel bereiken.

2^o Eene som van 1,500,000 frank wordt aangevraagd voor Gent en betreft uitsluitend de kazerneeringen en de technische instellingen der troepen van de stormwagenkorpsen, met een doelmatig gebruik te maken van de door de Duitschers gebouwde kazerneering die thans betrokken wordt door de genie der 1^o A. D. De werken zijn de volgende :

a) Aankoop van terreinen voor de kazerneering, de technische instellingen en de oefenbaan. Raming	.	.	.	.	fr.	280,000
b) Bouwen van waschplaatsen, zaal met stortbaden en gemakken. Raming	.	.	.	.	.	fr. 1,100,000

c) Geschiktmaking der bestaande gebouwen en der keuken van den troep. Raming	fr.	170,000
d) Bouwen van huisvestingen voor de onderofficieren, leezalen, turnzaal. Raming	fr.	630,000
e) Onderscheidene werken, rioleering, septietank, putten, verlichting, enz. Raming	fr.	130,000
f) Ontheining. Raming		65,000
g) Loodsen voor wagens in gewonen dienst. Raming		125,000

Deze beide credieten zijn de laatste voor Brugge en Gent, behalve echter eene som van 500,000 frank te voorzien voor een waarschijnlijk tamelijk verwijderde toekomst ten einde toegevoegde instellingen te kunnen aanbrengen om het aan te schaffen materieel te bergen voor de reserve eenheden van het stormwagenkorps.

ART. 60. — *Kazerneering in de 2^{de} militaire omschrijving, 3,100,000 frank.*
Bij amendement gebracht op 3,200,000 frank.

De bestemming van dit crediet is de volgende :

a) Aankoop van de fabriek, te Burght (crediet voorzien op de Begrooting van 1922 en niet betaalbaar gesteld.	fr.	1,100,000
b) Voltooiing der geschiktmaking van het onroerend goed, bestemd om 800 man der technische troepen te huisvesten met een trein en een aanzienlijk materieel (laatste crediet)		400,000
c) Voltooiing der installaties van het Vervoerkorps, te Antwerpen (Vesting 2). [Laatste crediet.]		200,000
d) Bouwen eener definitieve kazerneering voor de spoorwegtroepen, te Hoogboom. Gezamenlijke kosten ongeveer 3 miljoen, waarvan de helft is aangevraagd voor 1923		1,500,000

Er wordt afgezien van het ontwerp om, te Waelhem, de kazerneering en de technische instellingen der verdedigingstroepen tegen luchtaanvallen aan te brengen.

ART. 61. — *Kazerneering in de 3^{de} militaire omschrijving, 4,200,000 frank.*

Bij amendement gebracht op 5,100,000 frank.

Bedrag onderverdeeld als volgt :

a) Spa (voortzetting der bouwwerken van de cavalerie-kazerne)	fr.	2,000,000
b) Eupen en Malmedy (voltooiing der infanteriekazernen. Overdracht van een in 1922 onbenuttigd crediet ten beloope van een miljoen)		3.000,000
c) Vervanging der stal-barakken, te Aarlen, door definitieve gebouwen (eenig en laatste crediet)		100,000

De uitgave betreffende Spa, evenals de overige, houdt rekening met het ontwerp tot herinrichting van het leger en, inzonderheid, met de vermindering der cavalerie.

De stal-barakken, te Aarlen, zijn in slechten staat en kosten veel aan onderhoud. De uitgaven betreffende deze stallen voor de *infanterie-paarden* zullen steeds noodzakelijk zijn welke ook de herinrichting van het leger weze.

ART. 62. — *Kazerneering in de 6^e militaire omschrijving,*
1,100,000 frank.

Het crediet werd, bij amendement, gebracht op 800,000 frank en zal bestemd worden voor de volgende werken :

a) Bergen. — Crediet bestemd tot aanvulling der stallen voor de artillerie en de cavalerie	fr.	410,000
b) Doornik. — Vervangen van de stal-barakken door definitieve stallen		190,000
c) Namen. — Vervangen van de stal-barakken door definitieve stallen		200,000

Deze vervanging is onontbeerlijk om reden van verval en veel kostend onderhoud.

ART. 62^{bis} (nieuw). — *Kazerneering en technische inrichtingen voor de troepen ter verdediging tegen de luchtvaartuigen,* 100,000 frank.

Deze kazerneering zou, te Waelhem, moeten gevestigd worden ; doch de begonnen studiën hebben aangetoond dat de toestand, te Waelhem, niet zeer voordeelig zou zijn gezien de verwijdering van elk militair vliegekamp. Een andere plaatsing zal gekozen worden. Het tegenwoordig crediet vertegenwoordigt de helft van de voorziene totale uitgave.

ART. 63. — *Bouwen van keukens, evenals van allerlei inrichtingen in het kamp van Beverloo,* 2,000,000 frank.

Dit crediet zal als volgt worden besteed :

a) Mess voor officieren fr. 400,000

De zes middenafdeelingen van het infanteriekamp laten toe in elke een regiment onder te brengen, doch twee onder hen bezitten geen officiers-mess.

b) Waschplaatsen voor troepen fr. 560,000

De zes middenafdeelingen van het infanteriekamp hebben elk twee waschplaatsen in aanbouw. De twee uiterste afdeelingen en het cavaleriekamp hebben geene waschplaats ; vandaar de noodzakelijkheid van er vier groote te bouwen in het infanteriekamp en acht kleine in het cavaleriekamp.

c) Troepenkeukens, met inbegrip van het materieel . . . fr. 1,040,000

Vier keukens (eene per afdeeling) zijn in aanbouw in het infanteriekamp ; buiten de enkele voltooiingswerken, daarmee betrekkelijk, moeten nog twee dergelijke keukens worden gebouwd voor de twee overige middenafdeelingen van dit kamp, alsmede vijf minder belangrijke keukens welke insgelijks zullen noodig zijn in het cavaleriekamp. Stortbaden en andere voorwerpen moeten daarenboven nog worden aangekocht voor de toerusting der installaties.

Het programma betreffende de mess, waschplaatsen en keukens zou alzoo verwezenlijkt zijn, behalve, echter, voor wat betreft de keukens der uiterste afdeelingen van het infanteriekamp. De daartoe noodige credieten met inbegrip van het materieel, geraamd op ten hoogste 400,000 frank, zullen slechts in 1924 worden aangevraagd; eene in gang zijnde studie zal wellicht toelaten deze uitgave nog te verminderen.

Moet nog er op gewezen worden dat, om de installaties van dit kamp aan te vullen of te moderniseeren, het bouwen van gemakken en rioleeringen nog zal noodig zijn; doch daar deze kwestie verbonden is met die der aangevangen waterleiding, zal zij eerst ten vroegste voor 1924 kunnen vastgesteld worden, zoodat dit jaar, daarvoor geen crediet wordt aangevraagd.

Art. 64. — *Verbeteringswerken in het kamp van Elsenborn, 1,500,000 fr.*

De Legercommissie, na inspectie van het kamp, heeft de aandacht van den Minister gevestigd op de dringende noodzakelijkheid van onontbeerlijke verbeteringswerken. Afgezien van de waschplaatsen, de keukens, de gemakken der troepen welke ontbreken en meer dan primitief zijn, valt te bemerken, dat omtrent al de huisvestingen der troepen voorloopig zijn en bestaan uit barakken in hout of plaatijzer, in 't algemeen in zeer slechten staat. Men bestudeert deze zaak in haar geheel, doch er kan blijkbaar niet gewacht worden; daarom wordt een eerste crediet van 1,500,000 frank gebracht op deze begrooting, ten einde in het hoogdringende te voorzien.

Art. 65. — *Voltooien of vergrooten der waterleidingen in de kampen, 2,500,000 frank.*

Volstrekt noodzakelijke uitgave om redenen van gezondheid.
Laatste crediet.

Art. 66. — *Wapenschool. — Allerlei vergrootingswerken : gronden. Gebouwen en schoolmeubelen, 1,150,000 frank.*

Het crediet is bestemd voor de infanterieschool, te Brasschaet, en moet onderverdeeld worden als volgt :

a) Terreinen	fr.	500,000
b) Rioleering		250,000
c) Gebouw voor den Staf		250,000
d) Schoolmaterieel		70,000
e) Centraalverwarming van de Genieschool		80,000

De nieuwe terreinen zijn onontbeerlijk, zoowel om de liggingsplaats te zijn voor de toekomstige infanterieschool, te Brasschaet op te richten, als om te beschikken over een uitgestrekt plein gemeen voor al de scholen en gelegen nabij deze onderwijsinrichtingen.

Er moeten nog enkele kavels grond gekocht worden voor de Polygoon en de geniekazerne, wat niet in der minne kon geschieden en door de rechtbanken zal worden uitgemaakt.

Het aangevraagde crediet is het laatste voor de tegenwoordige inrichting der wapenscholen voor artillerie, cavalerie en genie, behalve een gebouw voor de genie-school en de vergrooing van de artillerie-school in de mate der behoeften van de centrale school voor artillerieonderofficieren; maar deze uitgaven kunnen worden uitgesteld, namelijk na afloop van de bezetting van Duitschland, wat betreft de school voor artillerie-onderofficieren die verloopig te Meehelen blijft.

De scholen voor de infanterie, den gezondheidsdienst en de intendantie, thans in het kamp van Beverloo, in vaak slechte barakken, zullen in een niet te voorziene toekomst ook credieten vragen; maar de studie dienaangaande is nog niet ver genoeg gevorderd om de mogelijke uitgaven te kunnen bepalen.

ART. 67. — *Bouwen van woningen voor gehuwde officieren en lagere militairen, inzonderheid in de kampen, 500,000 frank.*

De zeer onvoldoende huisvesting der gehuwde officieren die bestendig in de kampen verblijven, gaf aanleiding tot hevige en gegronde klachten. Het gevraagde crediet is bestemd tot het bouwen van twee paviljoenen te Beverloo voor gehuwde officieren en van woningen voor gehuwde onderofficieren in het kamp van Elsenborn.

ART. 68. — *Bouw- en geschiktmakingswerken of aankopen voor de depots en parken der legerdivisies, evenals voor de bijdepots en bijparken, 4,900,000 frank.*

Deze credieten zijn vooral noodig voor het bouwen der parken en depots der korpsen en divisies in het ontwerp van legerherinrichting voorzien; en in bijkomende orde voor de bijparken en bijdepots van al de actieve eenheden van het leger, alsmede voor de munitiedepots der actieve of reservekorpsen en divisies.

Voor de parken en depots der korpsen en divisies moet men eene reeks geschiktmakingswerken en gebouwen voorzien voor een totaal bedrag van 14,000,000 frank.

Een millioen is nog noodig voor het voltooien der bijparken en bijdepots.

Voor de munitiedepots wordt de zaak onderzocht.

Eene onmiddellijke uitgave van 4,900,000 frank op de 20 millioen die te voorzien zijn, is volstrekt noodzakelijk in 1923, zooniet zal men de troepen van het 2° leger niet kunnen binnenroepen en de van stonden aan noodige depots en parken normaal niet kunnen inrichten.

ART. 70. — *Aankopen, geschiktmaking en optrekken van gebouwen voor garnizoen-messlokalen of bureelen, de groote meubelstukken en het kazerneeringsmaterieel inbegrepen, 300,000 frank.*

Dit crediet is bestemd :

1° Voor de betaling van het gebouw (130,000 frank), te Gent door het Departement van Financiën aangekocht, voor de bureelen van den staf der militaire omschrijving. De behoeften der Hoogeschool vergen dat dit gebouw

ontruimd wordt, waar, sedert den wapenstilstand, deze diensten waren ondergebracht.

2° Voor het inrichten en aankopen van meubelen voor de vier-en-twintig wervingsbureelen voorzien door het wetsontwerp op de legerwerving (170,000 frank) die onmiddellijk na de bekendmaking dezer wet moeten in werking treden. Deze uitgaven konden dus niet worden uitgesteld.

ART. 71. — Aankoop van gronden tot het in stand houden en ter aanwending van Duitse verdedigingswerken, evenals van historische oorlogsplaatsen; werken ten behoeve van het onderhoud, het gebruik en de bewaking ervan; 500,000 frank.

Bij amendement wordt het crediet op 1,000,000 frank gebracht.

Op de Begrooting van 1922 kwam met dezelfde bestemming een crediet van 1 miljoen voor, waarop 240,000 frank als volgt werden uitgegeven : 184,000 frank aan werken van historische plaatsen en 56,000 frank voor het aankopen van den grond van enkele onderstanden en van de helft der « Deutschland » batterij. Derhalve werden 500,000 frank op de Begrooting van 1923 bij amendement overgedragen.

Het thans aangevraagde crediet van 1,000,000 frank is slechts bestemd voor den aankoop van den grond der onderstanden, afgezien van zoowat 100,000 frank voor het voltooiën en bestendigen van historische plaatsen (Redan van Nieuwpoort en « Boyau de la Mort »).

In de afdeeling heeft een lid de meening uitgedrukt dat de onderhandelingen vlug van stapel zouden loopen om de prijzen voor den grond niet in de hoogte te jagen. Daarop antwoordde de Minister :

De aankoop geschiedt door Commissiën bestuurd door ambtenaren die de Minister van Financiën aanstelt.

Om deze ambtenaren te documenteeren, bleek het noodzakelijk grondplannen op te maken ; bijna overal echter is de afbakening der stroken verdwenen.

Dit op zich zelf lang werk, vermits het betrekking heeft op werken langsheen de kust en vandaar tot Turnhout, was niet spoedig klaar wegens te weinig personeel; daar dit personeel bovendien zeer druk werk heeft sedert den wapenstilstand, zoo was het slechts in enkele gevallen mogelijk, het aan te vullen; daar de meeste landmeters die konden in aanmerking komen van werk overlast waren.

Thans heeft men aan de kust de helft aangekocht van den grond der « Deutschland » batterij te Knocke en onderhandelingen werden aangeknoopt voor de « Wilhem II » batterij; in Oost-Vlaanderen werd de grond van enkele onderstanden aangekocht.

Voor al het overige zijn onderhandelingen aangeknoopt die worden voortgezet.

Deze onderhandelingen zijn soms van langen duur, omdat het niet volstaat den grond voor de werken te koopen, maar omdat in vele gevallen men de schade aan de eigendommen moet schatten en overleg plegen met de hoofdcommissarissen bij de rechtbanken voor oorlogsschade.

Het is echter te hopen dat al de vervreemdingen na 1923 zullen zijn

afgelopen, zoo de eischen van sommige eigenaars geen gerechtelijke uitwinningen noodzakelijk maken.

ART. 72. — *Bouwen en geschiktmaken van inrichtingen voor de lichamelijke opvoeding : zwemdokken, sportpleinen, etc., 1,000,000 frank.*

Het crediet van 1,000,000 frank dient hoofdzakelijk voor het bouwen van een overdekt zwemdok in het kamp van Beverloo, waarvan de kosten op 800,000 tot 1,000,000 frank worden geraamd.

Het crediet moet ook het bouwen mogelijk maken van een turnzaal in het Gesticht voor lichamelijke opvoeding te Brussel (140,000 frank) alsook den aankoop en de geschiktmaking van sommige oefenpleinen o. m. voor de pupillenschool, te Aalst.

ART. 73 et 74. — Geene opmerkingen.

ART. 75. — *Herstelling van het dak van het Algemeen magazijn voor de Hospitalen te Vilvoorde, 600,000 frank.*

Dit dak werd grootendeels door een brand in 1919 vernield. De gebouwen beslaan eene oppervlakte van meer dan 9,000 vierkante meter. De brand heeft over eene oppervlakte van 5,000 vierkante meter het dak volledig vernield zoowel de balken als de dekking. Die moeten dus volledig worden hersteld. Daarenboven is over ruim 2,000 vierkante meter het dak fel beschadigd en moet het worden nagezien. Dit verklaart het groot bedrag van het voorziene crediet. De werken zullen regelmatig openbaar worden aanbesteed.

ART. 76. — *Aankoop van mobilisatiematerieel voor den gezondheidsdienst, 2,000,000 frank.*

Het cijfer van 24,000,000 frank dat de totale uitgave vertegenwoordigt mocht wel verwondering baren. Nieuwe toelichtingen werden gevraagd. Waaruit zal dit materieel bestaan? Kan het tegenwoordig materieel in de toekomst niet worden gebruikt? Ziehier de verstrekte inlichtingen :

De oorlog heeft geleerd, wat betreft de gezondheidsdienst te velde, dat de beginselen moeten worden gewijzigd : vroeger waren de formaties zeer eenvoudige organismen, niet gespecialiseerd noch van moderne technische hulpmiddelen voorzien.

Heden wordt erkend dat zulke formaties moeten worden vervangen door andere ruim voorzien van moderne technische hulpmiddelen en gespecialiseerd voor de behandeling der gekwetsten, door gas gevatten, zieken alsook voor de prophylaxis (ontsmetting, lichamelijke hygiene, ontluizing, reiniging, bacteriologie).

Deze gespecialiseerde formaties moeten meestal op motorrijtuigen zijn ingericht, de bedoelde technische middelen zijn onder meer studiën, radiographische toestellen, toestellen voor het voortbrengen van zuurstof, heelkundige instrumenten, bacteriologie, enz.

Onze naburen bezitten zulk materieel sedert den oorlog.

In het Belgische leger kon men afzien van de inrichting zulker vliegende formaties, dank zij de vastheid van het front, die toeliet vaste hospitalen vlak bij de lijnen in te richten.

Dit stelsel leverde groote bezwaren op bij het eindoffensief.

Het is dus niet mogelijk daaraan te denken voor de toekomst.

De middelen waarover de Belgische Gezondheidsdienst beschikt bleken beslist ontoereikend en moeten worden uitgebreid.

De tegenwoordige heilkundige methoden leggen de gewonden een oponthoud op in de formaties van het leger, grooter dan dit welke vroeger werd voorzien.

Dit oponthoud is het gevolg der voortijdige operatie. Het vergt oneindig meer uitgebreide inrichtingen.

Op te merken valt nog dat de legersterkte sel is toegenomen, wat eene evenredige uitbreiding van materieel na zich sleept. In dit opzicht werd nog niets gedaan sedert den wapenstilstand.

Ook moet worden gewezen op de noodzakelijke hernieuwing van al de versleten veldberries, die al te moeilijk te hanteeren zijn, en niet kunnen worden uiteengenomen en dus niet voor den modernen oorlog geschikt zijn.

Geheel het materieel der veldformaties van den gezondheidsdienst is verouderd en zelfs versleten. Het bestaat sedert jaren, heeft den oorlog meegemaakt en men moet inzien dat een zoo licht materieel als dit van den gezondheidsdienst niet langer dan één veldtocht kan meemaken.

Het materieel onzer tegenwoordige formaties moet dus grootendeels worden hernieuwd, enkele bestanddeelen kunnen nog worden gebruikt, maar de in onbruik geraakte voorwerpen zullen in vredestand voor den loopenden dienst worden heringezameld.

*Art. 77. — Opslaan van eene nieuwe mobilisatie reserve
voor de hoofdapotheek, 1,500,000 frank.*

Vóór 1914 had de hoofdapotheek eene oorlogsreserve. Sedert den wapenstilstand werden maatregelen genomen om die reserve opnieuw op te slaan. Besloten werd bij de begroting voor 1921 dat het hernieuwen der reserve, waarvan de kosten alsdan op 4,500,000 frank werden geraamd, zou verdeeld worden over drie achtereenvolgende dienstjaren 1921, 1922 en 1923 *a rato* van 1,500,000 frank voor elk.

In den loop van het dienstjaar 1921, kon het eerste derde der reserve, wegens toenmalige prijsdaling der artsennijkundige producten, voor 900,000 frank worden aangekocht, welke som bij artikel 127 der Buitengewone Begroting van dat dienstjaar voorkwam.

In 1922 werd wegens bezuiniging het tweede derde niet aangevraagd.

De reserve aangekocht met de middelen der Buitengewone Begroting van 1921 werd heelemaal opgebruikt in den loop van 1922 wegens onvoorziene omstandigheden, zooals de griep epidemie bij den aanvang van dat jaar. Het thans bij artikel 76 derzelfde Begroting voor 1923 aangevraagde crediet is enkel bestemd voor het opslaan van het eerste derde der oorlogsreserve.

Gelet op den prijs der artsenijkundige producten, mag men niet verhopē dat dit eerste derde zoo goedkoop zal kunnen worden aangeschaft als in 1921.

De aankopen voor de Hoofdlapotheek geschieden bij aanbesteding.

Een lid vroeg in eene afdeeling of er inventarissen bij de Hoofdlapotheek bestaan. Het antwoord was bevestigend. Niet alleen worden zij bijgehouden maar zij worden vaak nagezien door den Bestuurder van den Artsenijkundigen Dienst, die daarmede belast is. Bij elk nazicht, wordt de inventaris opgemaakt van een of ander product in den blinde gekozen, en deze inventaris moet overeenstemmen met de bewijsstukken die aan den inspecteur worden voorgelegd.

Deze boekhouding wordt elk jaar aan het Rekenhof overgemaakt.

ART. 78. — Vergrooten van het voedermagazijn te Luik, 320,000 frank.

De uitgave voor het vergrooten van het voedermagazijn te Luik, kan niet worden uitgesteld, want alleen de uitvoering der ontworpen werken kan de goede werking mogelijk maken van al de inrichtingen van dit magazijn en dat volstrekt onontbeerlijk is geworden wegens de toeneming van het aantal paarden.

ART. 79. — Vergrooten van het voedermagazijn te Brasschaet, 500,000 frank.

Dit werk vergt spoed en moet in 1923 worden uitgevoerd, om het bergen mogelijk te maken van voeder voor 5,000 paarden. De nieuwe te Brasschaet voorziene inrichtingen, moeten den Intendantdienst in staat stellen de mogelijkheid na te gaan, einde 1924 af te zien van het huren van magazijnen te Antwerpen tegen 180,000 frank 's jaars.

ART. 79bis (nieuw). — Voltooiing van de inrichtingen voor den slapingsdienst in het kamp van Beverloo, 130,000 frank.

Overdracht der in 1922 gestemde credieten.

ART. 97^{ter} (nieuw). — Bouwen van een havermagazijn in het kamp Beverloo, van 149,800 frank.

Overdracht van een in 1922 gestemd crediet.

ART. 80. — Aanleggen van munitie-opslagplaatsen in de bazissen, 5,800,000 frank.

Om de munitie voor het veldleger op te slaan, was het noodig munitiedepots in te richten die aan de vereischen voldoen van inwendige en uitwendige veiligheid.

De aangenomen principes zij deze in Frankrijk aangenomen, na proefnemingen op groote schaal, door het ten nutte maken der uitslagen van ontploffingen veroorzaakt door het vernielen der opslagen van Duitsche ammunitie, op Fransch grondgebied ingezameld.

De Commissie heeft inlichtingen ingewonnen over de ontwerpen die worden aangenomen voor de oprichting der drie ontworpen opslagplaatsen en die wederzijds 8,300,000 frank, 16,475,000 frank en 18,225,000 frank zullen kosten.

Het huidig crediet zal een aanvang der werken mogelijk maken.

ART. 81. — *Koninklijke kanongietery. — Aanvulling van de artillerie, de zware artillerie en de pantserauto's, 14,195,000 frank.*

De Commissie wijst er op, dat het crediet dit van het vorig jaar, met hetzelfde doel in 1922 voorzien, aanzienlijk overtreft (4,070,000 frank).

De achtbare Minister heeft haar medegedeeld, dat het huidig crediet voor een bedrag van 4,070,000 frank gelijkaardige aankopen betreft als deze waartoe op de begroting van 1922 een gelijkwaardige som werd ingeschreven (aanpassing van kanonnen en veldhouwitsers op de Duitschers genomen, fabriek van munitiewagens voor houwitsers 155, vervaardiging van granaten, observatietoestellen en schootbureel).

De overige 10,125,000 frank beslaan :

1. Een post van 6,375,000 frank, voor den aankoop van 9 seeties geschut-materiaal tegen luchtschepen.
2. Een post van 3,750,000 frank voor den aankoop van stormwagens.

ART. 82. — *Constructie-arsenaal. — Antigastoestellen, allerlei gerij en overeenkomstig paardengetuig, mobilisatieijzer, 4,500,000 frank.*

Bij amendement op 7,450,000 frank gebracht.

Er valt op te merken, dat van het crediet van 4,600,070 frank vastgesteld bij artikel 124 der Begroting van 1922 maar fr. 348,341.60 werden uitgegeven. Dit gaf aanleiding tot het overnemen bij wijze van amendement van een aanzienlijk deel van het crediet van het vorig jaar.

Het huidig crediet bedraagt 2,900,000 frank voor ijzer en gerij en het overschot voor antigastoestellen.

De vooruitzichten voor antigastoestellen na 1923 kunnen, wat betreft de maskers voor de manschappen, op 3 miljoen geschat worden; er blijven nog sommige specialiteiten aan te koopen, waarvan de studie nog niet ver genoeg gevorderd is om een raming mogelijk te maken.

Om het programma van ijzer en gerij in zijn geheel te verwezenlijken, moet men nog gedurende minstens vijf jaar over een som van 3 miljoen ongeveer kunnen beschikken.

ART. 83. — *Wapenfabriek. — Aanvulling van de draagbare bewapening en van de automatische wapenen, schietvoorraad, enz., 4,283,500 frank.*

Dit crediet loopt even hoog als in 1922 en is bestemd voor het vervaardigen van karabijnen, voor het vervangen der loopen van de wapens die den veldtocht meemaakten, voor het aanpassen der mitrailleurs op Belgisch kaliber, voor den aankoop van bijhoorigheden en wisselstukken voor mitrailleurs en geweer-mitrailleurs en voor den aankoop van snelvurende pistolen voor de bedienaars der mitrailleurs-eenheden.

ART. 84. — Munitiefabriek. — aanvulling van den artillerie- en infanteriemunitievoorraad, 35,418,750 frank.

Dit crediet voorziet een groote verhooging vergeleken met het crediet in 1922 gestemd (19,948,000 frank). Verleden jaar had men er zich bij bepaald op de begroting den aankoop te voorzien van schietvoorraad in verhouding tot het getal vuurmonden die werkelijk aan de eenheden zouden verstrekt worden, steunend op het feit dat de nieuwe stukken, in artikel 81 bedoeld, niet vóór het tweede halfjaar 1922 moesten in dienst gesteld worden.

Het leveren van nieuw materiaal is zoodanig vooruit gegaan, dat men erop rekenen kan vóór het einde van 1923 of gedurende het eerste halfjaar 1924 een voldoende getal stukken te bezitten om al de eenheden of diensten er van te voorzien.

Het is dus noodig het opstellen van schietvoorraad voor de nieuwe stukken waartoe de munitie der oude stukken niet meer kan dienen, te vermeerderen.

Deze moeten overigens behouden blijven en het is dus noodig het toevoegen van overeenkomstige munitie in de depots te voorzien.

Uit dien hoofde moet een aanzienlijke verhooging van crediet in vergelijking met 1922 voorzien worden.

Daarbij vereischt het aanpassen van den schietvoorraad der houwitsers en der stukken van 155, die de huidige eenheden van het zwaar geschut der legerkorpsen en het zwaar legergeschut bewapenen, den aankoop van verscheiden elementen : soedralen, vuurpatronen, springstoffen en rookloos kruit.

Zoo men in plaats van voormelde uitgaven over 1923 en 1924 te verdeelen, deze over meer dienstjaren overdroeg, zou men er toe komen het opmaken van den materieelvoorraad te verdagen, hetgeen een gevaar is.

ART. 85. — Aanlegging in de basis van een legergenie-park, een pontonniers-park en een spoorwegbataljon-park ; aankoop van grond, loodsen, kazernegebouwen en wegen, 450,000 frank.

De Commissie heeft een vermindering der uitgaven voorgesteld. Er werd geantwoord, dat dergelijke vermindering het inrichten der parken sterk zou vertragen en dat, in afwachting, elk jaar belangrijke sommen worden uitgegeven aan huurprijs der voorloopig bezette gronden.

Het crediet is bestemd voor het afwerken der instellingen van het park van het Leger-genie en het park der pontonniers alsmede voor den aankoop van gronden voor de inrichting van het park voor het spoorwegbataljon.

ART. 86. — Mobilisatie-materieel voor het bataljon pontonniers, 530,000 frank.

Dit crediet is onmisbaar voor den aankoop van uiteenneembare metalen bruggen; en, in bijkomende orde, voor allerlei materiaal voor het bouwen en in gang stellen van metalen bruggen in 1922 aangekocht, materiaal voor het inslaan van palen, voor duikers, enz.

ART. 87. — Aankoop van verbinding- en overseiningsmaterieel voor het seintroepenkorps, 2,990,500 frank.

Er valt op te merken, dat van het crediet van 4,718,500 frank voor 1922 maar fr. 620,894.93 werden uitgegeven.

Het crediet wordt nagenoeg als volgt verdeeld :

1° Peleton der duivenhokken, aankoop van materiaal (crediet in 1922 afgeschaft).	fr. 100,000
2° Bataljon van telegrafisten, opmaken van vuurpijlenvoorraad en aankoop van seinmaterieel voor het oproepen der eenheden	1,717,000
3° Bataljon der draadloze telegrafie, aankoop van draadloze telegrafiestellen voor de luchtvaart en op den grond, alsmede van klein materiaal	1,173,500

ART. 88. — Aankoop van materieel voor het zoeklichten-bataljon, 750,000 frank.

Dit crediet en dit van het vorig jaar (te zamen 1 1/2 miljoen) maakt den aankoop van de zoeklichten voor ééne compagnie mogelijk. In 1924 zal het crediet verhoogd worden tot 2 miljoen, die noodig zijn om al de toestellen en bijhoorigheden aan te schaffen voor de werking der zoeklichten, in 1922 en 1923 aangekocht. Naderhand zal de aankoop van het materiaal voor twee andere compagnies van veldzoeklichten, voor drie compagnies van zoeklichten ter plaatse en voor een compagnie voor parken moeten nagegaan worden. Om de verwezenlijking van dit programma niet te zeer te vertragen, kan dit crediet niet besnoeid worden.

ART. 88bis (nieuw). — Nieuwe inrichtingen voor het seintroepenkorps, te Vilvoorde, 500,000 frank.

Dit is de helft van het laatste bedrag dat moet dienen om de instelling te volledigen.

ART. 89. — Aanvulling van het krijgsmaterieel voor het spoorwegbataljon, 108,000 frank.

De toelichting geeft den noodigen uitleg.

ART. 90. — Aanvulling van het materieel voor het genie-park en voor de divisie-genie, 737,000 frank.

Wij verwijzen naar de toelichting bij het artikel.

ART. 91. — Vliegpleinen : Aankoop van grond en allerei kazerneeringswerken, 4,500,000 frank.

Bij amendement op 10,500,000 frank gebracht.

Wij hebben thans de volgende vliegpleinen : Haren, Schaffen, Gutsen-

hoven, Hollogne-aux-Pierres, Wevelghem, Nijvel en Relegchem. Alle zijn in orde of zullen het dit jaar zijn, doch een groot deel van hunne gronden, bijzonder voor Haren, werden nog niet aangekocht, doch zijn eenvoudig opgevorderd. In 1922 werden 12,400,000 frank gestemd hoofdzakelijk voor den aankoop van deze gronden en eene som van 4,250,000 frank werd verschoven tot 1923 om die aankopen te sluiten. Ingevolge moeilijkheden in de kooponderhandelingen voorgekomen, werd eene som van 6,500,000 fr. van het crediet voor 1922 niet uitgegeven en bij wijze van amendement op de begrooting van 1923 overgedragen als verhooging van voormeld artikel 91. Feitelijk zou het volle bedrag van dit artikel dus 4,500,000 frank plus 6,000,000 frank of 10,500,000 frank moeten zijn.

Er is dus geen sprake van nieuwe gronden voor die vliegpleinen aan te koopen, doch, vermits de opvordering ophoudt einde 1923 of begin 1924, is het hoog tijd over de noodige fondsen te beschikken om de aankopen te vereffenen zoodra de overeenkomsten zullen gesloten of de uitspraken door de rechtbanken zullen beteekend zijn. Deze credieten zijn dus onmisbaar.

Het kleine gedeelte, niet voor de betaling der gronden besteed, is bestemd voor de uitvoering van sommige volledigingswerken, namelijk voor eenige bijdepots alsook voor eenige kantines voor officieren.

Er moet inderdaad op gewezen worden, dat de verre afstand van deze instellingen van alle belangrijke gemeenten, de noodzakelijkheid meebrengt ter plaatse over eenige lokalen te kunnen beschikken om de van dienst zijnde officieren toe te laten 's middags een klein eetmaal te nemen.

ART. 92. — Aanvulling van het materieel voor den militairen vliegdienst, 4,000,000 frank.

Dit crediet is noodzakelijk om tragsgewijze het inrichtingsplan van den vliegdienst te verwezenlijken. Het vliegtuig is het wapen der toekomst; dit programma, aan de Commissie uitgelegd, is het minimum van hetgeen in vreedestijd moet voorzien worden, indien men niet van dit wapen wil ontriefd zijn vanaf de eerste weken van den veldtocht.

ART. 92^{bis} (nieuw). — Beheer van het Luchtvaartwezen. — Aankoop van grond, werken en geschiktmakingswerken om te Antwerpen een vliegplein aan te leggen, 2,571,900 frank.

Overdracht van een gedeelte van het crediet van 3,700,000 frank in 1922 toegekend, waarop fr. 2,637,509.52 waren vervallen verklaard.

ART. 93. — Werken ter vernieling van kunstwerken, 400,000 frank.

Bij wijze van amendement op 675,000 frank gebracht.

De helft van het crediet van 700,000 frank in 1922 toegekend, werd niet aangewend. Het huidig crediet komt dus gedeeltelijk voort van verleden jaar. De noodwendigheden van 's Lands verdediging leggen de verplichting op, de vernieling der belangrijke spoorbanen, die als invallijnen

kunnen gebruikt worden, voor te bereiden; deze voorbereiding bestaat in het aanbrengen van mijnkamers in sommige kunstwerken.

Het opmaken der vernielingstoestellen werd door den legerstaf bestudeerd; deze studies leidden tot het vaststellen van een programma waarvan de verwezenlijking over verscheidene jaren wordt verdeeld.

Rekening houdend met den moeilijken financiëleen toestand werden de gevraagde sommen, op dit crediet in te schrijven, tot hun uiterst minimum herleid.

ART. 94. — Verbeteringswerken aan de spoorwegen te Beverloo,
150,000 frank.

Het voorziene werk verwezenlijkt het minimum van wat kan gedaan worden om de militaire noodwendigheden overeen te brengen met de vereischten van het beheer der spoorwegen.

ART. 94^{bis} (nieuw). — Aankoop van grond waarop de Duitschers krijgs-spoorbaanvakken hadden aangelegd en welke dienen behouden te blijven,
180,000 frank.

Van het crediet van 185,000 frank verleden jaar voorzien, werden maar 3,571 frank uitgegeven. Het geldt dus een overdracht van het vorig crediet.

ART. 94^{ter} (nieuw). — Behoud van de lijn Bergues-Proven en verdubbeling der lijn Anor-Chimay-Mariembourg (aankoop van gronden en in orde brengen van de bedding der lijn), 100,000 frank.

Overdracht van een niet aangewend crediet van 1922.

ART. 94^{quater} (nieuw). — Aankoop van grond voor oefenpleinen, 200,000 frank.
Overdracht van een niet aangewend crediet van 1922.

II. — Uitgaven als gevolgen van den oorlog.

Art. 95. — Wedden en vergoedingen van het tijdelijk burgerlijk personeel, 1,859,500 frank.

Tabel van het tijdelijk personeel bij het Centraal bestuur in dienst
op 1 Januari 1923 :

Diensten waaraan dit personeel verbonden is.	Getal.
Cabinet van den Minister	25
Bestuur der militaire inlichtingen	1
Legerstaf	5
Bestuur van het luchtvaartwezen	4
Eerste algemeen bestuur.	20
Tweede algemeen bestuur	2
Derde algemeen bestuur.	3
Bestuur van het motorgerij	11
Vijfde algemeen bestuur	11
Zesde algemeen bestuur	26
Zevende algemeen bestuur	7

Bestuur van het burgerlijk personeel en van het secretariaat	24
Dienst der militaire begraafplaatsen.	31
Bestuur van den veeartsenijdienst	4
Bestuur van de Bibliotheek, de Statistiek en de Vertaling	5
Dienst der algemeene boekhouding en der begrooting	10
Dienst van het beheer der troepenkorpsen	9
Technische dienst van het beheer	2
Bestuur der schouwingen	3
Middencommissie voor herzameling.	1
Diensten voor de pensioenen, hulpelden en voorzorg	203
	404

Het overwegend getal der tijdelijke beambten behoort tot den dienst voor de pensioenen de hulpelden en de voorzorg. Deze dienst, meende dat hij met 1 Januari 1924 had kunnen afzien van de meeste tijdelijke beambten, doch daar nieuwe wetontwerpen, houdende wijziging van sommige thans van kracht zijnde beschikkingen, werden neergelegd, zal hun gebeurlijke aanneming de hulp van dit personeel vereischen voor een tijdperk dat nog niet kan bepaald worden. Wat de afdanking van het tijdelijk personeel van de verscheidene diensten van het departement betreft, dit hangt ook grootendeels af van de opheffing van den dienst der pensioenen, enz.

Inderdaad, deze laatste dienst telt, benevens de tijdelijke agenten, een aantal vaste bedienden dat veel grooter is dan het vereischt gettal agenten als de toestand normaal zal geworden zijn. Dit aantal vaste bedienden wordt thans genomen op het personeel der andere diensten, waarin zij door tijdelijke agenten vervangen worden.

In den loop van 1922 werden 264 bedienden afgedankt.

Steunend op het getal agenten die vertrokken sedert 1 Januari l. l., is voor 1924 een vermindering van 25 t. h. te voorzien op het loopend crediet.

ART. 96. — *Bijwedde voor het waarnemen van een hoogere betrekking en vergoedingen voor overwerk aan ambtenaars en beambten van het Hoofdbestuur, 40,000 frank.*

Een lid vroeg op hoeveel personen de toekenning van bijwedden voor het waarnemen van een hoogere betrekking toegepast wordt : er waren alzoo negentien lastgevingen, een som van 12,500 frank werd besteed voor de betalingen van die bijwedden. Het overige van het crediet, zijnde 27,500 fr., wordt voorzien voor de vergoeding van overwerk. Deze som mag verdeeld worden tusschen al de vaste en tijdelijke agenten die niet den graad van bureeloverste bekleeden en dit werk zullen doen. Alzoo waren er in 1922 ongeveer 100 agenten.

In 1924 zal het crediet met de helft kunnen verminderd worden.

ART. 97. — *Vergoedingen voor overwerk aan de onderofficieren en soldaten werkzaam aan het Ministerie van Landsverdediging, 10,000 frank.*

Dit crediet is bestemd voor de betaling van het overwerk dat de militairen

van lageren rang, werkzaam aan het departement, zullen te doen hebben. In 1922 waren er ongeveer 40 dergelijke agenten.

Dit crediet valt weg op de volgende begrooting.

ART. 98. — *Materieel der tijdelijke diensten, 550,000 frank.*

Het betreft de volgende diensten :

- 1^o Algemeenen dienst der vereffeningen van den oorlog ;
- 2^o Dienst der militaire begraafplaatsen ;
- 3^o Bestuurlijken dienst der centrums achter het front ;
- 4^o Hoogere Beroepscommissie der pensioenen en militaire tegemoetkomingen ;
- 5^o Provinciale commissiën n^o 1 en n^o 2 der militaire invaliditeitspensioenen ;
- 6^o Gewestelijke commissie voor de weduwen en voorzaten ;
- 7^o Technischen dienst van het Beheer ;
- 8^o Commissie ingesteld bij Koninklijk besluit van 28 Februari 1920, belast met het onderzoek van den toestand der gewezen gevangen officieren, enz. ;
- 9^o Dienst der aanwezigheidsbewijzen (1^e Algemeen bestuur) ;
- 10^o Dienst der frontstrepen ;
- 11^o Dienst der eeretekens voor de strijders ;
- 12^o Dienst van de dotatie der strijders ;
- 13^o Dienst der gezinsdotatie van 300 frank (dienst der pensioenen, hulpelden en voorzorg).

De algeheele afschaffing van voormelde diensten kan niet voorzien worden gedurende het jaar 1923, doch de geleidelijke vermindering van het personeel heeft natuurlijk een overeenstemmende vermindering van uitgaven voor materiaal voor gevolg ; hiermee werd insgelijks rekening gehouden bij het opmaken van de loopende begrooting, zoodat deze vergeleken met het dienstjaar 1922, een vermindering van 50,000 frank aanstipt.

In 1924 zal het crediet met 25 t. h. verminderd worden.

ART. 99. — *Wedden en vergoedingen aan de in dienst behouden gepensioneerde officieren die het voordeel genieten van het Koninklijk besluit van 16 September 1919, 1,341,500 frank.*

Hier volgt, per graad, het getal officieren die het voordeel genieten van het Koninklijk besluit van 16 September 1919, in 1923 in dienst :

Colonel	1
Luitenant-colonels :	11
Majors	26
Kapitein-commandanten . . .	42
Kapiteins.	33
Luitenanten en onder-luitenanten	39
	152

Verleden jaar waren 131 officieren in dat geval.

De vermeerdering (21) spruit voort uit het feit dat sommige officieren

(wier aanspraak op het voordeel van het Koninklijk besluit van 16 September vroeger in beginsel werd aangenomen) dit voordeel niet konden genieten vóór zij de tien jaren dienst telden, door de wet vereischt om een pensioen voor dienstdienst te bekomen. Al die officieren zijn in actieven dienst.

Verdeeling van het crediet van 1,344,300 frank.

Vergoeding die telt voor wedde (verschil tusschen de wedde der officieren van hunnen graad en het pensioen voor dienstdienst) . fr. 930,000

(Pro memorie) : de betrokkenen hebben daarbij het pensioen voor invaliditeit.

Vergoedingen zooals hunne collega's van den werkelijken dienst :

Woonstvergoeding	fr. 264,300
Geneeskundige raadpleging	2,400
Gezinsvergoeding.	8,000
Kleederen en uitrusting	136,800
	fr. 1,344,300

Deze post zal naderhand zeker afnemen en geleidelijk verdwijnen.

ART. 100. — *Wedden, vergoedingen en hospitaalsoldij aan de loontrekkende en bezoldigde zieke of gekwetste militairen onder behandeling in het militair hospitaal van Woluwe, 310,000 frank.*

Het crediet is als volgt verdeeld :

Wedde der militaire oorlogsgekwetsten in het krijgshospitaal te Woluwe verzorgd fr. 239,520

Verscheiden vergoedingen aan de militaire oorlogsgekwetsten te Woluwe verzorgd fr. 60,480

Hospitaalsoldij aan de andere militairen » 10,000

In 1922 waren er 70,111 hospitaaldagen, of een middelgetal van 192 manschappen per dag.

De uitgave neemt af, doch zal nog een niet zeker te bepalen tijd duren.

ART. 101. — *Loonen aan het tijdelijk personeel van de bureelen der kwartiermeesters en andere beheerdiensten (Depot voor oorlogsinvaliden, commando der centrums achter 't front, enz.), 2,030,000 frank.*

Het betreft de tijdelijke beambten :

1^o Van de bureelen der kapitein-kwartiermeesters ;

2^o van het depot der oorlogsinvaliden ;

3^o van het commando der centrums achter het front (C. C. A.), terwijl de tijdelijken wier loonen bij artikel 93 voorzien worden, tot het Middenbeheer behooren.

Het aantal tijdelijke agenten in 1922 gebezigd, en die 1,079 in getal waren in Maart 1922, werd op 400 ongeveer gebracht einde 1922.

Thans nog neemt het aantal af en voor 1923 bedraagt het gemiddeld getal 368, derwijze verdeeld :

Bureel van den C. K. M.	125
C. C. A.	63
D. I. G.	180

Het crediet in 1922 toegekend (4,662,000 frank) werd voor 1923 tot 2,030,000 frank herleid. Dus meer dan de helft minder.

Dit crediet wordt alzoo verdeeld :

368 agenten aan 4,420 frank.	fr. 1,626,560
Verblijfsvergoeding	» 287,700
Gezinsvergoeding	» 55,740
Vergoeding voor vrijstelling	» 80,000
	Fr. 2,030,000

Voor 1924 zal het crediet met 50 t. h. verminderen.

ART. 102. — *Voeding en kleeding van de zieken; onderhoud der inrichtingen; geneesheerkundige en artsenijsbereidkundige diensten, 1,750,000 frank.*

Het crediet werd bij amendement tot 1,500,000 frank herleid, derwijze te verdeelen :

a) Kosten van voeding en onderhoud	fr. 285,500
b) Aankoop van nachtliggingsmaterieel, enz.	53,500
c) Aankoop van geneesmiddelen. Orthopedisch werkhuis, enz.	1,006,000
d) Verhuuronderhoud, water, gas, enz.	100,000
e) Grof onderhoud, enz.	55,000

ART. 103. — *Bewapening, trein en paardengetuig van 't leger. — Wedden, loonen en vergoedingen aan het burgerlijk personeel met wedde of werkloon, en aan het militair personeel zonder militaire toekenningen; bijzondere vergoedingen aan sommige militairen der artillerie-inrichtingen en parken, 4,625,458 frank.*

Loonen, wedden en vergoedingen van het personeel :

1° Van de koninklijke kanongietterij (80 meestergasten, werklieden en daglooners).

Van de werkhuizen voor munitieaanmaak (45 meestergasten, werklieden en daglooners).

Dit personeel werkt aan het aanmaken van onzen munitievoorraad en aan de aanpassing van het geschut op de Duitschers genomen. Daar de werken in 1923 even aanzienlijk zijn als in 1922 kan er niets verminderd worden.

2° Van het wapenfabriek van den Staat (293 beambten, teekenaars, werklieden, enz.), dat werkt aan de herstellingen van het door den oorlog beschadigd materieel. Geen vermindering is te voorzien.

3° Het arsenaal voor opbouw (462 klerken, ploegbazen, werklieden, daglooners, enz.) die werken aan de herstellingen van het legermaterieel, het

gerij van de intendantie, de cavalerie, den gezondheidsdienst. Deze toestand zal ten minste vijf jaar duren, zal ophouden zoodra het nieuw gerijmateriaal zal vervaardigd zijn.

Artikel 103 is in zekeren zin het gevolg van de artikelen 81, 82, 83 en 84, die zelf voortvloeien uit het programma van herinrichting van het leger. Zooals dit programma is opgemaakt, zal het behoud van de credieten der artikelen 81 en 84 nog ten minste vijftien jaar duren en vijf of zes jaar voor de artikelen 82 en 83.

ART. 104. — *Allerlei vervoer en wedden, werkloonen en vergoedingen aan het personeel van de oud-veldspoorwegsectie in liquidatie, 2,604,370 frank.*

Crediet op 2,537,060 frank verminderd, en aldus te verdeelen :

a) Vervoer der bloedverwanten die de graven bezoeken der Belgische soldaten, in België of in de naburige landen begraven.	826,460
b) Vervoer der bloedverwanten die de graven bezoeken van Fransche militairen in België begraven	fr. 112,500
c) Vervoer van bloedverwanten of afgevaardigde personen om aanwezig te zijn bij de ontgravingen der gesneuvelde militairen; vervoer dezer dooden op het Belgisch spoor	fr. 1,446,000
d) Vervoer van bloedverwanten die een militair bezoeken in een krankzinnigengesticht verzorgd.	fr. 10,500
e) Vervoer van verminkten voor de provinciale commissiën der militaire invaliditeitspensioenen opgeroepen.	fr. 100,000
Totaal	fr. 2,495,460

Wedden, loonen en vergoedingen aan het personeel van de oud-veldspoorwegensectie in liquidatie, 41,600 frank.

De werken betreffende de ontgravingen der gesneuvelde militairen zullen waarschijnlijk gedaan zijn in 1925. Nochtans zal voor de onvoorziene gevallen uit dien hoofde nog een crediet op de Begrotingen van 1924 voorzien worden.

Dus blijft nog alleen het bezoek over aan de grafsteden der Belgische en Fransche militairen door de bloedverwanten die aan de Regeering de zorg hebben overgelaten over het stoffelijk overschot te waken. Daar de kosten voortspruitende uit deze bezoeken aldus van bestendigen aard zouden worden, moeten zij vanaf 1924 op de Begrooting der Gewone Uitgaven kunnen voorkomen.

Hetzelfde geldt voor de reiskosten der bloedverwanten die een bezoek brengen aan de militairen welke in een krankzinnigengesticht verzorgd worden.

Wat het vervoer betreft der verminkten vóór commissies van tegenonderzoek opgeroepen, hiervoor zal nog een crediet ingeschreven staan op de Buitengewone Begrooting gedurende ongeveer drie jaar.

De som van 41,600 frank dient voor de vereffening van de vergoedingen toe te kennen aan de drie agenten der Staatsspoorwegen (komende van de

oud-veldspoorwegsectie) ter beschikking gesteld van den legerstaf 4^e sectie (militaire afvaardiging bij den Minister van Spoorwegen).

De vooruitzichten over de geleidelijke vermindering der credieten bij artikel 104 dezer begrooting zijn de volgende.

Ontwikkeling van artikel 104.	1924	1925	1926
Bezoek aan Belgische graven.	Op de Begrooting der gewone uitgaven over te dragen.		
Bezoek aan Fransche graven.	Idem.		
Ontgravingen.	1,421,000	25,000	
Bezoek aan krankzinnigen.	Op de Begrooting der gewone uitgaven over te dragen.		
Vervoer der verminkten vóór eene C.P.P.M.I.	50,000	25,000	25,000

ART. 105. — *Pensioenen voor dienstjaren en nationale orde's naar aanleiding van den oorlog (met inbegrip van de eerste pensioentermijnen met ingang in 1923, of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar.) (Onbepaald crediet.) 10,400,000 frank.*

De uitgave voorzien voor het uitkeeren der eerste pensioen- en rentetermijnen wegens dienstouderschap (9,400,000 frank) gaat niet het twee derde van het crediet hiervoor verleden jaar voorzien te boven. Deze uitgave zal overigens van jaar tot jaar verminderen naar gelang de Rekenkamer de betaalbevelen der eerste pensioentermijnen zal goedgekeurd hebben en dat deze op de openbare schuld zullen kunnen ingeschreven worden. Het heeft den schijn dat de bedrijvigheid van de Rekenkamer thans niet gelijken tred houdt met deze van den Dienst der pensioenen. Vandaar aanzienlijke vertragingen en klachten van de belanghebbenden. Dit euvel zou moeten verholpen worden.

Het crediet zal verminderen zoodra de bij het Bureau der Kamer ingediende amendementen op de wet der militaire pensioenen zullen goedgekeurd zijn en de Rekenkamer alzoo de bundels der pensioenen waarover zij sedert einde 1921 beschikt kan goedkeuren.

Het tijdperk voor vereffening van het achterstallige zal waarschijnlijk ten minste twee jaar in beslag nemen, naar gelang het Hof min of meer spoed bij het onderzoek der bundels aan den dag legt. Gedurende dit tijdperk zal het bij artikel 105 voorziene crediet geleidelijk van jaar tot jaar merkkelijk op gelijke wijze afnemen, zonder nochtans beneden 500,000 frank te dalen.

Binnen deze grenzen zal het crediet nog gedurende dertig jaar moeten worden voorzien.

Wat de rente wegens nationale orden betreft (1,000,000 frank) is de termijn voor de aanvraag dezer eereteekens verstreken en moet daarvoor in 1924 geen crediet meer worden voorzien.

ART. 106. — *Bijzondere tegemoetkomingen aan de ongehuwde ouderlooze militairen die den veldtocht hebben meegemaakt, en aan de ouders der onder den oorlog overleden of vermiste militairen, 50,000 frank.*

Crediet op 550,000 frank gebracht. Aangenomen (zie de verklaringen van het amendement).

In 1924 zal dit crediet niet meer op de Begrooting voorkomen.

ART. 107. — *Allerlei en onvoorziene uitgaven, 125,000 frank.*

De tekst zou moeten luiden : « Aankoop van brevetten en eere teekens. »

Dit is het voorlaatste crediet van dien aard.

In 1924 zullen nog 200,000 tot 250,000 frank noodig zijn.

ART. 108. — *Dienst der militaire grafsteden.*

Crediet op 4,700,000 frank verminderd, te verdeelen als volgt :

1^o Grafsteden van Belgische militairen :

a) Burgerlijke werkkrachten voor de opzoeking, identificatie, groepeerings in de militaire of gemeentelijke kerkhoven van de lijken van Belgische militairen	fr.	400,000
b) Onderhoud van de grafsteden van Belgische militairen in het land of in het buitenland		250,000
c) Aanleggen van Belgische militaire kerkhoven, aankoop van gronden en eeuwige vergunningen, aardwerken, nivelleering, beplanting, omheining, plaatsen van gedenksteenen		2,300,000
d) Teruggave der lijken aan de familiën, ontgravingskosten, vervoer der lijken op de vreemde spoorwegen, enz.		310,000
e) Kosten van bekendmaking in de <i>Moniteur</i> en de dagbladen, van berichten tot regeling van den burgerlijken stand van Belgische militairen		100,000
f) Allerhande uitgaven (kantoorkosten, huren, leveren en vernieuwen van materieel, enz.)		70,000
g) Toelagen aan comiteën en organismen voor het oprichten van gedenkteekens in de kerkhoven		50,000
	Fr.	3,480,000

2^o Vreemde militaire grafsteden in België :

a) Aankoop of huren van grond voor de kerkhoven van bondgenooten, aankoop van vergunningen	fr.	325,000
b) Huren van den grond der Duitsche kerkhoven.		40,000
c) Groepeerings der afgezonderde Duitsche grafsteden, kleine werken tot inrichting en vernieuwing der Duitsche kerkhoven		70,000
d) Onderhoud van en toezicht over Duitsche grafsteden en kerkhoven		300,000
e) Levering en plaatsing van nieuwe kruisen op de Duitsche graven		90,000
	Fr.	825,000

3^o Personeel waarvan wij de verdeling laten volgen :

Aantal der bedienden op 1 Januari 1923 en afnemend in den loop van het jaar.	Betrekking.	Crediet voorzien voor het gansche jaar.
4.	Bouwmeesters	Fr. 38,000
1.	Landmeters	» 7,600
5.	Teekenaars	» 29,400
29.	Mannelijke bedienden	» 140,000
38.	Vrouwelijke bedienden	» 180,000
		Fr. 395,000

Men voorziet dat de credieten op de Buitengewone Begrooting voor uitgaven bij artikel 108, nog tot en met 1926 zullen noodig zijn.

Daarna zullen de lasten zich bepalen bij het onderhoud en het bewaken der Belgische militaire kerkhoven et grafsteden. Daarin zal de gewone begrooting voorzien.

Het is onmogelijk nu reeds de verminderingen te bepalen, daar sommige posten onmogelijk met eenige nauwkeurigheid kunnen geraamd worden (onderhandelingen voor den aankoop van grond, gerechtelijke uitwinning, onderhandelingen met de Deutsche overheden, enz.)

Voor zooverre men daar nu kan over oordeelen, is het waarschijnlijk dat nog gedurende drie jaren en in de mate hierna aangeduid credieten moeten aangewezen worden op de buitengewone begrooting voor dit doel.

1924.		fr. 4,000,000
1925.		3,500,000
1926.		3,000,000

ART. 109. — Opeisching van motorvoertuigen, 1,000,000 frank.

Door de Commissie gestelde vragen :

1° Welke sommen werden betaalbaar gesteld van het voor 1922 goedgekeurde crediet van 2,000,000 frank ?

Antwoord : Op 1 Januari 1923 werd op artikel 155 — begrooting voor 1922 — de som van fr. 217,102.73 betaalbaar gesteld.

2° Hoe ver is de vereffening gevorderd der achterstallige schuldbrieven ? Zijn er nog andere vereffeningen van dien aard voor de latere jaren te voorzien ?

Antwoord : Onder voorbehoud van onderstaande mogelijke gevallen, bleven er op 1 Januari 1923, 352 bundels te vereffenen, betreffende de opvordering van ongeveer 450 voertuigen, dus 450 vorderingen te betalen, wat, tegen gemiddeld 8,000 frank het voertuig, eene globale som van 3,600,000 frank maakt.

Het staat vast dat deze credieten nog zullen moeten worden voorzien op de Begrooting van 1924, onder meer voor de vereffening opgelegd door de vonnissen na 1 Januari 1924 gewezen.

Mogelijke gevallen :

a) Eigenaars van opgeëischte voertuigen hebben zich bij vergissing tot de rechtbanken voor oorlogsschade gewend, en naarmate hun eisch door dit rechtscollege werd afgewezen, kwamen hunne aanvragen bij het Ministerie van Landsverdediging toe, dat alleen bevoegd is inzake regeling van verstrekkingen aan het Belgische leger. Het is niet mogelijk het aantal dezer vorderingen te bepalen.

b) Een groot aantal betalingen gebeurden onder voorbehoud, vóór 20 Januari 1921 althans, datum waarop de betalingen onder voorbehoud ophielden. Het gevolg was dat de eigenaars van opgeëischte motorvoertuigen, die vóór 20 Januari 1921 werden betaald, herziening kunnen vragen van de raming, of de zaak voor de rechtbank aanbrengen zooals voorzien bij de wet van 14 Augustus 1887 op de militaire verstrekkingen.

c) Geval van nalatenschap (overleden eigenaars van opgeëischte motorvoertuigen) waarin de vereffening van de vordering onmogelijk is. Onmogelijk de voertuigen te taxeeran, bij gemis van bewijsstukken.

d) Verzet en inbeslagneming.

e) Vereffeningen van vennootschappen, oorzaak van vertraging bij de vereffening der schuldvordering.

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

ART. 110. — Aankoop, inrichting, aanbouw en meubileering van lokalen voor den dienst van de bewaring der hypothecken en andere diensten van het Departement van Financiën, 1,500,000 frank.

Op dit crediet van 1,000,000 frank in 1922 toegekend werd 900,000 frank uitgegeven.

Het tegenwoordig crediet is bestemd om de zegelwerkplaats van voldoende lokalen te voorzien en van eene inrichting die aan de eischen beantwoordt.

Hetzelfde programma moet worden verwezenlijkt voor sommige kantoren voor zegel, registratie en successie en ook voor de kantoren van controle over de overdrachtstaxen en de weeldetaxen. Deze uitgaven geschieden eerst om deze diensten onder te brengen, want, zoo vóór den oorlog de meeste ontvangkantoren bij de rekenplichtigen aan huis konden worden ingericht, laat de woningnood zooals thans dat niet meer toe. Eene betere regeling en, bij gevolg, betere opbrengst van de belastingen wordt nagestreefd bij het groepeeren in eenzelfde gebouw van de kantoren der groote agglomeratiën. Dit stelsel is trouwens goedkooper.

Op te merken valt dat de herinrichting der diensten van registratie, successiën, enz., hoofdzakelijk afhangt van het beschikbaar personeel en dat naar gelang de vorderingen dezer herinrichting, lokalen en materieel zullen onontbeerlijk zijn. Het geldt dus uitgaven voor inrichting met het oog op het innen van hooge belastingen.

In dit opzicht is het eene winstgevende uitgave die werkelijk onontbeerlijk is. De Commissie besluit het crediet goed te keuren.

ART. 111. — *Geschiktmaking van gronden voortkomende van de ontmanteling van versterkte plaatsen, 200,000 frank.*

Op het in 1922 toegekend crediet van 200,000 frank werd slechts 2,949.20 frank beschikbaar gesteld.

Volgende geschikt gemaakte gronden werden daarentegen verkocht :

- a) Een bouwgrond te Charleroi, voor 55,000 frank en de kosten;
- b) Drie strooken te Charleroi voor de inrichting van de Arbeidshoogeschool, voor 425,171.62 frank.

Deze beide prijzen zijn betaalbaar per reeksen. Deze ontvangsten worden in rekening gebracht onder de hoolding : « Buitengewone ontvangsten. Verkoop prijs van gronden beschikbaar ten gevolge van de slooping van vestingen ». (Art. 2 van het ontwerp van Begrooting der Buitengewone uitgaven.)

Het crediet voor 1923 aangevraagd heeft betrekking op de vestingen Charleroi, Diest, Dendermonde en Kortrijk.

Voor de eerste moet de wegenis nog worden aangelegd om de Staatsgronden meer waarde te geven.

Voor de drie overige moeten groote nivelleeringswerken worden uitgevoerd. Onder den oorlog werden zij te Diest en te Doornik aangevangen. De Regeering is voornemens het onmiddellijk voort te zetten wanneer het mogelijk zal zijn de haar toebehoorende gronden te verkoopen. De sloopingscommissie van Dendermonde werkt dapper door, zij houdt zich onledig met de toekenning van de eigendommen van het vroeger militair domein. De geschiktmaking der ten bate van den Staat te verkoopen strooken zal slechts na dit voorafgaand werk kunnen beginnen.

De Commissie der Financiën vroeg of het Departement van Financiën deze werken van geschiktmaking van gronden leidt. Waarom doet dit het Beheer van Openbare Werken niet, terwijl het Beheer van Financiën enkel de gronden zou verkoopen na afloop der noodige werken? Andere aanmerking : de sloopingswerken van de Antwerpsche omheining hangen enkel van het Beheer van Openbare Werken af en het crediet daarvoor staat bij de buitengewone uitgaven van dit Departement. Is dat geen verkeerde methode en eene tegenstrijdigheid?

Ziehier het antwoord op die vraag :

Het onderzoek van de bestemming der vroegere militaire gronden, met of zonder voorafgaande werken tot geschiktmaking, wordt altijd opgedragen aan eene Commissie waarvan deel uitmaken ambtenaren van het Beheer van Bruggen en Wegen die vooral technisch bevoegd zijn. Het Departement van Financiën is belast met het beheer der goederen in uitvoering van het 3^e lid van artikel 16 der wet van 15 Mei 1846, op de Staatscomptabiliteit; maar het draagt zorg ervoor het Departement van Openbare Werken te raadplegen telkens dit in het belang der Schatkist noodzakelijk blijkt.

Voor Antwerpen geldt het een algemeen werk waarmede het Beheer van Bruggen en Wegen belast is. Dit laatste slaat de bressen in de wallen om de groote wegenis aan of voort te leggen. Een te Antwerpen ingestelde

Commissie is belast met het onderzoek van de inrichting der omheining, hare bedrijvigheid ligt stil wegens den bouwnood en de onzekerheid omtrent het kazernevraagstuk dat slechts na de stemming over de wetten tot herinrichting van het leger kan worden opgelost.

In de andere vestingen, namelijk te Charleroi en Doornik, zijn de te verkoopen gronden gekend en zorgt de Dienst der Domeinen voor de nog uit te voeren werken.

Een lid der Commissie wees erop dat op de gronden voortkomend van de slooping der vesting Diest, men voornemens is arbeiderswoningen te bouwen en dat eene maatschappij tot nog toe te vergeefs den afstand van die gronden had aangevraagd.

Antwoord van den geachten Minister van Financiën :

« Bij schrijven van 24 Mei 1922 heb ik aan het schepencollege van Diest, dat, in de mij toegezonden brieven, optrad uit naam der Maatschappij voor goedkoope woningen (in vorming) de redenen doen kennen waarom de vervreemding van bedoelde gronden niet mogelijk was. Dit schrijven luidde :

» Het Departement van Landsverdediging heeft mij verzocht te wachten met elke beslissing aangaande het genivelleerd gedeelte der vroegere militaire gronden uwer stad, die gij tot het bouwen van goedkoope woningen bestemt. Hoogerbedoeld Departement schrijft mij dat het allicht zelve bedoelde gronden voor zijn gebruik noodig heeft. Het spreekt dus van zelfs dat, in die voorwaarden, het belang van den Staat gebiedt ze niet te vervreemden.

» Sedert Mei 1922 is de toestand niet gewijzigd. Eené beslissing kan niet genomen worden vóór dat het nieuwe legerstatuut is bepaald. »

Art. 112. — *Aankoop van onroerende goederen bestemd tot vergrooting van het privaaldomein van den Staat, namelijk de domeinbosschen, of van onroerende goederen waarvan het behoud wenschelijk wordt bevonden om esthetische redenen of in 't belang van de instaathouding der landschappen, 200,000 frank.*

De toestand onzer financiën verplicht ons dit crediet slechts met uiterste omzichtigheid te gebruiken. Nochtans kan de aankoop van bepaalde kavels en strooken noodzakelijk blijken om de domeinbosschen te verbeteren of aan te leggen; ofwel kan de Staat ertoe gebracht worden den gemeenschappelijken aankoop te bevorderen door provinciën en gemeenten die belang stellen in de uitbreiding van ons boschdomein.

Het dient opgemerkt te worden dat op het voorziene crediet van 200,000 frank, slechts voor 12,715 frank werd aangeschreven.

Art. 115. — *Opbouwen, aankoop en geschiktmaking voor de agenten van het tolwezen aan de grenzen en van gebouwen voor de diensten van de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen; verwezenlijking van den aankoop door het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen van onroerende goederen en meubelen onder sequester, waarop de Staat een recht van voorbehoud mag doen gelden, 6,000,000 frank.*

Op het crediet van 6,000,000 frank, bewilligd op de begroting van 1922,

bedragen de uitgaven of betaalbaar gestelde credieten slechts de som van
fr. 660,983.02.

Het huidig crediet wordt verdeeld als volgt :

a) Bouwen, aankopen en geschiktmaken van huizen voor de tolbeambten in de kringen van Eupen en Malmedy. 3,000,000 frank.

Het Bestuur beschikt thans over terreinen voor den opbouw van 100 woningen voor tolbeambten te Eupen-Malmedy; de maatregel zal kunnen verwezenlijkt worden in 1923.

b) Bouwen, aankopen en geschiktmaken van huizen voor de tolbeambten op de Fransche en Hollandsche grens. 1,500,000 frank.

c) Aankoop voor het Bestuur der Belastingen, Douanen en Accijnzen van onder sequester staande gebouwen en meubelen, waarop de Staat een recht van weerhouding kan doen gelden.

Aankoop en opbouw van de voor het Bestuur noodige gebouwen,
1,500,000 frank.

Thans zijn drie gebouwen betrokken : twee te Antwerpen, Kipdorpsvest, 44 en Lange Nieuwstraat, 66 en een te Brussel, Oratoriënberg, 14; de uitgave is nog niet geregeld. Drie andere gebouwen zouden nog moeten aangekocht worden in de Brusselsche agglomeratie : een te Brussel, een te Schaarbeek en een te Sint-Gillis.

ART. 114. — *Voorschot van de Belgische Schatkist om de uitgaven van bezetting en beheer der grondgebieden Ruanda en Urundi te dekken, 1,500,000 frank.*

Deze credietsaanvraag werd verminderd tot op 1,200,000 frank om de volgende redenen :

De Commissie voor de Financiën en onderscheidene leden in de afdeelingen wilden weten, waarom dit crediet niet gehecht is aan de Koloniale begrooting. De reden daarvan is, dat het mandaat over Ruanda en Urundi door den Volkenbond aan den Koning der Belgen werd toegekend en niet aan de Kolonie van Belgisch-Congo. Het is enkel uit hoofde van zekere vertragingen van internationalen aard dat de diplomatieke overeenkomst, dit mandaat toekennende, nog niet aan het Belgisch Parlement kon onderworpen worden. In afwachting dat definitieve wetgevingsmaatregelen, omtrent het bestuur dezer gebieden, getroffen worden, oelent het Parlement zijne controle uit, bij gelegenheid van het artikel der Buitengewone Begrooting, dat wij thans onderzoeken en op grond van een verslag dat jaarlijks op het Bureau der Kamers wordt neergelegd.

De verslagen over de dienstjaren 1920 en 1921 werden onderscheidenlijk ingediend op 27 September 1921 en 6 Juli 1922. Voor het dienstjaar 1922, heeft de Kamer hetzelfde stuk ontvangen. Daarin wordt klaar uiteen gezet welk werk verricht wordt in deze schoone grondgebieden welke wij aan den moed van onze soldaten te danken hebben. Op eene uitgestrektheid van 50,000 vierkante kilometers, leeft eene bevolking van 1 miljoen 500,000 zielen in Ruanda en van 1,200,000 in Urundi. De groote inlandsche rijkdom is de veestapel : deze wordt geraamd op 1 miljoen stuks hoornvee.

in Ruanda en meer dan 1 miljoen geiten; op 250,000 stuks hoornvee in Urundi en een groote hoeveelheid geiten en schapen. De runderpest heeft, verleden jaar, de kudden geteisterd, die echter niettemin zeer aanzienlijk blijven. De in deze gebieden geldende bestuursmethoden verschillen hoofdzakelijk van die welke wij in de Kolonie toepassen, en dit verschil zegt genoeg waarom het thans niet het geschikte oogenblik is om het mandaat op de Kolonie over te dragen en dit crediet op de Koloniale begrooting te brengen. Daarover een woord :

Beide streken vormen twee verschillende sultanaten.

Ruanda heeft een erfelijke, autocratische, feodale inrichting. De Sultan is, in beginsel, opperste meester over de troepen en de gronden. Doch de begrippen van soevereiniteit en van eigendom zijn zeer gemengd en verward. Het land is verdeeld in provinciën, aan wier hoofd een overste staat die zijne macht van den Sultan ontleent. Hij betaalt schatting aan den Sultan en brengt hem dikwijls talrijke geschenken. Doch het provinciehoofd bezit niet de geheelheid der gronden noch der kudden. Voor beide rijkdommen zijn er onderscheiden hoofden in elke provincie. In de provincie zijn er zelfs strooken gronds en kuddenmassa's welke afhangen van hoofden van gelijken rang als het provinciehoofd. Deze hoofden betalen schatting en brengen zelf hunne belastingen aan den Sultan. Zij zijn een evenwicht ten opzichte van het voornaamste hoofd dat, op zijne beurt, in andere provinciën gronden in leen houdt.

Deze politiek van verdeeldheid dient om de opperheerschappij van den Sultan in stand te houden.

Urundi is insgelijks een erfelijke feodale alleenheerschappij. Het hoofd er van is de godsdienstige en rechterlijke soeverein, doch zijne macht is veel meer verbrokkeld en minder hecht dan die van den Sultan van Ruanda. Deze twee Sultanaten staan op een hooger peil van politieke ontwikkeling dan de meeste der grondgebieden in Congo. Ons bestuur heeft zich, sedert den wapenstilstand, er mede bezig gehouden om deze inlandsche inrichting te steunen en te ontwikkelen.

In Congo leeft de bevolking nog in den aartsvaderlijken tijd, heeft enkel als inrichting het gezin in uitgebreiden vorm en de stammen welke kleine chefferie's vormen. Ofwel, in andere streken bereikt de politieke ontwikkeling de hoogte van volksstam, welke bestaat uit aanzienlijke chefferie's waar de waardigheid van opperhoofd erfelijk is; de inrichting, vooral die van de justitie, is er nog onbeduidend, de onderworpen bevolking betaalt er schatting, soms vindt men er een raad der ouderlingen.

Het is enkel in de grensstreken der Kolonie, ten Noorden bij de Azande en in het Oosten bij de herdersstammen van Kivu — welke overigens veel gelijkenis vertoonen met die van Ruanda en Urundi, — dat men eene nog meer ontwikkelde inrichting aantreft, nagenoeg echte Sultanaten. Doch, int 't algemeen, kan men zeggen dat onder den Onafhankelijken Staat en ook sedert onze bezetting, de invloed van ons Bestuur tal van groote chefferie's heeft ontbonden, met eene strekking naar het rechtstreeksch Bestuur door de blanke ambtenaren en beambten.

De herinrichting van de chefferie's was eene eerste en heilzame terugwerking tegen deze voorzeker verkeerde politiek ; en de huidige streving van onze inlandsche politiek is, deze inlandsche instellingen te behouden voor al hetgeen zij goed en benuttigbaar hebben, mits ze te leiden in een meer vooruitstrevende richting.

« De gewoonte van de groote chefferie's te splitsen — zoo staat aan het » hoofd van de « *Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial* », — is strijdig met de politiek der Regeering. Zoo ook de » vermenigvuldiging der chefferie's. Niet alleen steunen wij het traditio- » neele gezag dat door het gebruik is gevestigd, maar wij willen aan de » inlanders meer medewerking geven in ons Bestuur.

» Ten einde de versnippering van het gezag te verhelpen, is het noodig » de hoofden per sector te vereenigen, de grondslagen te leggen van » inlandsche rechtbanken en van een ondergeschikt negerbestuur, daär, » waar de groote chefferie's daarin te kort schieten. »

Welnu, het is zeer kenschetsend, dat deze evolutie zeer in de hand wordt gewerkt door ons Bestuur in de gebieden van Ruanda en Urundi. Alhoewel, bij den aanvang der bezetting, aldaar ook een strekking bestond om het gezag der sultanaten te dwarsboomen, heeft de Regeering, sinds dien, krachtdadig de politiek ingevoerd van het onrechtstreeksch bestuur met streving naar het koloniaal protectoraat.

De verslagen over Ruanda-Urundi betoogen op klare wijze, dat wij regeeren met den steun der sultans en der inlandsche feodale inrichting, doch met verbetering der misbruiken daarvan, met bescherming der Bahutu (ras dat uit de massa der bevolking bestaat) tegen de knevelarijen en met hun een stelsel van gerechtigheid en van orde te verzekeren. Onder dit voorbehoud handelen wij door de tusschenkomst der Waduzi, amidiaansche Negers, waarschijnlijk van Semetischen oorsprong verwant aan de aristocratie van Uganda en van Abyssinië.

Het lijdt geen twijfel dat er belang bij bestaat deze methode zonder onderbreking en zonder stoornis voort te zetten.

Eenerzijds, brengen wij, in de Kolonie, geleidelijk de inlandsche bevolking tot eene grootere deelneming in het bestuur van het land, doch dit werk heeft nauwelijks een begin gekregen.

Anderzijds, in Ruanda-Urundi, hebben wij, integendeel, feodale inlandsche instellingen welke, van af het begin, behouden werden in hunne volle kracht.

Beide strevingen vullen elkander aan, zij gaan uit van denzelfden geest, doch blijkbaar — slechts wanneer zij nagenoeg een zelfde hoogtepunt zullen hebben bereikt — zal men er kunnen aan denken de banden tusschen beide besturen te versterken.

Het is redelijk genoeg, in deze zaak niet met overijling te werk te gaan.

Vooraleer tot zulken maatregel wordt overgegaan, zal het noodig zijn dat de internationale akten, welke het mandaat bevestigen, door het Parlement zijn goedgekeurd.

De vervolgens te nemen welgevende maatregelen zullen den weg moeten

vrij laten om ons toe te laten, zooals het mandaat er ons toe machtigt, Ruanda-Urundi onder hetzelfde bestuur te plaatsen als de Congo, doch zonder dienaangaande onverhoedsche maatregelen te nemen, daar de wetgeving, de zeden, de instellingen te zeer verschillend zijn.

Zooals wij het komen te zeggen, bezitten de grondgebieden welke wij besturen, een eigen begrooting.

Ziehier eenige uitgaven van aard om de belangrijkheid te toonen van de toegekende credieten en van den geldsomloop in deze gebieden.

De Begrooting voor 1922 vermeldt als inkomsten : 2,931,241 frank tegenover 3,931,241 frank uitgaven; 1,900,000 frank inlandsche belastingen, en 1,000,000 frank buitengewone uitgaven, kosten van eerste oprichting welke onze bezorgdheid toonen om de economische toerusting, bron van gewin voor den inlander, uit te breiden.

De toelage van het Moederland bedroeg 1,500,000 frank.

De Begrooting voor 1923 vermeldt als inkomsten : 2,546,310 frank tegenover 3,748,310 frank uitgaven. Het is daarom dat de toelage van de Regeering kon verminderd worden tot op 1,200,000 frank.

Voor het overige verwijzen wij naar het verslag waaruit wij de meest rechtstreeksche gegevens hebben geput ten aanzien van het crediet op de Buitengewone Begrooting uitgetrokken. Dit verslag beschrijft de heilzame werking van ons bestuur in de bezette gebieden, zoowel in opzicht van politiek en van justitie, als op gebied van openbare gezondheid en van het stoffelijk en economisch welzijn.

ART. 115. — Buitengewoon voorschot van het Moederland voor de koloniale uitgaven ter toerusting van de Kolonie, voor de uitgaven van souvereiniteit en voor de pensioenen aan de ambtenaars en agenten der Kolonie (3^e voorschot), 15,000,000 frank.

Deze tusschenkomst verwezenlijkt de financieele politiek welke het Belgisch Parlement heeft aangenomen om de Kolonie productief te maken. Het beginsel er van werd genoegzaam gerechtvaardigd en uiteengezet in het verslag over de Buitengewone Begrooting van verleden jaar. Het volstaat, er naar te verwijzen.

ART. 116. — Deelneming van den Staat in het samenstellen van het kapitaal der plaatselijke en gewestelijke maatschappijen voor goedkoope woningen en woonvertrekken, aangenomen door de Nationale Maatschappij (art. 7 der wet van 11 October 1919), 1,000,000 frank.

Dit crediet wordt bij amendement gebracht op 2,000,000 frank. De Begrooting voor 1922 voorzag voor het zelfde doel een crediet van 3,000,000 frank. Op dit crediet werden verrekeningen gedaan tot een beloop van 2,541,220 frank, welk beloop werd afbetaald op een ingeschreven kapitaal van 12,706,100 frank.

Het mag vermeld worden, dat in den loop der voorgaande dienstjaren, de tusschenkomst van den Staat was als volgt :

In 1920, ingeschreven kapitaal, 3,932,000 frank, waarop 816,400 frank werd afbetaald. In 1921, ingeschreven kapitaal, 10,964,000 frank, waarop 2,178,000 frank werd afbetaald. Te zamen, op 31 December 1922, 5,535,620 frank afgelost kapitaal op 27,602,100 frank door den Staat ingeschreven kapitaal. (Zie bijlage 13)

Men moet tevreden zijn dat, door de verhooging van het op dit artikel voorziene crediet, de Regeering haar wil doet kennen te volharden in een politiek van volledige en krachtdadige ondersteuning der plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor goedkoope woningen.

Het is onmogelijk het vraagstuk der goedkoope woningen te behandelen zonder rekening te houden met een der meest beangstigende en belangwekkende zijden die de aandacht gaande maken van al degenen die zich bezig houden met de openbare gezondheid en de toekomst van het ras. In dit opzicht dringen de gezonde en rechtmatige eischen, namens de kroostrijke gezinnen gesteld, zich op : de woning moet beantwoorden aan de voorwaarden van bezuiniging, gezondheid en zedelijkheid zonder dewelke de milddadigste wetgeving voor de gezinnen met talrijke kinderen een doode letter zou zijn. Niets is meer gebillijkt: het is nutteloos het te herhalen — de strijd tegen de krotten moet bestendig voortgezet worden, en vooral wanneer zich in enge ruimten, in gemeenzame kamers, al de leden van eenzelfde kroostrijk gezin opeenhoopen.

Stellig werd dit hoofdbelang reeds in aanmerking genomen. Het zou onrechtvaardig zijn er hier niet op te wijzen :

1^o dat de wet van 11 October 1919 bij artikel 5 *in fine* bepaalt, dat de tusschenkomst der openbare machten in de samenstelling van het kapitaal der toegelaten maatschappijen onderworpen is aan de voorwaarde dat een gedeelte der woningen en woonvertrekken ingericht worden voor gezinnen die ten minste 5 personen tellen, en dat in deze de voorkeur moet gegeven worden aan de gezinnen die ten minste 3 kinderen tellen.

2^o dat de artikelen 6 en 7 van het Koninklijk besluit van 6 Juli 1920 betreffende de omschrijving der « goedkoope woningen en woonvertrekken » en der « minder begoede personen » het maximum verhoogd hebben van de vrijgestelde inkomsten volgens het aantal kinderen dat het gezin van den betrekker der woning telt.

3^o Dat de verordening op de contracten van voorschotten aan de toegelaten maatschappijen voor het bouwen van goedkoope woningen, verordening, goedgekeurd door den Minister van Financiën op 18 November 1921, bepaalt, in haar artikel 4, dat het aantal huizen dat voor de behoeftige gezinnen met meer dan drie kinderen moet worden voorbehouden, voor elke maatschappij ten minste *het derde* moet bedragen van het aantal opgetrokken woningen.

Maar deze bepalingen zijn blijkbaar ontoereikend en, niettegenstaande dit, mag men, in den tegenwoordigen stand der zaak, zeggen dat de kroostrijke gezinnen in het nadeel worden gesteld door de bepalingen der wet op de goedkoope woningen.

Wij willen hier de tolk zijn van de wenschen uitgedrukt door de Com-

missie der kroostrijke gezinnen, met de aandacht te vestigen van den Minister van Financiën en van al de leden der Kamer op deze wenschen die tot volgend besluit komen :

1^o Het contract van voorschot van de Nationale Maatschappij moet derwijze worden herzien dat ten minste de helft en niet meer het derde moet voorbehouden blijven aan de gezinnen met meer dan drie kinderen.

2^o De Staat zou moeten de door de wet voorziene vrijstelling van 25 t. h. besteden aan de vermindering van den huurprijs door de aangenomen maatschappijen, in verhouding tot de gezinslasten, volgens eene schaal die de volgende zou kunnen zijn :

Voor de gezinnen met 4 kinderen ten laste, tot een bedrag van 10 t. h.

»	5	»	»	20	»
»	6	»	»	30	»
»	7	»	»	40	»
»	8	»	»	50	»

Deze voorstellen verdienen ernstig te worden in aanmerking genomen, te meer daar zij niet voor gevolg zouden hebben den Staat op nieuwe kosten te jagen. Zij bepalen zich enkel tot de tusschenkomst van den Staat in verhouding tot de gezinslasten, en dat is een standpunt dat eerbied en sympathie afdwingt. Het scheen ons gepast daarop te wijzen bij het onderzoek van het crediet dat daarvoor op de begrooting is uitgetrokken.

ART. 117. — Gelden ter beschikking te stellen van de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken, tegen een jaarlijkschen interest van 2 t. h., om voorschotten te kunnen verleen en aan de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen door de Nationale Maatschappij aangenomen (art. 10 der wet van 11 October 1919), 100,000,000 frank.

Het verslag over de Buitengewone Begrooting voor 1922 vermeldde dat het bedrag der credieten, door den Staat ter beschikking gesteld van de Nationale Maatschappij met het oog op voorschotten te doen aan de door haar toegelaten plaatselijke of gewestelijke maatschappijen, beliep :

Voor 1920	.	.	.	.	.	fr.	4,875,000
Voor 1921	.	.	.	.	.	.	81,413,800
Te zamen.							fr. 56,288,800

In den loop van het dienstjaar 1922, bedroegen de voorschotten van den Staat 118,711,200 frank, geheel bedrag van het crediet toegekend op de begrooting van dit dienstjaar.

De leeningen bewilligd aan de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen hebben dit cijfer overschreden, daar zij 126,406,200 frank hebben bedragen. Het overschot, of 7,695,000 frank werd afgenomen door de Nationale Maatschappij van het bezit der loopende rekeningen welke de maatschappijen bij haar bezitten. De aanwijzingen met het oog op de regularisatie van dit overschot zullen gedaan worden op de begrooting voor 1923.

Tegenover deze financiële poging, is het van belang de opbrengst te stellen welke daardoor kon bereikt worden, berekend op den datum der afsluiting van dit boekjaar, te weten op 31 December 1922.

Aantal toegelaten maatschappijen en ingericht op den datum van 31 December 1922	186
Aantal toegelaten maar niet ingerichte maatschappijen	24
Maatschappijen in vorming	18
Ontworpen maatschappijen	35
Samenwerkende huurmaatschappijen in vorming of in ontwerp	6
Ontworpen maatschappijen zoogezegd van industrieel aard (zie bijlage 13)	13

Het aantal nieuwe woonsteden, op 31 December 1922, ter beschikking gesteld van de bevolking, is als volgt :

	Huizen.	Woon- vertrekken.
Woonsteden wier opbouw toegelaten werd door de Nationale Maatschappij op den datum van 31 December 1921 en die als volkomen voltooid op 31 December 1922 kunnen aangezien worden	3,357	4,863

Woonsteden waarvan de opbouw werd toegelaten door de Nationale Maatschappij in den loop van het 1 ^{ste} halfjaar 1922 en waarvan een groot gedeelte voltooid was op den datum van 31 December 1922	4,103	5,344
Te zamen.	7,460	10,209

Woonsteden waarvan het opbouwen toegelaten werd door de Nationale Maatschappij in den loop van het 2 ^{de} halfjaar 1922.	4,354	4,777
Te zamen.	11,814	14,986

De verdeeling per provincie geschiedt als volgt :

Antwerpen	2,663 huizen met	2,977 woongelegenheden	
Brabant	3,486 —	5,438 —	
West-Vlaanderen	1,522 —	1,522 —	
Oost-Vlaanderen	950 —	1,222 —	
Henegouw	1,193 —	1,193 —	
Luik	1,408 —	2,042 —	
Limburg	559 —	559 —	
Luxemburg	7 —	7 —	
Namen.	26 —	26 —	
Te zamen.	11,814 —	14,986 —	

In vergelijking met de cijfers van 31 December 1921 — 3,357 huizen met 4,863 woongelegenheden — is de vordering merkbaar en wijst voor 1922 op 8,457 huizen met 10,121 woongelegenheden. Immer ruimer blijken aldus

de uitslagen van eene wijze en vrijgeveige politiek waardoor, naar wij hopen, eerlang de crisis, waaronder het land reeds te lang heeft geleden, zal worden geweerd.

Het onlangs genomen besluit waarbij aan de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen de toelating wordt gegeven om de gebouwde huizen te verkoopen, zal hunne beschikbare kapitalen nog vermeerderen, doch het besluit kon nog geene merkbare uitslagen afwerpen. Op 5 Mei l.l. waren bij het Departement van Nijverheid 67 aanvragen tot aankoop ingediend, waarvan de opgave per maatschappij in de bijlage 14 vermeld staat. De vormvereischen betreffende den verkoop der aangevraagde woningen zullen binnen kort vervuld zijn. Dient te worden aangemerkt, dat de bepalingen van het Koninklijk besluit van 14 October 1922, waardoor eene premie wordt verleend aan de koopers van eene goedkoope woning, slechts volkomen uitwerking zullen hebben op het einde van dit jaar, wanneer het meerendeel der tuinstadjes door hoogergemelde groepeerings opgericht, volkomen zullen in regel zijn wat bestrating, rioolwerk, enz., betreft.

Art. 117^{bis} (nieuw). — Interesten tegen 4.75 t. h. te betalen aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, uit hoofde der door haar in 1923, voor rekening van den Staat, aan de Nationale Maatschappij voor goedkoope woningen en woonvertrekken toe te stane voorschotten. (Deze voorschotten worden wat die laatste inrichting betreft, in alle opzichten gelijkgesteld met deze, die haar rechtstreeks door den Staat gedaan worden, 1,200,000 fr.

De verklaringen van het amendement billijken volkomen de inschrijving van dit crediet.

De Commissie stelt voor, het opstel te wijzigen, daar het tweede gedeelte van dezen tekst feitelijk eene bepaling der wet uitmaakt, welke in het ontwerp dient te worden gelascht, dat aan het hoofd der begrooting voorkomt. Aan lid 1 van artikel 4 dient dus te worden toegevoegd : « Alsmede de voorschotten welke, voor rekening van den Staat, zouden toegestaan worden door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. »

Art. 118. — Premiën door den Staat te verleen in de bij Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922 te bepalen voorwaarden, aan « de minvermogende personen » welke een goedkoop huis voor eigen gebruik bouwen, 10 miljoen frank.

Op 5 Mei l. l. waren bij het Departement van Nijverheid en Arbeid 5,354 aanvragen ingediend tot het bekomen der premie, ingesteld bij Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922 tot het aanmoedigen van het bouwen van goedkoope woningen door particulieren. 5,192 aanvragen konden in aanmerking worden aangenomen.

In de bijlage (zie bijlage 15) vermelden wij de opgave dezer 5,354 aanvragen per tijdsorde van indiening, de verdeling per provincie der 5,192 aangenomen aanvragen, ten slotte het beroep der aanvragers die op de hun gestelde vragen hebben geantwoord.

De onlangs door den Minister genomen beslissing, de toekenning der

premie te verruimen door de grenzen in zake inkomsten en prijs der woning uit te breiden, zal het privaat initiatief nog bevorderen. De Commissie brengt den Minister hulde voor zijne onlangs genomen besluiten, waardoor hij den weg opgaat eener politiek die een spoorslag is voor het persoonlijk pogen en voor de uitbreiding van den kleinen eigendom alsmede voor de verkrijging van het eigendomsrecht door de bewoners van huizen, welke de plaatselijke Maatschappijen hebben gebouwd; deze politiek geeft vastheid in sociaal opzicht en nieuwe voortbrengingsmiddelen aan de plaatselijke en gewestelijke maatschappijen.

ART. 119. — *Interest en aanvullende annuïteit te vergoeden aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, uit hoofde van leeningen door haar, met het oog op den aanbouw van goedkope woningen, toe te staan aan onder het stelsel der wet van 9 Augustus 1889 aangenomen maatschappijen voor aanbouw van werkmanswoningen (art. 11 der wet van 11 October 1919), evenals der premie te verleen, overeenkomstig het bij artikel 4 van deze wet bedoeld koninklijk besluit, onder vorm van vermindering, ten beloope van 25 t. h. der annuïteit welke den kostprijs van elk verkocht huis dekt aan de maatschappijen aan dewelke de leeningen, waarvan sprake hierboven, verstrekt worden en die hunne individuele huizen verhoopen onder de voorwaarden te bepalen bij gemeld koninklijk besluit.*

De verklaringen van het artikel billijken genoegzaam de toekenning van het crediet.

Op de begrooting van 1922 werd een crediet van 125,000 frank verleend voor het eerste der bij dit artikel voorziene voorwerpen. De aanschrijvingen daarop gedaan bedroegen fr. 58,472.49.

Deze som is samengesteld als volgt :

a) de interesten tegen 4 1/2 t. h. 's jaars op de voorschotten (1,768,000) tijdens het jaar 1922 door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas gedaan, hetzij.	fr.	29,813.75
b) aanvullende annuïteiten van 4,791,171 pro cent toegepast op het kapitaal van 1,600,000 frank, geleend tegen 2 t. h. 's jaars, door de Algemeene Spaarkas, tot 31 December 1921, hetzij.	fr.	29,658.74
	Fr.	58,472.49

Alleen de naamlooze vennootschap « La Cité de Buysinghen » te Buysinghen heeft leeningen van dien aard van de Spaarkas ontvangen.

ART. 120. — *Herstellingen aan domeingebouwen, 400,000 frank.*

Hier geldt het hoofdzakelijk gebouwen door den Staat aangekocht met het oog op de werken der verbinding Noord-Zuid, te Brussel. De Commissie voor de Financiën heeft naar de reden gezocht waarom dit crediet betreffende herstellingen op de Buitengewone Begrooting voorkomt. Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt, dat deze noodig geachte herstellingswerken een uitzonderlijk belang opleveren uit hoofde van den slechten toestand

waarin meestal deze gebouwen verkeeren ten gevolge van den oorlog. Het geldt hier geene gewone onderhoudsuitgave die op gestelde tijden hernieuwd wordt. Om die reden van uitzonderlijken aard werd de uitgave op de Buitengewone Begrooting uitgetrokken.

Het cijfer van 400,000 frank is slechts bij benadering opgegeven. Het Beheer der Domeinen zal de uit te voeren werken tot het strikt noodzakelijke beperken. Deze werken moeten echter bij hoogdringendheid worden uitgevoerd, zooniet vallen de gebouwen in puin. Onder deze omstandigheden meent de Regeering het voorziene cijfer niet te kunnen verminderen.

ART. 121. — Toelagen aan het Strijdersfonds (onbepaald crediet),
75,000,000 frank.

Den 31^e December 1922 bedroegen de kapitalen op de 306,940 dotatieboekjes ingeschreven de som van 675,029,904 frank.

De jongste opgave (15 Mei) vermeldt 330,955 boekjes met een bedrag van 720,739,342 frank.

Het getal boekjes wordt als volgt samengesteld :

Bij de Spaarkas ten definitieven titel afgeleverd	287,439
Ten voorloopigen titel afgeleverd	7,049
Afrekeningen zonder toelage (eindbeslissing)	52,085
Afrekeningen zonder toelage (voorloopige beslissing)	4,382

De credieten totnogtoe aan het Strijdersfonds toegekend bedroegen in 1921 de som van 140,600,000 frank, in 1922, de som van 150,000,000 frank. Deze Begrooting verleent 75,000,000 frank.

Voorschotten worden op deze achtereenvolgende credieten uitgetrokken om te worden overgedragen op de Begrooting der Uitgaven voor Order (art. 83 van 1922) voor rekening van het Fonds (Begifliging der Strijders); naar gelang der behoeften wordt daarover beschikt.

Naar de toelichting van het artikel, hebben de houders der boekjes het recht het bedrag bij zesden op te trekken, met daarbij de interesten, te rekenen van 1 Juli van elk jaar. Bij de Cooperatieve voor voorschotten aan de Oud-Strijders kunnen zij insgelijks leeningen aangaan tot beloop van 80 t. h. van hun boekje. In dit geval treedt de Cooperatieve op in de plaats van de Spaarkas in zake de voorziene jaarlijksche uitkeeringen.

Op 31^e December 1922 was reeds aan uitkeeringen uitbetaald de som van fr. 129,039,095.84; verdeeld als volgt :

Centrale Kas	1921	fr.	714,583.70		
	1922	»	4,896,340.15		
			-----	fr.	5,610,923.85
Nationale Bank	1921	fr.	706,723.91		
	1922	»	2,140,992.69		
			-----	»	2,847,716.60
Internationale Dienst	1922	fr.	2,566,611.58		
			-----	»	2,566,611.58

Postkantoren	1921	fr. 11,208,913.53	
	1922	» 74,366,904.67	
			» 85,575,820.20
Aan de Cooperatief terugbetaald		fr. 32,438,021.81	
			» 32,438,021.61
			fr. 129,039,093.84

Het getal militairen op de contrôle-lijsten van het leger ingeschreven, bedroeg omtrent 373,000. Het getal dergenen die de dotatie hebben aangevraagd, bedroeg 358,000. Daaruit blijkt, dat, op 15 Mei 1923, 40,000 oudstrijders de dotatie niet hebben aangevraagd, en dat voor de aanvragers het werk schier geëindigd is.

De verbintenissen zullen niet ver de 750 millioen overschrijden.

Een blijvend crediet zal op de Begrooting moeten worden ingeschreven; doch het is onmogelijk het bedrag daarvan vast te stellen, vermits men vooraf het beloop niet kent der sommen welke zullen worden opgevraagd. Men kan dus ook het getal jaren niet voorzien, dat dit crediet zal moeten gehandhaafd worden.

Het valt te voorzien, dat de kapitalisatie van tamelijk langen duur zal wezen, vermits op 21 December 1922 het bedrag der opgevraagde sommen slechts 129 millioen 39,093.84 fr. beliep.

Om een einde te kunnen brengen aan de werkzaamheden van het Strijdersfonds, zal men bij eene wet den uitersten datum moeten vaststellen waarna de rechten der aanvragers zouden vervallen zijn. Er is immers belang bij dat een bestuur, dat na langen, zwaren en verstandigen arbeid het einde zijner taak nabij ziet, bij voortduur niet moet blijven bestaan.

ART. 122.— *Toelage aan het Strijdersfonds voor kosten van beheer, behoudens latere verantwoording (inbegrepen eene som 40,800 frank voor veranderlijke duurtetoeslag), 425,200 frank.*

Dit crediet zal, zooniet wegvallen, dan toch fel worden verminderd op de begrooting van 1924, daar het Strijdersfonds het einde zijner zending nabijziet.

De tijdelijke en veranderlijke vergoedingen voor duurtelbijslag beloopt in het geheel tot 58,843,595 frank bijwijze van amendement tot op 57,039,995 frank, verminderd en verdeeld als volgt :

		Begrooting van 1922
Justitie	fr. 2,719,681	fr. 2,965,400
Buitenlandsche Zaken	398,481	410,800
Binnenlandsche Zaken en Volksge- zondheid	847,662	898,228
Kunsten en Wetenschappen	17,797,831	17,290,776

Landbouw en Openbare Werken :

I. Landbouw	1,078,100	1,078,100
II. Openbare Werken	3,607,820	(door amendement verminderd) 3,454,914
Nijverheid en Arbeid	482,962	501,400
Koloniën	270,281	268,200
Landsverdediging	15,583,091	15,402,387
Gendarmerie	2,067,200	1,851,275
Financiën	12,111,886	11,883,957
Economische Zaken.	75,000	283,533
Te zamen . . . fr.	57,039,995	fr. 58,265,970

Eerstkomend jaar zullen deze credieten op de Gewone Begrooting dienen te worden gebracht, onder de uitzonderlijke uitgaven van elk departement.

*
* *

De buitengewone ontvangsten beloopt op het Begrootingsontwerp tot 4,304,000 frank en werden door de amendementen gebracht op 7 miljoen 488,000 frank.

*
* *

Het omstandig onderzoek der Begrooting waartoe de Commissie is overgegaan heeft toegelaten het cijfer der uitgaven van 623,540,373 frank te verminderen tot op 552,339,463 frank, hetzij eene vermindering van 71,200,910 frank. Sedert het ontwerp van Begrooting bij de Kamers werd ingediend, werd echter bij wijze van amendement eene credietsverhooging van 34,425,900 frank aangevraagd, waardoor de vermindering dus feitelijk op 36,775,010 frank wordt gebracht. De bijlage vermeldt een tabel met de omstandig aangegeven cijfers per artikel.

Onder voorbehoud der hooger vermelde opmerkingen en amendementen, stelt de meerderheid der leden van de Commissie voor de Financiën en de Begrootingen u voor, de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven goed te keuren.

De Verslaggever,

Ed. PECHER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



BIJLAGEN
van het Verslag over de Begrooting van Buitengewone Ontvangsten
en Uitgaven
VOOR HET DIENSTJAAR 1923

I. — Nationaal Werk der Oorlogsweezen.

1. Financiële toestand voor het jaar 1922.
2. Financiële toestand voor al de vorige dienstjaren te zamen, op 31 December 1922.
3. Begrooting voor 1923.
4. Statistiek der Oorlogsweezen op 31 December 1922.
 - a) Per categoriën.
 - b) Volgens de plaatsing der beschermelingen.
5. Nota over de algemeene kosten.
6. a) Opgave van de Oorlogsweezen vermeld op de contrôlelijsten van het Nationaal Werk en gerangschikt naar het jaar hunner geboorte.
b) Tabel van de geleidelijke vermindering van het aantal Oorlogsweezen.

II. — Normaalscholen.

7. Onstandige tabel van het gebruik der credieten voor de stoffelijke inrichting van 's Rijks normaalscholen voor 1919, 1920, 1921 en 1922.

III. — Wegen.

8. a) Lijst der uit te voeren werken op de credieten voorzien bij artikel 20, 1°, gerangschikt per provincie en naarden graad van hoogdringendheid in elken dienst.
b) Schuldvorderingen van 1922 en vroeger, uit dien hoofde te betalen.

IV. — Crisisfonds.

9. Opgave der tegemoetkomingen, gedurende de twee semesters 1922 uitbetaald, per nijverheid en per provincie.
10. a) Bestuurskosten van het Crisisfonds in 1922;
b) Financiële toestand van het dienstjaar 1921;
c) Financiële toestand van het dienstjaar 1922;
d) Rekening van de bijdragen der Werkloozenkassen, der Gemeenten en der Provinciën op 31 Mei 1923.
11. Besluiten van 6 Maart, 8 Juni en 4 December 1922 betreffende de voorwaarden van tussenkomst van het Crisisfonds.

V. — Landsverdediging.

12. Tabel der benuttigde credieten van de Buitengewone Begrooting 1922.

VI. — Goedkope woningen.

13. Lijst der op 31 December 1922 werkende of ontworpen toegelaten maatschappijen, met vermelding van de bijdragen, door den Staat ingeschreven en gestort bij het vestigen van het kapitaal.
14. Tabel der aanvragen, tot op 5 Mei 1923 ingediend, voor aankoop van huizen gebouwd door de toegelaten Bouwmaatschappijen (Koninklijk besluit van 22 October 1922).
15. Tabel der aanvragen tot op 5 Mei 1923 ingediend tot het bekomen van de premie verleend voor het bouwen van goedkope woningen door particulieren (Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922).

VII — Schematische Tabel van de Begrooting.

16. Begrootingsvoorstellen, amendementen, voorstellen van de Commissie.

Nationaal Werk der Oorlogsweezen

Financieele toestand op 31 December 1922 (voor het jaar 1922).

Nationaal Werk der
ONTVANGSTEN. **Financieele toestand op 31 Decem-**

Beschikbaar op 1 Januari 1922	fr.	1,863,686 61
Voorschotten van het Ministerie van Economische Zaken voor toelagen bij voorraad op pensioenen aan de weduwen.		4,000,000 »
Toelagen van den Staat		7,190,000 »
Toelagen ontvangen van het « Belgian Orphan Fund » van Londen.		12,257 47
Toelagen ontvangen van het « Belgian War Relief Fund »		961 40
Inschrijvingen geïnkasseerd op 31 December 1922		180,657 50
Giften geïnkasseerd op 31 December 1922		119,560 26
Opbrengsten van Weldadigheidsfeesten		9,211 82
Legaten aan het Werk gedaan		18,218 43
Opbrengst van den verkoop van het « Weezenbloempje »		764,710 64
Interesten op de banken op portefeuille		116,216 91
Afhoudingen van jaarwedden der beambten van het Werk ten einde hun een rustpensioen te kunnen verleenen (aandeel van het personeel in 1922)		7,368 65
Deposito door het Bestuur der Staatsspoorwegen toevertrouwd aan het Werk, ten voordeele van weezen der overleden beambten van dit Bestuur.		8,283 57
Bij volmacht opgetrokken pensioenen voor weezen door het Werk uitgeplaatst		1,194 »
Bedrijfsbelasting afgehouden aan het personeel en nog niet in de Staatskas gestort		93 10
Opbrengst van den verkoop van « Amerikaansche Zakken »		15,756 80
		14,308,177 16
Ontleding van het saldo :		
Kas	fr.	3,352 59
Société Générale « Op zicht »		428,970 28
Société Générale « Op veertien dagen »		5,700,000 »
Postchecks		14,336 »
		6,146,658 87

BIJLAGE I.

Oorlogsweezen.

ber 1922 (voor het jaar 1922).

UITGAVEN.

Tegemoetkomingen en voorschotten bij voorraad op pensioenen aan de kinderen uitgekeerd	2,701,436 35
Tegemoetkomingen en Beroepstoekomst	948,644 76
Toelagen aan de kinderen van officieren	81,768 13
Voorschotten bij voorraad op pensioen uitgekeerd aan de weduwen van burgers	296,757 50
Genees- en artseneijkundige bijstand	33,983 03
Tegemoetkoming van fr. 0.60 per dag van het « B. O. F. » van Londen	39,352 60
Verdeeling van de opbrengst der Nationale Inschrijving	280,000 »
Uitgaven voor het aankopen van stoffen en kleergoed	1,617,778 40
Aankoop van obligatiën als voorloopige plaatsing der aan het Werk overgemaakte ameri- kaansche fondsen	1,470,000 »
Algemeene kosten en jaarwedden	637,893 77
Storting op spaarboekjes van deposito aan het Werk toevertrouwd door het Beheer der Spoorwegen in 1921 en 1922	14,213 72
Storting in de pensioenkas van de afhoudingen en deelneming van het Werk in het kosten van deze pensioenen gedurende de jaren 1920 en 1921	39,990 03
Saldo fr.	6,146,658 87
	<u>14,308,177 16</u>

Nationaal Werk der

ONTVANGSTEN.

Financieele toestand op 31 December 1922

Toelagen van het Nationaal Comité tot op 1 Juni 1919	6.298.386 66
Voorschotten van het Ministerie van Economische Zaken voor toelagen bij voorraad op pensioenen aan de weduwen van burgers	8.000.000 »
— aan de weezen	1.603.000 »
Toelagen van den Staat	15.590.000 »
Toelagen ontvangen van het « Belgian Orphan Fund », van Londen (bestemd voor de bij name vermelde weezen)	2.374.050 18
Inschrijvingen geïnd op 31 December 1922 (bestemd voor de dadelijke en uitzonderlijke noodwendigheden, door bemiddeling van de Provinciale Commissiën)	2.423.836 71
Giftten geïnd tot op 31 December 1922	3.903.678 86
Legaten aan het Werk gemaakt	18.218 43
Opbrengst van den verkoop van « Het Weezenbloempje » (bestemd voor de eereleeningen, met het oog het stellen der weezen in handels- of nijverheidsbedrijven door bemiddeling van de Samenwerkende Maatschappij voor Crediet aan de Nijverheid, leeningen boven 1,000 frank)	1.210.123 02
Interesten op de bank en portefeuille	103.091 45
Afhoudingen van de jaarwedden der beambten van het Werk ten einde hun een rustpensioen te verzekeren.	20.541 40
Deposito toevertrouwd aan het Werk door het Bestuur der Staatsspoorwegen ten bate van weezen en overleden beambten tot dit bestuur behorende	9.064 06
Bij volmacht opgetrokken pensioenen voor weezen door het Werk uitgeplaatst	1.194 »
Bedrijfsbelasting afgehouden aan het personeel en nog niet in de Staatskas gestort	93 10
Opbrengst van den verkoop van « Amerikaansche Zakken »	2.563 63
Saldo op de bank dd. 1 April 1916	26.298 16
Toelagen van het « Belgian Relief Fund »	5.242.322 62
Incassa overgemaakt door het Werk van de Miniemenstraat	19.196 62
Terugbetaling vanwege verscheidenen	1.209 »
	46.933.867 62

Oorlogsweezen.**BIJLAGE II.**

(voor al de dienstjaren te zamen, aan dezen datum voorafgaande).

UITGAVEN.

Toelagen en persoonlijke voorschotten op pensioenen aan de kinderen uitgekeerd.	19.837.088 24
Toelagen « Beroepstoekomst »	962.833 71
Toelagen aan de weezen van officiers.	261.862 64
Voorschotten bij voorraad op pensioenen aan de weduwen uitgekeerd	7.217.138 83
Genees- en artseneijkundige bijstand	48.190 89
Uitkeering der toelagen van het « Belgian Orphan Fund » van Londen	1.181.572 77
Verdeeling van de opbrengst der Nationale Inschrijving	2.160.000 »
Uitgave voor het aankopen van stoffen en kleergoed	3.284.130 00
Aankoop van obligatiën als voorloopige plaatsing der gelden van het « Belgian Relief Fund »	1.470.000 »
Algemeene kosten en jaarwedden	1.991.637 24
Storting in de Pensioenkas van de afhoudingen gedaan van de jaarwedden der beambten	22.104 »
Toelagen aan de zwakke weezen	296.490 71
Kosten van medailles	13.479 »
Terugbetaling aan het Comité van « Het Weezenbloempje »	40.658.63

Saldo fr. 6.146.658 87

46.933.867 62

Ontleding van het saldo :

Kas	3.332 59
Société Générale « Op zicht »	428.970 28
Société Générale « Op veertien dagen »	5.700.000 »
Postchecks	14.336 »

Totaal fr. 6.146.658 87

BIJLAGE III.

**Algemeene begrooting van het Nationaal Werk
der Oorlogsweezen voor het jaar 1923.**

UITGAVEN.

1. Gewone tegemoetkomingen aan de beschermelingen van het Werk, in familie, bij pleegouders of in gestichten	fr.	5.250.000
2. Levering van kleergoed en schoeisel		1.500.000
3. Genees- en artseneijkundige bijstand		90.000
4. Beroepstoekomst van de Oorlogsweezen		1.275.00
5. Verdeeling der opbrengsten van de Nationale Inschrijving onder de provinciale Comiteiten.		250.000
6. Jaarwedden en vergoedingen van het personeel (Midden-Comiteit, provinciale en plaatselijke Comiteiten)		489.000
7. Tusschenkomst van het Werk in het vestigen der pensioenen voor het personeel		16.500
8. Algemeene kosten van het Midden-Comiteit, de provinciale en de plaatselijke Comiteiten		205.200
Te zamen.	fr.	<u>7.075.700</u>

ONTVANGSTEN.

1. Giften, opbrengst van geldinzamelingen	fr.	300.000
2. Opbrengsten der Nationale Inschrijving.		175.000
3. Interesten op de bank en op portefeuille.		120.000
Te zamen.	fr.	<u>595.000</u>
Meer uitgaven dan ontvangsten	fr.	6.480.700
Beschikbaar saldo op het dienstjaar 1922		250.000
Noodige toelage.	fr.	<u>6.250.000</u>

Statistiek van de Oorlogsweezen op 31 December 1922.

Provinciale Comiteiten.	Categorie I. Overleden of invalide soldaten.					Categorie II. Overleden of invalide burgers.					Totaal der Categorie I.		Totaal der Categorie II.		Algemeen Totaal.	
	In familie.		Aan pleegouders toevertrouwd.		Aan gestichten toever- trouwd.	In familie.		Aan pleegouders toevertrouwd.		Aan gestichten toever- trouwd.	Categorie I.		Categorie II.		Algemeen Totaal.	
	Ge- zinnen.	Kin- deren.	Ge- zinnen.	Kin- deren.	Kin- deren.	Ge- zinnen.	Kin- deren.	Ge- zinnen.	Kin- deren.	Kin- deren.	Ge- zinnen.	Kin- deren.	Ge- zinnen.	Kin- deren.	Ge- zinnen.	Kin- deren.
Brusselsche agglomeratie	820	1041	32	32	26	137	201	14	16	8	852	1099	151	225	1003	1324
Antwerpen	856	1434	29	34	25	192	402	14	17	26	885	1493	206	445	1091	1938
Brabant	474	643	33	36	37	334	660	20	26	76	507	716	354	762	861	1478
West-Vlaanderen	631	1021	25	37	21	863	1905	68	99	72	656	1079	931	2076	1587	3155
Oost-Vlaanderen	778	1264	39	46	138	784	1684	25	36	30	817	1448	809	1750	1626	3198
Henegouw	985	1360	54	64	11	748	1243	29	39	11	1039	1435	777	1298	1816	2733
Luik	577	890	24	25	18	295	508	17	23	15	601	933	312	546	913	1479
Limburg	168	320	9	14	3	62	144	3	4	7	177	337	65	155	242	492
Luxemburg	75	126	8	10	3	206	340	11	11	4	83	139	217	355	300	494
Namen	229	345	21	24	8	487	794	19	27	26	250	377	506	847	756	1224
Eupen-Malmedy	190	430	10	18	6	—	—	—	—	—	200	454	—	—	200	454
Te zamen.	5783	8874	824	340	296	4108	7886	220	298	275	6067	9510	4328	8459	10,395	17,969

(11)

[N° 332.]

Statistiek van de Oorlogsweezen op 31 December 1922

Provinciale Comiteiten.	In familie.						Aan pleegouders toevertrouwd.						Aan gestichten toevertrouwd.			Algemeen totaal.	
	Categorie I.		Categorie II.		Totaal.		Categorie I.		Categorie II.		Totaal.		Cat. I.	Cat. II.	Totaal.		
	Gezinnen	Kindere	Gezinnen	Kindere	Gezinnen	Kindere	Gezinnen	Kindere	Gezinnen	Kindere	Gezinnen	Kindere	Kindere	Kindere	Kindere	Gezinnen	Kindere
Brusselsche agglomeratie	820	1041	137	201	957	1242	32	32	14	16	46	48	26	8	34	1003	1324
Antwerpen	856	1434	192	402	1048	1836	29	34	14	17	43	51	25	26	51	1091	1938
Brabant	474	643	334	660	808	1303	33	36	20	26	53	62	37	76	113	861	1478
West-Vlaanderen	631	1021	863	1905	1494	2926	25	37	68	99	93	136	21	72	93	1587	3155
Oost-Vlaanderen	778	1264	784	1684	1562	2948	39	46	25	36	64	82	138	30	168	1626	3198
Henegouw	985	1360	748	1248	1733	2608	54	64	29	39	83	103	41	41	22	1816	2733
Luik	577	890	295	508	872	1398	24	25	17	23	41	48	18	15	33	913	1479
Limburg	168	320	62	144	230	464	9	14	3	4	12	18	3	7	10	242	492
Luxemburg	75	126	206	340	281	466	8	10	11	11	19	21	3	4	7	300	494
Namen	229	345	487	794	716	1139	21	24	19	27	40	51	8	26	34	756	1224
Eupen-Malmedy	190	430	»	»	190	430	10	18	»	»	10	18	6	»	6	200	454
Totaal	5783	8874	4108	7886	9891	16.760	284	340	220	298	504	638	206	275	571	10.395	17.969

NOTA**over de algemeene kosten van het Nationale Werk
der Oorlogsweezen.**

Om wel te begrijpen welke uitgaven de algemeene kosten het Nationale Werk der Oorlogsweezen heeft geveerd, is het niet overbodig te herinneren aan de inrichting van dit Werk.

Deze inrichting bevat :

1° Een centrale dienst onder de rechtstreeksche overheid van den Beheerraad, en die belast is met het onderzoek van al de bijzondere aangelegenheden welke in ieder gezin van de beschermelingen werden aangetroffen, met de vereffening der voor deze gezinnen bestemde toelagen, met de toekenning der toelagen voor geneesheer en apotheker, met den aankoop der weefstoffen, schoenen, enz., ten behoeve der beschermelingen, met de inning der bijdragen der leden, met het onderzoek van al de vraagstukken van beginsel of van bijkomend belang welke voor het welzijn der Oorlogsweezen oprijzen (burgerlijke en militaire pensioenen, wettelijke voogdij, vrijwaring der stoffelijke belangen van de kinderen, wangedrag der moeders, wangedrag der kinderen, enz.).

Deze dienst verzekert insgelijks de algemeene boekhouding van het Werk.

2° Elf provinciale Comiteiten (een bijzonder Comiteit werd samengesteld voor de Brusselsche agglomeratie en voor Eupen-Malmedy) zijn belast met de uitvoering der maatregelen door den Beheerraad voor gansch de provincie getroffen ; zij moeten insgelijks waken over de eenvormigheid in de bedrijvigheid der plaatselijke Comiteiten der provincie, alsmede toezicht uitoefenen over de rekeningen dezer Comiteiten en zorgen voor de toekenning en de verdeeling der bijzondere toelagen welke noodzakelijk zijn voor de onmiddellijke behoeften der kinderen.

Elk provinciaal Comiteit beperkt zijn personeel tot het strikt noodzakelijke.

3° Plaatselijke Comiteiten werken in iedere gemeente waar Oorlogsweezen wonen ; vermits het getal kinderen er soms zeer gering is, wordt de dienst er kosteloos door verkleefde medewerkers verzekerd.

Misschien had men in eene nieuwe inrichting deze hiërarchie kunnen vereenvoudigen, inzonderheid met de provinciale Comiteiten weg te laten.

Doch het Nationale Werk voor Oorlogsweezen werd gedurende den oorlog opgericht met de medewerking van het Nationaal Comiteit ; het heeft zijne bedrijvigheid uitgeoefend binnen de kaders van deze laatste instelling, dat is met een Comiteit in de hoofdplaats van elke provincie. Aldus kon het Werk in de provincie-hoofdplaatsen rekenen op de medewerking van verkleefde personen die bij den wapenstilstand hunne toewijding hebben voortgezet. Bovendien moet men niet uit het oog verliezen, dat dit Werk

geene weldadigheidsinstelling is voor de uitdeeling van onderstand ; 't is een beschermingswerk, waarvan de bedrijvigheid zich vooral doet gelden op zedelijk gebied en daarom is het noodig dat het in elke provincie op de welwillende medewerking kan rekenen van enkele uitgelezen personaliteiten wier gezag en invloed borg moeten staan voor de vereischte eenheid en bescheidenheid in de werking.

De Centrale Dienst was op 31 December 1922 verzekerd door 35 bezoldigde beambten. Voor het jaar 1922 beliep de geheele uitgave tot fr. 223,816.13, met inbegrip van den duurbijslag en de gezinsvergoeding. Bovendien waren in beide instellingen een twintigtal beambten werkzaam wier wedden, gezinsvergoeding en duurbijslag de som van fr. 72,199.99 uitmaakten. In dit laatste opzicht werd de toestand, zooals men verder zien zal, verbeterd.

Onder dit gemeenschappelijk personeel bevonden zich namelijk de beambten van een toezichtdienst welke voor zending heeft de provinciale Comiteiten en de plaatselijke Comiteiten te helpen in het oplossen der kiesche vraagstukken, contrôle te oefenen over de werking der provinciale en der plaatselijke Comiteiten, en onderzoek in te stellen waar de Beheerraad zulks noodig oordeelt. In 1922 beliepen de reiskosten van het toezichtpersoneel fr. 43,346.83.

Het Nationale Werk voor Oorlogsweezen huurt een gedeelte van een gebouw dat de eigendom is van het Nationale Werk voor Kinderwelzijn. Voor die huurpacht werd in 1922 de som van 18,000 frank in rekening gebracht, met inbegrip van de kosten voor verlichting en verwarming.

De andere algemeene kosten van den Centralen Dienst beliepen te zamen tot fr. 52,340.66 en behelzen namelijk drukkosten voor reglementen en het jaarlijksch Verslag over het Werk (jaar 1921), kantoorbehoeften en alle noodzakelijk drukwerk, zoovoor den Centralen Dienst als voor de provinciale en plaatselijke diensten, kosten van inkasseering der jaarlijkse inschrijvingen van de eereleden en de werkelijke leden van het Werk (in 1922 beliepen de kosten voor den post tot 9,000 frank), taxes voor de post-checks (1,300 frank in 1922) — alle vereffeningen geschieden per post-check — de bijdrage van het Werk in de samenstelling van het pensioen der leden van het personeel (ongeveer 7,500 frank).

Kortom de algemeene kosten van het Centraal Bestuur bedroegen dus te zamen ongeveer 411,000 frank.

Over de algemeene kosten der provinciale Comiteiten van het Werk, geeft onderstaande tabel nuttige aanduidingen :

	Wedden en vergoedingen.	Algemeene kosten.	Huurpacht	Te zamen.	Getal kinderen.
Brusselsche Agglomeratie	5.000	5.505 10	»	10.505 10	1.336
Antwerpen	18.760	1.158 75	2.400	32.218 75	1.939
Brabant	21.600	4.236 60	1.750	27.586 60	1.482
West-Vlaanderen	9.800	6.005 14	1.000	16.805 14	3.150
Oost-Vlaanderen	20.160	7.433 24	1.100	28.693 24	3.276
Henegouw.	21.360	13.475 70	»	34.835 70	2.738
Luik	17.820	6.622 80	900	25.342 80	1.493
Limburg	8.240	1.143 53	500	9.883 53	500
Luxemburg	12.280	4.960 15	930	18.170 15	496
Namen	13.530	5.024 33	1.275	19.879 33	1.220
Eupen-Malmedy	»	859 09	»	859 09	481

Voor al de provinciale Comiteiten bedraagt dus de geheele uitgave fr. 224,779.43.

Het personeel der provinciale comiteiten is samengesteld als volgt :

Brusselsche agglomeratie	3 beambten die slechts enkelen uren per dag werken.
Antwerpen	3 beambten.
Brabant	3 beambten en 2 die tevens werkzaam zijn in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn.
West-Vlaanderen	1 beambte en 1 die tevens werkzaam is in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn.
Oost-Vlaanderen	2 beambten en 2 die tevens werkzaam zijn in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn.
Henegouw	2 beambten en 3 die tevens werkzaam zijn in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn.
Luik	3 beambten.
Limburg	6 beambten, die tevens werkzaam zijn in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn, wijden enkele uren per dag aan het Werk.
Luxemburg	1 beambte en 2 die tevens werkzaam zijn in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn.
Namen	4 beambten die tevens in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn werkzaam zijn.
Eupen-Malmedy	— —

In het geheel zijn er dus in de provinciale comiteiten 15 beambten die uitsluitend ten dienste staan van het Werk, 14 beambten die tevens werkzaam zijn in het Nationale Werk voor Kinderwelzijn, 3 beambten die enkele uren per dag ten dienste staan van het Nationale Werk voor Oorlogsweezen en 6 beambten die enkele uren per dag aan beide instellingen wijden.

*
* *

Sedert het einde van het jaar 1922, heeft de Beheerraad pogingen aangewend om de algemeene onkosten te verminderen.

Bij een eersten maatregel werden de toezichtdiensten en die der dactylographie gescheiden. Deze waren vroeger gemeen aan beide Werken (Nationale Werk voor de Kindsheid en Nationale Werk der Oorlogsweezen).

Deze op 1 Januari 1923 verwezenlijkte maatregel, liet toe een jaarlijksche bezuiniging te maken van ongeveer 32,000 frank.

Verminderings van personeel in het hoofdbestuur, lieten de kosten met 5,500 frank verminderen.

Andere thans voorgestelde of reeds gedeeltelijk verwezenlijkte maatregelen in de provinciale comiteiten, zullen de uitgaven ieder jaar nog met ongeveer 13,500 frank verminderen. Dit maakt te zamen 51,600 frank.

Nieuwe vereenvoudigingen liggen ter studie en zullen toelaten, zooals men hoopt, nog op veel ruimer wijze de uitgaven in te krimpen van af 1924.

BIJLAGE VIa.

Opgave van de Oorlogsweezen vermeld op de contrôlelijsten van het Nationale Werk op 31 Januari 1923 en gerangschikt naar het jaar hunner geboorte.

Jaar.	Aantal kinderen.	Jaar.	Aantal kinderen.
1899.	1	1913.	2,153
1903.	1	1914.	2,328
1904.	4	1915.	1,140
1905.	746	1916.	494
1906.	1,026	1917.	366
1907.	1,218	1918.	263
1908.	1,306	1919.	182
1909.	1,425	1920.	84
1910.	1,563	1921.	23
1911.	1,740	1922.	6
1912.	1,992		
		Te zamen . . .	18,063

BIJLAGE VIb

Tabel van de geleidelijke vermindering van het aantal oorlogsweezen.

In	18,068 weezen in 1923
1923	
	17,311
1924	
	16,285
1925	
	15,067
1926	
	13,761
1927	
	12,336
1928	
	10,773
1929	
	9,033
1930	
	7,041
1931	
	4,888
1932	
	2,560
1933	
	1,420
1934	
	926
1935	
	560
1936	
	297
1937	
	115
1938	
	31
1939	
	6
1940	
	0
1941	

Opmerking. — Geleidelijke vermindering, onder voorbehoud van de vermeerdering die het gevolg kan zijn van overlijdens bij invaliden. Deze vermeerdering zal, naar bovenstaande tabel, nagenoeg volgens de leeftijden worden verdeeld.

Omstandige tabel van het gebruik der credieten door het Parlement verleend

Jaren 1919

	Oprichting en aankoop van gebouwen.				Aankoop of huur van grond.				Onderhoud	
	1919	1920	1921	1922	19 9	1920	1921	1922	19 9	
Couvin	—	—	—	—	—	—	—	—	3,384 65	
Blankenberghe	—	—	568,145 65	2,090,000 00	—	—	121,000 00	—	—	
Gent	—	—	—	81,300 38	—	—	—	—	15,700 00	
Hoei	—	—	—	—	7 400 00	7,400 00	6 000 00	6,000 00	3,575 00	
Lier	37,246 03	—	130,621 15	2,000,000 00	275 00	275 00	275 00	275 00	37,874 25	
Bergen	—	—	—	16 946 73	—	—	—	—	5 900 00	
Nijvel	—	180,525 93	461,648 80	2,000,000 00	3,500 00	143,109 71	13,402 57	3,500 00	4 530 00	
Verviers	603,168 10	700,549 85	507,322 34	295,087 00	—	36,727 00	—	4,612 50	2,500 00	
Virton	—	—	50 530 51	—	—	—	—	—	—	
Andenne	—	—	656 470 71	—	3,192 85	3,842 85	3 842 85	228 842 85	9,225 00	
Aarlen	—	—	—	860,000 09	6, 50 00	6,050 00	6,050 00	10,150 00	4,100 00	
Brugge	—	—	—	41,487 54	—	—	—	—	9,300 00	
Brussel	—	—	70,439 00	12,531 77	—	—	—	—	4,100 00	
Laken	551,436 20	—	—	110,776 12	—	—	—	18,000 00	9,125 00	
Luik	—	—	—	849,689 33	—	—	—	—	9,225 75	
Doornik	32,429 24	—	—	—	—	—	—	—	10,200 00	
Te zamen	1,224,279 57	881,075 78	2,443,178 16	8,338,418 87	20,417 85	199,404 56	150,660 42	271 380 35	138,759 65	

	Toestand der credieten¹			
	1919	1920	1921	1922
Toegekende credieten . . .	1,828,635 76	1,604,136 88	4 512,800 00	18,740,000 00
Geëdane uitgaven	1,822 865 48	1,601,401 59	4 353,507 18	10,385,762 87

voor de stoffelijke inrichting van 's Rijks normaalscholen
tot 1922.

BIJLAGE VII.

of verbetering der gebouwen, lokalen, tuinen.			Meubileering der lokalen.				Leermateriaal.			
1920	1921	1922	1919	1920	1921	1922	1919	1920	1921	1922
6.690 23	6.077 30	10.676 30	24.349 90	11.798 73	27.782 72	43.824 30	423 00	388 90	6.353 18	11.100 00
—	—	—	—	—	17.420 00	27.300 00	—	—	17.473 00	13.262 30
41.825 00	38.763 27	43.700 00	41.353 20	20.874 55	87.327 00	70.800 00	3.800 00	8.400 00	16.014 91	16.223 00
12.750 00	12.547 25	12.300 00	21.725 00	27.538 00	23.381 80	8.550 00	1.100 00	8.000 00	11.330 00	3.330 00
10.500 00	17.750 00	16.475 00	38.857 50	13.000 00	38.511 73	72.704 00	3.840 00	7.100 00	22.442 50	31.047 00
10.600 00	13.800 00	27.591 44	25.200 00	21.975 00	50.256 33	44.411 73	1.133 00	7.100 00	12.375 00	2.630 00
20.770 00	16.388 06	16.500 00	24.370 00	0.197 00	59.903 87	36.275 00	1.152 23	2.573 00	20.000 00	37.022 75
8.030 00	51.841 37	37.830 00	20.600 00	1.050 00	286.924 96	170.163 43	630 00	3.200 00	3.000 00	3.000 00
2.240 00	11.800 00	12.530 00	—	14.177 00	94.658 00	86.285 98	—	11.082 48	2.500 00	6.700 00
11.720 00	28.059 40	53.008 05	23.500 00	6.900 00	63.202 03	17.072 50	700 00	6.900 00	21.708 00	20.575 00
9.800 00	21.964 00	16.324 00	27.124 40	5.173 00	38.939 05	12.052 00	400 00	5.700 00	1.440 00	5.430 00
11.250 00	22.750 00	37.903 79	33.581 23	8.971 05	33.740 00	116.884 82	500 00	5.900 00	13.150 00	63.907 50
13.000 00	22.146 49	28.100 00	29.397 98	21.750 00	16.650 00	6.643 00	550 00	7.300 00	12.109 00	13.693 22
24.500 00	33.450 75	36.870 00	44.078 60	3.282 70	40.500 00	63.830 00	800 00	800 00	13.200 00	16.240 80
20.640 00	43.913 87	49.753 25	36.923 35	29.833 00	26.533 06	69.142 50	2.350 00	8.267 40	13.673 00	24.624 00
5.300 00	38.837 63	69.166 57	27.440 00	15.673 00	113.384 56	101.981 00	1.500 00	5.359 21	47.322 00	56.909 50
220.535 23	382.089 39	468.814 61	420.506 16	212.215 03	1.021.228 62	953.441 78	18.902 25	88.170 90	246.803 09	333.707 27

Antwoord op eene vraag betreffende het te voorziene crediet
voor de Normalschool, te Doornik.

Een lid van de Commissie had gevraagd om de bijzonderheden en de rechtvaardiging te kennen van de uitgave van 3 miljoen frank voorzien voor de Normalschool, te Doornik. De Minister antwoordde het volgende :

« Voor de vergroting der Rijksnormalschool, te Doornik, moeten de volgende werken uitgevoerd worden :

» 1° Afbraak van bouwvallige, onbruikbaar geworden gebouwen ;

» 2° Vernieuwing van de keukens, de eetzaal en de slaapzalen ;

» 3° Vernieuwing van de teekenzaal ;

» 4° Inrichting van nieuwe klaslokalen, laboratoria voor natuurlijke wetenschappen, lokalen voor handwerk, enz. ;

» 5° Bouwen van een woonhuis voor de bestuurster en de huishoudster der inrichting.

» De aanhechting bij de lagere Normalschool, te Doornik, van eene middelbare normaal afdeling voor de vorming van regenten en van een voorbereidenden leergang tot de Normaalstudien, verhoogde het aantal leerlingen op aanzienlijke wijze, zoodat de bestaande installaties moesten vernieuwd worden. Andere min dringende werken (vernieuwing der turnzaal, bouwen van een zwendok, enz.) werden uitgesteld in afwachting dat de toestand der Staatskas verbeterd zij.

» De uitgave wegens de opgenoemde werken wordt door de diensten der burgerlijke gebouwen geraamd op ongeveer 2,800,000 frank; slechts na de openbare toewijzing, welke eerlang zal geschieden, zal men het juiste cijfer er van kunnen aangeven ».

BIJLAGE VIIIa.

ART. 20. — 1^o *Wegen en verbindingen ; onteigeningen en werken, aanleggen, rechtekken, verbreedten, bestudeeren, enz., 7,680,000 frank.*

Lijst der uit te voeren werken, gerangschikt per provincie en naar den graad van hoogdringendheid in elken dienst.

Volg-nummer.	Aanduiding der werken.	Raming der uitgaven.	Bemerkingen.
Provincie Antwerpen.		Frank.	
1	Ontworpen weg van Sint-Pieters-Lille naar Santhoven met vertakking naar Vorselaar. Noodige werken voor het voorloopig weder in staat brengen der door de Domeinen aangeworven terreinen met het oog op verhuring.	15,000	—
2	Aanleggen van de laan van Brussel naar Antwerpen.	50,000	Onteigening.
Provincie Brabant.			
1	Verlenging van de Louiza-laan. Aanleggen door de stad Brussel van de Natiën-laan tusschen de Congo-laan en de Jeanne-laan	220,000	—
2	Weg van Brussel naar Antwerpen. Afleiding van den weg in den doorgang van Eppeghem	75,000	—
3	Weg van Leuven naar Mechelen. Afleiding van de Mechelschestraat, te Leuven	560,000	Onteigeningen.
Provincie Oost-Vlaanderen.			
<i>Eerste Directie.</i>			
1	Tusschenkomend aandeel van den Staat in den aankoop van de terreinen voor het bouwen van een ringboulevard, te Wenduyn, krachtens de overeenkomst van 10 April 1919	200,000	De gemeente Wenduyn heeft de noodige onteigeningen overgenomen, vereischt voor het aanleggen der ontworpen laan.
2	Houten signalisatiepalen en muuraanduidingen. Inrichting.	100,000	—
Provincie Oost-Vlaanderen.			
1	Weg van Gent naar Maubeuge in den doorgang van Melle. Rechtmaking	100,000	—
2	Nieuwe weg naar Geeraardsbergen	200,000	Aankoop der gronden.
3	Jaarvergoedingen te betalen tot in 1935 aan de concessiehouders van de vergunde wegen van Calloo naar Doel en van Kieldrecht naar Doel, wegens het afzien van het heffen der bareelgelden	1,075	—
4	Verbreeding van den weg van Oosterzele naar Diekvelve	10,000	Aankoop der gronden.
Provincie Henegouw.			
1	Weg Luik naar Bergen, langs Namen en Charleroi. Verhoogings- en gezondheidswerken op het grondgebied van Dampremy. Een baanvak	1,000,000	Onteigeningen.
2	Weg Doornik naar Robaais. Afkoop van de concessie. Jaarrente	305	—

Volg- nummer.	Aanduiding der werken.	Raming der uitgaven.	Bemerkingen.
Provincie Luik.		Francs.	
1	Weg Luik naar Berneau en Visé naar Mouland. Recht:rekking der straten van Visé . . .	2,750,000	Onteigeningen en werken.
2	Verbreeding en verbetering van den weg Luik naar Berneau	50,000	—
3	Afleiding van den weg Limont naar Oraye in den doorgang van Bergfilers	25,000	Onteigening.
Provincie Limburg.			
1	Weg van Asch naar Bilsen. Recht:trekking van twee gevaarlijke krommingen tusschen de kilometerpalen 4 en 5	58,000	Onteigeningen.
2	Weg van Winterslag langs Zwartberg naar Meeuwen. (Baanvak tusschen het aanvangspunt van den weg Winterslag-Asch en tusschen Zwartberg en het uiterste punt.) Aanleggen . . .	77,000	Aankoop der gronden.
3	Weg Mechelen a/M. naar het kanaal. Recht:trekking	34,000	Idem.
4	Weg Wimismael naar Meeuwen. (Baanvak begrepen tusschen den spoorweg Hasselt-Maaseik en den weg Hasselt naar de Maas) Aanleggen	145,000	Onteigeningen en werken.
5	Weg Wimismael naar Meeuwen. (Baanvak begrepen tusschen het beginpunt en den spoorweg Hasselt-Maaseik). Aanleggen	800,000	Idem.
6	Weg Genck naar Sutendaal. Aanleggen . .	200,000	Idem.
7	Weg Bilsen naar Gruitrode. Aanleggen . .	104,000	Aankoop der gronden.
8	Aanleggen van een weg Opoeteren naar Asch	117,000	Idem.
9	Aanleggen van een weg Mechelen a/M naar Opoeteren	100,000	Idem.
10	Aanleggen van een weg Wimismael naar Meeuwen. (Baanvak tusschen den spoorweg Heppen-Asch en Meeuwen.)	190,000	Idem.
11	Aanleggen van een weg Winterslag, langs Waterschey, naar Asch. (Baanvak tusschen den weg Wimismael-Meeuwen en Asch)	100,000	Idem.
12	Verbreeding en verbetering van den weg Brusthem naar Cortenbosch	40,000	Idem.
13	Aanleggen van den weg Wimismael naar Meeuwen. (Baanvak begrepen tusschen den weg Hasselt naar de Maas en den spoorweg Asch-Houthalen).	10,000	Idem.
Provincie Luxemburg.			
1	Weg Bastenaken-Grandham (verbreeding) .	225,000	
	Allerlei in gang zijnde onteigeningen . . .	123,620	

BIJLAGE VIIIb.

Ontwerp van Buitengewone Begrooting voor 1923 -- Artikel 20-2°.

Schuldvorderingen van 1922 en vroeger : 900,000 frank.

Aanduiding der werken.	Namen der aannemers.	Datum van de goedkeuring der overeenkomsten.	Uit te keeren bedragen.
Verbeterings-, herstellings- en verbreedingswerken der bestrating van den weg Leopoldsborg naar Maaseik, op het grondgebied van Hechtel.	Seraeyen, Th.	25 Mei 1920.	56,014.27
Terughbetaling van de prijsverhogingen der in 1920 gefabriceerde bouwstoffen en geleverd voor ondernemingen uitgevoerd voor den Staat.	Steengroeven van Monifort.	1920.	De te betalen som werd nog niet voor goed vastgesteld.
Idem.	Steengroeven van Purnode.	1920.	Idem.
Herstellingswerken aan den weg Brussel-Ninove, baanvak Ifterbeek, te Schepdaal.	Piette, J.	5 October 1921.	122,356.84
Algemeene herstelling van den weg Gent naar Valenciennes. — 2 ^{de} kavel.	Rousseau.	15 April 1921.	214,635.35
Herstelling van den weg Brussel naar Ninove, tusschen de afstandspunten 11,500 en de grens der provincie Brabant.	Société anonyme des carrières du Hainaut.	20 Juni 1921.	100,800.00
Verbeteringswerken van den weg Namen naar Marche.	Lambot, J.	3 April 1920.	30,191.80

N. B. — Het is niet mogelijk een bedrag te bepalen voor de schuldvorderingen voor 1922, daar het dienstjaar niet afgesloten is. Het geldt ramingen.

Opgave der tegemoetkomingen gedurende het 1^e halfjaar 1922, uitgekeerd aan de werklozen van elke industrie, gegroepeerd per provincie.

Nummer van de tabel.	Nijverheidsbedrijven.	Antwerpen.		Brabant.		West-Vlaanderen.		Oost-Vlaanderen.		Henegouw.		Luik.		Limburg.		Luxemburg.		Namen.		Totaal van het 1 ^e halfjaar 1922.			
		Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Hoofdsteg.	Gezinsteg.	Totaal.	
1	Mijnbedrijven	355	362.25	»	558.50	»	»	2,197	1,456	2,078	14,176	175,569.70	174,470.25	25,348.25	21,006.70	»	»	3,323	1,623.75	209,870.95	219,648.45	429,519.40	
2	Groefbedrijven	2,643	1,925.50	21,339.50	7,777.25	»	»	17,780	6,687	430,887	156,774.25	847,190.50	338,615.75	»	»	426.50	383	46,824.25	18,493.75	1,866,000.75	525,611.50	1,891,612.25	
3	Metalbedrijven.	1,048,569.90	395,880.00	148,265.25	460,583.22	117,121.25	47,406	486,892.40	148,570.52	1,588,019.75	500,247	2,920,195.00	857,467.75	96,879	58,547.95	4,592.25	1,359.25	67,632	23,969	6,773,071.70	2,194,531.85	8,967,603.05	
4	Aardewerkbedrijven	156,300.40	86,553.55	»	»	15,644	10,974.25	43,269.50	20,668.75	580.50	161.25	14,280.50	8,454	»	»	»	»	»	»	250,074.90	126,811.80	356,886.70	
5	Glasbedrijven	18,500.50	8,046.75	632	24.50	»	»	»	»	95,152.50	43,514.70	1,355,930.50	286,423.25	»	»	»	»	192,721	61,536	1,663,029.50	400,520	2,063,549.50	
6	Scheikundige bedrijven	»	»	»	18	»	»	451.49	66	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	451.49	84	535.49	
7	Voedingsbedrijven	36,270	20,102.75	17,708.50	9,877.75	4,118.75	4,802.20	38,028	16,438	2,434	1,313.75	27,923	16,697.25	224	305	»	»	»	»	127,780.25	69,836.70	197,606.95	
8	Textielbedrijven	23,110.36	5,001.35	32,343.20	4,368.25	876,217.38	320,494.25	1,377,969.99	261,723.85	18,432.90	2,368.45	905,026.02	124,152.25	427	»	»	»	»	»	3,433,527.35	719,008.48	4,152,535.83	
9	Kleedingsbedrijven	50,890.35	14,510.25	58,615.90	9,091.70	40,614.25	6,707.75	73,570.92	5,760	668	102	51,488	8,541	738	1,157.25	»	»	»	»	276,585.62	45,869.95	322,455.57	
10	Bouwbedrijven	160,010.05	64,522.75	190,113.20	62,126.80	201,070	105,597.20	591,298.40	222,290.75	49,546.25	17,543.25	357,406.70	125,978.00	25,542.75	17,817.25	»	»	1,529.50	581.50	1,518,452.85	685,956.10	2,199,408.95	
11	Houtnijverheid en meubelmaking	1,098,122.55	431,819.80	272,195.65	109,955.50	487,290.17	246,380.40	656,835.50	275,550.94	439,837	139,744	421,237.25	82,772.75	22,900	35,920.25	»	»	86,917	21,211	3,479,645.12	1,354,834.64	4,834,479.76	
12	Huiden- en lederbedrijven	34,170.81	12,637.44	77,427.95	23,900.25	57,661.80	19,159.45	36,846.23	8,896.40	30,494.90	8,805	81,073.90	17,186.50	3,225.50	1,174.25	»	»	»	»	320,699.59	91,179.20	411,878.88	
13	Takakbedrijven	229,532.08	80,945.22	21,156.95	6,693	2,060	1,036.50	159,889.62	25,090.25	16,004	1,321.45	15,373	1,080	29,121.50	44,019.40	»	»	»	»	538,747.15	160,185.88	698,933.03	
14	Papierbedrijven.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
15	Boekbedrijven	49,904.90	12,784.25	4,012.25	2,057.25	2,534.50	636.75	1,817	884.25	1,392.40	478.50	389	185	»	»	306	»	»	»	56.25	60,858.15	17,089.25	77,948.40
16	Kunstbedrijven	871,270.25	324,885	22,306	22,712	3,738	365	18,422	5,218.25	2,215	155	»	»	3,753	783.50	»	»	»	»	981,704.25	354,308.75	1,336,013	
17	Vervoerbedrijven	1,632,135.16	909,228.57	17,141.50	12,916.25	101,021.60	76,862.20	339,329.50	181,358.22	10,248.75	2,643.75	18,767.50	15,815.25	4,220	2,509	»	»	5,031.50	2,120.25	2,144,022.51	1,204,912.59	3,348,935.10	
18	Andere bedrijven en beroepen	688,585.10	280,515.51	152,725.75	62,156.95	200,675.42	76,964.75	1,122,541.44	429,444.40	58,347.50	22,168.25	91,488.75	25,001.50	27,122.75	21,269.65	»	»	22,777.75	9,006.75	2,291,225.07	987,994.78	3,279,220.45	
Totaal.		6,091,622.11	2,701,221.60	1,324,922.70	406,492.17	2,110,678.22	919,326.62	5,166,944.99	1,670,205.20	2,722,922.15	911,426.10	7,266,229.22	2,967,844.10	309,892.75	216,720.20	5,234.75	2,192.25	420,656	148,678.25	25,508,751.80	9,152,267.51	34,661,019.31	

Opgave der toegenootkomsten gedurende het 2^e halfjaar van 1922, uitgerekend aan de werklozen van elke industrie, gegroepeerd per provincie.

Nummer van de tabel.	NIVVERHEIDSBEDRIJVEN.	Antwerpen.		Brabant.		West-Vlaanderen.		Oost-Vlaanderen.		Henegouw.		Luik.		Limburg.		Luxemburg.		Namen.		Totaal van het 2 ^e halfjaar 1922.			
		Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Hoofdtg.	Gezinstg.	Totaal.	
1	Mijnbedrijven	204. »	229 »	»	»	»	»	228 »	171 »	2,614.50	16,018 »	44,468 »	18,736.25	9,156 »	12,437.35	»	»	36 »	9 »	56,699.50	47,000.60	104,300.10	
2	Groefbedrijven	»	»	1,880 »	1,515.50	»	»	1,100 »	383.50	36,008 »	28,307.50	63,809.50	22,096.25	»	»	42 »	6 »	3,228.25	1,420.50	105,657.75	50,529.25	156,187 »	
3	Metalbedrijven.	532,475.75	198,311.05	207,733.70	138,530 »	107,366.50	»	39,898.75	149,703 »	43,627.80	370,493.50	192,439.09	650,037.21	232,063.15	16,963 »	44,753.25	520 »	150 »	10,707 »	3,560 »	2,051,999.66	802,829.09	2,914,828.75
4	Aandewerkbedrijven	7,833.93	7,684.50	27 »	24 »	759 »	»	483 »	2,923.50	1,920 »	3,747.50	1,924 »	4,832 »	3,681.50	»	»	»	»	»	»	20,095.93	15,693 »	35,788.93
5	Glasbedrijven	7,728.75	1,740 »	821.50	879 »	»	»	»	»	»	97,387 »	29,172.50	132,006.50	24,483.50	»	»	»	»	30,104.25	10,195 »	274,848 »	65,970 »	340,818 »
6	Scheikundige bedrijven	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
7	Voodingsbedrijven	9,616 »	4,924 »	4,628.50	4,887.78	2,457.85	»	3,047.85	14,510 »	7,497.50	2,762 »	1,306 »	5,778.50	2,836 »	»	»	»	»	»	»	39,732.50	24,398.63	64,151.23
8	Textielbedrijven	12,677 »	4,565.50	22,762.50	8,000 »	81,237.25	»	60,431.45	302,834 »	96,613 »	121.50	17 »	178,554.30	44,964.50	»	»	»	»	»	»	598,186.55	215,987.05	813,573.60
9	Kleedingsbedrijven	12,194.50	5,788.50	14,453.50	3,395.44	7,250.50	»	1,502 »	13,024.25	2,149.20	»	»	»	»	1,131.50	473.14	»	»	»	»	48,054.25	13,318.28	61,372.53
10	Bouwbedrijven	10,422 »	10,060.50	12,726.50	6,413.50	12,069.25	»	15,072.50	44,527.25	36,321.75	3,578 »	2,096.50	46,698 »	31,806.70	917.50	3,170.50	»	»	286 »	124 »	131,158.50	105,725.95	236,884.45
11	Houtnijverheid en meublereij	279,120.80	175,394.75	98,071.50	28,711.46	120,023.75	»	62,109.75	89,421.75	78,101 »	21,175 »	15,002.75	38,711.70	22,163.25	2,920 »	5,918.50	»	»	7,853.50	4,987.50	637,585.50	293,458.96	1,051,044.46
12	Huiden- en lederbedrijven	25,378.46	15,010.50	38,598.25	25,105.77	10,913.50	»	6,499.20	21,784.10	11,824.47	4,008.10	2,023.25	34,566 »	6,987.55	2,239 »	1,424 »	»	»	»	»	135,477.11	68,874.44	204,351.55
13	Takakbedrijven	48,419.01	26,575.48	4,204.50	2,042.50	2,791.25	»	4,333 »	22,231 »	7,859 »	1,645.50	446.25	14,516.60	971.50	47,497.50	24,639.50	»	»	»	»	119,506.67	68,867.23	188,463.90
14	Papierbedrijven.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
15	Beekbedrijven	12,012.50	4,984.50	4,007.50	3,907.50	869.20	»	402 »	2,247.50	4,162.50	391.20	332.50	789.50	588.50	»	310.50	»	»	»	»	20,637.90	10,677.50	31,315.40
16	Kunstbedrijven	59,824 »	23,857.50	4,863 »	1,888 »	»	»	»	1,762.50	568 »	»	»	168 »	42 »	»	»	»	»	»	»	66,803.50	25,362.50	92,166 »
17	Vervoerbedrijven	938,677.07	473,814.25	53,857.50	23,788.50	70,611.50	»	46,877 »	132,671.65	74,757.69	20,659 »	14,155 »	54,161.50	21,911.34	2,227 »	1,594 »	»	»	3,419.50	1,074.50	1,285,294.78	640,952.78	1,946,247.50
18	Andere bedrijven en beroepen	109,586 »	56,375.85	29,761 »	15,566.71	26,447.25	»	11,896.50	154,546.25	102,226.11	10,856.50	5,786.50	46,486.25	29,626.92	17,004.50	7,641.75	»	»	543 »	357 »	225,224.75	229,949.75	625,174.50
Totaal. . fr.		2,066,077.97	1,007,965.88	495,729.50	264,298.26	442,739.20	»	219,204.50	381,799.06	463,175.59	525,526.26	204,226.24	1,221,922.24	446,922.12	100,249 »	72,068.99	278.50	126 »	62,157.50	22,177.50	6,067,073.89	2,854,225.01	8,861,667.90
		2,078,912.25		760,127.16		691 duizend		224.70		1,226,970.52		220,127.14		1,720,857.68		172,312.99		1,028.50		84,225			

BIJLAGE Xa.

Bestuurskosten van het Nationaal Crisisfonds voor het jaar 1922.

Vergoedingen aan de leden van het C. A.	fr.	26,892.00
Wedden der leden van den gezondheidsdienst (17)		142,800.33
— der vier toezichters		37,874.14
Reiskosten :		
Leden van het C. A. en commissarissen der Regeering.		9,038.80
Personeel van het Middenbestuur		8,682.28
van den toezichtdienst.		24,417.25
— in de provinciën		380.20
Huur, verwarming, verlichting, onderhoud		16,600.02
Materieel, mobilair, bibliotheek		6,810.41
Kantoorbehoeften, Middenbestuur.		13,946.30
Formulieren, drukwerk, werklozenkassen, werklozen- fonds, rechtvaardiging der uitgekeerde tegemoetkomingen, .		22,648.30
Postzegels, telegrammen, telefoon, kleine uitgaven. . . .		2,730.11
Totaal.	Fr.	312,786.81

BIJLAGE Xb.

ALGEMEENE FINANCIËELE TOESTAND VAN HET DIENSTJAAR 1921.

ONTVANGSTEN.		
Tegemoetkoming van den Staat fr.	130,000,000.00	
Terugbetalingen 15 t. h. op de uitgekeerde hoofdt tegemoetkomingen (ten laste van de Werkloozenkassen)	5,626,995.84	
Terugbetalingen 10 t. h. op geheel de som der uitkeeringen (bijdrage der gemeenten)	6,778,201.72	
Vrijwillige tusschenkomst der provinciën	1,741,364.25	
Ten onrechte uitgekeerde sommen, door den Toezichtdienst ingezameld	80,266.12	
Interesten der sommen door het Werkloozenfonds in de de bank belegd	829.84	144,227,657.77
UITGAVEN.		
Leeningen aan de Cooperatieven voor de Kantwerksters van Berlaere, Brugge en Turnhout (beslissing van het het C. A. van 28/4-1921).	208,000.00	
Totaal der uitkeeringen aan de onvrijwillige werklozen volgens hierbijgevoegde tabel	128,893,155.71	
Totaal der bestuurskosten volgens hierbijgevoegde tabel	364,968.04	129,466,123.75
Overschot op 1922 overgebracht :		14,761,534.02

BIJLAGE Xc.

FINANCIEELE TOESTAND VAN HET DIENSTJAAR 1922.

ONTVANGSTEN.		
1. Overschot van het dienstjaar 1921. fr.	14,761,534.02	
2. Bijdrage van den Staat : a) in de uitkeeringen voor werkloosheid.	45,000,000.00	
— — b) in de bestuurskosten	152,500.00	
3. Terugbetalingen 15 t. h. door de werklozenkassen.	3,609,332.99	
4. Terugbetalingen 10 t. h. door de gemeenten.	3,425,224.71	
5. Tusschenkomst van de provinciën.	1,851,466.27	
6. Sommen ten onrechte aan de werklozen uitgekeerd en door den Toezichtdienst ingezameld	142,958.82	
		68,943,016.81
UITGAVEN.		
1. Totaal der uitkeeringen. fr.	43,522,787.21	
2. Leeningen aan de coöperatieven voor Kantwerksters	139,500.00	
3. Totaal der bestuurskosten volgens hierbijgevoegde tabel.	312,786.81	
		43,975,074.02
Overschot op 1923 overgebracht. fr.		24,967,942.79

BIJLAGE Xd.

I. — TUSSCHENKOMST 15 t. h. IN DE HOOFDTEGEMOETKOMINGEN
DOOR DE KASSEN.

Dienstjaar.	Uitgekeerde hoofdtgemoet- komsten.	Bijdrage 15 t. h. door de Kassen.	Totaal der stortingen op 31 Mei 1923.	Blijft te trekken op 1 Juni 1923.
1921	401,881,599.01	15,282,239.85	9,235,328.83	6,046,911.02
1922	31,515,824.69	4,727,373.70	2,422,628.17	2,304,745.53
	433,397,423.70	20,009,613.55	11,657,957.00	8,351,656.55

2. — TUSSCHENKOMST DER GEMEENTEN
(10 t. h. van geheel de uitgave).

Dienstjaar.	Geheel bedrag der uitkeeringen.	Geheel bedrag der gemeentelijke tusschenkomst.	Totaal der stortingen op 31 Mei 1923.	Blijft te trekken op 1 Juni 1923.
1921	128,904,094.00	12,890,409.40	8,597,354.66	4,293,054.74
1922	43,522,770.71	4,352,278.72	2,348,724.63	2,003,554.09
	172,426,864.71	17,242,688.12	10,946,079.29	6,296,608.83

3. — TUSSCHENKOMST DER PROVINCIËN.

Dienstjaar.	Provinciën.	Verschuldigde tusschenkomst.	Totaal der stortingen op 31 Mei 1923.	Blijft te trekken op 1 Juni 1923.
1921	Antwerpen, Brabant West-Vlaanderen Limburg, Namen	3,460,037.80	3,460,037.60	
1922	Brabant, Limburg	284,250.76	225,961.91	58,288.85
		3,744,288.36	3,685,999.51	58,288.85

BIJLAGE XI.

MINISTERIEEL BESLUIT VAN 6 MAART 1922.

Gelet op artikel 2 van het Koninklijk besluit dd. 6 September 1921;

Gelet op de ministerieele besluiten d. 10 en 11 October en 3 November 1921;

Overwegende dat het de plicht is der gemeenschap de wegens de industriele crisis tot werkloosheid gedwongen werknemers te helpen;

Overwegende dat, met het oog op de aanmoediging tot voorziching tegen werkloosheid, het van belang is de hulp der openbare machten aan de bij een verzekeringskas tegen werkloosheid aangesloten werknemers voor te behouden;

Overwegende, echter, dat tegenover de werkloozen, die de rechten, waarop zij als verzekerden aanspraak kunnen maken, hebben uitgeput, de tegemoetkomingen van het Nationaal Crisisfonds een ware steun worden; dat er van dan af aanleiding toe bestaat de te dien einde door den wetgever ter beschikking gestelde credieten voor te behouden aan de enkele werkloozen, die, te gelijktijd, bij een werkloozenkas zijn aangesloten en er van laten blijken dat zij in nood verkeeren;

Overwegende dat om bedoelden nood te bewijzen er rekening dient gehouden met al de bestaansmiddelen van den werklooze,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

BESLUIT :

ARTIKEL 1.

De ministerieele besluiten dd. 10 October en 3 November 1921 worden ingetrokken en door beneden aangegeven bepalingen vervangen.

ART. 2.

Worden van het voordeel der tegemoetkomingen van het Nationaal Crisisfonds uitgesloten, de werkloozen, die er anders zouden mee begunstigd worden als hebbende hun rechten, waarop zij als verzekerden aanspraak kunnen maken, uitgeput, maar die tot een der volgende categorieën behoren :

- a) De werklooze vrouw, wier man minstens vier dagen per week werkt;
- b) 1. De werkloozen behorende tot een gezin van twee personen, indien een van hen minstens vier dagen per week werkt en een normaal loon van een volwassen verdient;
- 2. De werkloozen behorende tot een gezin van drie tot vier personen, waarvan twee leden minstens vier dagen per week werken en een normaal loon van een volwassen verdienen;
- 3. De werkloozen behorende tot een gezin van vijf tot zes personen waarvan drie leden minstens vier dagen per week werken en een normaal loon van een volwassen verdienen;

4. Dewerkloozen behorende tot een gezin van zeven personen en meer, waarvan vier leden minstens vier dagen per week werken en een normaal loon van een volwassene verdienen ;
Twee half-volwassen arbeiders dienen voor één volwassene gerekend ;
- c) De werkloozen behorende tot een gezin, waarvan een lid handel drijft of aan rondventen doet ;
- d) De werkloozen, die één of meer huizen bezitten, buiten dit noodig tot de huisvesting van hun gezin, en waarvan alzoo de noodige bestaansmiddelen worden verschaft ;
- e) De werkloozen, eigenaars of huurders van een onroerend goed, waarvan de verhuring of de onderverhuring hun de noodige levensmiddelen verschaft ;
- f) De werkloozen, behorende tot een gezin, dat (in huur of in eigendom) bebouwt :
1. Meer dan 1 hectare, akkerbouw in 't groot, wanneer het gezin bestaat uit twee tot vier personen ;
 2. Meer dan 2 hectaren, wanneer er sprake is van een gezin van meer dan vier personen ;
 3. Twintig aren groententeelt ;
 4. Tien aren tabakteelt ;
- g) De werkloozen behorende tot een gezin, dat bezit 't zij :
- | | |
|-----------------------------|---|
| Één paard of één muilezel ; | } of gezamenlijk het gelijkwaardige van een
dezer categorieën. |
| Twee hoornbeesten ; | |
| Vier varkens ; | |
| Tien schapen of geiten ; | |
| 100 kiekens ; | |
- h) De werkloozen, die duiven, hanen, vogels, honden of andere dieren hebben om aan prijskampen deel te nemen of die daaraan gewoonlijk deelnemen ;
- i) De werkloozen, die zich blijkbaar slecht gedragen of zich aan drank of spel overgeven ;
- j) De werkloozen overtuigd dat zij een valsche aangifte omtrent hun bestaansmiddelen hebben gedaan ;
- k) De werkloozen, die, krachtens de artikels 203 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, op een voedingspensioen recht hebben, indien de personen, er toe verplicht dit pensioen te betalen, in goeden doen verkeer en in staat zijn hun verplichtingen te vervullen ;
- l) De werkloozen, meer dan 65 jaar oud, die het ouderdomspensioen trekken, indien dit, om reden dat zij een loon ontvangen, niet wordt verminderd.

ART. 3.

De in het ministerieel besluit van 10 October 1921 toegebrachte wijzigingen, wat de categorieën *a* en *b* van bovenaangegeven artikel 2 betreft, zullen van 3 April 1922 af in werking treden.

ART. 4.

Daar de bestaansmiddelen van de tijdelijke uitwijkingen die van hun werkseizoen terugkeeren niet kunnen worden gecontrôleerd, zullen die personen van de tegemoetkomingen van het Nationaal Crisisfonds worden uitgesloten voor een termijn van één maand, te beginnen van den dag hunner inschrijving op de controlelijst der Kas.

ART. 5.

De werkloozen, die worden uitgesloten omdat ze in een der bij bovenaangegeven artikels 2 en 4 voorziene categoriën vallen en die, in 1921, de rechten, waarop ze als verzekerden kunnen aanspraak maken, hebben uitgeput, mogen, te beginnen van 1 Januari 1922, nog slechts aanspraak maken op de bij de statuten hunner werkloozenkas voorziene vergoedingen. Zoo hun Kas is uitgeput, zullen de vergoedingen ten laste van het Nationaal Crisisfonds worden betaald, binnen de bij de statuten van de Kas en de verordeningen van bedoeld Fonds vastgestelde perken.

Zij zullen op geen gezinstegemoetkomingen recht hebben buiten deze die bij de statuten van hun Kas worden voorzien.

ART. 6.

De Beheerraad van het Nationaal Crisisfonds mag, in gemeen overleg met den Minister van Nijverheid en Arbeid, afwijkingen van bovenstaande regels in buitengewone, belangwekkende door de Werkloozenfonds bekendgemaakte gevallen toelaten.

Gegeven te Brussel, den 6 Maart 1922.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 8 JUNI 1922.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op Ons besluit van 30 December 1920, waarbij een Nationaal Crisisfonds wordt tot stand gebracht, gewijzigd bij de besluiten van 7 en 31 Maart 1921 en 6 September 1921 ;

Overwegende dat de maatstaf, waarnaar thans tegemoetkoming wordt verleend, werd vastgesteld, wanneer het index-cijfer 454 was; dat bedoeld cijfer voor de maand Mei 1922 is gedaald tot 365, waaruit blijkt dat de levensduurte merkelijk vermindert ;

Overwegende dat die bevindingen dienen in acht genomen om bedoelden maatstaf te wijzigen ;

Gelet op het advies uitgebracht door Onze Ministers in Rade ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 9 wordt als volgt gewijzigd :

« De maatstaf, waarnaar door het Crisisfonds tegemoetkoming wordt verleend, is dezelfde als die bij de statuten der Werkloozenkas voor het berekenen der vergoeding voorzien. De tegemoetkoming van het Crisisfonds mag nochtans niet hoger loopen dan tot 4 frank per dag voor de werklooze gezinshoofden en tot 3 frank zoover ze geen kinderen hebben voor de werklooze ongehuwden, weduwnaars of uit den echt gescheiden personen.

» Bovendien wordt aan elk gezinshoofd een dagelijksche bijslag verleend van 1 frank voor zijn echtgenoot, die zijn huishouden doet en van 1 frank per kind van 14 jaar en minder, en per kind van meer dan 14 jaar en minder dan 16 jaar, dat een onderwijsgesticht bezoekt of dat, wegens lichamelijke ongeschiktheid, niet kan werken.

» Bovenvoorzienne tegemoetkomingen, gevoegd bij die van bijzondere of openbare instellingen, mogen de $\frac{2}{3}$ niet overschrijden van het loon, betaald aan een arbeider van de categorie, waartoe de werklooze behoort.

» De tegemoetkomingen van het Nationaal Crisisfonds mogen, in geen geval, 10 frank per dag overschrijden.

» Het bestuurscollege van het Nationaal Crisisfonds wordt er toe gemachtigd de beteekenis der uitdrukking « gezinshoofd » te verruimen of te beperken in de mate, die het noodig mocht achten om belangwekkende toestanden te verhelpen.

» Bovendien wordt het bestuurscollege van het Nationaal Crisisfonds er toe gemachtigd, wanneer het zulks nuttig mocht achten, voorschotten te doen om door werkloozen werken te laten uitvoeren. »

ART. 2.

Artikel 10 wordt als volgt gewijzigd :

« De tegemoetkomingen van het Nationaal Crisisfonds worden, overeenkomstig het reglement van de Werkloozenkas, verleend :

» 1° Aan de verzekerde werklozen, die den voorgeschreven wachttijd voltrokken hebben, in nood verkeer en hun recht op vergoeding uit de Werkloozenkas hebben uitgeput ;

» 2° Aan de verzekerde werklozen, die den voorgeschreven wachttijd hebben voltrokken en aangesloten zijn bij kassen, welke geldmiddelen zijn uitgeput.

» Gezinsbijslagen worden aan de werklozen dier categorie niet verleend, tenzij ze in nood verkeer ;

» 5° Gezinsbijslagen worden aan de bij niet uitgeputte kassen aangesloten werklozen verleend enkel gedurende het bij de statuten voorziene vergoedingstijdperk, en voor zoover ze in nood verkeer. Gevoegd bij de vergoeding der kas mogen ze geen 10 frank per dag overschrijden.

» Het begrip « nood » wordt bepaald bij ministerieel besluit, gegeven naar advies van het bestuurscollege van het Nationaal Crisisfonds en van de vaste commissie der erkende beroepsverenigingen, van de pariteits-arbeidsbeurzen en van de kassen van voorzorg tegen werkloosheid. »

ART. 3.

De laatste twee alinea's van artikel 15 der samengeordende besluiten worden voortaan artikel 14.

ART. 4.

Dit besluit treedt in werking den 5ⁿ Juli 1922.

ART. 5.

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ Juni 1922.

ALBERT.

Van Koningswege :

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 4 DECEMBER 1922.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL,

Gelet op Ons besluit dd. 30 December 1920, waarbij een Nationaal Crisisfonds wordt tot stand gebracht, gewijzigd bij Onze besluiten dd. 7 en 31 Maart 1921 en 8 Juni 1922;

Gelet op het door den beheerraad van het Nationaal Crisisfonds in zijn vergadering dd. 28 September 1922 uitgebracht advies;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL 1.

Te rekenen van 1 Januari 1923, wordt het getal dagelijksche tegemoetkomingen, betaalbaar door het Nationaal Crisisfonds aan de verzekerde werklozen, die in nood verkeerden, en die hun recht van tegemoetkoming vanwege hun werklozenkas hebben uitgeput, tot dertig (30) per kalenderjaar beperkt.

De Minister wordt er toe gemachtigd het voordeel van de tegemoetkomingen na den dertigsten dag te verlengen, op advies uitgebracht door den beheerraad van het Nationaal Crisisfonds, en zulks na overlegging van een request steunende op het aanhouden van de crisis in een bepaald bedrijf en op de onmogelijkheid de er in betrokken arbeiders elders onder aanneembare voorwaarden, werk te verschaffen.

De beslissing, waarbij de verlenging wordt verleend, dient den duur ervan aan te geven.

ART. 2.

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 4^e December 1922.

ALBERT.

Van Koningswege :

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

BIJLAGE XII.

**Niet benuttigde credieten van de Buitengewone Begrooting 1922,
voor het Departement van 's Lands Verdediging.**

Artikelen.	Credieten op de Begrooting toegekend.	Bijcredieten.	Uitgaven.	Onbenuttigde credieten.
93	650.000	»	640,000 »	10,000 »
94	1,600,000	»	470,000 »	1,130,000 »
95	2,500,000	»	1,500,000 »	1,000,000 »
96	2,500.000	»	1,449,788.11	1,050,211.89
97	300,000	»	284,869.81	15,130.19
98	500,000	»	474,694.99	25,305.01
99	500,000	»	480,000 »	20,000 »
100	1,000.000	»	955,000 »	45,000 »
101	2,000,000	»	1,928,538.19	71,461.81
102	250,000	»	249,756.91	243.09
103	5,000,000	»	4,400,000 »	600,000 »
104	500,000	»	494,025.47	5,974.53
105	800,000	»	800,000 »	»
106	1,000,000	»	294,125.21	705,874.79
107	100,000	»	»	100,000 »
108	1,000,000	»	819,629.61	180,370.39
109	1,500,000	»	1,299,967.52	200,032.48
110	250,000	»	»	250,000 »
111	700,000	»	424,489.02	275,510.98
112	200,000	»	199,981.24	18.76
113	85,300	»	30,869.75	54,430.25
114	80,000	»	»	80,000 »
115	520,000	»	520,000 »	»
116	172,000	»	147,735.46	24,264.54
117	80,000	»	58,983 »	21,017 »
118	50,000	»	50.000 »	»
119	18,000	»	18,000 »	»
120	150,000	»	204.41	149,795.59
121	8,470,000	»	8,409,535.09	60,464.91
122	19,948,000	»	19,741,275.10	206,724.90
123	4,070,000	»	4,025,937.17	44,062.83
124	4,600,000	»	348,341.60	4,251,658.40
125	4,284,000	»	4,265,659.62	18,340.38
Over te dragen.			54,781,407.28	10,595,892.72

Artikelen.	Credieten op de Begrooting toegekend.	Bijcredieten.	Uitgaven.	Onbenuttigde credieten.
		Overdracht. . .	54,781,407.28	10,595,892.72
126	200,000	»	191,726.81	8,273.49
127	2,500,000	»	2,500,000 »	»
128	300,000	»	293,101.48	6,898.52
129	4,718,500	»	4,097,605.07	620,894.93
130	231,000	»	227,405.47	3,594.53
131	500,000	»	498,959.93	1,040.07
132	12,400,000	»	5,775,376.03	6,624,623.97
133	3,700,000	»	1,062,490.48	2,637,509.52
134	8,100,000	1,750,000 »	9,850,000 »	»
135	185,000	»	3,371 »	181,629 »
136	100,000	»	»	100,000 »
137	84,000	»	70,516.39	13,453.61
138	200,000	»	»	200,000 »
139	700,000	»	345,027 »	354,973 »
140	194,000	»	163,442.35	30,557.65
141	2,704,500	»	2,499,257.67	205,242.33
142	40,000	»	39,545.75	454.25
143	10,000	»	4,233 »	5,767 »
144	400,000	»	277,398.70	122,601.30
145	1,159,750	»	1,148,220.58	11,529.42
146	320,000	»	309,094.90	10,905.10
147	4,662,000	»	4,658,168.43	3,831.57
148	1,750,000	»	1,372,596 »	377,404 »
149	4,665,167	»	4,489,000 »	176,167 »
150	3,099,800	»	1,997,560.60	1,102,239.40
151	15,750,000	»	15,054,342.34	695,657.66
152	50,000	»	50,000 »	»
153	200,000	»	200,000 »	»
154	6,650,000	»	6,389,795.44	260,204.56
155	2,000,000	»	1,898,736.58	101,263.42
156	120,000	»	8,600 »	111,400 »
	144,821,017		120,257,009.28	24,564,007.72

BIJLAGE XIII.

LIJST DER MAATSCHAPPIJEN
TOEGELATEN DOOR DE NATIONALE MAATSCHAPPIJ
VOOR GOEDKOOPE WONINGEN

op 31 December 1922

Getal : 240.

A. — Toegelaten en opgerichte maatschappijen.

Getal : 186.

N ^r	Naam en maatschappelijke zetel	Gebied.	Maat- schappelijk kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				inge- schreven door den Staat.	gestort door den Staat.	
ANTWERPEN.						
1	De G. W. van het Arrondissement Antwerpen, Antwerpen.	Arrondissement Antwerpen.	6,759,600	520,000	104,000	Deze Maatsch. heeft tot hiertoe gewerkt zonder Staatstus- schenkomst.
2	Antwerpsche Maat-chappij van G. W., Antwerpen.	Antwerpen.	2.158,000	—	—	
3	Antwerpsche Maatschappij voor goedk. huisvesting, Antwerpen.	Antwerpen.	5,010,000	1,000,000	200,000	
4	Coöperatief van huurders « Een- heid », Antwerpen.	Antwerpsche Agglomeratie.	1,200,000	240,000	48,000	
5	Arendoncksche Maatschappij voor G. W.	Arendonck.	100,000	20,000	4,000	Aanschaffing van grond.
6	Berlaersche Welvaart, Berlaar.	Berlaar.	127,500	25,000	5,000	
7	Gewestelijke Maatschappij van Boom en omliggende voor het bouwen van goedkoope wonin- gen, Boom.	Boom en omstreken.	620,000	124,000	40,000	
8	Société coopérative immobilière de Moll, Brussel.	Moll.	410,000	25,000	5,000	
9	De Nieuwe Wijk van Cappellen, Cappellen.	Cappellen.	100,000	35,000	7,000	
10	Tuinwijk van Deurne, Deurne.	Deurne.	451,000	90,000	18,000	
11	G. W. van Duffel, Duffel.	Duffel.	255,000	50,000	10,000	
12	Eigen Haard, Herenthals.	Herenthals.	400,000	80,000	16,000	
13	Maatschappij voor G. W. en woon- vertrekken van het kanton Heyst-op-den-Berg, Putte, Boisschot, Heyst-op-den-Berg, Heyst-op- den-Berg.	Heyst-op den-Berg, Putte, Boisschot, Hegem, Schrieck, Wiekevorst.	381,300	53,100	10,620	
14	Maatschappij voor G. W., Ho- boken.	Hoboken.	860,600	169,000	33,800	

Nr	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maatsch. kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				ingeschreven door den Staat.	gestort door den Staat.	
15	De Mechelsche G. W., Mechelen.	Mechelen.	1,000,000	200,000	40,000	
16	Coöperative van huurders « De Vrije Woonst », Mechelen.	Mechelsche agglomeratie.	1,293,200	234,000	46,800	
17	Mollische Bouwmaatschappij voor G. W., Moll.	Moll.	536,200	111,000	22,200	
18	Liersche Maatschappij voor G. W., Lier.	Lier.	1,000,000	200,000	40,000	
19	De Nieuwe Wijk, Raeyels.	Raeyels.	100,000	20,000	4,000	
20	Zonnige Woningen, Sint-Amandus-bij-Puers.	Sint-Amandus- bij-Puers.	84,200	16,800	2,360	
21	Plaatselijke Maatschappij van G. W., Terhaegen.	Terhaegen.	216,000	43,000	8,600	
22	Turnhoutsche Maatschappij voor G. W., Turnhout.	Turnhout.	1,000,000	200,000	40,000	
23	Maatschappij tot oprichting van G. W., Willebroeck.	Willebroeck.	161,000	32,000	6,400	
			24,223,600	3,487,900	712,780	

BRABANT.

24	Samenwerkende Maatschappij voor G. W., Aarschot.	Aarschot.	278,600	55,700	11,140	
25	Les Habitations et Logements à bon marché d'Auderghem.	Auderghem.	593,000	85,000	17,000	
26	Le Foyer Anderlechtois, Anderlecht.	Anderlecht.	4,243,000	620,000	124,000	
27	Coöperative de locataires « La Cité Moderne », Berchem-Sint-Agatha.	Berchem- Sint-Agatha.	1,939,900	400,000	80,000	
28	L'Habitation Moderne, Bousval.	Bousval.	250,000	50,000	10,000	
29	Le Foyer Bruxellois, Brussel.	Brussel.	21,118,000	2,000,000	400,000	
30	Le Home des Infirmières, Brussel.	Brusselsche agglomeratie.	124,000	24,000	4,800	
31	Coöperative de locataires « Les Foyers collectifs », Brussel.	Anderlecht.	500,000	100,000	20,000	
32	Union sociale du Foyer de la Femme, Brussel.	Brusselsche agglomeratie.	100,000	20,000	4,000	
33	Société anonyme des habitations à bon marché de l'agglomération Bruxelloise, Brussel.	Brusselsche Agglomeratie.	1,720,000	80,000	16,000	
34	Le Foyer du Mutilé, Brussel.	Heel het land.	600,000	120,000	24,000	
35	Coöperative de locataires « La Cité-Jardin du Kappelleveld », Brussel.	Sint-Lambrechts- Woluwe.	1,288,300	200,000	40,000	

N°	Naam en Maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maatsch. kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				ingeschrev. door den Staat.	gestort door den Staat.	
36	Les Homes Familiaux réunis, Brussel.	Brusselse agglomeratie.	781,250	156,250	31,250	
37	L'Habitation moderne, Court-Saint-Etienne.	Court-Saint-Etienne.	1,000,000	200,000	40,000	
38	Dieghem-Uitbreiding, Dieghem.	Dieghem.	208,700	41,700	8,340	
39	Diest-Uitbreiding, à Diest.	Diest.	300,000	60,000	12,000	
40	Le Foyer Etterbeekois, Etterbeek.	Etterbeek.	1,800,000	360,000	72,000	
41	Les Logements Economiques, Etterbeek.	Brusselse agglomeratie.	300,000	60,000	12,000	
42	Le Foyer Forestois, Vorst.	Vorst.	3,150,000	575,000	113,000	
43	Les Villas de Ganshoren, Ganshoren.	Ganshoren.	300,000	52,000	10,400	
44	Goedkoope Woningen van Grimberghen, Grimberghen.	Grimberghen.	60,000	12,000	2,400	
45	Société régionale des habitations à bon marché de Hal, Lennik-Saint-Quentin, Halle.	Halle, St. Piet.-Leeuw, Buysinghen, Lembeek, Sint-Genesis-Rhode, Ruysbroeck.	1,473,000	250,000	50,000	
46	Coopérative de locataires « Le Bon Logis », Heverlee.	Heverlee-bij-Leuven.	429,000	75,000	15,000	
47	Société coopérative locale pour la construction d'habitations à bon marché de Huyssinghen.	Huyssinghen.	205,500	44,000	8,800	
48	Société des habitations à bon marché d'Ixelles.	Elsene.	923,000	200,000	40,000	
49	Coopérative de locataires « Le Logis », Elsene.	Watermaal-Boschv.	976,700	346,500	69,300	
50	Le Foyer Jettois, Sint-Pieters-Jette.	Sint-Pieters-Jette.	700,000	100,000	20,000	
51	Coopérative de locataires « Le Home », Sint-Pieters-Jette.	Laken. Ganshoren.	965,000	129,500	25,900	
52	Le Foyer Koekelbergeois, Koekelberg.	Koekelberg.	600,000	120,000	24,000	
53	Le Foyer Victoria, Koekelberg.	Koekelberg.	250,000	10,000	2,000	
54	Le Foyer Laekenois, Laken.	Laken.	6,129,000	975,000	195,000	
55	De Liedekerksche Haard, Liedekerke.	Liedekerke.	100,000	20,000	4,000	
56	Société coopérative des habitations et logements à bon marché, Leuven.	Leuven.	655,000	160,000	32,000	
57	Coopératief van huurders « Onze Toevlucht », Leuven.	Kessel-Loo.	920,000	—	—	Niet opgericht.
58	Les Habitations à bon marché de Machelen, Machelen.	Machelen.	500,000	100,000	20,000	

N°	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maat- schappelijk kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				Inge- schreven door den Staat.	Gestort door den Staat.	
59	Société anonyme des habitations à bon marché de Molenbeek-Saint-Jean, Sint-Jans-Molenbeek.	Sint-Jans-Molenbeek.	2,421,000	403,000	80,600	
60	Société coopérative régionale des habitations à bon marché de Nivelles, Nijvel.	Nijvel, Nederbrakel, Waterloo, Kasteelbrakel, Quenast, Baulers.	1,496,400	309,000	61,800	
61	Ieder zijn Huisje, Pamel.	Pamel.	311,000	62,000	12,400	
62	Le Foyer Saint-Gillois, Sint-Gilles-bij-Brussel.	Sint-Gilles- bij-Brussel.	1,371,000	273,000	54,600	
63	Société anonyme des habitations à bon marché de Saint-Josse-ten-Noode.	Sint-Joo- ten-Noode.	300,000	20,000	4,000	
64	Saventhem - Extension, Saventhem.	Saventhem.	1,001,500	200,000	40,000	
65	Le Foyer Schaerbeekois, Schaerbeek.	Schaerbeek.	2,930,000	350,000	70,000	
66	De Goedkoopste Woning van Steynockerzeel, Humelghem, Wambek, Steynockerzeel.	Steynockerzeel, Humelghem, Wambek.	132,600	33,900	7,180	
67	Société anonyme pour la construction, l'habitation et le logement des habitations à bon marché de Tirlemont.	Tienen.	700,000	100,000	20,000	
68	Société Uccloise de construction d'habitations à bon marché.	Ukkel.	1,000,000	206,500	41,300	
69	Le Foyer Vilvordien, Vilvoorden.	Vilvoorden.	1,500,000	300,000	60,000	
70	Habitations et Logements à bon marché de Watermael-Botzfort.	Watermaal- Boschvoorde.	200,000	20,000	4,000	
71	Coopérative de locataires « Floreal », Watermaal-Boschvoorde.	Watermaal- Boschvoorde.	1,942,700	388,400	72,620	
72	Erf en Haard, Wemmel.	Wemmel.	170,000	33,500	6,700	
73	Société de construction d'habitations à bon marché de Woluwe-Saint-Pierre.	Sint-Pieters-Woluwe.	706,500	141,000	28,200	
74	Société anonyme des habitations à bon marché de Woluwe-Saint-Lambert.	Sint-Lambrechts- Woluwe.	500,000	100,000	20,000	
			72,165,650	10,743,650	2,148,730	

WEST-VLAANDEREN.

75	Naamloze Maatschappij voor G. W., Adinkerke.	Adinkerke.	100,000	20,000	4,000	
76	Allen voor Een, Een voor allen, Bisseghe.	Bisseghe.	124,000	24,500	4,900	
77	Het Lindenhof, Blankenberghe.	Blankenberghe.	136,700	25,200	5,040	

N ^o	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maatsch. kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				ingezukken door den Staat.	ge- tof door den Staat.	
78	De G. W. in verwoest West- Vlaanderen, Brugge.	Verwoest West-Vlaan- deren.	514,000	123,000	23,000	De bijdrage van den Staat werd nog niet vastgesteld.
79	Brugsche G. W., Brugge.	Brugge.	1,350,300	270,000	54,000	
80	Zeemanshaard, Brugge.	Zeebrugge.	1,500,000	375,000	75,000	
81	Eigen Gift, Eigen Hulp, Cuerne.	Cuerne.	70,000	14,000	2,800	
82	Credietmaatschappij « Eigen Heerd is goud weerd », Dixmude.	De aangenomen ge- meenten.	167,000	—	—	
83	Le Foyer Dottignien, Dottignies.	Dottignies.	150,000	30,000	6,000	
84	Habitations à bon marché de Furnes.	Veurne.	625,000	125,000	25,000	
85	Eigen Haard is goud waard, Ghistel.	Ghistel.	230,500	46,000	9,200	
86	Huis en Heerd, Gullegheem.	Gullegheem.	77,500	15,500	3,100	
87	Société coopérative des habitations à bon marché, Helchin.	Helchin.	64,700	13,000	2,600	
88	Le Foyer Populaire, Herseaux.	Herseaux.	400,000	80,000	16,000	
89	De Mandelbeek, Ingelmunster.	Ingelmunster.	200,000	40,000	8,000	
90	De Toekomst, Lichtervelde.	Lichtervelde.	100,500	20,000	4,000	
91	Ons Dorp, Meenen.	Meenen.	428,900	100,000	20,000	
92	De Deeve, Menlebeke.	Menlebeke.	117,000	20,500	4,100	
93	Logements à bon marché, Moeskroen.	Moeskroen.	200,000	199,600	39,920	
94	De Oostendsche Haard, Oostende.	Oostende.	1,462,500	200,000	40,000	
95	De Mandel, Rousselare.	Rousselare.	805,000	159,000	31,800	
96	Eigen Heerd, Rumbeke.	Rumbeke.	250,000	51,000	10,200	
97	Eigen Heerd is goud weerd, Sint-Andries-bij-Brugge.	Sint-Andries- bij-Brugge.	362,500	72,000	14,400	
98	Elk zijn t'huis, S ^{te} Kruis-bij- Brugge.	S ^{te} Kruis-bij-Brugge.	200,000	40,000	8,000	
99	Eigen Haard, Sweveghem.	Sweveghem.	292,000	58,400	11,680	
100	Helpt elkander, Wareghem.	Wareghem.	300,000	60,000	12,000	
101	La Lys, Wervicq.	Wervicq.	185,500	60,000	12,000	
102	Volksbelang, Wevelghem.	Wevelghem.	142,500	30,000	6,000	
			10,556,500	2,273,700	454,740	

N ^o	Naam en Maatschappelijke zetel.	Gebied	Maatsch. Kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				ingeschrev. door den Staat.	gestort door den Staat.	
OOST-VLAANDEREN						
103	Samenwerk. maatsch. voor goedkoope woningen voor het land van Aalst, te Aalst.	Aalst en omstreken	500,000	»	»	Zonder tusschenkoms van den Staat.
104	G. W. van Basel.	Basel.	120,000	24,000	4,800	
105	Geluk in ons Huis, Baasrode.	Baasrode.	200,000	40,000	8,000	
106	Gewestelijke Maatschappij voor G. W., Beveren-Waas.	Beveren-Waas en omgeving.	1,056,000	211,000	42,200	
107	Werkmansvreugd, Denderbelle.	Denderbelle.	30,000	6,000	1,200	
108	Gentsche maatsch. voor goedkoope woningen, te Gent.	Gent.	1,000,000	200,000	40,000	
109	Le Foyer Gantois, Gent.	Gent, Gentbrugge, Drongen.	515,000	150,000	30,000	
110	De Gentbrugsche Haard, Gentbrugge.	Gentbrugge.	383,800	76,600	15,320	
111	Gewestelijke Maatschappij, Geeraardsbergen.	Geeraardsbergen en omgeving.	608,100	123,300	24,660	
112	De Lebbeekse Volksheerd, Lebbeke.	Lebbeke.	251,300	50,000	10,000	
113	Samenwerkende Maatschappij tot het bouwen van g. w. woonvertrekken, Ledeberg.	Ledeberg.	550,000	110,000	22,000	
114	De Meirelbeekse G. W., Meirelbeke.	Meirelbeke.	130,000	25,000	5,000	
115	Ninove Welzijn, Ninove.	Ninove.	876,000	170,000	34,000	
116	Hulp in Woningnood, Overmeire.	Overmeire.	30,200	6,000	1,200	
117	Le Nouveau Foyer Renaissance, Ronse.	Ronse.	600,600	120,000	24,000	
118	Plaatselijke samenwerkende maatschappij voor goedkoope woningen, Selzaete.	Selzaete.	803,500	160,000	32,000	
119	Bouwmaatschappij van Temsche, Temsche.	Temsche.	200,000	40,000	8,000	
120	Voorziening in Nood, Waarschoot.	Waarschoot.	133,200	26,600	5,320	
121	Eigen Dak, Wetteren.	Wetteren.	100,000	20,000	4,000	
122	Zeelsche Bouwmaatschappij voor G. W., Zele.	Zele.	150,000	30,000	6,000	
123	Zwijndrechtsche Bouwmaatschappij, Zwijndrecht.	Zwijndrecht.	300,000	60,000	12,000	
			8,537,700	1,648,500	329,700	

N ^o	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maat- schappelijk kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				inge- schreven door den Staat.	gestort door den Staat.	
HENEGOUW.						
124	Le Foyer Antoinien, Antoing.	Antoing.	200,800	40,000	8,000	
125	Les Habitations à bon marché de la région d'Ath, Ath.	Arrondissement Ath.	347,900	67,000	13,400	
126	Société d'habitations à bon marché de la région de Soignies, 's Gravenbrakel.	Ecaussines. Soignies.	1,302,000	260,000	52,000	
127	Habitations à bon marché de Braine-le-Comte.	's Gravenbrakel.	200,000	67,800	13,560	
128	Le Foyer Moderne, Boussu.	Boussu.	207,800	40,000	8,000	
129	L'Habitation Moderne, Châtelet.	Châtelet.	390,900	100,000	20,000	
130	Le Foyer Moderne. Châtelineau.	Châtelineau.	1,354,100	338,600	67,720	
131	L'Œuvre sociale « La Maison pour tous », Charleroi.	Charleroi.	1,500,000	300,000	60,000	
132	La Cité-Jardin, Couillet.	Couillet.	2,019,300	400,000	80,000	
133	Le Confort, Courcelles.	Courcelles.	500,000	100,000	20,000	
134	Le Foyer Elougeois, Elouges.	Elouges.	100,000	20,000	4,000	
135	La Cité Farciennoise, Farcien- nes.	Farciennes.	508,100	100,000	20,000	
136	Les Habitations Flénuisiennes, Flénu.	Flénu.	412,000	82,400	16,480	
137	Le Foyer Gillicien, Gilly.	Gilly.	953,200	200,000	40,000	
138	Le Hame Familial, Houdeng- Goegnies.	Houdeng-Goegnies, Houdeng-Aimeries, Strépy.	1,052,200	200,000	40,000	
139	Le Foyer Jumetois, Jumet.	Jumet.	600,000	120,000	24,000	
140	Le Foyer Louviérois, La Lou- vière.	La Louvière, Saint-Vaast.	1,542,000	282,000	56,400	
141	Le Plus Grand Lessines, Les- sines.	Lessines, Ollignies, Deux Acren.	1,000,000	200,000	40,000	
142	Le Foyer Leuzois, Leuze.	Leuze.	508,200	101,600	20,320	
143	La Lodelinsartoise, Lodelinsart.	Lodelinsart.	333,500	—	—	De bijdrage van den Staat is nog niet vastgesteld.
144	Les Habitations Marchiennes, Marchienne-au-Pont.	Marchienne-au-Pont.	998,300	200,000	40,000	
145	Le Foyer, Monceau-sur-Sambre.	Monceau-sur-Sambre.	806,600	160,000	32,000	
146	Société coopérative des maisons à bon marché de Mont-sur-Mar- chienne.	Mont-sur-Marchienne	806,500	160,000	32,000	
147	Le Foyer Péruwelzien, Péruwelz.	Péruwelz.	160,200	32,100	6,420	
148	Le Foyer Pont-à-Cellois, Pont- à-Celles.	Pont-à-Celles.	100,000	20,000	4,000	

N°	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maat- schappelijk kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				Inge- schreven door den Staat.	Gestort door den Staat.	
149	Société anonyme des Habitations à bon marché de Pont-de-Loup.	Pont-de-Loup.	200,000	40,000	8,000	
150	Société d'Habitations à bon marché de Quaregnon.	Quaregnon.	800,000	160,000	32,000	
151	Société coopérative d'Habitations à bon marché de Ressaix-Péronnes, Péronnes.	Ressaix-Péronnes.	2,100,000	100,000	20,000	
152	Le Foyer Rhodien, Rœulx.	Le Rœulx.	36,250			Niet opgericht.
153	Les Maisons Roviennes, Roux.	Roux.	250,000	50,000	10,000	
154	Le Foyer Populaire, Souvret.	Souvret.	250,000	50,000	10,000	
155	Le Logis Tournaisien, Doornik.	Doornik.	1,115,600	200,000	40,000	
156	A chacun son Logis, Trazegnies.	Trazegnies.	401,000	75,000	15,000	
157	Société coopérative d'Habitations et de logements à bon marché, Wasmes.	Wasmes.	544,500	103,500	20,700	
158	Les Maisons à bon marché de Wasmuël.	Wasmuël.	200,000	35,000	7,000	
			23,800,950	4,405,000	881,000	

LUIK.

159	Société coopérative d'Habitations à bon marché d'Awans et environs, Awans.	Awans, Loncin, Alleur.	307,600	61,600	12,320
160	Le Foyer Régional, Flémalle-Grande.	Flémalle-Grande, Horion-Hozémont, Bergen.	744,200	148,800	29,760
161	Le Foyer de la région de Fléron, Fléron.	De streek van Fléron.	1,057,100	211,400	42,280
162	Société de construction d'Habitations à bon marché, Grâce-Berleur.	Grâce-Berleur.	286,000	55,000	11,000
163	Société coopérative d'Habitations à bon marché de la région de Huy, Hoci.	Hoci, Wanze.	431,000	85,500	17,100
164	L'Habitation Jempeppienne, Jemeppe-sur-Meuse.	Jemeppe-sur-Meuse.	275,000	55,000	11,000
165	Habitations à bon marché de Landen, Landen.	Landen.	158,600	30,000	6,000
166	La Maison Liégeoise, Luik.	Luik.	6,000,000	1,200,000	240,000
167	Maisons à bon marché du canton de Grivegnée et des communes environnantes, Luik.	Grivegnée en omliggende gemeenten.	1,818,000	357,000	71,400
168	Maisons à bon marché de Herstal et communes environnantes, Luik.	Herstal, Vottem.	1,079,000	215,750	43,150

N°	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maat- schappelijk kapitaal.	Kapitaal		Aanmerkingen.
				inge- schreven door den Staat.	gestort door den Staat.	
169	Société anonyme des Habitations à bon marché du canton de Saint-Nicolas et des communes environnantes, Luik.	Saint-Nicolas en omgeving.	1,146,000	210,000	42,000	
170	Le Home Ougrée, Ougrée.	Ougrée.	936,800	186,000	37,200	
171	La Hoëgne, Pepinster.	Pepinster.	1,000,000	200,000	40,000	
172	La Maison Sérésienne, Seraing.	Seraing.	1,001,000	200,000	40,000	
173	Le Foyer Spadois, Spa.	Spa.	219,100	43,000	8,760	
174	La Régionale Verviétoise, Verviers.	De streek van Verviers	4,160,000	830,000	166,000	
			20,619,400	4,089,850	817,970	

LIMBURG

175	Les Liégeois, Genck.	Genck.	570,000	50,000	10,000	
176	N. V. voor Goedkope Woningen te Genck-Winterslag, Genck.	Genck	2,250,000	100,000	20,000	
177	Nieuw Dak, Genck.	Genck.	401,700	80,000	16,000	
178	Hasseltse Samenwerkende Bouwmaatschappij, Hasselt.	Hasselt.	200,000	40,000	8,000	
179	Noord-Limburgsche Maatschappij voor G. W. en Woonvertrekken te Neerpelt.	Neerpelt, Hamont, Lommel, Overpelt, St-Huibrechts-Lille.	500,000	100,000	20,000	
180	Nieuw Sint-Trouden, Sint-Trouden.	Sint-Trouden.	600,000	120,000	24,000	
181	Tongerhuis, Tongeren.	Tongeren.	250,000	50,000	10,000	
			4,771,700	540,000	108,000	

LUXEMBURG

182	La Maison Arlonaise, Aarlen.	Aarlen.	412,500	82,000	16,500	
183	Société Bouillonnaise pour habitations à bon marché, Bouillon.	Bouillon.	200,000	40,000	8,000	
184	Le Foyer Libramontois, Libramont.	Libramont.	255,000	51,000	10,200	
			867,500	173,500	34,700	

NAMEN

185	Les Logis d'après-guerre, Andenne.	Andenne.	200,000	40,000	8,000	
186	Le Foyer Namurois, Namen.	Namen.	1,027,000	200,000	40,000	
			1.227,000	240,000	48,000	

B. — Toegelaten maar niet opgerichte maatschappijen op 31 December 1922.

Getal : 24.

Nummers.	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maatsch. Kapitaal.	Aanmerkingen
----------	------------------------------------	---------	-----------------------	--------------

ANTWERPEN.

1	De Ontwaking, Nijlen.	Nijlen.	100,000	
2	Helpt Elkander, Wuestwezel.	Wuestwezel.	218,100	
			318,100	

BRABANT.

3	Bouwmaatschappij voor G. W., Droogenbosch.	Droogenbosch.	70,000	
4	Elk zijn Huis, Tervueren.	Tervueren.	100,000	
5	Maatschappij voor G. W., Werchter.	Werchter.	100,000	
			270,000	

WEST-VLAANDEREN.

6	Eigen Heerd is Goud weerd, Asse- brouck.	Asschrouck.	200,000	
7	Eigen Haard is Goud waard, Lauwe.	Lauwe.	100,000	
8	Voor Huis en Land, Ledeghem.	Ledeghem.	121,875	
9	Rust Roest, Thourout.	Thourout.	78,000	
			499,875	

OOST-VLAANDEREN.

10	Elk gezin een dak, Audenaarde.	Audenaarde.	355,250	
11	L'Entr'aide sociale du Foyer de la Femme, Gent.	Agglomeration-Gent.	140,600	
12	Volkswelzijn, Sint-Gilles-bij-Dender- monde.	St-Gilles-bij-Dendermonde.	252,500	
13	St-Nikolaasche Bouwmaatschappij, St-Nikolaas-Waas.	St-Nicolaas-Waas.	1,000,000	
			1,728,350	

HENEGOUW.

14	Le Foyer Fleurisien, Fleurus.	Fleurus.	150,000	
15	Les Cités-Jardins, Gaurain-Rame- croix.	Gaurain-Ramecroix.	120,000	
16	Société de construction d'habitations à bon marché, Godarville.	Godarville.	393,500	

Nummers.	Naam en maatschappelijke zetel.	Gebied.	Maat- schappelijk kapitaal.	Aanmerkingen
HENEGOUW (vervolg).				
17	Société coopérative de construction d'habitations à bon marché, Hautrage.	Hautrage.	720,000	
18	Lessines-Cottages, Lessines.	Lessines en Deux-Acren.	96,800	
19	Le Foyer Montois, Bergen.	Bergen.	200,000	
20	Le Foyer Montagnard, Montigny-sur-Sambre.	Montigny-sur-Sambre.	340,000	
21	La Cité Moderne, Morlanwelz.	Morlanwelz.	300,000	
			2,320,300	
LUIK				
22	Société coopérative de construction d'habitations à bon marché de Hologne-aux-Pierres.	Hologne-aux-Pierres.	208,200	
23	Les Habitations à bon marché des vallées de l'Ourthe et de l'Ambiève.	Poulseur en omliggende gemeenten.	185,000	
			393,000	
NAMEN.				
24	Habitations à bon marché de Dinant.	Dinant.	250,000	

SAMENVATTING.**A. — Toegelaten en opgerichte maatschappijen op 31 December 1922 :**

PROVINCIEËN.	Getal.	Maatschappelijk kapitaal.	Kapitaal	
			ingeschreven door den Staat.	gestort door den Staat.
Antwerpen	23	24,223,600	3,487,900	712,780
Brabant	51	72,165,650	10,743,650	2,148,730
West-Vlaanderen . . .	28	10,556,500	2,273,700	454,740
Oost-Vlaanderen . . .	24	8,537,700	1,648,500	329,700
Henegouw	35	23,800,950	4,405,000	881,000
Luik	16	20,619,400	4,089,850	817,970
Limburg	7	4,771,700	540,000	108,000
Luxemburg	3	867,500	173,500	34,700
Namen	2	1,227,000	240,000	48,000
Te zamen.	186	166,770,000	27,602,100	3,535,620

B. — Toegelaten maar niet opgerichte maatschappijen op 31 December 1922 :

PROVINCIEËN.	Getal.	Maatsch. kapitaal.
Antwerpen	2	318,400
Brabant	3	270,000
West-Vlaanderen	4	499,875
Oost-Vlaanderen	4	1,728,350
Henegouw	8	2,320,300
Luik	2	393,200
Limburg	—	—
Luxemburg	—	—
Namen	1	250,000
Te zamen	24	5,529,825

Geheel getal van de toegelaten maatschappijen op 31 December 1922

Getal : 240.

Ingeschreven kapitalen : 172,549,825 frank.

LIJST DER IN FORMING ZIJNDE OF ONTWORPEN MAATSCHAPPIJEN.

A. — Maatschappijen in vorming.

Nummers.	Zetel.	Benaming.	Arbeidskring.	Vermoedelijk Kapitaal.	Bemerkingen.
ANTWERPEN.					
1	Schelle.	Plaatselijke Maatschappij tot het bouwen van Goedkoope Woningen.	Schelle.	84,100	Maat. toegelaten in 1923.
BRABANT.					
2	Assche.	De Goedkoope Woningen van Assche.	Assche.	105,000	—
3	Berchem- St-Agatha.	Goedkoope Woningen van Berchem-St-Agatha.	Berchem- St-Agatha.	100,000	—
4	Muysen.	—	Muysen.	75,500	—
5	Wilsele.	De Goedkoope Woningen.	Wilsele.	246,000	Toegel. in 1923.
WEST-VLAANDEREN.					
6	Kortrijk.	Goedkoope Woningen.	Kortrijk.	400,000	Toegel. in 1923.
7	Iseghem.	Iseghemsche Bouwmaat- schappij.	Iseghem.	700,000	—
OOST-VLAANDEREN.					
8	Denderleeuw.	Werkerswelzijn.	Denderleeuw.	260,500	—
9	Gent.	De Goede Werkmanswoning.	Gentsche agglomeratie.	500,000	—
10	Gent.	La Maison de l'Employé.	Gentsche agglomeratie.	500,000	—
HENEGOUW.					
11	Chapelle-lez- Herlaimont.	La Ruche Chapelloise.	Chapelle- lez-Herlaimont.	350,000	Toegel. in 1923.
12	Cuesmes.	Les Habitations Cuesmoises.	Cuesmes.	217,500	—
13	Feluy.	La Feluysienne.	Feluy.	70,000	—
14	Gouy-lez-Pié- ton.	Le Foyer Gouytois.	Gouy-lez-Piéton.	150,000	—
15	Leval-Trahé- gnies.	Les Habitations Levalloises.	Leval-Trahégnies.	167,000	Toegel. in 1923.
16	Maurage.	Société coopérative pour la construction d'habitations à bon marché à Maurage.	Maurage.	200,000	—
NAMEN.					
17	St-Servais.	La Joie du Foyer.	St-Servais.	300,000	—
KANTONS EUPEN-MALMEDY.					
18	Malmédy.	Le Foyer Malmédien.	Rayon Malmédy.	250,000	Toegel. in 1923.

B. — Ontworpen maatschappijen.

Antwerpen.	13. Thielt.	25. Etquelinnes.
1. Beersse.	14. Wenduyn.	26. Hornu.
2. Brasschaet.	Oost-Vlaanderen.	27. Obourg.
3. Bornhem.	15. Caleken.	28. Saint-Ghislain.
4. Heffen.	16. Deinze.	Luxemburg.
Brabant.	17. Eecloo.	29. Saint-Hubert.
5. Evere.	18. Hamme.	30. Bastenaken.
6. Hofstade.	19. Rupelmonde.	31. Bertrix.
7. Hougærde.	20. Sint-Gilles-Waas.	32. Barvaux.
West-Vlaanderen.	21. Steendorp.	Namen.
8. Ansegghem.	Henegouw.	33. Gembloux.
9. Avelghem.	22. Vaulx, Chercq, Bruyelles, Calonne.	34. Jemeppe-sur-Sambre.
10. Knoeke.	23. Baudour.	Kantons Eupen-Malmedy.
11. Moorseele.	24. Dour.	35. Eupen.
12. Oostroosebeke.		

C. — In vorming zijnde of ontworpen Samenwerkende Vennootschappen van huurders.

Nummers.	Zetel.	Benaming.	Bemerkingen.
1	Saint-Servais (Namen).	Le Foyer de la Renaissance.	Kapitaal 282.500 frank, toegelaten in 1923.
2	Antwerpen.	Unitas-Tuinwijk.	Wordt eerlang toegelaten.
3	Sint-Jans-Molenbeek.	Les Maisons Fleuries.	—
4	Anderlecht.	Syndicat du Personnel du Chemin de fer (gare du Midi).	—
5	Charleroi.	Syndicat National du Personnel des C. P. T. T. M.	—
6	Namen.	Coopérative de locataires pour Namur et environs.	—

D. — Ontworpen maatschappijen zoo gezegd « van industrieelen aard »

BRABANT.

1	Evere.	Etablissements « Preud'homme », rue de la Ferme, Evere.	—
2	Vorst.	Wielemans - Ceuppens, Van Volkemlaan, 360.	—
3	Sint-Jans-Molenbeek.	« Era », Vandenberghs Limited.	—

Nummers.	Zetel.	Benaming.	Bemerking.
----------	--------	-----------	------------

HENEGOUW.

4	La Louvière.	Association Charbonnière du Centre.	—
5	Wasmes.	Société anon. du Charbonnage d'Hornu et de Wasmes.	—
6	Montigny-le-Tilleul.	Charbonnage de Fort-Taille.	—
7	Boussu.	Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons.	—
8	Mariemont-Bascoup.	Charbonnages de Helchteren et Zolder.	—
9	Bernissart.	Charbonnages d'Harchies. M. Philippart, Kunstlaan, 27, Brussel.	—
10	Hensies-Pommerœul.	Charbonnages d'Hensies-Pommerœul.	—

LUIK.

11	Ougrée.	Société anonyme d'Ougrée-Marihaye (Aciéries).	—
----	---------	---	---

LIMBURG.

12	Eysden-Sinte-Barbara.	Charbonnages Limbourg-Meuse, M. Lambert, Kunstlaan, 27, Brussel.	—
13	Zonhoven.	Société « Foraky ».	—

BIJLAGE XIV.

GETAL aanvragen ingediend tot op 5 Mei 1923 voor den AANKOOP
van huizen gebouwd door toegelaten Bouwmaatschappijen.

Verdeeling volgens de Maatschappijen.

Antwerpen . . .	Gewestelijke Maatschappij, Boom.	4
Brabant . . .	Foyer Anderlechtlois	1
— . . .	Les Cités-Jardins, Anderghem	1
— . . .	Le Logis, Boschvoorde	1
— . . .	Société d'Etterbeek	1
— . . .	Foyer Forestois	3
— . . .	Société Régionale de Hal	1
— . . .	Le Home, Sint-Pieters-Jette	3
— . . .	L'Habitation et le Logement à bon marché, Thie- nen	6
West-Vlaanderen . .	Het Lindenhof, Blankenberghe	8
— . . .	Allen voor een, een voor allen, Bisseghem-Kortrijk . .	1
Oost-Vlaanderen . .	Foyer gantois	4
Luik . . .	La Régionale Verviétoise	10
Limburg . . .	Hasseltsche Samenwerkende Maatschappij	23

BIJLAGE XV.

Uitvoering van het Koninklijk besluit dd. 14 Augustus 1922.

Aantal personen die de premie hebben aangevraagd,
uitgeloofd door de Regeering tot bevordering van het bouwen
van goedkoope woningen door particulieren.

Op	9 December 1922.	3,255
van 11 tot 16	— —	141
— 18 tot 23	— —	100
— 27 — 30	— —	124
— 2 — 6 Januari 1923		83
— 8 — 15	— —	112
— 15 — 20	— —	91
— 22 — 27	— —	118
— 29 — 3 Februari	—	81
— 5 — 10	— —	120
— 12 — 17	— —	106
— 19 — 24	— —	101
— 26 — 3 Maart	—	108
— 5 — 10	— —	122
— 12 — 17	— —	104
— 19 — 24	— —	109
— 26 — 31	— —	88
— 5 — 7 April	—	82
— 9 — 17	— —	73
— 16 — 21	— —	90
— 23 — 28	— —	72
— 50 — 5 Mei	—	74
		5,354

Op 5 Mei 1923, waren er 5,354 personen die de premie hadden aangevraagd uitgeloofd voor het bouwen van een goedkoope woning.

Van die 5,354 aanvragen werden er 162 vernietigd om onderscheidene redenen (aanvragers voldeden niet aan de gestelde vereischten — teruggetrokken aanvragen —, aanvraag eene tweede maal ingediend).

VERDEELING DER AANVRAGEN.

Ziehier de verdeling der 5,192 aanvragen volgens de verblijfplaats der aanvragers.

Brabant.	Brusselsche agglomeratie.	674
	Andere gemeenten.	677
		1,351

Antwerpen	Antwerpsche Agglomeratie	135	
	Andere gemeenten	705	
		—	840
Oost-Vlaanderen	Gentsche Agglomeratie	103	
	Andere gemeenten	639	
		—	742
West-Vlaanderen		686	
		—	686
Luik	Luiksche Agglomeratie	188	
	Andere gemeenten	381	
		—	569
Limburg		492	
		—	492
Namen		193	
		—	193
Henegouw		184	
		—	184
Luxemburg		99	
		—	99
Eupen-Malmedy		36	
		—	36
			<u>5.192</u>

Lijst der beroepen uitgeoefend door de 2.667 personen wier tabellen A en AB op 5 Mei 1923 aan het Departement werden overgemaakt.

Werklieden van Staat, provinciën en gemeenten	411	
Mijnbedrijven	82	
Groefbedrijven	29	
Metaalbedrijven	196	
Aardwerkbedrijven	29	
Glasbedrijven	8	
Voedingsbedrijven	74	
Textielbedrijven	161	
Kleedingsbedrijven	29	
Bouwbedrijven	348	494
Hout- en meubelbedrijven	146	
Huiden- en lederbedrijven	34	
Tabaksbedrijven	10	
Papierbedrijven	6	
Boekbedrijven	8	
Kunstbedrijven	18	
Vervoerbedrijven	49	
Andere bedrijven en bijzondere beroepen	62	

Fabriksarbeiders	130
Kleine landbouwers	148
Kleine handelaars	53
Landbouwers	89
Handels- en nijverheidsbeambten	143
Staatsbeambten	201
Provincie- en gemeentebeambten	82
Postklerken en postboden	83
Vervoerbedrijven	16
Ambachtslieden	18
	2.667

BIJLAGE XVI.

Schematische tabel van de Begrooting.

Nummers der artikelen.	Credieten op de Begrooting gebracht.	Credieten door de Commissie voorgesteld.	Verminder- ingen.	Vermeer- deringen.	Aanmerkingen.
---------------------------	--	---	----------------------	-----------------------	---------------

Justitie

1	125,000	125,000	—	—	Crediet van 150,000 fr. voorgesteld door de Re- gering naar luid van een amendement dat zij na- dien heeft ingetrokken.
2	100,000	—	100,000	—	
3	100,000	—	100,000	—	
4	200,000	100,000	100,000	—	
5	300,000	500,000	—	200,000	
5bis	—	—	—	—	
6	6,565,000	6,250,000	315,000	—	
7	50,000	40,000	10,000	—	
	7,440,000	7,015,000	625,000	200,000	

Buitenlandsche Zaken.

8	200,000	200,000	—	—	art. (nieuw).
9	185,000	185,000	—	—	
9bis	—	100,000	—	100,000	
	385,000	485,000	—	100,000	

Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

10	500,000	500,000	—	—	
11	268,000	—	268,000	—	
	768,000	500,000	268,000	—	

Wetenschappen en Kunsten.

12	1,000,000	1,265,000	160,000	425,000	art. (nieuw).
13	4,000,000	4,000,000	—	—	
14	4,000,000	4,000,000	—	—	
15	2,000,000	2,000,000	—	—	
16	2,000,000	2,000,000	—	—	
17	1,000,000	1,000,000	—	—	
17bis.	—	9,000,000	—	9,000,000	
	14,000,000	23,265,000	160,000	9,425,000	

Landbouw en Openbare Werken.

I. — Landbouw.

18	300,000	300,000	—	—	
19	700,000	—	700,000	—	
19bis.	—	25,000	—	25,000	
19ter.	—	142,000	—	142,000	
	1,000,000	467,000	700,000	167,000	

N. B. De credietverhoogen en de meeste credietverminderingen zijn het gevolg van door de Regeering ingediende amendementen.

Nummers der artikelen.	Crediet op de begrooting gebracht.	Credieten door de Commissie ingesteld.	Verminder- ingen.	Vermeer- deringen.	Aanmerkingen.
II. — Openbare werken.					
20 ¹	12,000,000	7,680,000	4,320,000	—	
20 ²	26,000,000	5,420,000	20,580,000	—	
20 ³	—	900,000	—	900,000	
20 ⁴	—	1,000,000	—	1,000,000	
21	500,000	28,000	472,000	—	
22	320,000	320,000	—	—	
22bis.	—	—	—	—	Crediet van 1,635,875 frank, bij amendement voorgesteld, doch omt. naar de ineenloop van de Commissie, moet gehecht worden, als bijcrediet, aan de begrooting van 1921.
22ter.	—	52,500	—	52,500	Verplaatste post; was te vinden bij de amendementen onder nummer 54quar.
23	695,000	—	695,000	—	
24	200,000	—	200,000	—	
25	10,000	—	10,000	—	
26	65,000	—	65,000	—	
27	175,000	—	175,000	—	
28	20,000	—	20,000	—	
29	50,000	—	50,000	—	
29bis.	—	517,700	—	517,700	Art. (nieuw).
29ter.	—	12,000	—	12,000	Art. nieuw.
30	5,740,000	2,280,000	3,460,000	—	
31	300,000	300,000	—	—	
32	17,850,000	10,050,000	7,800,000	—	
33	3,800,000	3,250,000	550,000	—	
34	600,000	475,000	125,000	—	
35	16,120,000	15,000,000	1,120,000	—	
36	17,975,000	8,500,000	9,475,000	—	
37	5,500,000	3,245,000	2,255,000	—	De Commissie stelt de intrekking voor van een crediet van 350,000 frank, voorzien voor het aankopen van terreinen tot rechttrekking der Schelde voor Dendermonde.
38	300,000	300,000	500,000	—	
39	1,100,000	60,000	1,040,000	—	
40	1,200,000	1,000,000	200,000	—	
41	2,125,000	775,000	1,350,000	—	
42	250,000	—	250,000	—	
42bis.	—	500,000	—	500,000	Art. (nieuw).
43	2,800,000	300,000	2,500,000	—	
44	50,000	10,000	40,000	—	
45	125,000	—	125,000	—	
46	1,000,000	1,000,000	—	—	
47	100,000	100,000	—	—	
48	35,500,000	34,500,000	1,000,000	—	
49	1,400,000	795,000	605,000	—	
50	250,000	250,000	—	—	
51	12,200,000	11,755,000	445,000	—	Splitsing van het eerste artikel 51.
51bis.	—	445,000	—	445,000	
52	1,000,000	2,500,000	1,000,000	2,500,000	
53	3,400,000	3,800,000	—	400,000	
54	—	35,000	—	35,000	Verplaatste post; kwam voor bij de amendementen onder nummer 51bis.
54bis.	225,000	190,000	35,000	—	Verplaatste post; kwam voor op de begrooting n ^o 51.
	171,445,000	117,345,200	60,462,000	6,362,200	
Nijverheid en Arbeid.					
55	875,000	—	875,000	—	
56	10,000,000	10,000,000	—	—	
57	4,250,000	—	4,250,000	—	
58	500,000	500,000	—	—	
58bis.	—	5,000	—	5,000	Art. (nieuw).
	15,625,000	10,505,000	5,125,000	5,000	

Nummers der artikelen.	Credieten op de Begrooting gebracht.	Credieten door de Commissie voorgesteld.	Verminderings.	Vermee- deringen.	Aanmerkingen
---------------------------	--	---	----------------	----------------------	--------------

Landsverdediging.

59	2,700,000	2,800,000	—	100,000	
60	3,100,000	3,200,000	—	100,000	
61	4,200,000	5,100,000	—	900,000	
62	1,100,000	800,000	300,000	—	
62 bis	—	1,000,000	—	1,000,000	art. (nieuw).
63	2,000,000	2,000,000	—	—	
64	1,500,000	1,500,000	—	—	
65	2,500,000	2,500,000	—	—	
66	1,150,000	1,150,000	—	—	
67	500,000	500,000	—	—	
68	4,900,000	4,900,000	—	—	
69	500,000	500,000	—	—	
70	300,000	300,000	—	—	
71	500,000	1,000,000	—	500,000	
72	1,000,000	1,000,000	—	—	
73	250,000	250,000	—	—	
74	300,000	300,000	—	—	
75	600,000	600,000	—	—	
76	2,000,000	2,000,000	—	—	
77	1,500,000	1,500,000	—	—	
78	320,000	320,000	—	—	
79	500,000	500,000	—	—	
79 bis	—	130,000	—	130,000	art. (nieuw).
79 ter	—	149,800	—	149,800	art. (nieuw).
80	5,800,000	5,800,000	—	—	
81	14,195,000	14,195,000	—	—	
82	4,500,000	7,450,000	—	2,950,000	
83	4,283,500	4,283,500	—	—	
84	35,418,750	35,418,750	—	—	
85	450,000	450,000	—	—	
86	530,000	530,000	—	—	
87	2,990,500	2,990,500	—	—	
88	750,000	750,000	—	—	
88 bis	—	500,000	—	500,000	art. (nieuw).
89	108,000	108,000	—	—	
90	737,000	737,000	—	—	
91	4,500,000	10,500,000	—	6,000,000	
92	4,000,000	4,000,000	—	—	
92 bis	—	2,571,900	—	2,571,900	art. (nieuw).
93	400,000	675,000	—	275,000	
94	150,000	150,000	—	—	
94 bis	—	150,000	—	150,000	art. (nieuw).
94 ter	—	100,000	—	100,000	art. (nieuw).
94 quar	—	200,000	—	200,000	art. (nieuw).
95	1,839,500	1,839,500	—	—	
96	40,000	40,000	—	—	
97	10,000	10,000	—	—	
98	350,000	350,000	—	—	
99	1,341,500	1,341,500	—	—	
100	310,000	310,000	—	—	
101	2,030,000	2,030,000	—	—	
102	1,750,000	1,500,000	250,000	—	
103	4,625,458	4,625,458	—	—	
104	2,604,370	2,537,060	67,310	—	
105	10,400,000	10,400,000	—	—	
106	50,000	550,000	—	500,000	
107	125,000	125,000	—	—	
108	6,000,000	4,700,000	1,300,000	—	
109	1,000,000	1,000,000	—	—	
	142,708,578	156,917,968	1,917,310	16,126,700	

Nummers der artikelen.	Credieten op de Begrooting gebracht.	Credieten door de Commissie voorgesteld.	Verminderingen.	Vermeerde- ringen.	Aanmerkingen
---------------------------	--	---	-----------------	-----------------------	--------------

Financiën.

110	1,500,000	1,500,000	—	—	
111	200,000	200,000	—	—	
112	200,000	200,000	—	—	
113	6,000,000	6,000,000	—	—	
114	1,500,000	1,200,000	300,000	—	
115	15,000,000	15,000,000	—	—	
116	1,000,000	2,000,000	—	1,000,000	
117	100,000,000	100,000,000	—	—	
117 bis		1,200,000	—	1,200,000	art. nieuw.
118	10,000,000	10,000,000	—	—	
119	100,000	100,000	—	—	
120	400,000	400,000	—	—	
121	75,000,000	75,000,000	—	—	
122	425,200	425,200	—	—	
211,325,200		213,225,200	300,000	2,200,000	

Duurtetoelag.

Justitie 123	2,719,681	2,719,681	—	—
Buit. Zaken 124	398,481	398,481	—	—
Bin. Z. en V. 125	847,662	847,662	—	—
Wet. en Kun. 126	17,797,831	17,797,831	—	—
Land. Op. Werk.				
i. Landbouw 127	1,078,100	1,078,100	—	—
ii. Op. Werk. 128	5,411,420	3,607,820	1,803,600	—
Nijv. en Arb. 129	482,962	482,962	—	—
Koloniën 130	270,281	270,281	—	—
Landsverd. 131	15,583,091	15,583,091	—	—
Gendarm. 132	2,067,200	2,067,200	—	—
Financiën 133	12,111,886	12,111,886	—	—
Econ. Zak. 134	75,000	75,000	—	—
58,843,595		57,039,995	1,803,600	—

Samenvatting.

Justitie	7,440,000	7,015,000	625,000	200,000
Buitenl. Zaken	385,000	485,000	—	100,000
Bin. Z. , Volksg.	768,000	500,000	268,000	—
Wet. en Kunsten	14,000,000	23,265,000	—	9,265,000
Land. Op. Wer.				
A. Landbouw.	1,000,000	467,000	700,000	167,000
B. Op. Werken.	171,445,000	117,345,200	60,462,000	6,362,200
Nijv. Arbeid.	15,625,000	10,505,000	5,125,000	5,000
Landsverd.	142,708,578	156,917,968	1,917,310	16,126,700
Financiën.	211,325,200	213,225,200	300,000	2,200,000
Levensduurte.	58,843,595	57,039,995	1,803,600	—
623,540,373		586,765,363	71,200,910	34,425,900

Credieten op de Begrooting voorgesteld . . . 623,540,373

Credieten door de Commissie voorgesteld . . . 586,765,363

Vermindering 36,775,010

ERRATA :

Bladz. 2, 12^{de} lijn, te lezen 424,509,557 frank in plaats van 424,340,137 frank.

Bladz. 6, 3^{de} kolom (1922. Gevolgen van den oorlog), te lezen 424,509,557 fr.
in plaats van 424,409,557 frank.

Bladz. 47, lijn 17, te lezen.... « en slechts dienen kan, zooals heel het tegenwoordig kanaal, voor lichters van.... ».